



MÉMOIRES

DU

MARÉCHAL DE VILLARS

IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

A NOGENT-LE-ROTROU.

MÉMOIRES

DU

MARÉCHAL

DE VILLARS

PUBLIÉS D'APRÈS LE MANUSCRIT ORIGINAL

POUR LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ET ACCOMPAGNÉS

DE CORRESPONDANCES INÉDITES

PAR M. LE Mis DE VOGÜÉ

MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME TROISIÈME



A PARIS

LIBRAIRIE RENOUARD

H. LAURENS, SUCCESSEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

RUE DE TOURNON, N° 6

M DCCC LXXXIX


APR
23

EXTRAIT DU RÈGLEMENT.

Art. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que le tome III de l'édition des Mémoires du maréchal de Villars, *préparé par* M. le Mis de Vogüé, *lui a paru digne d'être publié par la* Société de l'Histoire de France.

Fait à Paris, le 20 *juin* 1889.

Signé : Lud. LALANNE.

Certifié :

Le Secrétaire de la Société de l'Histoire de France,

A. DE BOISLISLE.

MÉMOIRES

DU MARÉCHAL DE VILLARS

1708. Le premier événement de l'année 1708 fut l'embarquement du roi d'Angleterre à Dunkerque pour rentrer dans ses royaumes. Dès qu'il fut près d'Édimbourg, on y envoya des chaloupes pour voir si les partisans de Jacques III tiendroient les paroles qu'ils avoient données. On fit des signaux, mais rien ne parut de la part des Écossois, et il fut aisé de juger par là que l'affaire étoit manquée. Le chevalier de Forbin, qui commandoit la flotte française, ne voulut pas attendre celle d'Angleterre qui le suivoit. Il tourna vers le nord et ne perdit que le vaisseau du chevalier de Nangis, qui fut pris par l'avant-garde de la flotte angloise. Ce voyage, très malheureux pour le roi d'Angleterre, fut très favorable à tous les principaux officiers qui l'accompagnoient. Ce prince, qui ne devoit distribuer les grâces accordées par Sa Majesté que lorsqu'il seroit débarqué, ouvrit les paquets par lesquels le marquis de Gacé[1] se trouvoit maréchal de

1. Ch.-Aug. de Goyon de Matignon, marquis de Gacé, né en 1647, était lieutenant général depuis 1693; il quitta le service après la défaite d'Oudenarde et mourut en 1729.

France, MM. de Levi[1] et de Ruffey[2] lieutenants généraux, et les autres élevés à proportion de leurs emplois. M. de Chamillart, ministre de la guerre, très puissant auprès du roi et ami intime de la maison de Matignon, voulut y mettre une charge de la couronne; il la fit donner au marquis de Gacé, lieutenant général, ce qui fit dire à M. de Lauzun que le ministre auroit mieux fait de prendre l'aîné, petite malignité qui étoit assez dans l'esprit de ce duc.

La principauté de Neufchâtel avoit, dès l'année précédente, porté les prétendants à cet État à y venir soutenir leurs droits. La concurrence de M. le prince de Conti et du comte de Matignon soutenu par M. de Chamillart fit perdre cette principauté aux héritiers les plus naturels. L'électeur de Brandebourg, qui n'y avoit aucune prétention légitime, prit toutes les mesures pour réaliser un droit imaginaire. Il distribua de grosses pensions dans tout le canton de Berne; il promit aux principaux habitants de Neufchâtel de leur donner de l'emploi chez eux et à Berlin; il traita avec l'Angleterre et la Hollande qui s'engagèrent à le soutenir moyennant un corps de Prussiens qu'il devoit envoyer en Italie. Avec toutes ces précautions, il

1. Ch.-Eug., marquis de Lévis, avait servi comme brigadier de cavalerie et maréchal de camp sous Villars, de 1703 à 1707; il fut créé duc et pair en 1718, cordon bleu en 1732 et mourut en 1734.

2. Louis-Anne Damas, comte de Ruffey, brillant officier de cavalerie, se distingua à Carpi (1702), à Asti (1705), où il fut blessé, à Oudenarde, où il fut fait prisonnier, à Malplaquet, à Denain. Il ne fut nommé lieutenant général que le 29 mars 1710 : sous-lieutenant des mousquetaires, sous-gouverneur de Louis XV, il mourut en 1722.

gagna les suffrages et fit trouver incontestable son prétendu droit sur Neufchâtel.

A peine la campagne de 1707 fut-elle achevée que le roi ordonna au maréchal de Villars de se rendre incessamment à la cour pour le charger de faire la conquête de ce petit État. Il dit à Sa Majesté que, si elle avoit bien voulu lui donner cette commission dans le temps que les divers concurrents disputoient leurs droits, il auroit fait tomber la principauté à qui Sa Majesté auroit voulu, et à lui-même, si elle l'avoit agréé, quoiqu'il n'y eût pas grand droit. Et, dans la vérité, la cour ayant ordonné au maréchal de Villars d'envoyer des troupes fortifier celles de Provence dans le temps qu'il étoit bien avant dans l'Empire, ces troupes, qui, pour aller en Dauphiné, passoient fort près de Neufchâtel, n'avoient qu'à paroître y marcher pour déterminer les peuples de ce petit pays à se donner à M. le prince de Conti, l'un des prétendants. Enfin le maréchal de Villars, après avoir reçu les ordres du roi dans un très petit séjour qu'il fit à la cour, partit dans le commencement de l'année 1708 pour se rendre à Besançon. Il trouva les affaires de Neufchâtel dans une disposition bien différente de celle que le roi pensoit. Les cantons de Berne et de Zurich avoient pris toutes les mesures possibles pour assurer ce petit État à l'électeur de Brandebourg. Ils avoient fait marcher beaucoup de troupes pour fermer les passages déjà bouchés par les neiges, et fait avancer du canon. Enfin il n'étoit plus question de surprendre le pays ni de s'en emparer. Il falloit attaquer le corps helvétique, ou du moins les partisans déclarés pour l'électeur déjà en possession. Il est vrai que les can-

tons catholiques nous étoient favorables, mais on sait bien que leurs forces sont si inférieures à celles des protestants qu'en les obligeant à se déclarer, c'étoit évidemment exposer les premiers à leur perte. Cependant la cour, prévenue par de mauvais avis, se seroit peut-être engagée dans cette guerre, si le maréchal de Villars n'avoit écrit une lettre très forte au roi, et une autre à Mme de Maintenon[1] pour représenter le péril qu'il y avoit à allumer une nouvelle guerre, qui nous donnoit une nouvelle frontière à garder depuis Huningue jusqu'à Lyon, frontière tranquille par la parfaite neutralité du corps helvétique, et encore dans quel temps? lorsque les forces de nos ennemis paroissoient supérieures presque partout. Ce sentiment étoit appuyé de si bonnes raisons qu'il prévalut sur l'inclination qu'avoit le ministre de la guerre à servir le comte de Matignon. Son amitié l'emportoit sur son zèle et son attachement fort désintéressé pour le bien de l'État; car on verra dans la suite que ce ministre, très puissant auprès du roi, gouvernant tout ensemble les finances et la guerre, n'a pourtant laissé aucune fortune dans sa maison.

Comme les desseins de la cour sur Neufchâtel avoient fait avancer plusieurs corps de troupes vers la frontière de Suisse, cette disposition favorisoit un projet que le maréchal de Villars avoit formé sur des mesures prises avec des officiers principaux des troupes de l'empereur.

Un lieutenant-colonel nommé Tiller, d'un régiment suisse au service de l'empereur, en garnison à Fri-

1. Cette lettre ne s'est pas retrouvée.

bourg, et un capitaine nommé Huster, du même régiment, vinrent la nuit dans la barrière d'Huningue conférer avec le maréchal de Villars et M. de la Houssaye, conseiller d'État et intendant d'Alsace. Ces deux officiers promirent de livrer la porte du château de Fribourg moyennant 600,000 livres que l'on ne devoit leur donner qu'après l'exécution du dessein, et lorsque le roi seroit maître de la place. Comme ils ne demandoient rien d'avance, et que la somme promise étoit considérable, on ne pouvoit raisonnablement douter de leur sincérité. L'heure fut donc prise pour la nuit du 21 au 22 janvier. Les généraux ennemis ne pouvoient, par rapport à Fribourg, prendre aucune inquiétude du voisinage des troupes qui étoient entre Huningue et Brisac, parce que cette disposition regardoit l'affaire de Neufchâtel.

Le maréchal de Villars étoit dans un village près de Brisac, attendant avec impatience le commencement de la nuit, lorsqu'un jeune homme de Berne, étudiant dans l'Université de Fribourg, demanda à lui parler. Il lui dit que son inclination pour la France et l'horreur de voir tuer beaucoup d'honnêtes gens l'avoient porté, quelque péril qu'il y eût pour lui, à venir avertir le maréchal de Villars, que le lieutenant-colonel Tiller avoit tout découvert au général Thungen. Il expliqua en même temps de quelle manière il avoit été informé de la double trahison. Il dit qu'il étoit fort aimé de la femme d'un capitaine à laquelle son mari avoit tout révélé; que c'étoit d'elle qu'il tenoit ce qu'il savoit, et que dans l'instant il étoit parti pour en avertir. Il étoit si bien informé des circonstances et des troupes que les ennemis devoient placer dans la

montagne et sur les murailles de la ville, dont on approchoit le plus, qu'il ne fut pas permis de douter que l'avis ne fût aussi bon et aussi sûr qu'il étoit donné à propos[1].

Le maréchal de Villars fit donner mille écus au jeune étudiant, une lieutenance dans les Suisses, et, dans la suite, il eut une compagnie.

On apprit peu de jours après que le lieutenant-colonel Tiller avoit tout révélé au général Thungen, qu'il avoit eu pour récompense une commission de colonel et une somme d'argent assez considérable.

Ce dessein manqué ne coûta ni homme ni argent au roi. Mais on doit toujours écouter et entreprendre de tels projets. Il s'en fallut peu qu'un semblable artifice ne réussît peu d'années après au prince Eugène sur Brisac, où les troupes de l'empereur étoient déjà entrées, et la place étoit emportée si l'on n'eût abattu la herse très à propos.

Dans ce temps-là, M. de Chamillart, qui depuis le commencement de la guerre gouvernoit la guerre et les finances, se trouvant accablé de deux fonctions si importantes et si pénibles, se démit des finances dont l'administration fut donnée à M. Desmarets, très capable de les bien gouverner, et l'on peut dire à la louange de ces deux ministres auxquels il passoit tous les ans plus de 250,000,000 par les mains, qu'ils exercèrent cet emploi avec un grand désintéressement. M. de Chamillart obtint la survivance de la charge de

1. Tout le détail de la conspiration et la lettre par laquelle Villars annonce l'avortement sont imprimés dans Pelet, VII, 480. Le Suisse qui vint révéler la trahison de Huster s'appelait Rousselet de Charpillot.

secrétaire d'État pour le marquis de Cany, son fils.

Les desseins du jeune roi Jacques sur l'Écosse ayant eu un mauvais succès, on forma de grands projets sur la Flandre. On devoit faire un effort général du côté de Liège ; presque toutes les troupes de France étoient disposées pour cette grande expédition, et, pour l'exécuter, le roi ordonna au maréchal de Villars de régler la marche de plusieurs troupes. Mais tout fut changé, et l'électeur de Bavière, ne pouvant servir en Flandres sous le duc de Bourgogne, fut destiné à commander l'armée d'Allemagne, et le maréchal de Villars celle d'Italie. Il en reçut les ordres le 30 avril, mais il manda au roi qu'il croyoit nécessaire que lui-même il allât recevoir ceux de Sa Majesté avant que de se rendre à cette armée, et laissât sous les ordres du comte Dubourg la frontière dont il étoit chargé.

Il apprit en même temps qu'il venoit un grand nombre de troupes de Flandres pour fortifier l'armée d'Allemagne destinée à être très foible lorsqu'il devoit commander. Il manda au roi qu'après avoir sauvé deux fois l'Alsace, il laissoit en partant cette frontière avec Trèves, Bitche et Hombourg, dont les deux dernières places étoient très fortes, le pays fermé par les lignes excellentes de Lautterbourg, l'Allemagne ouverte par le fort de Kell et par celui de Selingen, les lignes redoutables des ennemis à Stoloffen rasées ; qu'avec l'armée qu'on donnoit à l'électeur de Bavière, il se seroit promis d'aller bien avant dans l'Empire ; qu'il ne pouvoit se dispenser de représenter qu'il étoit bien cruel pour lui qu'après avoir mis les affaires du roi dans le meilleur état, on lui ôtât le commandement, lorsqu'il pouvoit espérer plus que jamais de grands

avantages pour Sa Majesté ; qu'il oublioit de bon cœur ses mortifications personnelles, mais que sa peine la plus sensible venoit de la crainte que le roi se trouvât mal d'un pareil changement. Il faut expliquer les causes de ce changement de commandement.

M. de Vendôme et M. de Chamillart étant fort bien ensemble avoient fait le projet de se rendre maîtres de Liège, et même d'attaquer Mastrich. Dans le même temps, le comte de Bergheic[1], homme très habile, et qui avoit beaucoup d'intelligences en diverses places occupées par les ennemis, avoit médité de se rendre maître de la ville de Gand. Ces espérances de grands succès portèrent le roi à vouloir mettre ses forces sous l'autorité de M. le duc de Bourgogne pour réparer le mauvais effet de sa première campagne. M. l'électeur de Bavière ne pouvoit s'accommoder des commandements qu'on lui destinoit sous l'autorité de ce prince. Pour cela, il falloit envoyer l'électeur en Allemagne, et l'on crut que ce seroit un agrément pour lui de lui donner le maréchal de Berwick, et l'on destina le maréchal de Villars à commander l'armée d'Italie.

Ces misérables arrangements, les vues fausses et par-dessus tout des mesures mal prises produisirent une campagne presque aussi malheureuse que celle de 1706. La ville et le château de Gand furent surpris très heureusement par la bonne conduite du comte de

1. Bergheyck administrait les Pays-Bas au nom du roi d'Espagne : c'était un homme de sens et d'esprit, habile et désintéressé. Appelé à ces hautes fonctions sous Charles II, il ne les quitta qu'après la perte totale des Flandres, représenta Philippe V au congrès d'Utrecht, puis se retira.

Bergheic. Il n'étoit guère vraisemblable qu'un si grand et si heureux succès mît les ennemis en état de faire le siège de Lille, où leurs convois, tirés d'Ostende et de Bruxelles, ne pouvoient arriver que par miracle. Cependant on est forcé de le dire, par la très mauvaise conduite de M. de Vendôme, la ville et la citadelle de Lille défendues par M. le maréchal de Boufflers furent prises sous les yeux de l'armée formidable commandée par M. le duc de Bourgogne, et le prince Eugène et le duc de Marlborough finirent leur campagne par la prise de Gand le 6 de janvier, quoique défendue par 33 bataillons et 29 escadrons. La ville se rendit, dit-on, faute de plomb, et le maréchal de Villars soutenoit qu'il y en avoit jusqu'à la fin du monde, toutes les églises de cette ville en étant couvertes.

Le maréchal de Villars quitta l'Alsace le 10 mai, et les généraux, les troupes et les peuples lui montrèrent la plus vive douleur en le voyant partir. Le cardinal de Rohan, l'intendant et tous les généraux l'accompagnèrent jusqu'à Saverne, et il se rendit à la cour le 17 mai, où il resta très peu de jours. Le roi lui marqua beaucoup de bonté, et lui dit qu'il avoit été forcé de le retirer d'Allemagne. « Je pouvois, lui répondit le maréchal de Villars, y faire des conquêtes très importantes. Vos complaisances pour M. l'électeur de Bavière ont coûté à ce prince tous ses États dans l'Empire; son retour en Flandres a fait perdre au roi d'Espagne toute la Flandre espagnole. Dieu veuille que ces derniers changements ne coûtent pas à Votre Majesté la plus grande partie de la Flandre françoise. Vous me donnez toujours les frontières les plus déla-

brées, et vous me retirez de celles que j'ai rétablies, lorsque je puis faire un grand usage des places que j'ai prises aux ennemis. Je supplie Votre Majesté d'être bien persuadée que j'oublie mes intérêts, mais que les siens me donnent de très vives inquiétudes. » La suite ne fit que trop voir qu'elles étoient bien fondées.

Le maréchal de Villars reçut des lettres de M. de Medavy[1] qui marquoient que M. le duc de Savoye avoit à ses ordres 25 bataillons de l'empereur, 11 de Brandebourg et 20 de ses propres troupes, ce qui faisoit en tout 56 et au moins 10,000 chevaux[2]. Le maréchal de Villars n'en avoit pas la moitié, et cependant il avoit à garder une frontière de près de cent lieues depuis la mer jusqu'à Genève.

Il trouva les généraux de cette frontière un peu ébranlés. Le marquis de Thoy[3] vouloit abandonner la Tarantaise, le comte de Medavy étoit persuadé que le duc de Savoye pouvoit prendre Embrun sans difficulté, et tout le monde comptoit que les ennemis n'en trouveroient aucune à marcher à Lyon.

Le maréchal ordonna donc à tous les officiers généraux de tenir leurs postes, et de s'y laisser plutôt emporter que de marquer une foiblesse très dangereuse en se retirant. Il se rendit de sa personne à Gre-

1. Fr. Rouxel de Medavi, marquis de Grancey, né en 1666, maréchal de camp en 1706, lieutenant général en 1718, mourut en 1729.

2. Cet état a été imprimé par Pelet, VIII, 507; il porte en total 41,900 hommes et 10,000 chevaux.

3. Ant.-Balth. de Longecombe, marquis de Thouy, lieutenant général de 1704, se distingua à la prise de Cézanne, puis en Espagne (1710), où Philippe V le nomma capitaine général (1714); gouverneur de Belle-Isle (1722), il mourut en 1726.

noble le 7 juin, où il fut reçu avec de grandes démonstrations de joie, ayant beaucoup d'anciens amis dans cette province.

En arrivant il apprit que M. le duc de Savoye faisoit de grands amas de grain et de farine vers Genève, ce qui marquoit un dessein pour le haut Rhône, en vue de retomber ensuite sur Lyon. Il eut aussi divers avis que les ennemis faisoient marcher un corps vers Yvrée et un autre vers Coni.

Tous ces derniers mouvements étoient dans l'ordre, l'ennemi ayant intérêt de cacher son véritable dessein. Mais ce qui étoit le plus important, c'est que toutes les troupes des Impériaux qui étoient dans le Ferrarais et les Palatines, qui avoient pu s'approcher de la mer, arrivoient sous Turin.

Le roi eut alors la bonté d'accorder une patente de lieutenant général au comte de Villars, frère du maréchal, pour servir en cette qualité dans son armée.

Le 22 juin, le maréchal alla visiter les postes de Fenestrelles et de la Pérouse où commandoit le comte de Muret[1].

Il eut ordre d'envoyer le comte de Chamarande commander à Toulon avec onze bataillons. En visitant les petites places, il trouva celle de Fenestrelles très défectueuse, et Briançon à peu près de même, places dont il falloit empêcher la circonvallation pour les sauver du danger d'être prises en quatre jours. Pour Exilles, il en jugea autrement, et il ordonna au commandant, en présence de plusieurs officiers géné-

1. Jér.-Fr. L'Écuyer, comte de Muret, maréchal de camp en 1704, lieutenant général en 1710 : se distingua à l'armée d'Espagne (1711-1713), grand-croix de Saint-Louis, mourut en 1741.

raux, de s'y faire emporter d'assaut et de n'admettre aucune capitulation quelle qu'elle pût être.

Après avoir reconnu autant qu'il lui fut possible la situation très embarrassante de la frontière, et que les montagnes qui paroissent inaccessibles se traversent partout dès que les neiges sont fondues, il disposa ses troupes de manière qu'il pût se donner le temps d'arriver avec le plus de forces qu'il lui seroit possible dans les lieux les plus importants à défendre. C'étoit sans contredit celui de Chambéry, parce qu'il mène aux plaines de Dauphiné.

M. de Thoy commandant dans la Tarantaise, M. de Medavy vers le Mont-Cenis, M. de Muret à la Perouse, M. de Guerchois[1] à la vallée de Barcelonnette, M. d'Artagnan vers Nice, et M. de Langeron[2] à Toulon assuroient tous dans le même temps qu'ils alloient être attaqués. Le maréchal, sur tous ces différents avis, se détermina, comme nous l'avons dit, au côté de la Savoye[3].

Il reçut du roi une lettre datée du 8, par laquelle Sa Majesté lui ordonnoit de renvoyer à Toulon un grand nombre de troupes, persuadée que le duc de Savoye y retourneroit. Si le maréchal de Villars eût

1. Pierre Le Guerchois, brigadier de 1704, maréchal de camp en 1709, lieutenant général en 1718, fut tué à la bataille de Parme, 29 juin 1724.

2. Jacq.-Ch. Andrault de Maulevrier, bailli de Langeron, chef d'escadre des galères, se distingua lors de la peste de Marseille, fut nommé commandant de la ville, lieutenant général en 1722, et mourut en 1729.

3. La dépêche du 1er juillet par laquelle Villars informe le roi des dispositions prises, de concert avec M. de Medavi, est imprimée dans Pelet, VIII, 217.

suivi ces ordres à la lettre, le Dauphiné étoit dans un danger évident. Mais il ordonna aux généraux qui étoient aux têtes de s'y laisser emporter plutôt que de les quitter, et manda au roi, en lui rendant compte de ses justes inquiétudes, qu'il avoit ouï dire au feu prince de Condé qu'il falloit craindre les ennemis éloignés et les mépriser quand il n'étoit plus question que de combattre.

Il apprit alors par un courrier de la cour que, le 5 juillet, on avoit eu le bonheur de surprendre la ville avec le château de Gand et la ville de Bruges. Un si heureux succès en promettoit de bien avantageux aux armées du roi pour le reste de la campagne; mais on verra que, par des fautes capitales de M. de Vendôme, du marquis de la Motte-Houdancourt[1] et d'autres généraux, ce succès si grand, si heureux et si peu espéré mit la France dans un extrême péril. Revenons à la suite de ce qui se passoit sur les frontières du Piémont.

Le 20 du même mois, le maréchal de Villars apprit que le duc de Savoye avoit descendu le Mont-Cenis, et qu'il marchoit au comte de Medavy avec 40 bataillons, le gros de sa cavallerie et une assez nombreuse artillerie de campagne portée sur des mulets.

Sur le soir du même jour, il fut informé que le duc de Savoye faisoit attaquer les postes que l'on avoit au Petit-Saint-Bernard, et qu'il descendoit en même temps par cinq ou six vallées différentes. Le bataillon de

1. Charles, comte de la Motte-Houdancourt, fils du maréchal, lieutenant général depuis 1702, rendit Gand le 30 décembre 1708, quelques jours avant la gelée qui eût fait lever le siège, et quitta le service; il mourut en 1728 à quatre-vingt-cinq ans.

Durfort vers la Tarantaise fut forcé et le lieutenant-colonel de Bretagne blessé.

Le comte de Medavy, qui avoit toujours assuré que son poste étoit très bon, fut obligé de le quitter dès que l'armée de M. de Savoye fut en présence. Il suivit les ordres que le maréchal de Villars lui avoit donnés dans ce cas-là, qui étoient de se retirer à Barreaux, et le maréchal de Villars s'y rendit avec la plupart des troupes qu'il avoit vers Briançon. Il avoit ordonné au marquis de Thoy que, s'il voyoit le comte de Medavy se retirer vers Barreaux, il prît la même route, son plan étant de rassembler là ses principales forces et d'attaquer le duc de Savoye lorsqu'il voudroit marcher vers Chambéry.

Le 27 juillet, le maréchal de Villars arriva à Barreaux et commença à se placer de manière qu'il pût couvrir Barreaux et Chambéry, c'est-à-dire obliger le duc de Savoye à l'attaquer bien posté avant que ce prince pût aller à l'un ou à l'autre. Le maréchal hasarda de prendre d'abord ce poste avec peu de troupes; mais, comme elles lui arrivoient successivement, il espéra les avoir à temps, et son espérance ne fut pas déçue. Le duc de Savoye n'osa ni l'attaquer, ni marcher en avant. Le maréchal demeura six jours dans ce poste, où il apprit la malheureuse affaire d'Oudenarde.

Le duc de Vendôme, qui, avec beaucoup de valeur personnelle et d'esprit, avoit le malheur de raisonner souvent très faux, et qui avoit pour l'ennemi un mépris très dangereux, après l'heureux succès de Gand, n'avoit d'autre parti à prendre que de faire le siège d'Oudenarde pour lier cette conquête à nos

places de Flandres. Il avoit tout le temps de se poster, et il lui étoit d'autant plus facile de le faire que, mettant presque toute son armée devant Oudenarde, cette place étoit investie par un côté de l'Escaut entièrement à lui. Mais il négligea de marcher et de se donner deux jours pour se placer et se retrancher, en sorte qu'il n'arriva sur Oudenarde que peu d'heures avant les ennemis; il pouvoit même encore se placer très avantageusement après avoir passé l'Escaut. Il est vrai qu'en ce cas, il ne faisoit plus le siège d'Oudenarde, mais par là il empêchoit l'ennemi, même posté à Oudenarde, de s'étendre devant lui, après quoi il faisoit prendre Menin sans peine.

Au lieu de cela, il engagea une bataille dans les fonds d'Oudenarde, dont le succès lui fut si malheureux que son armée fut partagée; plusieurs troupes se retirèrent à Tournay; il se retira la nuit à Gand et auroit été défait le jour d'après, si l'ennemi ne se fût pas contenté du succès du jour précédent. Reprenons la marche de M. le duc de Savoye.

Le maréchal de Villars reçut, le 30 juillet, une lettre du comte de Medavi, qui lui mandoit qu'il étoit forcé de se retirer à Montmelian, l'ennemi arrivant sur Aiguebelles. En même temps le comte de Muret, qui étoit avec onze bataillons vers la Perouse, fut attaqué et obligé de se retirer vers Césane.

M. d'Artagnan, qui revenoit avec les détachements de Provence, eut ordre de se retrancher dans la route de Montdelant à Briançon, pour empêcher que l'ennemi ne coupât Briançon et Embrun en même temps.

Le 3 août, le duc de Savoye reprit la route de Saint-Jean-de-Maurienne, après avoir vainement tenté

de marcher à Chambéry et à Montbéliard. Le maréchal de Villars le suivit et arriva à Saint-Jean-de-Maurienne le lendemain du jour que le duc de Savoye en fut parti, après y avoir demeuré trois jours.

M. de Savoye, partant de Saint-Sicaire-de-Maurienne, attaqua par plusieurs endroits les postes qui l'empêchoient d'entrer dans la vallée de Montdelant, entreprise qui lui auroit aisément réussi s'il avoit pris la route de Galibier; et, en effet, il est surprenant que ce prince fût assez peu informé de la nature de son propre pays pour croire ce chemin entièrement impraticable. On l'assura tel au maréchal, mais il en jugea bien différemment. Il traversa des montagnes où, selon la tradition du pays, nulle troupe n'avoit passé depuis les Romains. Il est vrai que ces chemins étoient très difficiles, et à tel point que plusieurs mulets tombèrent dans les précipices; mais enfin l'infanterie pénétra, et le maréchal de Villars arriva sur Briançon après avoir repoussé toutes les troupes qui avoient voulu investir cette place[1].

M. le duc de Savoye, forcé de quitter Montgenève, mit son armée en bataille derrière les deux villes de Césane, qu'il occupa. On croit devoir placer ici la lettre par laquelle le maréchal de Villars rendit compte au roi de l'action du 11, et celle qu'il écrivit à Mme de Maintenon pour se plaindre du ministre de la guerre,

1. Villars rendit compte au roi de ces combats heureux le 6 août; le roi, en le félicitant par dépêche du 10, ajoute : « Je ne sais pourquoi vos lettres sont remplies d'inquiétudes sur les discours publics; vous savez par votre propre expérience que j'ai toujours rendu justice à votre zèle, et que rien ne peut altérer la vérité ni la récompense des services utiles. »

lequel, par de mauvaises dispositions, ayant mis en grand péril la frontière du royaume la plus étendue et la plus ouverte, n'y ayant aucune place depuis Nice jusqu'à Lyon, vouloit cependant compter pour rien tout ce que le maréchal de Villars avoit fait pour rompre les divers projets d'une armée de 50,000 hommes.

Lettre au roi.

Du 12 août 1708.

Sire,

Votre Majesté aura vu dans ma dernière dépêche à M. de Chamillart combien j'avois lieu de me louer des diligences de M. d'Artagnan pour soutenir les passages qui coupoient la petite route de Briançon, et que le chevalier de Sors, lieutenant-colonel de Vexin, aussi bien que le sieur de Bettans, commandant de Castellas, avoient défendu avec beaucoup de fermeté des postes attaqués par les ennemis. Il est bien certain que ce second objet de M. le duc de Savoye étoit des plus dangereux.

Je mandois à M. de Chamillart que je m'approchois des ennemis avec la plus grande diligence, et pour cela les troupes de Votre Majesté ont traversé des routes jusqu'à présent inconnues aux armées.

J'arrivai avant-hier au Montgenève, ayant fait occuper les premiers postes par 1,200 hommes soutenus de 12 bataillons commandés par M. d'Artagnan.

Je reconnus en arrivant la plus grande partie de l'armée des ennemis placée derrière les deux villes de Cesanne avec des gros postes au pied du Montgenève, leurs lignes s'étendant depuis Morlière, Saint-Sicaire et Chanlas, jusqu'au col de Sestrières.

Je jugeai qu'on pouvoit attaquer les deux villes de Cesanne, le gros des forces ennemies entre Chamlas et Sestrières me paraissant trop éloigné pour les soutenir, et les huit bataillons qui étoient à Saint-Sicaire n'étant pas encore assez considérables pour m'empêcher d'engager un combat.

On détacha donc 2,600 hommes partagés en deux corps commandés par nos deux plus anciens brigadiers d'infanterie, MM. du Montet et de Guerchois. Les colonels étoient MM. d'Au-

tré et Pajot, et ce détachement étoit suivi par douze bataillons commandés par M. d'Artagnan.

M. le marquis de Thoy, lieutenant général de jour, se mit à la tête du détachement qui avoit la droite. Celui de la gauche, descendant par le grand chemin de Montgenève, fut mené par M. de Guerchois. Nous trouvâmes d'abord 7 à 800 hommes des ennemis, presque tous grenadiers, retranchés sur des plateaux et assis à couvert; quoique nos troupes eussent la hauteur, ils soutinrent nos premières attaques avec beaucoup de fermeté, et le feu fut fort vif et assez long.

M. de Guerchois trouva la grande route du Montgenève tellement rompue qu'il arriva une demi-heure plus tard que nous ne l'attendions. Cependant on poussa toujours sur Cesanne les ennemis qui se jetèrent dans les deux villes, et nous vîmes alors les bataillons campés à Saint-Sicaire baisser pour soutenir le poste. Trois étoient même venus jusque sur le bord de la rivière.

Cependant, Sire, M. de Guerchois arrivant dans ce temps-là, on força d'abord la première ville, et la seconde, le moment d'après, par une brèche mal raccommodée; car ces deux villes sont fermées d'une muraille bien crénelée. Je ne puis assez me louer de l'intrépidité des troupes, et M. le maréchal de Catinat, qui connoît ces postes, trouvera que c'est une belle et vigoureuse action à l'infanterie de les avoir emportés à la vue d'une armée ennemie. M. le duc de Savoye y étoit en personne, et les troupes campées à Chamlas et à Sestrières y descendirent.

M. de Thoy a mené cette tête avec beaucoup de valeur, MM. du Montet et de Guerchois, deux braves et dignes officiers d'infanterie, M. d'Autré, colonel de la Saare, se sont principalement distingués dans cette occasion, et enfin, Sire, je ne puis assez dire de bien de tout ce qui s'y est trouvé.

Nos grenadiers ont si peu fait de quartier que le nombre des prisonniers est médiocre jusqu'à présent. On n'y compte que trois capitaines avec quelques subalternes, et je ne sais point au juste à combien se monte le nombre des soldats, parce qu'on n'a pu encore les rassembler. Un escadron de cent dragons Dauphin, commandé par M. de Castellane, a chargé avec beaucoup de fermeté à cheval, et cela dans la descente du Mont-

genève qui est à droite. Les ennemis ont quitté non seulement le camp de Saint-Sicaire, mais ceux mêmes de Chamlas. Je marche dans ce moment, et Votre Majesté peut compter que l'on fera pour la gloire de ses armes et pour le bien de son service tout ce qui sera humainement possible. Je ne puis trop me louer des troupes.

Toute l'armée ennemie s'est retirée vers les cols les plus près d'Exilles, et je marche pour la chercher encore, quoique le pain ait beaucoup de peine à suivre.

J'ai l'honneur, etc.

Lettre à Mme de Maintenon.

12 août 1708.

La dernière lettre dont il vous a plu de m'honorer, Madame, m'a rempli de courage et de confiance. Vous avez la bonté de me dire que Sa Majesté est contente de moi. Je sais, Madame, que je le sers non seulement avec le zèle le plus vif, mais encore avec quelque bonheur. Cependant, ni dans la dépêche dont Sa Majesté m'honore sur la première retraite de M. le duc de Savoye, ni dans celle de M. de Chamillart, je ne vois pas la moindre apparence que Sa Majesté soit satisfaite de mes services. Le second coup de M. le duc de Savoye que nous avons paré coûtoit au roi la moitié du Dauphiné, et néanmoins, parce que M. de Chamillart a toujours voulu croire qu'il n'y avoit rien à craindre de ce côté-là, ces services ne lui paraissent d'aucun mérite. L'action qui se passa hier est la plus brillante, la plus vive et la plus glorieuse pour la nation. Car à la vue de M. le duc de Savoye, sous son armée en bataille dominant toutes les hauteurs, nous avons emporté deux petites villes bien fermées de murailles, nous avons passé une rivière défendue par plusieurs bataillons des ennemis et forcé leur armée à se retirer. Je marche à eux et je ferai tout ce qui sera possible, mais je ne balancerai point du tout à vous dire, Madame, que les lettres et la conduite défiante de M. de Chamillart sont très pénibles à un homme comme moi. S'il ne croit pas que je sache la guerre, il me fera plaisir d'en trouver quelque autre dans le royaume qui en soit plus instruit. Je vous supplie très humblement de ne lui en témoigner rien, quoiqu'il ne soit très aisé de faire

voir bien clairement que l'État a été en grand péril de ces côtés-ci. Grâces à Dieu, tout va bien maintenant, on ne peut être plus content que je le suis des troupes; officiers et soldats, tout a fait des merveilles, et pour moi, Madame, je relis la dernière dont vous m'avez honoré pour n'avoir besoin d'aucune sorte de consolation. Je suis, etc.

Après la prise de Cesanne, le duc de Savoye, qui étoit en bataille derrière ces deux villes, se retira très diligemment. Le maréchal de Villars le suivit de même, marcha par la crête des montagnes, route jusqu'alors inconnue, gagna les hauteurs d'Exilles, et par ce moyen dominoit tous les postes qu'occupoit l'armée ennemie. Il craignoit seulement que M. le duc de Savoye n'eût eu le temps de se retirer et de sauver son artillerie, car il se voyoit au-dessus de tous ses quartiers, et par une situation si avantageuse la perte de l'armée ennemie étoit infaillible. Malheureusement il apprit la nuit que le misérable commandant d'Exilles s'étoit rendu prisonnier de guerre[1] sans avoir vu la moindre apparence de brèche à ce fort, situé sur un roc très escarpé, et malgré les ordres du maréchal de Villars, qui, comme nous l'avons dit, lui avoit commandé de se laisser emporter d'assaut, plutôt que d'écouter aucune sorte de capitulation. Ce misérable, troublé d'une peur sans fondement, résolut de se rendre. On lui représenta que le bruit de canon vers le Montgenève que l'on avoit entendu la

1. Ce commandant s'appelait M. de la Boulaye; il fut convaincu de lâcheté et soupçonné de trahison; le conseil de guerre le condamna à la dégradation, à la prison perpétuelle et à la confiscation de ses biens. Villars, après avoir beaucoup contribué à la condamnation, intercéda pour que les biens confisqués fussent remis à la famille. *Villars à Voysin,* 10 janvier 1710.

veille étoit une action entre les deux armées, et que, selon les apparences, elle n'avoit pas été heureuse pour les ennemis, puisque leur armée se retiroit. Il dit que c'étoit une réjouissance qu'ils faisoient d'une bataille gagnée en Flandres, et que leur marche étoit pour le resserrer davantage. Mais, lui répliqua-t-on, si c'étoit pour vous resserrer, on ne verroit pas leurs troupes marcher vers Suze, et même en désordre. Toutes ces raisons ne purent le rassurer, et enfin le traître ou le lâche se rendit la nuit. On le crut gagné par de l'argent, car il est surprenant que la tête tourne à ce point-là. Mais il est plus surprenant encore que, dans une garnison fortifiée de 200 grenadiers choisis, il ne se trouvât pas un seul officier qui eût le courage de s'opposer à une pareille infamie. Cependant elle priva le maréchal de Villars d'un avantage certain sur l'armée de M. le duc de Savoye sur laquelle il avoit gagné les hauteurs, et dont toute l'artillerie et l'arrière-garde au moins étoient perdues.

Le maréchal de Villars apprit le 16 que le fort de la Pérouse avoit été pris par les ennemis sans aucune résistance. Le comte de Muret avoit cependant répondu qu'il tiendroit huit jours. Une redoute, qui rendoit le secours de Fenestrelles assez possible, fut abandonnée même sans être attaquée.

Une conduite si misérable des gouverneurs et des commandants mettoit le maréchal de Villars au désespoir. Il manda au roi qu'il falloit absolument en faire pendre quelques-uns, et qu'il étoit honteux pour la nation de voir des places se rendre presque sans être attaquées.

Le maréchal de Villars fit plusieurs détachements

pour gagner les hauteurs par lesquelles il pouvoit espérer de secourir Fenestrelles. Mais les ennemis les avoient toutes occupées, et il reconnut que ce secours étoit absolument impossible. Cependant les ennemis ayant avancé quelques troupes auxquelles on pouvoit marcher, il les fit attaquer, et on leur tua ou prit près de 300 hommes.

Le 23 août, il fit marcher le comte de Muret et le chevalier de Givry[1] avec des détachements de grenadiers pour essayer une seconde fois de gagner les hauteurs. Ils les trouvèrent toutes occupées et fortifiées par les ennemis. Ainsi ne pouvant attaquer leurs postes à cause de la bonté de leur situation, ce qui avoit été reconnu dès que Fenestrelles fut investi, on chercha à y jeter quelques secours pour faire durer le siège plus longtemps, et le maréchal de Villars envoya des troupes dans la vallée d'Aoust et dans celle de Lents[2] pour mettre tout ce pays sous contribution, ce qui fut exécuté.

La campagne finie sur les frontières de Piémont, le maréchal de Villars reçut une lettre de Mme de Maintenon, outrée des mauvais succès de Flandres auxquels elle étoit d'autant plus sensible que M. le duc de Bourgogne étoit à la tête de cette armée. Par cette lettre, elle prioit le maréchal de Villars de lui mander ce qu'il pensoit le plus convenable pour le service du roi en Flandres. Il répondit que, dès que M. de Ven-

1. Alex.-Thomas Dubois de Fiennes, bailli de Givry, né en 1674, commandait alors le régiment d'infanterie de la Marche : brigadier en 1710, il devint lieutenant général en 1734 et fut tué le 18 juillet 1744 dans un combat près de Château-Dauphin.

2. Aoste et Lanzo.

dôme n'avoit pas pris le parti de secourir Lille, rien n'étoit plus utile que de faire le siège d'Oudenarde, place médiocre, et qui ne tiendroit que peu de jours, mais si importante par sa situation qu'en la prenant on rendoit non seulement la conquête de Lille inutile aux ennemis, mais encore que la retraite de leur armée en devenoit très difficile. Puisque étant maître de cette place, et que Tournay, Gand et Bruges étoient au pouvoir du roi, il n'y avoit qu'à se placer derrière l'Escaut et le canal de Gand pour barrer toute retraite aux ennemis, même après avoir pris Lille. Il ajouta que la raison de guerre vouloit que les ennemis, après avoir laissé dans leurs lignes autour de Lille les troupes nécessaires pour les garder, ils marchassent au secours d'Oudenarde, que, dans ce cas, il n'y avoit pas à balancer à leur donner bataille, que l'on pouvoit le faire avec avantage parce que, leurs forces diminuées par celles qu'ils seroient obligés de laisser autour de Lille, celles du roi se trouveroient supérieures, et qu'enfin il y avoit des occasions où il ne falloit pas hésiter à donner bataille. Il finissoit sa lettre en suppliant qu'il lui fût permis de se rendre en toute diligence à l'armée de Flandres. Il ajoutoit qu'en toute autre occasion, il ne voudroit pas être aux ordres de M. de Vendôme, mais qu'il lui serviroit volontiers d'aide de camp dans une bataille où il étoit question du salut de l'État. Il demanda la même grâce au roi par un courrier.

Nous croyons devoir mettre ici la lettre qu'il écrivoit à Mme de Maintenon sur ce sujet. On y verra mieux l'étendue et la suite des vues du maréchal dans une conjoncture malheureuse où les affaires ne se

pouvoient rétablir que par un coup d'éclat. Mais auparavant il faut encore dire un mot de l'armée de Piémont.

L'impossibilité de secourir Fenestrelles obligea le maréchal de Villars à mander au sieur de Barrière qui y commandoit que, quand il seroit à vingt-quatre heures près d'être emporté, il fît tout ce qui seroit en son pouvoir, ayant une quantité considérable de poudre, pour en remplir les souterrains; qu'il mît toutes les pièces de canons en état d'être crevées en les enterrant à demi; qu'il laissât les mèches en état de durer deux heures, et qu'il marchât ensuite à minuit vers la redoute du Loux; que, de son côté, il marcheroit avec un gros corps d'infanterie pour le recevoir et pour attaquer d'un côté les postes des ennemis pendant qu'il attaqueroit de l'autre pour favoriser sa retraite; que ce parti étoit le seul glorieux pour sa garnison et bien différent de la honte de se rendre prisonnier de guerre; il lui proposoit en même temps l'exemple de Pery qui avoit sauvé la garnison de Haguenau.

Lettre à M[me] de Maintenon.

Du 23 août 1708.

Je reçois, Madame, avec une parfaite satisfaction, la lettre dont il vous a plu de m'honorer. En vérité, Madame, je suis transporté des bontés que vous voulez bien me montrer, et toutes les expressions sont infiniment au-dessous des sentiments qu'elles inspirent.

Vous me faites l'honneur de me mander, Madame, ce que je pense sur les partis que l'on peut prendre en Flandre. Vous serez bien persuadée que, depuis que j'ai su Lille investi, j'ai été vivement occupé de ce qui pouvoit être le plus convenable à l'intérêt du roi. J'ai pensé à ce qu'on pouvoit attaquer qui nous

pût dédommager de la perte de Lille, et même dans l'espérance que la défense de M. le maréchal de Boufflers seroit assez longue pour revenir encore au secours de Lille après avoir pris ce qu'on attaqueroit, et je ne trouve qu'Oudenarde. Mais, comme la prise de cette place mettroit l'ennemi dans une mauvaise situation, il ne faut pas douter que même avant qu'elle soit investie il ne marche pour la protéger. Je trouve donc qu'il seroit plus avantageux d'obliger l'ennemi qui laisseroit la circonvallation de Lille garnie à venir donner un combat pour sauver Oudenarde, que d'aller l'attaquer dans ses retranchements. Premièrement, parce qu'on le trouveroit plus faible, puisque ses forces seroient en quelque manière partagées, et que celles du roi seroient réunies. En second lieu, parce que l'armée de Mgr le duc de Bourgogne, faisant la diligence possible pour arriver sous Oudenarde, auroit au moins vingt-quatre heures d'avance pour s'y placer, avantage d'une si grande conséquence à la guerre qu'on ne sauroit trop chercher à se le procurer.

J'aurai donc l'honneur de vous dire, Madame, que mon premier objet eût été de marcher à Oudenarde en faisant des ponts sur l'Escault pour la jonction de M. le maréchal de Berwick avec Mgr le duc de Bourgogne, de marcher tous ensemble sur Oudenarde, laissant seulement un corps de 8 à 10,000 hommes de l'autre côté de l'Escault. Mais tout cela a dû être concerté d'avance, et même doit être exécuté présentement. Ma pensée est que l'ennemi ne souffriroit jamais la prise d'Oudenarde; car il est aisé de voir sur la carte, qu'Oudenarde une fois pris, il n'a plus de retraite, et que pour le soutenir il viendroit sans doute nous combattre avec le même désavantage que nous trouverons peut-être en l'allant chercher à Lille.

Voilà donc quelle eût été ma première vue, supposé qu'elle eût trouvé des difficultés que je n'imagine pas, je ne balancerai point à vous dire qu'il faut donner une bataille pour sauver Lille. La gloire des armes, celle de la nation nous y obligent plus que tout, et c'est ici que la grande maxime de M. de Turenne a lieu, qu'il faut combattre pour sauver les places importantes, puisque, si vous ne combattez pas pour les premières, il faut malgré que l'on en ait combattre pour les secondes. Sur cela, Madame, j'aurai l'honneur de vous dire

que, prenant congé de Sa Majesté, je pris la liberté de lui dire, lorsqu'elle se promenoit dans les jardins de Versailles, que s'il y avoit une grande action en Flandres, j'osois me flatter que ses troupes m'y verroient avec joie arriver le matin de la bataille. Le roi eut l'extrême bonté de me répondre que ce plaisir ne seroit pas pour les troupes seulement, mais pour d'autres aussi, et pour lui tout le premier. En vérité, Madame, je me flatte toujours que lorsque le roi verra la campagne finie en ce pays-ci, et elle l'est (c'eût été sans aucune sorte de perte, sans la trahison avérée du commandant d'Exilles), je me flatte, dis-je, de recevoir un courrier de Sa Majesté qui m'ordonne de me rendre en Flandres. Je vous dirai bien naturellement, Madame, que ce seroit avec répugnance que je prendrois l'ordre de M. de Vendôme, mais pour ces grandes journées je le servirai comme aide de camp, et j'ajouterai que pour une bataille je croirois une aile très bien menée par M. de Vendôme, l'autre par M. le maréchal de Berwick. Je le dis avec peine, mais je suis forcé de l'avouer, après ces généraux ma confiance n'est point du tout entière pour la plupart de tout ce qui leur est subalterne. Je vois depuis longtemps avec une véritable douleur le peu de sujets que le roi a dans un certain ordre.

Que Sa Majesté ait donc la bonté de voir à quoi je puis lui être utile. J'ai, grâces à Dieu, la meilleure santé du monde ; les ennemis du roi ont quelque sorte d'opinion de moi, et je puis dire avec vérité que jusqu'à présent peut-être, suis-je le seul général de l'Europe dont le bonheur à la guerre n'ait jamais été altéré. Peut-être aucun n'a vu tant de petites ni tant de grandes actions, et soit subalterne, soit général, grâces à la bonté de Dieu, j'ai toujours vu fuir les ennemis devant moi. M. le duc de Savoye, dans la dernière occasion, étoit en personne à la tête de son armée. S'il y a quelque vanité, Madame, dans ce que j'ai l'honneur de vous dire, il y a au moins de la vérité, et je mets la vérité avant tout.

Enfin je supplie Sa Majesté de compter sur mon zèle et sur une application vive et entière à tous ses intérêts. Si elle pouvoit jeter les yeux sur les dépenses de ses armées, elle y verroit mon économie et mon attention continuelle à ménager ses finances.

Voilà, Madame, une très longue lettre; mais puisse-t-elle arriver assez à temps pour que Sa Majesté puisse faire usage de ma bonne volonté. Elle est au plus haut point, aussi bien que la parfaite vénération avec laquelle j'ai l'honneur, Madame, de vous être dévoué. Signé : le maréchal duc de Villars.

Il ajouta ensuite de sa main :

Permettez-moi de vous dire, Madame, que l'on croit quelquefois bon de faire tenir les cartes à celui qui joue heureusement, surtout si l'on a remarqué que la confiance que donne la fortune n'empêche pas une extrême précaution.

Le 2 septembre, le maréchal de Villars apprit que Fenestrelles, après avoir été battue deux jours, s'étoit rendue la garnison prisonnière de guerre. Cette dernière infamie l'obligea à mander au commissaire du roi qui étoit en Piémont de ne donner pour punir les prisonniers aucune subsistance aux officiers, lesquels n'auroient pas été prisonniers de guerre s'ils avoient eu la résolution de vouloir paroître attendre l'assaut. Il ajouta qu'ils ne méritoient pas d'être nourris par le roi, puisqu'ils l'avoient si mal servi, et que leur lâcheté déshonoroit la nation.

Les ennemis ayant paru vouloir marcher au château de Queyras, le maréchal de Villars fit marcher quelques bataillons sur la marche desquels ils changèrent de résolution. Il envoya aussi des troupes vers la vallée de Barcelonnette sous les ordres de M. de Guerchois, et dans la Tarantaise sous ceux de M. de Thoy. Il envoya le sieur du Montet vers Briançon, M. d'Artagnan à Seyne, en sorte que par ces dispositions toute la frontière se trouvoit en sûreté, et il se rendit de sa personne à Briançon.

On ne croit pas inutile de placer ici la lettre qu'il

écrivit le 8 septembre au sieur de Barrière qui commandoit dans Fenestrelles lors de la reddition de cette place[1] :

C'est une consolation pour moi, Monsieur, par l'estime que j'ai pour vous, de trouver dans votre lettre que vous avez été forcé à rendre votre place par l'indignité de quelques officiers dont vous auriez pu justement punir l'insolence en leur passant l'épée au travers du corps. La peur seule leur a donné le courage de vous parler avec hauteur, et ces misérables n'ont pas voulu se souvenir de ce que j'ai dit si souvent fort haut en visitant votre place, c'est que la timidité fait rendre une garnison prisonnière de guerre.

Quand même la place seroit ouverte, quand les demi-lunes seroient prises, la descente du fossé faite, quand on n'auroit enfin qu'une simple palissade devant soi, si l'on a la fermeté de dire que l'on ne veut pas être prisonniers de guerre, et si l'ennemi est bien persuadé que l'on veut attendre l'assaut, tout général, quoique bien sûr de vous emporter, aimera mieux laisser aller 4 ou 500 hommes que de les forcer en hasardant de perdre cent braves gens.

Que peut-il arriver, en effet, de plus indigne que d'être prisonniers de guerre? et quand votre garnison auroit été forcée, un ennemi la fait-il massacrer entière pour avoir fait son devoir? On est au contraire toujours porté à bien traiter de braves gens, et les vôtres déshonorent la nation. Ils trouveront en moi un ennemi plus dur et plus sévère que ceux qu'ils avoient en tête, et je commencerai par leur faire sentir l'indignité de leur conduite.

J'ai donc défendu que l'on donne aucune subsistance à tous les officiers qui se sont rendus prisonniers de guerre. J'en excepte ceux qui n'ont pas voulu signer de capitulation. Que

1. La lettre par laquelle M. de Barrière raconte au maréchal la reddition de Fénestrelles est imprimée dans Pelet, VIII, 609; elle se termine ainsi : « Quand tout le monde diroit que nous avons fait notre devoir, je n'en serai jamais persuadé, Monseigneur, que je n'en sois assuré de votre part. »

les autres soient entièrement à la merci de l'ennemi, qu'ils subissent toute la honte et toute l'indignité qu'ils ont justement méritées. Quiconque peut devoir sa gloire et son salut à sa fermeté ne mérite aucun égard quand elle l'abandonne. J'aurai pour vous, Monsieur, ceux qui sont dus au refus que vous avez fait de signer la capitulation, et je serai bien aise de vous faire connoître dans les occasions que je suis sincèrement à vous.

Toutes les troupes placées, le maréchal de Villars partit de Briançon le 10 septembre pour aller visiter le château de Queyras et les places d'Embrun et de Montdauphin. Il trouva cette dernière située sur une hauteur exposée à tous les vents, et n'étant à l'abri d'aucun par quatre ou cinq vallées qui y aboutissent, qui en rendoit l'air si dangereux que tout y périssoit.

Il envoya des officiers à Cesanne pour régler un échange avec ceux des ennemis qui devoient s'y trouver aussi de leur côté. Ce fut alors qu'il apprit par une lettre de Mme de Maintenon, que l'on croit devoir insérer ici, les inquiétudes où étoit la cour sur les mouvements qui se faisoient en Flandres pour secourir Lille, mouvements qui néanmoins furent tous inutiles par la contrariété qui se trouva entre les sentiments des généraux dont l'opposition rendit la fin de cette campagne si funeste à la France.

Lettre de Mme de Maintenon.

Du 12 septembre 1708.

Il y a bien longtemps, Monsieur, que j'ai envie d'avoir l'honneur de vous écrire, mais j'ai été dans un si grand abattement depuis que notre armée s'est mise en marche pour le secours de Lille, que je vous avoue que je n'en ai pas le courage, et que je remettois toujours à me réjouir ou à m'affliger avec vous quand nous verrions cette grande affaire décidée. Elle tire si fort en longueur que je ne puis plus attendre, et je pense trop

souvent à vous pour ne pas vous le dire. Ce n'est pas à moi à raisonner sur ce qui se passe en Flandre, je vous en crois instruit, quoique vous en soyez loin. Il paroît que l'on a perdu un temps qui ne peut se recouvrer. La diversité des sentiments a tout gâté, et la pluralité des généraux n'est pas bonne. M. le duc de Bourgogne est bien à plaindre de commencer par quelque chose de si difficile, et de se trouver tiraillé entre tant de gens qui, je crois, ont tous bonne intention, mais qui voient différemment. M. le maréchal de Boufflers fait, à ce qu'on dit, tout ce qui est possible, et ne paroît pas encore bien pressé. Il faudroit un miracle pour que Lille fût secourue. Cette grande affaire, Monsieur, qui fait toute notre attention, ne peut faire oublier au roi ni aux honnêtes gens que vous avez sauvé le Dauphiné. Sans vous toutes mes inquiétudes n'auroient pas été pour la Flandre seulement. Vous m'avez écrit, il y a longtemps, que le roi en seroit quitte avec M. de Savoye pour deux châteaux, et vous auriez encore mieux fait que vous ne le promettiez sans la trahison du commandant d'Exilles. Je suis bien en peine de votre conscience par rapport à cet homme-là, car je doute que vous lui pardonniez jamais. Vous m'avez attiré un remerciement de M. d'Artagnan. Je voudrois que les officiers qui servent avec vous sussent les témoignages que vous leur rendez auprès du roi, pendant que les autres généraux se plaignent souvent de ceux qui sont avec eux. Si on vous connoissoit autant que moi, on vous aimeroit beaucoup. Vous avez trop de bonté de penser à ma santé. Elle est souvent attaquée, mais jusqu'ici elle se soutient. Je suis bien véritablement, Monsieur, votre très humble et très obéissante servante.

Maintenon.

Le maréchal de Villars, après avoir entièrement réglé la disposition de la première frontière et établi tous les officiers généraux dans leurs postes, se rendit à Grenoble dans les premiers jours d'octobre, alla visiter la Tarantaise et suivit la rivière de l'Isère. Pendant ce petit voyage, il fit avancer huit pièces de 24 et les munitions nécessaires pour les placer à

Briançon, afin de pouvoir reprendre Exilles et Fenestrelles, si les ennemis s'éloignoient avant que les neiges rendissent tous mouvements impossibles.

Malheureusement elles commencèrent à tomber alors en si grande quantité qu'elles ne laissoient plus aucun moyen d'agir. Ainsi il sépara toutes les troupes et les envoya dans leurs quartiers d'hiver. Pour lui, il alla à Lyon sur la fin de novembre où il reçut les ordres du roi pour se rendre à la cour.

Ainsi finit cette campagne qui auroit été bien dangereuse pour la France, si du côté de la Flandres les ennemis avoient profité de leur supériorité, et si le maréchal de Villars, par la diligence de ses mouvements, n'avoit traversé tous leurs desseins dans le Dauphiné. Ce fut surtout sa marche par la route de Galibier qui sauva Briançon, Embrun et toute cette partie du Dauphiné, et, sans la lâcheté du gouverneur d'Exilles, le duc de Savoye perdoit au moins toute son artillerie devant cette place.

Le maréchal de Villars pressa la cour de mettre ce gouverneur au conseil de guerre. Il fut condamné à être dégradé des armes par le bourreau, à une prison perpétuelle et à la confiscation de tous ses biens. Il auroit même perdu la vie si l'on avoit trouvé des lois qui punissent de mort une lâcheté pareille à la sienne. Cependant le maréchal de Villars demanda au roi la confiscation des biens pour une sœur de ce misérable, et il l'obtint.

Peu de jours après l'arrivée du maréchal de Villars à la cour, on apprit la prise de la citadelle de Lille dont la capitulation fut signée le 7 de décembre.

Le duc de Vendôme avoit placé les armées du roi de

manière à rendre difficile la retraite des ennemis. Il la soutenoit même impossible. Les troupes s'étendoient depuis Tournay jusqu'à Gand, et un corps considérable empêchoit qu'on ne pût sortir d'Oudenarde; mais les troupes qui bordoient l'Escault laissèrent un passage à celles de Marlborough qui, maître de cette rivière, la passa pour placer ses troupes entre Bruxelles et l'Escault. Les nôtres se retirèrent vers Gand et Tournay.

On mit une armée presque entière dans la ville et château de Gand sous les ordres du comte de la Motte, qui avoit eu le malheur de laisser passer tous les convois que les ennemis tiroient par Ostende, car les munitions de guerre et de bouche nécessaires pour leur subsistance devant Lille, et pour en continuer le siège, leur venoient d'Angleterre. Cette entreprise étoit des plus téméraires, aussi ne réussit-elle que par les fautes que firent les généraux français et par l'opposition continuelle de leurs avis.

M. de Chamillart, ministre de la guerre, se rendit deux fois à l'armée pour tâcher de concilier les esprits. Mais ce fut en vain, et tout concourut à faire réussir les projets des ennemis dont la campagne finit par le bonheur de prendre en six jours la ville et le château de Gand défendu par 29 bataillons et 33 escadrons. Le comte de la Motte en sortit le jour des Rois, et le même que commença cette horrible gelée qui fut si fatale à tous les fruits de la terre, et qui n'auroit pas été moins funeste au prince Eugène et au duc de Marlborough, si le comte de la Motte eût bien voulu se défendre deux jours de plus.

Chamillart avoit remis les finances dès le commen-

cement de l'année, et le roi en avoit donné la conduite à Desmarets, homme très sensé, et qui les gouverna avec beaucoup de sagesse. La louange certaine que méritent ces deux ministres est d'avoir apporté dans leurs emplois un désintéressement parfait, et tel que l'administration de près de trois cents millions par an pendant la guerre non seulement ne les a pas enrichis, mais qu'à peine leur a-t-on trouvé après leur mort le bien qu'ils avoient en entrant dans ces grandes places.

Dans les premiers jours de mars, Chamillart vint trouver le maréchal de Villars dans son appartement à Versailles. Il lui dit que le roi lui destinoit le commandement de ses armées en Flandres, à la tête desquelles Sa Majesté vouloit mettre monseigneur le Dauphin, et que le roi l'attendoit chez Mme de Maintenon, où le maréchal se rendit sur-le-champ.

Chamillart avoit pensé au siège de Lille que le roi vouloit aller faire lui-même. Les obstacles étoient insurmontables, et nous verrons par la suite de ces mémoires que bien loin de pouvoir former aucune entreprise, il falloit une extrême habileté pour sauver une frontière entièrement dépourvue de toute sorte de secours.

1709. Le maréchal de Villars, après avoir reçu les ordres du roi et ceux de monseigneur le Dauphin, représenta combien il étoit nécessaire qu'il partît dans le moment pour aller visiter des pays où il n'avoit pas fait la guerre depuis quinze ans. C'étoit une frontière nouvelle, puisque la prise de Lille rendoit la ville d'Arras une tête qui auparavant étoit couverte de trois lignes de places.

En même temps le maréchal ordonna qu'un des premiers munitionnaires des vivres se rendît en Flandres. Mais il fut bien surpris de n'y trouver aucune subsistance pour les nombreuses armées qu'il falloit opposer aux ennemis.

La raison de cette affreuse disette venoit premièrement de la prodigieuse consommation faite la campagne précédente. Chamillart, qui avoit voulu imaginer le siège de Lille, avoit retenu toutes les troupes sur la frontière, ce qui épuisoit les magasins. D'ailleurs les ennemis, aussi bien que les armées du roi, avoient consommé tout ce qui étoit sur la terre, et de plus ils avoient imposé des contributions en grain dans tout le plat pays où ils pouvoient les étendre, en sorte que leur armée autour de Lille envoyoit des partis jusqu'à la Somme. Enfin la gelée horrible avoit détruit toute espérance de récolte, et les garnisons des places ne subsistoient qu'avec une peine extrême. Cette affreuse situation obligea le maréchal de Villars à menacer Raffy, un des principaux entrepreneurs, de le faire mettre dans un cachot. « Si vous me faites mettre en prison, lui répliqua Raffy, ce sera uniquement parce que ma figure vous déplaît, car je n'ai aucun tort. » — « Mais, lui dit le maréchal de Villars, votre traité est signé pour le pain de la campagne. » — « Non, monseigneur, répondit Raffy, il n'y a aucun traité, et même il n'y en aura aucun. » La surprise du maréchal fut extrême de voir non seulement qu'il n'y avoit pas un sac de farine dans les places, mais encore qu'il n'y avoit aucune espérance d'en avoir pour l'armée, et qu'au 1er avril on se trouveroit dans une pareille détresse.

Quant aux troupes, elles étoient dans un meilleur état qu'on ne lui avoit dit. A la vérité, les hommes étoient maigres à cause de la mauvaise nourriture de l'hiver, mais les bataillons étoient assez nombreux et le soldat montroit une grande ardeur.

Le maréchal alla voir l'électeur de Bavière à Mons. Il l'avoit laissé maître d'une grande partie de l'Empire, et les troupes du roi dans Passau menaçoient la ville de Vienne. Depuis cela ce prince, par la seconde bataille d'Hochstet, avoit été forcé d'abandonner l'Empire avec ses propres États, et par celle de Ramillies il avoit perdu toute la Flandre espagnole et une partie de la française. Après les malheurs de la dernière campagne, il se trouvoit renfermé dans Mons, n'ayant plus d'occupations que ses maîtresses, le jeu et un tour avec lequel il faisoit des ouvrages très délicats. Le souvenir de sa gloire passée et des obligations qu'il avoit au maréchal de Villars lui tira des larmes des yeux à leur première entrevue, et puis des regrets infinis de ne l'avoir pas cru, mêlés de beaucoup de marques d'amitié et de tendresse. Il voulut retenir le maréchal qui soupa deux fois avec ce prince et sa maîtresse[1]. Il le combla d'honneurs et de politesses et lui donna deux tabatières qu'il avoit lui-même travaillées et tournées; car il n'étoit pas en état de faire de plus grands présents, et en aucun temps le maréchal n'avoit voulu en recevoir de lui[2].

1. Mlle de Montigny, qui avait succédé à la comtesse d'Arco comme maîtresse déclarée. L'électeur la maria en mars 1715 avec le comte d'Albert, qu'il emmena à Munich comme grand écuyer. Voyez *Saint-Simon*, XI, 93.

2. En racontant cet incident au roi, par dépêche du 26 mars de

Le maréchal de Villars pressa Chamillart par de fréquents courriers d'envoyer les fonds pour que le prêt fût payé et que les officiers subalternes pussent se nourrir; car tout leur manquoit hors le courage, dont on trouva pendant cette dure campagne des exemples au-dessus de tout le passé. Il manda aussi que l'on fit partir tous les inspecteurs de cavalerie et d'infanterie pour travailler à la réparation des troupes.

On étoit alors bien éloigné de penser au siège de Lille, mais le maréchal avoit désiré de pouvoir emporter Courtray. Il falloit pour cela s'assurer au moins huit jours de pain, et c'est ce qu'il trouva totalement impossible, les troupes dans toutes les garnisons n'en pouvoient avoir que d'un jour à l'autre, outre que tout étoit inondé par des pluies excessives, en sorte que l'on ne pouvoit aller ni à pied ni à cheval dans le pays. Dans cette extrémité et au milieu des craintes de voir l'armée réduite à manquer absolument de pain, le maréchal de Villars se crut absolument obligé d'écrire au roi et à Madame de Maintenon et aux deux principaux ministres; ce qu'il fit avec une vivacité proportionnée à l'importance du besoin. Nous croyons devoir placer ici une lettre de Madame de Maintenon qu'il reçut le 8 avril.

Voulez-vous toujours m'écrire en cérémonie, M. le maréchal? Si vous continuez, je saurai bien aussi vous rendre le respect qui vous est dû.

M. le duc d'Estrées n'est point mort, ainsi je n'ai rien à répondre sur le premier article de votre lettre[1].

Valenciennes, Villars ajoute : « L'opinion établie de l'aversion de M. l'électeur de Bavière pour moi m'a obligé à rendre ce petit compte à Votre Majesté de mon séjour à Mons. »

1. Par lettre du 3 avril, Villars avait demandé à Mme de Main-

Il n'y a que de vous, Monsieur, que l'on tire quelque consolation. Vous nous faites envisager que nous aurons une armée, elle sera conduite par vous, et peut-être est-ce le point où Dieu a voulu nous conduire pour montrer les révolutions qu'il sait faire quand il lui plaît.

Cependant nous joignons maintenant au malheur de la guerre la crainte de la famine et d'un scorbut à l'Hôtel-Dieu et aux Invalides, qui nous annoncent la peste. Il faudroit votre courage pour supporter de tels maux.

Le roi presse le plus qu'il peut pour qu'on envoie de l'argent, et il me paroît que M. Desmarets cherche toutes sortes d'expédients pour en avoir. On vous aura bien mandé que la flotte est arrivée riche de plus de vingt millions pour la France. Je voudrois bien que nous pussions mettre la main dessus.

Ne vous mêlez point dans les affaires du cardinal de Bouillon. C'est un homme qui déplaît au roi et avec beaucoup de raison, et, comme de mon consentement vous ne lui déplairez jamais, je ne lui ai pas dit un mot de cet article de votre lettre. Adieu, M. le maréchal, la crainte de me retrouver en 1694 ne me met pas de belle humeur, mais je n'en suis pas moins votre très humble et très obéissante servante.

Le maréchal de Villars manda au roi qu'il falloit tirer d'autorité des blés de Lorraine, et avec la même autorité se servir de l'argent arrivé de la mer du sud aux négociants de Saint-Malo, enfin qu'il falloit pouvoir former et assembler une armée, ce qui étoit impossible si l'on ne pouvoit pas la nourrir quatre jours.

Le 16 avril, il apprit par les nouvelles d'Hollande

tenon de solliciter pour lui le gouvernement qu'il croyait vacant par la mort du duc d'Estrées. Il avait transmis en même temps une requête du cardinal de Bouillon, alors en disgrâce, et qui s'engageait à ne pas approcher de la cour de plus de quinze lieues, si le roi lui laissait la liberté d'aller et de venir. Nous avons publié cette lettre avec les autres correspondances de Mme de Maintenon dans notre *Villars*, t. I, p. 316.

que le prince Eugène étoit arrivé à la Haye, qu'il s'opposoit fortement à la paix aussi bien que le duc de Marlborough, et que, selon toutes les apparences, le désir que les Hollandois en avoient ne l'emporteroit pas sur l'avis de deux généraux qui comptoient avoir une armée de 180 bataillons et de 290 escadrons, avec une abondance d'argent, de vivres et d'artillerie, qui leur donnoient des espérances presque certaines de pénétrer dans le royaume. Ce fut alors que le maréchal avertit la cour que des commis gagnés dans les bureaux de la guerre ou des finances instruisoient les ennemis des détails les plus importants de ce qui se passoit dans les conseils; qu'il falloit tâcher de découvrir, puis ensuite punir dans la dernière mesure l'infidélité de ces traîtres.

Le 20 avril, il fait enlever les travailleurs que les ennemis employoient à réparer la chaussée de Menin, et mena des troupes dans la petite ville de Lannoy.

Le même jour, il fit occuper les châteaux de Templeuves et de Toufflers, et par ce moyen coupa entièrement le commerce de terre avec les villes de Lille, d'Oudenarde et de Menin.

Les pluies ayant cessé et les peuples, n'espérant aucune récolte des grains semés l'année précédente, labourèrent les champs et semèrent des mars. Ainsi la crainte d'une famine porta ceux qui avoient quelques blés à les resserrer et à les cacher.

Le maréchal de Villars employa la fin d'avril à visiter tous les postes que les ennemis pourroient occuper s'ils faisoient le siège de Tournay ou de Douay. Il auroit attaqué Courtray s'il avoit été à son pouvoir d'assembler des farines. Mais il ne voyoit aucune sub-

sistance assurée pour deux jours. Il passoit toutes les journées à visiter le pays et à voir les troupes, ayant toujours une grande attention à faire attaquer les convois de Gand à Menin, et de Menin à Lille. Mais les ennemis, au lieu de grands convois, n'y faisoient passer tous les jours que quelques bateaux, en sorte qu'il étoit impossible de troubler ce commerce sans accabler les troupes de fatigue.

Dans les commencements de mai, il fallut faire des dispositions pour placer l'armée du roi. Le prince Eugène et milord Marlborough s'opposoient opiniatrément à la paix. Il étoit vraisemblable qu'ils avoient pour premier objet de chercher une bataille à quelque prix que ce fût, ou du moins de faire reculer l'armée du roi, en sorte qu'ils pussent pénétrer dans le royaume. Car de dire aux Hollandois qui vouloient la paix : nous voulons prendre Tournay ou Ypres, lorsque le roi offroit ces places, c'étoit un discours qui ne pouvoit être goûté par une puissance lassée de la guerre.

Le maréchal de Villars prit donc la résolution d'abandonner Tournay et Ypres à leurs propres forces et de tenir le milieu du pays pour forcer les ennemis à une bataille, s'ils méditoient d'autres projets que d'attaquer ces deux places.

Par une lettre de M. de Chamillart du 3 mai, il apprit que M. de Torcy étoit parti pour la Haye sur un passeport où le nom étoit en blanc, et qu'il devoit y arriver le 5 mai. Ce voyage surprit le maréchal de Villars et il crut la paix certaine, ne pouvant douter que le ministre n'allât sur des propositions acceptées, plutôt pour signer que pour traiter.

Cependant l'extrémité où il se trouvoit pour les subsistances étoit telle qu'il crut indispensablement nécessaire d'aller lui-même s'expliquer au roi. Mais il prit les mesures pour n'être que cinq jours seulement dans son voyage. Il régla la subsistance des chevaux sur ce qu'il falloit pour les soutenir, et comme les ennemis se disposoient à le prévenir, il n'omit rien de ce qui dépendoit de ses soins pour se mettre en état de les attendre.

Il partit donc le 9 mai et arriva le même jour à Paris. Le 10, il passa à l'Étang, maison de M. de Chamillart à trois quarts de lieue de Marly. Il trouva ce ministre très étonné et lui parla avec sa sincérité ordinaire sur ce qu'il disoit que ce n'étoit pas sa faute s'il n'y avoit aucune subsistance. « Vous ne pouvez pas, « lui répondit le maréchal, reprocher à M. Desmarets « le désordre des finances, puisque vous les avez « abandonnées l'année dernière, ne pouvant plus les « soutenir. Mais vous êtes le ministre de la guerre et « vous n'avez jamais dû souffrir, sans éclater au plus « haut point contre le ministre des finances, de vous « voir exposer au reproche horrible de n'avoir pas le « premier sac de blé pour opposer une armée aux « forces prodigieuses des ennemis qui refusent la paix « et veulent entrer dans le royaume. Nous avons des « troupes moins nombreuses que les leurs, mais « enfin, il y en a assez pour se montrer. Elles sont « pleines d'ardeur. Faut-il les voir mourir de faim et « ne pouvoir les mener au combat parce qu'il n'y a « pas de pain? »

Le ministre demeura très interdit à ce discours du maréchal, et ils allèrent ensemble à Marly. Le maré-

chal de Boufflers, qui étoit ennemi de Chamillart, dit au maréchal de Villars : « Pourquoi avez-vous passé « chez Chamillart? » Le maréchal lui répondit : « Pre- « mièrement c'est mon chemin, mais de plus n'est-ce « pas l'usage, et suivi par vous, de passer chez le « ministre de la guerre lorsqu'on revient des fron- « tières? »

Le roi rassembla deux fois les maréchaux de Boufflers, de Villars et d'Harcourt avec MM. de Chamillart et Desmarets, et monseigneur le Dauphin s'y trouva. Ce prince vit un si grand désordre dans les subsistances, qu'il pria le roi de le dispenser d'aller commander les armées de Flandres.

Dans ce même temps, Mme de Maintenon parla confidemment au maréchal de Villars au sujet de Chamillart, et lui demanda s'il croyoit qu'on dût conserver ce ministre ou l'ôter de place. Le maréchal ne trouva pas convenable de faire aucun changement dans les circonstances présentes, parce que tout le mal étoit fait et qu'un nouveau ministre ne pouvoit guère y remédier sur-le-champ. Enfin le résultat du voyage que fit le maréchal de Villars auprès du roi servit seulement à convaincre ce général que la cour étoit sans ressources. Aussi le roi lui dit en l'embrassant : « Je mets ma confiance en Dieu et en vous, et ne puis rien vous ordonner puisque je ne puis vous donner aucun secours. »

Il est certain que le maréchal de Villars partit de Marly ne pouvant compter que sur 18,000 sacs de farine. Il avoit ordonné à tous les intendants des frontières de se trouver à Arras le 13 mai, et en y arrivant il reconnut que les 18,000 sacs de farine qu'on lui

avoit promis étoient imaginaires. Mais ce secours, quand même il auroit été assuré, quelle ressource étoit-ce pour une armée qui consommoit 1,200 sacs par jour!

Les ennemis connaissoient si parfaitement notre état que leur orgueil en augmentoit. Mais le maréchal de Villars crut devoir rassurer le marquis de Torcy par une lettre qu'il lui écrivit le 15 mai pour empêcher ce ministre de se soumettre aux rigoureuses lois que les ennemis vouloient lui imposer, et il lui conseilla de rompre des conférences trop insolentes de leur part[1].

Il donna des ordres très sévères aux villes principales et les moins éloignées de fournir, sous peine des plus rudes exécutions militaires, une certaine quantité de grains; il envoya des courriers aux intendants de Normandie, de Picardie, du Soissonnais, de Champagne et de Lorraine, leur manda de mettre tout en usage pour faire voiturer des grains, ou par rivières, ou par charrois, de les lever par imposition; car enfin il falloit être en état de se présenter à l'ennemi. Il alla encore visiter les postes entre la Bassée et Lens, et se rendit le 20 à Douay pour être plus près de Lille où, selon les apparences, les ennemis devoient s'assembler.

Il apprit le 22 que toutes les troupes qu'ils avoient aux environs de Mastricht et de Liège marchoient vers Bruxelles. Cette nouvelle l'obligea de dépêcher un courrier au roi pour faire marcher toutes les

1. Voyez à l'appendice le texte de cette lettre et quelques autres extraits de la correspondance de Villars.

troupes de sa maison. Cependant les entrepreneurs des vivres, n'ayant aucune provision et pressés par le maréchal de Villars, vouloient se retirer; Fargès tout le premier, homme cependant très capable de servir. Les Paris montrèrent en cette occasion beaucoup d'ardeur avec de grands talents[1].

Le 23, le maréchal fut instruit que toutes les forces des ennemis ébranlées s'approchoient de Lille par diverses routes, ce qui l'obligea de son côté à faire avancer celles du roi à mesure qu'elles avoient du pain pour deux jours. Enfin on forçoit tout et, en faisant moudre jour et nuit, on espéra d'avoir, le 27 mai, 7,000 sacs de farine et assez de pain pour pouvoir donner une bataille si les ennemis en avoient l'intention, puisqu'il n'y avoit pas de parti plus déplorable que de laisser à l'ennemi la liberté entière d'entrer dans le royaume.

Le maréchal de Villars écrivit le même jour au comte de Bergeick pour faire arriver toutes les troupes d'Espagne et celles des électeurs de Bavière et de Cologne. Toutes les lettres des gouverneurs des places du roi l'assuroient qu'ils alloient être assiégés. Mais supposé que les ennemis ne prissent pas la réso-

1. Villars écrivait à Chamillart le même jour : « Le sieur Fargès veut tout abandonner, je lui écris la plus forte lettre qu'il m'est possible pour le ranimer. Le sieur Paris devroit être ici. Raffy est troublé quand je lui en parle : il n'a rien... Il n'est pas arrivé une pistole de tout ce que l'on m'avoit promis. Vous voyez à quoi je suis réduit. La tête ne me tournera pas, car, Dieu merci, je l'ai bonne, mais l'état est violent. » Chamillart répondit le 25 : « La tête me tournera encore moins qu'à vous, parce que je ne suis plus garant des événements et que c'est à celui qui est chargé des finances à fournir les moyens...; je n'ai pas le cœur moins serré que vous. » (Pelet, IX, 17.)

lution de venir chercher l'armée du roi, et de l'attaquer dans ses postes, il ne jugeoit que deux sièges possibles et importants pour eux, savoir : Tournay ou Ypres. Leur supériorité en nombre les persuadoit en effet qu'aucun poste ne pouvoit être assez bon pour tenir devant eux.

Le maréchal de Villars alla camper à Lens le 27 mai avec 40 bataillons et fit approcher le reste de ses troupes à une journée de là, étant forcé à régler leurs mouvements sur le pain qu'elles pouvoient tirer de leurs derrières et n'ayant que l'herbe pour la nourriture de leurs chevaux. Ainsi il étoit également dangereux d'avancer les troupes trop tôt ou trop tard.

On peut, du reste, assez louer leur fermeté, entrant en campagne sans pain, presque tous les capitaines d'infanterie à pied et ne comptant aussi bien que les subalternes que sur le seul pain de munition.

Le 18 mai, le maréchal reçut un courrier du marquis de Torcy[1]. Ce ministre le prioit de lui donner un rendez-vous pour l'informer de ce qu'il apportoit de la Haye. Le maréchal de Villars lui manda que le 30 mai, à midi, il seroit à Douay où le marquis de Torcy se rendit à point nommé. Ce qu'il lut au maréchal de Villars et qu'il dit lui avoir été dicté par le prince de Savoye, par le duc de Marlborough, par Sinzendorf et par Heinsius lui parut si surprenant, qu'il écoutoit la lecture qu'avec une extrême indignation.

Ces messieurs ne demandoient pas moins au roi

1. Nous donnons la lettre à l'appendice.

que ses plus importantes places, en attendant que le roi d'Espagne eût pris la résolution d'abandonner ses États. On croit devoir mettre ici la dépêche que le maréchal écrivit au roi sur sa conférence avec le marquis de Torcy, qu'il chargea de dire à Sa Majesté qu'il n'y avoit d'autres ressources pour Elle que dans la guerre. « Mais la pouvez-vous faire? » demanda le marquis de Torcy. La réponse du maréchal fut qu'il espéroit des vivres pour un mois, et qu'en un mot les propositions des ennemis étoient la destruction de la monarchie.

Lettre écrite au roi le 1er juin 1709.

Sire,

J'ai appris, par le marquis de Torcy, les dernières propositions des ennemis sur la paix, et j'avoue que je n'ai pu les entendre sans indignation. Votre Majesté jugera mieux que personne de leurs intentions sur lesquelles je ne vois jusqu'à présent d'autre garantie que leur bonne foi, qui n'est pas engagée au cas que le roi d'Espagne persiste à vouloir conserver ses royaumes.

Il est bien surprenant que vos ennemis veuillent obliger Votre Majesté à se dépouiller de ses principales places, et même à ne pas assister le roi d'Espagne. Un pareil nantissement seroit un assez grand avantage aux ennemis pour n'exiger pas encore celui de pouvoir attaquer les États de Votre Majesté si le roi d'Espagne ne veut pas consentir à abandonner les siens.

Je n'ai sur cela, Sire, qu'à attendre les ordres de Votre Majesté, mais il est de mon devoir d'avoir l'honneur de lui présenter d'avance ce que j'ai déjà eu celui de lui dire plusieurs fois, et ce qu'elle ne connoît que trop, qu'il faut se déterminer à la guerre.

Nous avons du pain, et je le tiens assuré pour tout le mois de juin. Il est vrai que cette subsistance, qui est bien médiocre

quand on songe à une campagne entière, ne pourra être placée qu'entre Douai et Béthune.

D'ordinaire on compte pour les opérations de campagne une moitié plus de farine que l'on n'en peut consommer, surtout dans une défensive, parce que, ne sachant où l'ennemi portera la guerre, il faut pouvoir marcher en divers endroits.

Si l'ennemi marchoit ou vers Namur et Mons, ou vers la mer, il me seroit très difficile de le suivre faute de pain. Je dois donc désirer que son premier et principal objet soit de venir droit à moi entre la Lis et la Scarpe. Il est assez raisonnable que ce sera leur dessein, si l'on en doit croire les bruits publics, et même les discours de milord Marlborough à M. de Torcy.

Il faut espérer que l'ennemi fera quelque faute. S'il se détermine à nous venir attaquer, je crois lui devoir laisser d'abord la plaine qui est entre le marais de Quincy et celui de Huluch, ayant sa marche libre par la Bassée. Je ne compte pas faire d'autres ouvrages que quelques redans en avant de mon poste, et cela pour deux raisons. La première c'est que je voudrois que l'ennemi prît la résolution de nous attaquer; la seconde, c'est que j'aime mieux voir marcher l'armée de Votre Majesté à l'ennemi après avoir bien reconnu son poste, que de la placer derrière des retranchements, à moins qu'ils ne soient très forts. Je ne laisserai pas cependant, par des coupures dans les rivières de la Deulle et d'autres petites qui vont vers la Lis, de rendre impraticable tout autre pays que celui que l'on trouve au sortir de la Bassée.

Votre Majesté m'a fait l'honneur de me dire que par les ordres précis qu'elle a donnés aux intendants, il arrivera des grains. Cependant, des 18,000 sacs que nous attendions par la Meuse, il n'en est arrivé que 6,000 desquels, malgré mes précautions, M. Douillat, pressé par l'extrême disette de son département, en avoit déjà pris 3,000, et des 3,000 autres, il n'y en a encore à Valenciennes que 1,400. J'ai donc été forcé de faire des impositions dans les villes de Flandres et dans l'Artois, et j'espère qu'elles nous assureront le mois de juin; encore ne vois-je pas clair sur les moutures, car il faut ce grain, puis le faire moudre et je n'ai pas vu encore 6,000 sacs de farine devant moi.

Si donc les ordres que Votre Majesté donnera ne s'exécutent

pas avec la dernière ponctualité, nous demeurerons tout court, ce qui est le dernier des malheurs. On peut aller quelque temps sans argent, mais sans pain cela est impossible.

M. de Torcy aura l'honneur de dire aussi à Votre Majesté que les ennemis ne laissent pas 15,000 hommes sur le Rhin; sur ce pied-là, il n'en faudroit pas 12,000 à Votre Majesté. Toutes les forces fondront en Flandre, et j'ai déjà dépêché, il y a deux jours, un courrier à Votre Majesté pour lui représenter que, suivant mes foibles vues, il étoit du bien de son service qu'une partie des forces d'Allemagne descendit de la Meuse à mesure que celles des ennemis gagneront Liège, et de voir ensuite leurs dispositions pour la guerre qu'ils voudront nous faire.

Il seroit à souhaiter qu'ils attaquassent Ypres ou Tournay et Votre Majesté aura la bonté de voir si pour les y engager il ne conviendroit pas d'en retirer quelques bataillons. Il est contre toute apparence qu'ils aient d'autres vues que de chercher une bataille ou de pénétrer vers Boulogne ou Abbeville.

MM. les intendants du Soissonnais et de Champagne ont retenu quelques régiments de cavallerie pour assurer le transport des grains. Il est indispensable d'en faire moudre à Amiens pour pouvoir marcher sur Abbeville si les ennemis alloient de ce côté-là, laissant Saint-Omer sur leur gauche. Je crois, en ce cas, ne devoir rien omettre pour les joindre le plus tôt, mais je ne suis pas sûr de le pouvoir, et toujours faute de grains.

Il n'y a point de fours à Béthune, ni à Aire, et enfin, Sire, j'en suis à désirer que les ennemis commencent par nous venir chercher, et bien fâché de parler à Votre Majesté de détails, dont jusqu'à présent ses généraux n'ont pas même eu la peine de l'informer. J'ose supplier très humblement Votre Majesté d'être tranquille sur tout ce qui peut dépendre de mes soins et de l'application la plus vive.

Le maréchal de Villars reçut une lettre du roi datée du 3 juin[1] par laquelle Sa Majesté se déterminoit à la

1. Imprimée dans Pelet (IX, 24); on y lit ces mots : « J'ai

guerre, seul parti que permettoit de prendre la dûreté des propositions que faisoient les ennemis.

Ils demandoient, comme on l'a déjà dit, les places les plus importantes pour simple garantie que le roi d'Espagne abandonneroit la monarchie et, en cas que le roi ne pût engager son petit-fils à cette résolution, la guerre devoit recommencer avec des places qui ouvroient la France aux ennemis.

Dans le temps que le courrier apportoit la lettre du roi au maréchal de Villars, il faisoit une revue de l'infanterie. Aussitôt il fit resserrer trente des bataillons les plus près de lui afin que le plus grand nombre des troupes le pût entendre, et il leur dit : « Soldats, le « roi n'attend de paix que de votre courage ; j'en suis « trop certain pour n'en pas espérer une très glo« rieuse. Vive le roi ! » Ces paroles, prononcées avec joie et avec fierté, inspirèrent les mêmes sentiments aux troupes, et elles y répondirent toutes avec ardeur.

Cependant, comme le pain faisoit toujours la première peine du maréchal de Villars, il ordonna aux principales villes, excepté Ypres et Tournay, de fournir une certaine quantité de sacs de grains. Cet ordre excita quelques murmures dans les peuples, mais peu après tout fut calmé.

grande confiance en votre bonne volonté, votre activité et votre bonne conduite. » Mme de Maintenon écrivait à Villars presqu'en même temps : « Mon espérance est en Dieu et en vous, qui ne vous laisserez pas surprendre et qui ne pouvez être accablé que par le nombre ; au reste, je ne cesse de persécuter le roi, M. de Chamillart et M. Desmarets pour votre subsistance. Nos maréchaux de France... ont, Monsieur, une très grande opinion de vous. »

La charge de premier gentilhomme de la Chambre étant vacante par la mort du duc de la Trémoille, le maréchal de Villars la demanda et il écrivit à Mme de Maintenon que, puisqu'il faisoit la guerre contre le prince Eugène et Marlborough, qui avoient toutes les dignités et les plus grandes charges de leurs cours, il seroit bien raisonnable de fortifier le général françois par quelque grâce, puisqu'il n'égaloit pas ses rivaux en nombre de troupes, ni en moyens de subsister[1].

Le roi lui écrivit le 9 juin pour confirmer la résolution de continuer la guerre, mais avec peu de secours d'argent et de farine; Sa Majesté lui envoya en même temps des épreuves de pain d'avoine, ce qui ne fut qu'une assez foible ressource. Tout le monde fit porter sa vaisselle d'argent à la monnoie, le roi sa vaisselle d'or, même sa nef, et tout ce qu'on avoit de plus précieux afin de pouvoir faire quelque monnoie. Il est certain que tout étoit poussé à l'extrémité et non seulement le roi faute d'argent cessa de donner aux troupes la viande qu'il avoit accoutumé de leur donner, mais, ce qu'il y avoit de plus triste, le pain même leur manquoit.

Les chevaux d'artillerie n'étant pas arrivés, le maréchal de Villars fut obligé de mettre l'armée en campagne sans canon, et les ennemis publioient qu'ils

1. Il écrivit en même temps à Chamillart une lettre que nous donnons à l'appendice. Le roi répondit qu'il avait assuré la survivance de la charge au prince de Tarente, fils aîné du duc de la Trémoïlle; Villars demanda alors la pairie. Mme de Maintenon répondit le 19 juin : « Je voudrois bien, Monsieur, que vous n'augmentassiez pas les peines du roi en l'exposant à vous refuser quelque chose. »

venoient avec 150,000 hommes de pied, 60,000 chevaux et 200 pièces de canon chercher les François s'ils osoient se montrer.

Un si grand désordre dans les affaires de la guerre obligea le roi à renvoyer M. de Chamillart. Sa Majesté s'y résolut avec peine, ayant un grand goût pour ce ministre qui avoit possédé sa confiance entière pendant neuf ans. Elle avoit même réuni en lui l'administration des finances et de la guerre, et enfin l'autorité de premier ministre en tout; il ne lui en manquoit que le nom. Le roi manda au maréchal de Villars[1] qu'il nommoit M. Voisin pour la place de secrétaire d'État.

Le marquis de Torcy avoit laissé le s^r Rouillé à la Haye, sans néanmoins qu'il y eût aucune espérance de paix, et ce dernier en partit le 9 juin.

Le maréchal de Villars, qui avoit toujours la même inquiétude pour la subsistance, crut devoir envoyer à la cour le s^r de Bernières, intendant de Flandres, pour prendre des mesures certaines avec le nouveau ministre, et pour éviter de se tromper sur une matière si importante.

Le 14 juin, le maréchal de Villars, malgré l'opinion de presque tous les officiers généraux, prit le parti d'attendre les ennemis dans les plaines qui sont entre Lens et les marais d'Huluch. Il ne voulut pas les premiers jours faire travailler à retrancher le terrain qui étoit de près d'une lieue avant que les ennemis se déterminassent à le venir chercher. Il voyoit trop quelles difficultés insurmontables il y auroit de les

1. Par lettre du 10 juin 1709.

suivre, faute de pain, s'ils marchoient vers la mer ou vers Namur[1].

Le même jour voyant l'ennemi s'approcher de Lille avec des forces qui excédoient l'armée du roi de plus de 50,000 hommes, il commença à retrancher le front de son camp. Mais la foiblesse de la plupart des officiers généraux leur faisant tenir de très mauvais discours, il proposa au roi d'envoyer M. le duc et M. le comte de Toulouse pour donner à chacun une aile à commander. L'intrépidité de M. le duc étoit connue, et la présence d'un prince du sang si courageux pouvoit contribuer à faire cesser les discours timides dont on se cachoit bien devant le maréchal de Villars, mais qui lui revenoient par des rapports fidèles. Quant au soldat et à l'officier subalterne, leur fermeté étoit au plus haut point.

Le roi ne trouva pas à propos d'envoyer à son armée les deux princes par des raisons de cour, car celles de l'État l'exigeoient entièrement.

Le 21 juin, le maréchal de Villars apprit que toutes les troupes des ennemis étoient rassemblées entre la Lis et l'Escaut, à la hauteur de Courtray. Il fit rompre les sas du pont Adon pour ôter aux ennemis la communication par eau de la Lis à Lille.

Ils marchèrent le 22 juin avec toutes leurs forces à Lille. Le maréchal de Villars les voyoit à cinq lieues de lui, et trouvoit dans la route qu'ils tenoient une

1. Villars fit pourtant commencer, ce même 14, un camp retranché qui fut terminé en cinq jours. Il fit aussi tracer des lignes et établir des postes fortifiés depuis Douai jusqu'à Saint-Venant, de manière à ne laisser à l'ennemi d'autre débouché que la Bassée (Pelet, IX, 30).

apparente résolution de leur part à le venir attaquer. Il fit ajouter alors quelques retranchements à son camp, et surtout un avant-fossé dont on répand à droite et à gauche la terre que l'on en tire, de manière que le feu du retranchement soit toujours rasant. Rien n'est si dangereux pour un ennemi qui vient avec grand nombre de fascines que d'avoir à combler un avant-fossé à trente pas du retranchement, d'où il part un feu redoublé qui éclaircit bien les rangs avant que l'on ait passé ce premier fossé.

Le 23 juin, toutes les forces des ennemis s'approchèrent de l'armée du roi, M. le prince Eugène à la droite et milord Marlborough à la gauche.

Le 24 ils firent une revue générale de leurs troupes, qui se trouva composée de 306 escadrons et de 172 bataillons[1]. Ils donnèrent ordre de travailler aux chemins et aux routes qui les menoient sur l'armée du roi.

Le même jour, le général Top, qui faisoit la fonction de maréchal des logis général de l'armée ennemie, vint reconnoître toutes les marches et s'approcha même assez du camp pour en bien reconnoître la situation.

Le roi d'Angleterre joignit le maréchal de Villars le 25 juin[2]. Ce général le logea chez lui et eut une

1. Les ordres de bataille du 24 juin publiés dans Pelet (IX, 311, 312) donnent aux armées d'Eugène et de Marlborough 164 bataillons et 271 escadrons; il y avait en outre un corps séparé du côté d'Alost.

2. Sous le nom de chevalier de Saint-Georges, Mme de Maintenon le recommanda à Villars par lettre du 14 juin. « Il a une grande passion de vous suivre partout, et le roi dit que, si cela est, il aura un peu de mouvement. C'est un aventurier qui n'en

très grande attention sur tout ce qui regardoit ce prince.

Le 26 on eut des avis que les ennemis ne croyoient plus qu'il fût si facile d'entreprendre sur l'armée du roi. Cadogan, un de leurs généraux de la plus grande confiance, étoit venu, déguisé en paysan, reconnoître les retranchements, qu'apparemment il trouva tels qu'une affaire générale pouvoit être dangereuse aux ennemis.

Le 27 toute l'artillerie de campagne, qui avoit joint les ennemis, marcha vers Aubanton, et la nuit un corps d'infanterie considérable s'approcha de la Bassée; un autre parut aller vers Tournay, et l'on ne pouvoit juger d'autre dessein dans ces divers mouvements que d'obliger le maréchal de Villars à en faire.

Le prince Eugène marcha la nuit avec un corps d'armée vers Etaire. Le maréchal de Villars s'en approcha et ordonna à 1,000 chevaux qu'il poussa devant lui d'allumer beaucoup de feux pour faire penser aux ennemis que l'armée entière suivoit.

Le prince Eugène s'arrêta, et, le 29, le maréchal de Villars apprit que toutes les forces des ennemis marchoient à Tournay.

Toute l'artillerie qui remontoit la Lis pour attaquer l'armée du roi et pour se jeter sur Saint-Venant descendit cette rivière, et, après l'opinion générale qui les menoit dans le royaume, on vit un peu rabattre de leur orgueil quand ces ennemis si fiers, qui avoient

sauroit trop faire : s'il périt, il n'a plus besoin de rien; s'il vit et qu'il vous suive, il aura une réputation qui contribuera à le rétablir. »

refusé une paix qui leur donnoit plusieurs places, étoient réduits à en assiéger une où toutes les apparences étoient qu'ils échoueroient; malheur très certain pour eux sans la foiblesse des principaux défenseurs de cette place, la plus forte de l'Europe, munie de onze cent milliers de poudre, de toutes les munitions de guerre imaginables, ayant plus de subsistances qu'il n'en falloit pour six mois, et dont la citadelle, place imprenable, fut rendue sans être attaquée. Toutes les tentatives des ennemis pour ébranler le maréchal de Villars ayant été inutiles, ils s'attachèrent véritablement au siège de Tournay.

Cette entreprise formée fit cesser les justes inquiétudes que donnoit la possibilité de plusieurs autres projets dont l'exécution pouvoit ébranler ou même forcer les frontières du royaume. En effet, si les ennemis avoient marché à Saint-Venant et à Aire, ces deux places ne pouvoient être sauvées que par une bataille qu'il falloit donner sans aucun avantage de poste, et avec 50,000 hommes de moins que les ennemis. Ces deux places une fois en leur pouvoir, ils pouvoient aller prendre Abbeville, se saisir de Boulogne et mettre le royaume à contribution jusqu'à Paris.

S'ils avoient voulu marcher vers Namur et la Meuse, il étoit impossible à l'armée du roi de les suivre faute de pain, puisqu'elle n'en tiroit que d'un jour à l'autre d'Arras et de Douai, et souvent même un quart de ration par jour.

Ainsi l'entreprise de Tournay, qui naturellement ne devoit pas réussir, et qui au moins auroit dû être d'une longue exécution, donnoit au roi le temps de

prendre toutes les mesures possibles pour traverser les desseins que les ennemis pourroient former dans la suite[1].

Le maréchal représenta au roi que, ne voulant pas agir offensivement en Allemagne, et ayant la barrière la plus aisée à défendre, qui étoit celle de la Lutter, on pouvoit retirer des troupes de l'armée du maréchal d'Harcourt. Il proposa de faire partir de Brest le roi d'Angleterre avec une légère escadre pour le faire descendre en Irlande, où les peuples étoient révoltés.

Il conseilla de tirer d'autorité des grains de Lorraine, où l'abondance étoit grande. Mais les égards de la cour pour un voisin dangereux, les complaisances pour des généraux qui vouloient très inutilement conserver leurs troupes, et enfin le péril passé empêchèrent les réflexions sur ceux que l'on pouvoit craindre encore.

Le 2, le maréchal de Villars apprit que les ennemis avoient commencé à travailler à leur ligne de circonvallation autour de Tournay, s'étant tenus jusque-là ensemble pour marcher à l'armée du roi, si elle avoit songé à s'approcher d'eux. Il alla visiter tous les postes que l'on pouvoit prendre pour resserrer les ennemis pendant le siège; il n'en trouva aucun qui lui convînt, et d'ailleurs il n'y voyoit point de fourrages.

Les ennemis avoient mis un corps de troupes assez considérable dans Warneton et travailloient à s'y fortifier.

1. Villars, par lettre du 1er juillet (Pelet, IX, 42), proposa de profiter de l'immobilité des ennemis devant Tournay pour pousser des partis en Belgique; le roi ordonna de rester sur la défensive.

Le maréchal de Villars détacha le comte d'Artagnan avec quinze bataillons et fit sortir d'Ypres 2,000 hommes avec six pièces de canon sous les ordres du chevalier de Peseux. Tout cela arriva le 4, presque à la même heure, devant Warneton, et comme les fortifications des ennemis étoient peu avancées, elles furent emportées et tout fut pris ou tué.

Le prince Eugène marcha avec 30,000 hommes pour conserver cette place, et la tête de ses troupes commençoit à paroître lorsque la place fut emportée.

Les prisonniers étoient au nombre de 700, entre lesquels il y eut un colonel, deux lieutenants-colonels et huit capitaines. Cette aventure fit voir aux ennemis que, lorsqu'ils se négligeoient, on ne perdoit aucune occasion d'en profiter.

Le maréchal fit fortifier Saint-Venant, place qu'il auroit été facile de rendre fort bonne par les inondations et qui couvroit Béthune. Il ordonna aussi des ouvrages pour mettre cette dernière place et Aire en meilleur état.

Un officier des ennemis lui proposa alors d'enlever Heinsius à la Haye. C'étoit un des plus dangereux ennemis de la France. Cependant le maréchal ne voulut point écouter cette proposition, et nous verrons dans la suite de ces mémoires qu'il a toujours refusé constamment de se prêter à de pareilles entreprises, qui vont ordinairement à tuer ceux que l'on ne peut prendre.

La subsistance des fourrages étoit presque aussi difficile que celle du pain, la terre n'ayant cette année produit aucune sorte de grain. Ainsi le maréchal de Villars fut obligé de séparer la cavalerie, et ce manque

de fourrage sauvoit Tournay, si ceux qui le défendoient avoient bien voulu mettre des farines dans la citadelle, dont le siège ne pouvoit être fait, par cela seul que la cavalerie des ennemis n'avoit point de fourrages, et que depuis quinze jours elle en manquoit totalement lorsque la ville se rendit. Outre que les fortifications de la citadelle étoient les meilleures de l'Europe.

Cependant le maréchal de Villars cherchoit tout ce que l'on pourroit entreprendre. Il tenta de surprendre Ostende, mais ce dessein ne se trouva pas d'une exécution possible. Il fit divers voyages pour visiter les pays et pour ôter aux ennemis tout moyen de rien entreprendre après le siège de Tournay, supposé que la place ne fît pas la résistance qu'il étoit naturel d'en espérer.

Le pain manqua deux jours à l'armée, ce qui étoit le plus grand des malheurs; mais la fermeté des soldats étoit respectable au plus haut point.

Dans la supposition que, contre toute apparence, le siège de Tournay n'occupât pas les ennemis la campagne entière, et que, cette place prise, ils voulussent marcher à Valenciennes, à Condé ou à Mons, le maréchal proposa de leur donner une bataille, quoique leur supériorité en nombre fût considérable[1].

1. La lettre est du 10 juillet : « Si l'on ne peut espérer la paix, les subsistances ne sont pas extrêmement assurées; il faut chercher une action, puisqu'elle peut être heureuse, moyennant quoi tout seroit rétabli, et qu'enfin il vaut encore mieux que l'armée soit dissipée par les armes que par la faim. » Villars écrivit encore le 18 au roi : « Vous avez présentement une belle cavalerie. Votre Majesté est-elle assurée de fonds pour l'entretenir cet hiver et la remettre au printemps? Une heureuse bataille, que j'espère

Le roi, par sa lettre du 20 juillet[1], manda au maréchal qu'il lui en laissoit la liberté par la grande confiance qu'il avoit dans sa sagesse et dans sa bonne conduite; qu'il devoit cependant faire réflexion à deux choses : premièrement à la supériorité en nombre des ennemis; en second lieu que le bon ou le mauvais succès de ces grandes entreprises étoit bien différent, puisque l'ennemi par le gain d'une bataille pourroit entrer dans le royaume et prendre dans l'Artois des places moins fortifiées et plus importantes que celles de la première ligne; d'ailleurs que l'hiver donneroit de nouveaux moyens de renouer les traités et de pourvoir plus solidement à la subsistance et à la réparation des armées. Enfin le roi laissoit une sorte de liberté pour donner une bataille, marquant assez combien il avoit lieu d'en craindre l'événement pour porter le général à de sérieuses réflexions[2].

Le maréchal de Villars représenta encore qu'il y avoit trop de troupes en Allemagne, puisque le maréchal d'Harcourt, laissant les lignes de la Lutter bien gardées, passoit le Rhin avec un corps d'armée considérable sans nul objet. Mais ces nouvelles représentations furent aussi inutiles que les précédentes.

de la bonté de Dieu, de la justice de vos armes et du courage de vos troupes, rétablira tout, et une mauvaise ne sera pas plus dangereuse que le malheur de voir dépérir les troupes faute de payement et de subsistances. »

1. Imprimée dans Pelet, IX, 60.

2. Villars répondit le 25 juillet : « Je remercie humblement Votre Majesté de la confiance dont elle m'honore; je sais, dans l'état où est le royaume, quelle suite pourroit avoir une affaire générale, mais je n'oublierai rien aussi pour persuader à l'ennemi que, dès que je le pourrai trouver en des pays ouverts, je la chercherai; cette opinion le contiendra. »

Le 22, l'armée marcha entre l'Escaut et la Scarpe, afin de se placer de manière à empêcher les sièges de Condé, de Valenciennes et de Bouchain.

Le 25 juillet, le maréchal de Villars, avec la plus grande partie de l'armée, occupa le camp qu'il avoit reconnu. Il mit la droite à l'abbaye de Denain, la gauche à Hellesme, et fit retrancher le front de son camp, laissant le comte d'Artagnan avec le reste de ses forces au delà de Douai, tenant toujours les lignes de la Deulle.

Le même jour, le maréchal fit attaquer l'abbaye d'Hanon où les ennemis avoient 300 hommes. Le marquis de Nangis se mit à la tête des premiers détachements de grenadiers, et ayant trouvé une brèche, elle fut forcée, et tout fut pris ou tué. Le chevalier d'Albergotty, brigadier d'infanterie, homme d'un très grand courage, fut tué en montant à l'assaut. Le marquis de Nangis étoit à la tête de tout avec Montaran, capitaine aux gardes, et l'ardeur des troupes étoit au plus haut point. Leur fermeté étoit encore plus surprenante à soutenir la disette de pain, dont l'armée manqua totalement le 24 et le 25 juillet. C'étoit pour la seconde fois qu'elle passa deux jours sans distribution, et tout cela sans qu'il y eût murmure ni désertion. Les soldats demandoient seulement au maréchal s'il ne vouloit pas leur permettre de dire le *Pater noster*, et sur cela ils disoient : *Panem nostrum quotidianum da nobis hodie.*

L'électeur de Cologne demanda, le 29 juillet, une entrevue au maréchal de Villars pour lui communiquer les lettres qu'il recevoit de la Haye. Elles contenoient de grandes plaintes contre Heinsius sur ce que

les propositions de paix n'avoient pas été écoutées à la Haye. Il est certain, en effet, que ce pensionnaire des États ne pouvoit plus mal servir ses maîtres qu'en s'opposant, comme il fit, à une paix aussi avantageuse pour tous nos ennemis que l'étoit celle qu'avoit proposée le marquis de Torcy, et qu'en la refusant les Hollandois sacrifioient leurs vrais intérêts au service de l'empereur et aux avantages particuliers de Marlborough.

Le 28, le maréchal de Villars voulut essayer de profiter d'un très violent orage qui lui faisoit espérer que la pluie excessive avoit pu séparer quelques quartiers des ennemis, et que l'on pourroit jeter un secours dans Tournay. Il marcha donc le 29 avec un corps de grenadiers et 4,000 chevaux; mais il apprit à deux lieues du camp des ennemis que Tournay avoit capitulé la veille. Le chevalier de Retz fut chargé d'en porter la nouvelle au maréchal de Villars, et ensuite au roi. Le maréchal le reçut mal, n'étant pas content de la défense de la ville, et plus irrité encore de ce que le chevalier de Retz disoit que la citadelle de Tournay étoit la plus mauvaise place du monde, forteresse cependant estimée la plus parfaite de l'Europe, et que le grand Condé mettoit au-dessus de toutes celles qu'il avoit connues.

Le maréchal manda au roi qu'il falloit rendre justice sur les bonnes et sur les mauvaises défenses de place, les dernières ayant terni la gloire de la nation, et, qu'en un mot, il falloit pousser celle de la citadelle aussi loin qu'elle pouvoit aller, et pour cela animer le marquis de Surville par des espérances.

Sur ces représentations le roi ordonna au marquis

de Surville[1], par une lettre du premier août, de soutenir le siège de la citadelle de Tournay le plus longtemps qu'il seroit possible. Il est certain que cette place étant défendue avec tous les moyens qu'en avoit le s^r de Surville, les ennemis, à cause du manque de fourrage, n'auroient pu continuer.

Le premier août, le maréchal de Villars alla reconnoître un poste que les ennemis avoient retranché à Beuvry pour l'attaquer, s'il étoit possible. Mais, comme il étoit soutenu de toute leur armée, il ne jugea pas à propos d'engager une action dont même l'heureux succès n'auroit pas été d'une grande utilité.

La disette d'argent et de pain inquiétoit à tel point que le maréchal, qui, jusque-là, avoit subsisté comme par miracle, vint enfin à craindre la fin du miracle. Cependant il falloit qu'il continuât. On vouloit espérer, mais c'étoit avec de cruelles terreurs.

Le comte de Ravignan fut envoyé le 4 août pour porter au maréchal de Villars des propositions qui tendoient à remettre aux ennemis la citadelle de Tournay dans un temps qui n'alloit qu'à un mois. Le maréchal avoit toujours eu grande raison d'espérer que le siège de la citadelle seroit très long, et même qu'il pourroit fort aisément ne pas réussir aux ennemis. Mais le marquis de Surville avoit pris si peu de précautions pour y mettre des farines qu'il pressoit

1. Louis-Ch. de Hautefort, marquis de Surville, lieutenant général depuis 1702, se distingua à la bataille de Spire (1703), fut blessé à la défense de Lille (1708) et ne rendit Tournay que faute de vivres. Après cet échec, il quitta le service, et mourut, en 1721, à soixante-trois ans.

lui-même pour accepter les propositions des ennemis qui paroissoient songer à la paix[1].

Le maréchal manda au roi que son sentiment étoit de laisser attaquer la citadelle de Tournay, que les ennemis useroient leur artillerie et leurs munitions de guerre au point qu'ils ne seroient plus en état de faire un autre siège, ou du moins il proposoit de ne leur rendre la citadelle qu'à la fin de septembre, ce qui finissoit la campagne.

Le 6 août, le roi manda au maréchal qu'il consentoit que l'on remît aux ennemis la citadelle de Tournay le 10 septembre. Sa Majesté se portoit à cette résolution dans l'espérance qu'elle emploieroit ce temps-là à reprendre les négociations de la paix. Le roi vouloit bien s'engager à retirer toutes ses troupes d'Espagne, mais non à toutes les autres injustes propositions que les ennemis avoient faites.

En attendant, on ne vouloit pas que l'armée du roi se commît légèrement à la décision d'une bataille[2].

L'armée ennemie marcha le 6 et campa la gauche à l'abbaye de Marchienne, et la droite à Pont-à-Mark. Sur ce mouvement le maréchal de Villars fortifia de quelques bataillons sa gauche commandée vers Lens par le comte d'Artagnan, tenant toujours la même situation que dans le commencement de la campagne. Les ennemis paroissoient vouloir attaquer Marchienne et en firent toutes les dispositions, leur infanterie se mettant sous le canon de la place sur plusieurs lignes.

1. Voyez à l'appendice la correspondance échangée à ce sujet entre Villars et Marlborough.

2. La lettre du 6 août, par laquelle le roi conseille la prudence, est imprimée dans Pelet, IX, 74.

Le maréchal fit entrer la brigade de Bretagne dans la place pour la soutenir, et les ennemis se retirèrent après avoir perdu quelques gens. Ils voulurent attaquer le côté de Denain. Mais le maréchal de Villars étoit déterminé à une bataille pour soutenir un poste si important, et ses dispositions firent perdre aux ennemis la pensée de l'attaquer. Il reçut alors des détails très fidèles de leurs forces actuelles qui étoient de 182 bataillons et de 293 escadrons. Les généraux des ennemis voulurent persuader que les propositions de remettre la citadelle de Tournay venoient du marquis de Surville, et milord Marlborough le manda ainsi au maréchal de Villars, lequel l'assura que c'étoit de M. de Lalo, un des officiers qui avoit fait cette proposition, sur ce que la paix étant comme assurée, il falloit épargner la perte de beaucoup de gens pour l'attaque et la défense d'une place que l'on vouloit rendre; que l'on s'étoit expliqué ainsi à M. de Surville, qui savoit trop que la gloire des armes du roi ne permet pas que l'on donne de pareilles places, et qu'il seroit honteux à un gouverneur de le proposer.

Le maréchal de Villars continua à prendre toutes les mesures possibles sans trop séparer ses troupes pour tenir principalement l'Escaut[1] par la nécessité de ne se pas éloigner de la seule subsistance qu'il pouvoit espérer, et afin d'être toujours en état d'arriver assez diligemment dans les plaines de Lens pour défendre le camp de Cambrin. Cependant les troupes du roi avoient toujours avantage sur celles des enne-

1. La cour aurait préféré que Villars se tînt sur la Lys, mais il lui démontra qu'il était plus important de tenir l'Escaut et la Scarpe, et fut approuvé.

mis dans toutes les petites affaires que le voisinage des armées attire journellement, et on battit plusieurs de leurs partis de 3 à 400 chevaux.

Les ennemis trouvoient de grands obstacles dans le siège de la citadelle de Tournay, car il est certain, comme nous l'avons dit plusieurs fois, que c'étoit la meilleure place de l'Europe. Les contremines les effrayoient, et une seule leur fit perdre plus de 300 hommes. Mais le peu de précaution du marquis de Surville, qui avoit négligé de se donner des vivres, le peu d'ordre dans la distribution de ceux que l'on avoit et surtout le manque de fermeté faisoit craindre une molle défense.

Le maréchal de Villars, en écrivant au gouverneur, l'excitoit par tout ce qui peut flatter l'ambition et la gloire à faire durer le siège le plus longtemps qu'il seroit possible.

Il reçut une lettre du marquis de Surville, du 29 août, par laquelle il lui apprenoit que le siège n'avançoit pas, mais que l'extrémité où il étoit pour les vivres ne lui permettroit pas de ne pas battre la chamade le 1er septembre.

On ne peut s'empêcher de le redire, ce qui n'étoit pas pardonnable au marquis de Surville étoit d'avoir négligé de mettre dans la citadelle des vivres pour tenir jusqu'à la fin de l'année, précaution qui lui avoit été très possible.

Le maréchal de Villars lui écrivit très fortement pour la quatrième fois, et dans les termes les plus propres à relever le courage et la fermeté d'un homme de guerre.

Cependant il prit lui-même toutes les précautions

imaginables pour n'être pas attaqué avec avantage depuis la Bassée jusqu'à Condé. Cette étendue de pays étoit si prodigieuse que tout ce que l'art de la guerre peut fournir de moyens fut employé pour fortifier ces postes, soit par des inondations, par des lignes avec des avant-fossés, soit en rendant les marches des ennemis plus longues, soit enfin en les obligeant toujours à un tour assez grand pour ne pas être embarrassé par de fausses attaques. Pour cela, il eut soin de donner des ordres positifs à MM. d'Artagnan et d'Albergotti qui commandoient les extrémités de la droite et de la gauche, et de défendre leurs postes avec la plus grande vigueur et de s'y faire emporter plutôt que de s'en retirer. Il fut besoin de donner ces ordres précis à ces Messieurs, bien qu'ils dussent connoître par eux-mêmes que ce qu'on leur demandoit étoit indispensablement nécessaire[1].

Le maréchal reçut enfin une lettre de M. de Surville, du 31, par laquelle il apprit que ce gouverneur avoit battu la chamade à sept heures du matin du même jour.

Cependant cette place, la meilleure de l'Europe, n'avoit point encore été endommagée, et malgré cela, malgré les lettres du maréchal de Villars, pour dire quelque chose de plus fort, malgré son propre honneur, le marquis de Surville ne put travailler à ménager ses vivres avec plus de précaution[2].

1. Toutes les instructions de Villars pour la défense de ces lignes furent résumées dans un mémoire au roi du 30 août qu'on trouvera imprimé dans Pelet, IX, 338.

2. C'est le seul reproche que l'on puisse faire à Surville; sa défense fut héroïque et l'ennemi lui rendit plus de justice que

Le 3 septembre, les ennemis firent une tentative pour surprendre Saint-Guillain. Mais le maréchal de Villars y ayant envoyé la veille un bataillon, les troupes qu'ils avoient destinées à cette entreprise et qui avoient marché à un quart de lieue de la ville se retirèrent[1].

Le 4 du même mois, le maréchal de Boufflers se rendit à Douai. Nous avons dit que le maréchal de Villars, prévoyant une action générale dont les suites pouvoient être d'une extrême conséquence, avoit mandé au roi qu'il croyoit du bien de son service que M. le duc, premier prince du sang, dont la valeur intrépide avoit paru dans plusieurs occasions, vînt commander l'aile droite de l'armée[2]. Le chevalier de Gassion[3], le plus ancien lieutenant général, occupoit

Villars; la garnison avait perdu plus de 3,000 hommes sur 7,000 et tué plus du double à l'ennemi.

1. Le détachement ennemi était commandé par M. de Pallant; le détachement français par M. de Griffeuil.

2. Villars écrivait à Mme de Maintenon le 29 août : « ... Il y a des choses que j'avois pensé nécessaires pour le jour d'une grande action. Sa Majesté ne les a pas approuvées. Il est surprenant que l'on voie approcher une bataille qui doit décider du sort de l'État sans que personne parte pour s'y trouver; quand Charles-Quint assiégea Metz, tous les princes du sang s'y jetèrent. » Mme de Maintenon répondit le 2 septembre : « ... Je sais ce que vous avez proposé au roi en temps de bataille; il ne voit point de jeunes gens autour de lui et il croit que les princes ne feroient que vous embarrasser. Sa confiance est en Dieu, en vous et en la valeur de ses troupes. »

3. Jean de Gassion, neveu du célèbre maréchal, avait alors soixante-treize ans, il servait depuis quarante-deux ans sans interruption, était lieutenant général depuis 1696. A Malplaquet, il chargea trois fois à la tête de la maison du roi, combattit encore en 1710, 11 et 12, et mourut en 1713 sans être maréchal de France; « on en avoit fait plus d'un qui ne le valoit pas, » a écrit Saint-Simon, X, 110.

ce poste, mais son grand âge ne lui permettoit plus ni l'audace, ni la fermeté, ni la décision d'esprit si nécessaires dans de tels commandements. Cependant des armées de 120,000 hommes occupent un si grand terrain qu'il est difficile et presque impossible que le général, après les premières dispositions, puisse également pourvoir à tout. Comme le roi, durant toute la guerre, n'avoit voulu laisser servir ni ses enfants naturels qu'il aimoit fort, ni M. le duc, ni le prince de Conty, princes du sang d'un très grand mérite, il ne se rendit pas aux instances réitérées du maréchal de Villars. Mais le maréchal de Boufflers, quoique l'ancien de celui-ci, s'étant offert pour servir sous lui, le roi y consentit, et ce maréchal se rendit le 4 à Douai avec un peu de goutte. Dès qu'il y fut arrivé, le maréchal de Villars alla le visiter[1] et lui communiqua toutes les dispositions pour tenir les postes depuis la Bassée jusqu'à Mons et pouvoir y porter ses forces assez diligemment. Les mesures étant bien prises, le chevalier de Luxembourg avoit la droite avec un corps de réserve et devoit s'avancer des premiers vers Mons, la tête des ennemis tournant de ce côté-là. Le comte de Broglio avoit la gauche, et toutes les troupes, aussi bien que les officiers généraux, étoient bien disposées.

Le 6, M. de Ravignan[2] se rendoit auprès du maré-

1. Villars fut très touché de l'abnégation du maréchal de Boufflers; il écrivit des lettres émues au roi, à Mme de Maintenon, à d'Artagnan.

2. Jos. de Mesmes, marquis de Ravignan, était brigadier d'infanterie depuis 1704. Lieutenant général en 1718, grand-croix de Saint-Louis en 1737, il mourut, en 1742, à Donauwerth.

chal de Villars avec la capitulation de la citadelle de Tournay, dont la garnison étoit prisonnière de guerre. Il fut reçu par ce général avec peu de marques de satisfaction pour la conduite du marquis de Surville.

Le même jour que les ennemis furent les maîtres de la citadelle de Tournay, ils s'ébranlèrent. Après divers mouvements pour persuader qu'ils marchoient vers la Bassée, le gros de leur armée passa l'Escaut, près de Mortagne, et prit la route de Mons.

Le chevalier de Luxembourg eut ordre de marcher vers les lignes de la Troüille avec trente escadrons et quelques bataillons. Il crut que l'armée entière des ennemis arrivoit sur les lignes de la Troüille, et les abandonna sans ordre dans le temps que le maréchal de Villars faisoit avancer Légal, lieutenant général, avec la maison du roi, et suivoit avec quarante escadrons pour les soutenir[1]; mais les lignes de la Troüille abandonnées, il n'y eut d'autre parti à prendre que de rassembler l'armée sur la rivière d'Honneau. Le maréchal chercha une bataille, et, pour se donner tous les avantages que la situation du pays pouvoit permettre, on s'avança pour gagner la trouée de Malplaquet et pour combattre dans un terrain qui ne permît pas à l'ennemi d'étendre toutes ses forces, qui étoient supérieures en nombre à l'armée du roi de soixante bataillons et de près de quatre-vingts escadrons[2].

1. Il résulte de la confrontation des dates que, lorsque Villars fit partir Luxembourg, l'avant-garde ennemie arrivait sur la Trouille, précédant toute l'armée alliée.

2. D'après les publications officielles, l'armée alliée comptait en tout 162 bataillons, 300 escadrons et 120 canons; l'armée française 130 bataillons, 260 escadrons et 80 canons, soit une infériorité de 32 bataillons, 40 escadrons et 40 pièces de canon;

Le 9 septembre, les armées s'approchèrent, et, les postes les plus avancés n'étant qu'à la portée du fusil, la canonnade fut vive toute la journée du 10. Le marquis de Coetquen[1] eut la jambe emportée, et les ennemis ayant avancé quelques détachements, ils furent poussés, et il s'en fit un assez grand nombre de prisonniers.

Le roi d'Angleterre parut toujours avec beaucoup de fermeté à la tête des troupes.

Sur le soir, le marquis d'Albergotty laissa lier une conversation entre nos officiers et ceux des ennemis, et lui-même parla à leurs officiers généraux. On vint chercher le maréchal de Villars en lui disant que le prince Eugène le demandoit, le bruit se répandit alors dans l'armée qu'il y avoit suspension d'armes et que l'on parloit de paix. Ce bruit alla même jusqu'à la cour[2]. Le maréchal de Villars fit cesser la conversation, s'apercevant que quelques officiers des ennemis n'étoient occupés qu'à reconnoître nos postes, et l'on fit retirer de part et d'autre tout ce qui s'étoit mêlé dans ce court entretien.

l'écart était diminué par les garnisons et détachements que l'ennemi avait dû laisser à Tournay et sur différents points; augmenté par ce fait que les effectifs des alliés étaient plus forts que ceux de l'armée française. Noorden, écrivain très consciencieux, évalue la supériorité numérique des alliés à un peu plus de 10,000 hommes et 25 canons. Ce chiffre paraît assez près de la vérité.

1. Malo Aug., marquis de Coëtquen, servit comme colonel d'infanterie sous Villars depuis 1702. Maréchal de camp en 1708. Sa blessure l'empêcha de continuer à faire la guerre; il reçut le gouvernement de Saint-Malo, où il mourut, en 1717, avec le grade de lieutenant général.

2. Voyez *Saint-Simon* (VII, 96).

La nuit du 10 au 11, toutes les troupes couchèrent en bataille, et le maréchal de Villars, et le maréchal de Boufflers étant ensemble à la tête de la ligne; le matin du 11, il s'éleva un grand brouillard, qui empêchoit de découvrir tous les mouvements que les ennemis pouvoient faire. On avoit fait des retranchements assez médiocres, parce que l'on désiroit d'être attaqué. Le brouillard tomba à six heures du matin, et l'on vit une disposition d'une attaque générale de la part des ennemis. Le maréchal de Villars voyant leurs principales forces marcher à la gauche de l'armée du roi, et l'attaque commencée, prit le parti d'y aller, et pria le maréchal de Boufflers de donner ses ordres à la droite.

Les ennemis marchèrent à notre gauche avec cinq lignes d'infanterie. Le marquis de Guesbriant[1], lieutenant général, commandoit cette gauche qui soutint longtemps le feu des ennemis, dont on tua un grand nombre. Le maréchal de Villars, qui étoit à la droite du bois que les ennemis attaquoient, voyoit devant lui et de fort près les principaux généraux des ennemis à la tête de leur cavalerie. Le marquis de Chemerault[2], très brave lieutenant général, faisoit marcher douze bataillons dans une plaine pour soutenir le bois, et ne voyoit pas le gros corps de cavalerie ennemie qui alloit l'écraser. Le maréchal de Villars courut à lui et

1. L. Vincent, marquis de Goësbriant, né en 1659, entra au service en 1676. Maréchal de camp en 1702, lieutenant général en 1704, blessé à Turin et à Malplaquet, cordon bleu en 1711, il mourut en 1744.

2. J.-N. de Barbezières, comte de Chemerault, lieutenant général depuis 1702, fut tué dans la suite de la bataille.

l'empêcha de s'avancer. Il vit en même temps que notre infanterie perdoit du terrain dans le bois, et il plaça ces douze bataillons pour la recevoir quand elle en sortiroit.

Les ennemis s'en rendirent maîtres, mais notre infanterie se retira en bon ordre, tous les bataillons sous les drapeaux.

Le maréchal de Villars forma une ligne de ces douze bataillons à cinquante pas du bois; il y joignit dix-huit bataillons que le marquis d'Albergotty avoit mal à propos déplacés en affoiblissant sa gauche la nuit; il remit en bataille toute l'infanterie qui quittoit le bois. Les ennemis s'avancèrent, et comme ils sortoient du bois, avec beaucoup de fierté, le maréchal de Villars fit ébranler la ligne entière, et l'on renversa les ennemis par une charge très rude et très sanglante. Pendant ce temps, la droite de l'armée du roi avoit soutenu avec une grande fermeté trois ou quatre attaques des ennemis, et leur infanterie, non seulement rebutée, mais défaite dans son propre terrain, étant prête à tourner le dos, on vit le jeune prince d'Orange porter lui-même des drapeaux sur nos retranchements pour y ramener son infanterie. Mais ce fut en vain qu'il le tenta. Notre droite et notre gauche étoient, sur le midi, dans une heureuse situation. Le centre n'alla pas si bien. Les quatre bataillons d'Alsace et les deux de Lanois étoient à la tête d'un petit bois. Steckenberg, vaillant brigadier, qui les commandoit, ayant été tué, ces bataillons plièrent. Les gardes françoises et suisses, qui étoient à leur gauche, plièrent aussi, et le centre fut enfoncé. La maison du roi et la gendarmerie firent de très belles charges, et les ennemis ne gagnoient que peu de

terrain. Le comte d'Artagnan[1] et le marquis d'Hautefort[2] commandoient la droite de l'infanterie. Les brigades de Picardie, Navarre et Piémont avoient défait la gauche de l'armée des ennemis, et près de 20,000 hommes de leur part y avoient péri.

Un corps de cavalerie, à leur droite, ayant voulu percer dans les bois vis-à-vis de la réserve que commandoit le comte de Broglio, avoit été renversé et chassé, en sorte qu'avant une heure après midi on pouvoit compter l'avantage entier du côté de l'armée du roi.

Le maréchal de Villars, menant l'infanterie de la gauche à la charge, eut son cheval blessé par une décharge d'infanterie dans la pointe du bois, et le moment d'après, dans une seconde décharge, il eut le genou cassé d'un coup de fusil. On l'ôta de son cheval, et, se tenant lui-même la cuisse, il sentit la balle derrière le genou et la fit tirer. Dès que la plaie fut bandée, il se fit porter dans une chaise à la tête des troupes qui poussoient les ennemis. Mais, la violence de la douleur lui ayant fait perdre connoissance, on le mena au Quesnoy, sa chaise environnée de drapeaux et étendards pris sur les ennemis.

Telle étoit la disposition de l'armée du roi. Notre droite avoit défait la gauche des ennemis, dont cinq lieutenants généraux furent tués à la tête de leur infanterie.

1. Pierre de Montesquiou, lieutenant général depuis 1696, fut créé maréchal de France quelques jours après la bataille.

2. Fr.-Marie d'Hautefort, lieutenant général de 1702, servit sous Villars de 1705 à 1713. Cordon bleu en 1724, mourut en 1727.

Quelques-uns des officiers généraux français proposèrent à la droite de sortir des retranchements et de marcher à l'ennemi, et ce seul mouvement eût décidé de la bataille. Le maréchal de Boufflers étoit dans le centre et occupé à réparer le désordre arrivé tant par la défaite des bataillons d'Alsace et de Lanois que par la retraite des gardes françoises et suisses. Il chargea à la tête de la maison du roi et renversa la cavalerie ennemie qui poussoit nos troupes. Mais enfin, à trois heures après midi, par une fatalité inouïe, notre gauche, commandée par Légal et Puységur, se retira à Valenciennes et la droite au Quesnoy, sans que les ennemis osassent faire un pas pour profiter d'une séparation de quatre lieues, marque certaine qu'ils étoient défaits dans leur champ de bataille. Leur perte, de l'aveu de leurs généraux, passoit 30,000 hommes, et du côté du roi il n'y eut de morts, soit dans le champ de bataille, soit de leurs blessures dans les hôpitaux, que 5,500 hommes[1]. Nous eûmes un grand nombre de drapeaux, et les ennemis n'en eurent que deux ou trois tout au plus. Il n'y eut pas même de gens connus parmi nos prisonniers, excepté le seul major de Bre-

1. Cette relation de la bataille de Malplaquet n'est pas très claire. Les pièces qui existent au dépôt de la guerre et qui ont toutes été imprimées dans Pelet (IX, 343-378) sont aussi très sobres de détails. Villars, dans sa correspondance, insiste surtout sur la valeur de l'armée française, qui fut très réelle, et les grandes pertes de l'ennemi qui l'empêchèrent de tirer parti de sa victoire : « Si Dieu nous fait la grâce de perdre encore une pareille bataille, écrit Villars au roi le 14 septembre, Votre Majesté peut compter que ses ennemis sont détruits. » La publication officielle autrichienne (*Feldzüge des Pr. Eugen*, XI, 96, Wien, 1886) donne un récit très étudié. Nous avons essayé nous-même de coordonner tous les documents dans notre étude sur Villars.

tagne; Albergotty fut blessé; le marquis de Palavicini[1], très brave homme, les comtes de Beuil, d'Angennes, de Croüy, le marquis de Chemerault et le marquis de Charost[2] furent tués.

Le maréchal de Villars, porté au Quesnoy, fut pansé en arrivant, et sa blessure fut estimée très dangereuse. Quelques-uns alloient à lui couper la cuisse, et si les chirurgiens avoient jugé qu'outre le genou percé l'os étoit fêlé jusqu'au milieu de la jambe, ils n'auroient pas hésité à couper la cuisse.

Le maréchal de Boufflers entra dans sa chambre sur les huit heures du soir, et lui demanda son sentiment sur le parti qu'il y avoit à prendre dans la conjoncture présente des affaires. Comme la gauche de l'armée du roi, qui s'étoit retirée à Valenciennes, rejoignoit, et que l'armée étoit ensemble, le maréchal de Villars dit qu'il falloit remarcher aux ennemis à la pointe du jour. Le maréchal de Boufflers répondit que c'étoit sa pensée, et aussitôt le maréchal de Villars manda au roi, par un courrier qu'il lui dépêcha, que Sa Majesté pouvoit compter que son armée feroit bientôt retirer celle des ennemis.

Malheureusement, les sentiments foibles de quelques officiers généraux l'emportèrent, et la nuit on prit le mauvais parti de faire un retranchement de Valenciennes jusqu'au Quesnoy. Ce fut à quoi l'on employa toutes les troupes, pendant qu'on laissa aux enne-

1. Charles-Emm. Palavicini, brigadier des troupes de Savoie, passé au service de France, maréchal de camp en 1704, blessé à Ramillies.

2. Louis-Joseph de Béthune, fils du duc de Charost, avait vingt-sept ans et était brigadier de 1708.

mis la liberté entière de faire le siège de Mons.

Cependant, la blessure du maréchal alloit très mal. Le roi lui envoya Maréchal, son premier chirurgien, qui le trouva dans un grand péril, avec une fièvre continue, des redoublements et un grand dévoiement. Le maréchal de Villars connoissoit assez son état pour se préparer à la mort; ce qu'il fit sans souffrir que l'on effrayât sa famille qui étoit auprès de lui.

Maréchal soutint au chirurgien qui avoit mis le premier appareil sur le champ de bataille que l'os n'étoit pas entièrement percé, quoiqu'il s'en fallût très peu; il sonda la plaie très habilement et trouva le chemin que la balle avoit fait.

La plaie, bien reconnue, laissa quelque espérance, et, après cinq ou six jours, la fièvre continue diminua, le dévoiement ne fut plus si violent, et, par le secours des gouttes anodines, le sommeil un peu revenu, on espéra qu'il n'en mourroit pas.

Le roi le fit pair de France et donna au comte de Villars, son frère, le gouvernement de Gravelines. Il reçut en même temps de Sa Majesté des dépêches remplies de tant de bontés que la satisfaction d'esprit qu'elles lui procurèrent contribua beaucoup à fortifier les espérances de sa guérison[1].

1. Villars reçut en outre des témoignages d'intérêt et de sympathie d'une foule de personnages; nous avons la copie de plus de soixante lettres émanant de généraux, d'intendants, d'évêques, de seigneurs de la cour et de princes du sang. Nous remarquons les noms du duc et de la duchesse de Bourgogne, du duc du Maine, du comte de Toulouse, des cardinaux d'Estrées et de Janson, de Fénelon, du duc d'Aumont, de M. de Vaudemont, du président de Nicolay, de Basville, Chamlay, Le Peletier, Rancé, Montreal, etc. Nous donnons à l'appendice quelques-unes de ces lettres.

Le quarante-troisième jour de sa blessure, Le Dran, très habile chirurgien, qui avoit la première inspection sur la conduite de sa blessure, rassembla Turodin, chirurgien des chevau-légers de la garde, estimé le plus fort, et les chirurgiens des mousquetaires du roi pour consulter sur le soupçon qu'il avoit que l'os de la jambe étoit fêlé jusqu'au milieu. Pour s'en assurer, ils résolurent une opération très douloureuse et d'un assez grand danger.

Le matin, comme ils étoient tous autour de son lit, et en apparence pour le voir panser, Le Dran fit signe à deux chirurgiens qui saisirent le maréchal de Villars pour empêcher les mouvements que la violence de la douleur pouvoit causer, et, en même temps, on lui découvrit tout l'os de la jambe, que l'on racla pour voir clair dans l'étendue de la plaie, qui se trouva telle qu'ils l'avoient jugée.

L'opération se fit heureusement, et, comme malgré la violence de la douleur, elle causa peu de fièvre, les chirurgiens comptèrent sur une guérison certaine, et il fut résolu de le transporter à Paris dans un brancard à très petites journées. La nuit qu'il arriva au château d'Avrincourt, on lui tira un assez gros os du genou, mais sans péril, et le reste de son voyage fut aussi heureux qu'on pouvoit le souhaiter.

Immédiatement après son arrivée à Paris, le roi l'envoya visiter et le pressa de se rendre à Versailles, où il lui donna l'appartement du feu prince de Conty, lui faisant dire qu'il désiroit le voir tant pour lui marquer la satisfaction qu'il avoit de ses services que pour le consulter sur les plus importantes affaires du gouvernement.

En effet, peu de jours après que le maréchal fut établi à Versailles, le roi lui manda par Bloüyn, premier valet de chambre, qu'il viendroit chez lui l'après-midi. Le roi lui apporta plusieurs mémoires avec un papier qu'il avoit écrit de sa main sur diverses matières qu'il vouloit examiner avec le maréchal. La conversation commença de la part de Sa Majesté par des paroles pleines de bonté et de reconnoissance pour le zèle et l'ardeur du maréchal, sur la capacité avec laquelle il avoit conduit une campagne si dangereuse pour la France, sur ce qu'il avoit non seulement arrêté les ennemis, qui ne vouloient aucunes conditions de paix, quelque avantageuses que fussent celles que M. de Torcy leur avoit proposées, mais encore de ce qu'au milieu de l'espérance dont ils se flattoient d'entrer dans le royaume il les avoit réduits au siège de Tournay, dont ils n'auroient pas pris la citadelle si l'on y avoit mis des vivres, et enfin sur ce que sa prudence leur avoit fait perdre une campagne dans laquelle ils prétendoient mettre le royaume en péril. Le roi ajouta qu'il savoit à n'en pas douter, et par les ennemis mêmes, qu'ils avoient compté la bataille perdue à Malplaquet, et qu'elle l'étoit infailliblement sans la blessure du maréchal. Enfin, après un discours très flatteur, il entama les matières les plus importantes et consulta le maréchal de Villars sur ce que le roi d'Espagne demandoit M. de Vendôme pour commander ses armées. « Votre Majesté, dit le maréchal, connoît M. de Vendôme, sa valeur est assurément au plus haut point; il a beaucoup d'esprit et n'a pas moins d'attachement pour Votre Majesté. Il faut envoyer quelqu'un au roi d'Espagne, qui n'a pas de général; il demande

M. de Vendôme, je ne vois pas d'inconvénient à lui donner cette commission. »

Le roi parla ensuite sur ses ministres. Il avoit ôté M. de Chamillart, et il n'auroit pas été difficile au maréchal de Villars d'entrer dans le ministère si plusieurs raisons solides ne l'avoient empêché d'y songer pour lors.

Le roi lui remit des mémoires que le maréchal de Berwick avoit faits sur la guerre de Savoye, dans lesquels il parloit de la route de Galibier, que le maréchal de Villars avoit trouvée deux ans auparavant, comme d'une découverte qu'il eût faite lui-même. Sa Majesté lui parla aussi des mesures qui se prenoient pour la paix traversée par Marlborough et par le prince Eugène, mais fort désirée par les ennemis de ce milord en Angleterre et par les bons républicains de Hollande.

Pour tout dire, la bonté et la confiance du roi, dans cette conversation, furent infinies et accompagnées de toutes les assurances de grâces dans la suite. Il consulta le maréchal sur la promotion des officiers généraux. Le chancelier et le ministre le visitoient souvent; Mgr le dauphin lui fit cet honneur, de même que M. le duc et Mme la duchesse de Bourgogne. Mme de Maintenon le voyoit souvent, et il est bien aisé de croire que l'exemple du maître fut généralement suivi.

On examina avec soin tout ce qui regardoit la campagne suivante. Plusieurs généraux étoient toujours pour les lignes et le camp retranché, seul moyen qu'ils connussent de faire la guerre. Le maréchal de Villars, au contraire, conseilloit qu'on se préparât à une bataille, montrant par la dernière expérience que, par

de bons postes, il avoit déterminé un ennemi supérieur de plus de 50,000 hommes à ne pouvoir attaquer que la meilleure place de l'Europe, place qui auroit fait perdre la campagne à même ennemi si elle avoit été défendue.

Il ajoutoit que, si l'on avoit l'espérance de la paix, on pourroit éviter les premières occasions d'une bataille en perdant quelques places, mais qu'à la fin il faudroit en venir à une action qui seroit plus dangereuse à proportion de ce qu'elle seroit différée.

1710. Sur la fin de mars, on eut divers avis d'Angleterre et de Hollande qui faisoient perdre toute espérance de paix. Les ennemis se flattoient que, toute ressource épuisée par le défaut d'argent, ils réduiroient le roi à se soumettre aux conditions les plus dures. Ce fut alors que le maréchal de Villars dit au roi et à Mme de Maintenon : qu'il y avoit des temps où nous devions aussi montrer plus de fermeté et de hauteur; qu'il falloit au moins nourrir bien nos soldats, qui périssoient de misère dans les garnisons, et se flatter qu'une action heureuse humilieroit nos ennemis.

Ce qu'il y a de surprenant, c'est que, malgré l'évidente certitude que toutes les forces des ennemis étoient sous l'autorité du prince Eugène et du duc de Marlborough, qui vouloient les avoir en France pour les faire agir sous leurs yeux, et que du côté d'Allemagne, d'Italie et de Catalogne tous nos ennemis étoient sur la défensive, le maréchal d'Harcourt et le duc de Noailles eurent néanmoins assez de crédit pour conserver beaucoup de troupes qui leur étoient absolument inutiles.

Les desseins des maîtres de la guerre, qui étoient le prince Eugène et le duc de Marlborough et le pensionnaire Heinsius, étoient décidés que l'on attaqueroit l'Espagne par la France. En attendant, le maréchal de Montesquiou proposoit de nouvelles lignes pour couvrir le pays entre Douai et Béthune. Le roi envoya ses mémoires au maréchal de Villars, qui fut d'avis de soutenir les postes de l'année précédente sans fatiguer les troupes par de nouveaux ouvrages, mais surtout de tâcher d'entrer en campagne, du moins dans le même temps que les ennemis.

On eut alors des nouvelles de nos ministres aux conférences de Gertrudemberg que les ennemis vouloient opiniâtrément la guerre. Ainsi, il n'y avoit pas d'autre parti à prendre que de la soutenir. Mais il est certain que les troupes du roi étoient foibles, que l'argent manquoit, et que, lorsque l'on entra en campagne, les bataillons n'étoient que de trois cents hommes, l'un portant l'autre, ce qui n'étoit que la moitié du complet.

Le 20 avril, le maréchal de Villars reçut une lettre de M. Voysin, dans son château, où il étoit allé passer quelques jours pour essayer à monter à cheval, usant pour cela d'une machine qui empêchoit, dans le genou cassé, un mouvement forcé qui pouvoit lui être très dangereux.

Par cette lettre de M. Voysin, le roi, sans néanmoins presser le maréchal, lui marqua le désir qu'il avoit de le voir sur la frontière, étant informé que le prince Eugène et le duc de Marlborough avoient déjà formé un camp sous Tournay.

Les ennemis avoient pris le château de Mortagne,

qui fut repris deux jours après, et le maréchal de Montesquiou s'étoit placé sur l'ancienne ligne de Cambrin[1].

Le maréchal de Villars, en prenant congé du roi, prit la liberté de lui représenter que le marquis de Feuquières et le duc de la Feuillade désiroient ardemment de n'être pas inutiles, et que c'étoient deux lieutenants généraux dans lesquels on connoissoit beaucoup d'esprit et de valeur; il représenta aussi que le comte d'Évreux, colonel général de la cavalerie, l'avoit fort pressé de supplier Sa Majesté qu'il n'eût pas la honte de n'aller plus à la guerre. Mais le roi, qui avoit des sujets de mécontentement de leur conduite, ne se rendit point à ses vives instances.

Le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac étoient toujours aux conférences infructueuses de Gertrudemberg, où les ennemis, pour consentir à la paix, avoient porté au plus haut point l'orgueil de leurs prétentions; en sorte qu'elles alloient à demander les principales forteresses de nos frontières et la liberté de passer au travers de la France avec toutes leurs armées pour aller forcer le roi Philippe à sortir d'Espagne.

Il n'y eut donc d'autre parti à prendre que de se déterminer à la guerre. Les ennemis connoissoient bien cependant le petit nombre de nos troupes à proportion des leurs et le manque absolu d'argent.

Le maréchal arriva le 12 mai à Cambrai, et les

1. Ce même jour 20 avril, Marlborough s'étant présenté devant la ligne de Cambrin, Montesquiou l'abandonnait précipitamment. Le lendemain, l'ennemi passait les lignes sur tous les points, sans résistance, à son grand étonnement, et allait investir Douai. Montesquiou concentrait ses troupes sous Cambrai.

ordres furent donnés pour commencer à assembler l'armée.

Les plénipotentiaires de Gertrudemberg mandèrent en même temps au maréchal de Villars qu'il n'y avoit aucune espérance de paix.

Les avis que l'on eut de la situation des ennemis étoient que leur armée étoit campée la droite vers Lens et la gauche à la Scarpe. L'air d'audace si naturel aux François n'étoit plus dans nos troupes, mais le maréchal de Villars n'oublioit rien pour l'y rétablir et pour y ramener la gaieté. Il fit donner un bal dans sa maison la veille que l'armée s'ébranla pour aller aux ennemis.

Le 20, on fut informé que les généraux ennemis s'étoient approchés de la ville d'Arras pour reconnoître tout le pays qui étoit entre la ville et leur camp, dont on apprit qu'ils travailloient fort à retrancher le front.

Le maréchal de Villars, dont le genou enfloit toutes les fois qu'il souffroit quelque fatigue, ne fût-elle que d'être deux heures à cheval, avoit désiré que le maréchal de Berwick se rendît à l'armée seulement pour le jour d'une bataille, qui paroissoit très prochaine. Ce maréchal fit de grandes difficultés, et ne se résolut à cette démarche qu'en obtenant la dignité de pair de France. Il arriva le 21 à Cambrai.

L'armée se mit en marche le 22, et dans le temps que tous les avis, tant des plénipotentiaires à Gertrudemberg que de tous les autres endroits de l'Empire, marquoient que plus de 25,000 hommes d'augmentation arrivoient encore aux ennemis. Ainsi, on pouvoit les compter supérieurs de près de 50,000 hommes à toutes les forces du roi. C'étoit beaucoup. Mais, outre

cette disposition, il manquoit bien des choses à l'armée du roi, même des chevaux d'artillerie. Le besoin qu'on en avoit fit prendre au maréchal de Villars le parti de donner tous les chevaux de trait de son équipage et d'ordonner à tous les officiers généraux de faire la même chose, afin que l'on pût marcher aux ennemis avec du canon.

L'armée campa le 26, la droite à Marquion et la gauche à Vis, en Artois.

Le même jour, le cardinal de Bouillon, qui étoit venu à son abbaye de Saint-Vast, partit le matin d'Arras et se rendit à l'armée des ennemis.

Le maréchal demanda au roi des commissions de colonel pour les sieurs de Coucy, de Bongard, lieutenant-colonel du régiment du roi[1], de Saint-Laurent, lieutenant-colonel du commissaire général, et de Fontenay, lieutenant-colonel des dragons de Vassé; une de lieutenance colonel pour le sieur Marquis, major du régiment suisse de Brendlé. C'étoient des hommes excellents chacun dans leur état.

Le 27, l'armée s'approcha d'Arras. Les maréchaux de Berwick et de Montesquiou proposèrent au maréchal de Villars de ne pas passer la Scarpe et de reconnoître l'armée des ennemis auparavant. Le maréchal de Villars leur répondit que l'on ne reconnoissoit pas une armée avec 3 ou 4,000 chevaux d'escorte, et que l'on ne pouvoit connoître si elle est attaquable ou non dans ses retranchements qu'en les approchant à la portée du fusil, que d'ailleurs l'armée du roi, cherchant

1. Bongars ne reçut pas l'avancement demandé pour lui; voir à l'appendice la lettre fort vive que Villars écrivit à Voysin le 1er septembre.

une bataille, ne hasardoit rien de marcher à la portée du canon des ennemis, puisqu'ils prendroient ou la résolution de venir à nous, ce que nous désirions, ou celle de rester dans leur camp, ce qui feroit voir qu'un ennemi qui est supérieur de 40,000 hommes, et qui vouloit obstinément la guerre, n'osoit pourtant se mettre en plaine en présence de l'armée du roi; qu'en un mot, si l'on n'attaquoit pas les ennemis à cause de la bonté de leur poste, c'étoit toujours un air d'audace de leur présenter la bataille en pays ouvert[1].

Ces messieurs se rendirent à l'opinion du maréchal, qui, le 28, alla reconnoître le terrain qu'il devoit occuper le jour d'après, et l'on poussa jusque dans les gardes des ennemis 300 hommes, qui furent très mal menés.

L'armée du roi campa, ce jour-là, derrière les ponts pour être en état de passer la Scarpe à la pointe du jour.

Le 30 mai, l'armée du roi étant à la portée du canon de l'ennemi, le maréchal de Villars et les maréchaux de Berwick et de Montesquiou reconnurent la disposition de l'armée des ennemis à la portée du fusil. Ils trouvèrent leur droite au Marais-de-Harne et leur

1. « J'ai soutenu que, quand même on n'attaqueroit pas, c'étoit un parti plus honorable de marcher dans de belles plaines à un ennemi qui se vante d'avoir 40,000 hommes plus que nous, que de demeurer séparés de lui comme nous le sommes, et qu'après avoir publié que nous allions chercher à combattre l'ennemi, rien ne seroit plus propre à donner une mauvaise impression de nous à nos troupes et à toute l'Europe que de ne pas mettre au moins l'armée du roi sur l'ennemi, en sorte que, si nous ne l'attaquons pas, il soit parfaitement établi qu'on ne l'a pu sans une témérité blâmable. » (*Villars à Voysin*, 26 mai 1710.)

gauche vers Vitry, sur la Scarpe. Tout leur front de champ de bataille étoit fortifié de redoutes avec du canon, quelques-unes même étoient liées par une ligne. Leur cavalerie étoit placée cinq cents pas derrière ces redoutes.

Les maréchaux de Berwick et de Montesquiou, avec presque tous les officiers généraux, s'opposoient à l'attaque. Le maréchal de Villars manda au roi que, sachant bien que Sa Majesté désiroit une bataille et que la continuation de la guerre étoit difficile, il avoit voulu la présenter aux ennemis, mais qu'il se rendoit à l'opinion générale de ne les pas attaquer. Le roi approuva fort que, malgré les représentations de MM. de Montesquiou et de Berwick pour ne point passer la Scarpe, il eût pris la résolution de présenter la bataille aux ennemis.

C'étoit en effet le seul parti raisonnable et même nécessaire dans un temps où les ennemis publioient que le roi n'avoit pas d'armée, et il eût été honteux à celle du roi de voir prendre Doüay sans oser même passer une rivière qui la séparoit de l'ennemi. La vérité est que de les vouloir attaquer, quoique supérieurs et retranchés, c'eût été une entreprise contraire à toute raison[1].

Les lettres des plénipotentiaires de Gertrudemberg parloient de propositions si surprenantes et si remplies d'orgueil pour consentir à la paix qu'elle fut

1. Marlborough écrivait, de son côté, le 26 mai, à sa femme : « We shall have no action before the taking of Douay; unless they act *contrary to reason,* which were to be wished : for in all probability we should have the advantage, which would put a happy end to the war. » Coxe, V, p. 194.

estimée impossible. Outre les principales places frontières, les ennemis vouloient que le roi s'engageât à forcer le roi d'Espagne à abandonner la monarchie et à se contenter de la Sicile et de la Sardaigne. Ils se réservoient à faire ensuite les demandes ultérieures qu'ils estimeroient pouvoir faire au roi.

Cependant, le maréchal de Villars tint l'armée du roi en présence le plus longtemps qu'il lui fut possible pour tâcher, par tous moyens, à engager les ennemis à une action.

Le 2 juin, il fit attaquer deux redoutes à Biache, sur la Scarpe. Les ennemis firent avancer quelques bataillons, mais ils évitèrent d'engager une action. Le comte de Broglio et le marquis de Nangis furent chargés de cette attaque, et s'y portèrent avec leur valeur ordinaire. Les redoutes furent emportées, et tout ce qui les défendoit fut pris ou tué.

On fit lâcher les eaux de la Scarpe, retenues par ces deux redoutes, dans l'espérance que la force de l'eau romproit un pont de communication, et que, par ce moyen, on pourroit attaquer le quartier que les ennemis avoient entre la Scarpe et la Sensée.

Le jour d'après que les redoutes eurent été emportées, le prince de Hesse, qui a été depuis roi de Suède, vint avec plusieurs généraux des ennemis sur le bord de la Scarpe, où étoit le maréchal de Villars avec le roi d'Angleterre et plusieurs généraux françois. Le prince de Hesse commença par un compliment très honnête pour le maréchal de Villars, lui disant qu'il ne pouvoit regarder comme un malheur la perte qu'il venoit de faire d'un poste, puisqu'il avoit l'avantage de voir et de parler à un général dont il respectoit

fort le mérite. Il parla ensuite de l'inquiétude que lui et les plus honnêtes gens de leur armée avoient eue de la blessure du maréchal. Accident, poursuivit-il, qui étoit arrivé dans un moment fort heureux pour eux, et où le sort de la dernière bataille paroissoit dangereux. Les réponses furent telles que le maréchal de Villars les devoit à la politesse. Mais la conversation fut interrompue par une prière de la part de milord Marlborough à ce prince et aux autres de se retirer. Il est certain que ce prince dit depuis au marquis de Brancas, ambassadeur auprès de lui, qu'il étoit forcé de reconnoître que, sans la blessure du maréchal de Villars, les François gagnoient la bataille de Malplaquet.

Le maréchal voulut voir si, en jetant toutes les eaux de la Scarpe, il pourroit attaquer un quartier des ennemis. Il ramena l'armée du roi près d'Arras, et la nuit il envoya le comte de Broglio reconnoître de quelle manière ce quartier étoit disposé.

Le 4 juin, les maréchaux de Villars, de Berwick et de Montesquiou allèrent seuls, pour ne point faire voir aux ennemis une apparence de généralité, reconnoître les postes des ennemis derrière Vitry, et examiner si, les eaux de la Scarpe lâchées, il ne seroit pas possible d'attaquer ce quartier. Ils trouvèrent que les ennemis avoient coupé la rivière, et jeté toute l'eau dans les marais, de manière qu'outre les retranchements, ce quartier étoit couvert par une espèce d'inondation. Ainsi toute attaque fut estimée impossible.

Le 17 juin, le maréchal de Villars plaça l'armée du roi, la droite à Oisy et la gauche à Mouchy-le-Pieux.

Il envoya le comte de Coigny avec un corps de dragons entre Valenciennes et Bouchain pour disputer aux ennemis le passage de l'Escaut, et fit préparer des ponts pour soutenir M. de Coigny.

Les ennemis voulurent s'approcher des dernières troupes de M. de Coigny, qui étoient de houssards. Le colonel Ratky, qui les commandoit, plia, et parut se retirer en désordre pour attirer les ennemis. Ils le suivirent en effet, en s'éloignant de leurs troupes. Ratky retourna sur eux, les battit, et ramena un assez grand nombre de prisonniers.

Le maréchal de Villars prit le poste que nous venons de marquer, pour empêcher le siège de Valenciennes, de Condé et de Bouchain. Pour celui de Béthune, qui ne pouvoit être soutenu que par une bataille, il manda au roi que son sentiment étoit de la donner ; que, pour cela, il n'y avoit qu'à marcher aux ennemis dans le temps qu'ils marchoient pour s'approcher de Béthune, parce que, si on leur laissoit seulement deux jours, on trouveroit leur armée d'observation placée et retranchée de manière qu'il y auroit grand péril à l'attaquer.

M. Voysin, ministre de la guerre, lui manda, le 20 juin, que l'intention du roi étoit, qu'il retranchât son camp pour ne pouvoir être attaqué par les ennemis avec avantage après qu'ils auroient pris Douai, et qu'il se contentât d'empêcher qu'ils ne pussent faire les sièges de Mons ou de Cambray[1].

1. La lettre est imprimée dans Pelet, X, 282. On y lit cette phrase : « S. M. m'ordonne de vous faire savoir qu'Elle ne croit pas qu'il convienne d'aller chercher les ennemis, ou leur donner occasion de combattre, à avantage égal, dans des plaines, sans autre objet que de risquer une affaire décisive. »

Ce parti étoit trop foible pour ne pas donner de l'audace aux ennemis. Ainsi le maréchal, suivant une partie des ordres du roi, qui étoient de prendre un bon camp, ne voulut pas marquer une sorte de timidité en se retranchant encore.

Le 25 juin, il reçut ordre du roi portant de se retrancher derrière le Crinchon. Il manda que l'ennemi étoit obligé à une marche de trois ou quatre jours pour tourner la Scarpe au-dessus d'Arras et venir à lui; que c'en étoit assez qu'il eût le temps d'accommoder un camp, mais que de le faire trop tôt étoit une précaution nuisible au service de Sa Majesté.

Le 26 juin, le maréchal fut informé que Douay avoit capitulé le matin, et que la garnison sortoit avec tous les honneurs de la guerre pour être conduite à son armée, qu'enfin le fort de la Scarpe avoit été rendu avec la ville.

Le maréchal écrivant au roi loua fort la défense de Douay, et supplia le roi de vouloir honorer de son ordre du St-Esprit M. d'Albergotty, qui commandoit dans cette place, et d'ajouter à cette première grâce le gouvernement de Saarlouis, qui étoit vacant. Il demanda aussi que M. le marquis de Dreux fût fait lieutenant général, et M. le duc de Mortemart maréchal de camp. Toutes ces grâces furent accordées sur-le-champ. Il demanda aussi que M. de Brendelay, Suisse, fût fait lieutenant général.

Le 1er juillet, le maréchal de Villars apprit que le roi lui donnoit le gouvernement des Évêchés, vacant par la mort du maréchal de Joyeuse, et lui laissoit les appointements de celui de Fribourg. Sa Majesté eut la bonté de lui mander que c'étoit en attendant qu'il en vaquât un plus considérable.

Dans ce même temps, il reçut des lettres des plénipotentiaires du roi à Gertrudemberg, qui ne donnoient aucune espérance de la paix. Le maréchal n'hésita pas à représenter au roi qu'il ne convenoit plus de laisser ses ministres dans un lieu où sa gloire seroit blessée, s'ils y faisoient un plus long séjour, et qu'il falloit leur envoyer ordre de revenir incessamment.

Le maréchal de Villars fut obligé de faire des exemples des usuriers qui s'établissoient dans l'armée. On les toléroit à Paris par le manque de fonds dans les coffres du roi. Mais ceux qui se répandoient à l'armée contribuoient à la désertion, parce que les capitaines ne pouvoient payer aux cavaliers ce qu'on appelle lieu de campagne qu'en les négociant et y perdant les trois quarts, ce qui les obligeoit à les faire perdre à leurs cavaliers. La punition publique des usuriers fit voir que le capitaine ne voloit pas ses cavaliers, mais que, afin d'avoir de l'argent pour eux, il étoit contraint de perdre soixante pour cent.

On fit ce que l'on put pour obliger l'électeur de Cologne de sortir de Valenciennes. Il résista et voulut absolument y demeurer.

Le 6 juillet, on eut avis que toutes les forces des ennemis devoient s'ébranler deux jours après pour venir attaquer l'armée du roi.

Le 9, l'armée ennemie marcha et campa la droite au Sansay et la gauche à la Scarpe. De son côté le maréchal de Villars fit avancer sa gauche pour être à peu près à hauteur de la droite des ennemis.

Le 12, l'armée ennemie marcha dans la plaine d'Aubigny et poussa la droite jusqu'à Gouy, laissant toujours la Scarpe devant elle. Celle du roi régla ses mouvements sur ceux des ennemis.

Le 14, l'armée ennemie mit sa gauche à l'abbaye Saint-Éloi, et la droite s'étendoit au delà de Chelers, assez près de Saint-Pol. L'armée du roi s'étendit de même. Le maréchal de Villars fit attaquer un convoi qui, de Douay, venoit aux ennemis. L'escorte fut battue et la plupart des chevaux furent dételés.

Le 16 juillet, on apprit que les ennemis avoient fait investir Béthune où le maréchal de Villars avoit eu le temps de mettre, tant en troupes qu'en munitions, tout ce qui pouvoit être nécessaire pour une bonne défense.

Le même jour, le lieutenant-colonel d'Aremberg, commandant le Royal-Allemand, et divers autres partisans firent un très grand nombre de prisonniers, un seul en ayant amené plus de deux cents.

Le maréchal de Villars avoit entrepris de faire la campagne par l'ordre positif du roi, quoiqu'il lui eût représenté son état. Effectivement le genou où il avoit été blessé le tenoit toujours dans un grand péril. Il falloit le grimper à cheval, et quelque précaution qu'il prît avec le secours d'une machine d'acier qui empêchoit que son genou ne pût ployer au moindre mouvement un peu violent, comme de passer le plus petit fossé, ce genou enfloit et laissoit craindre le danger d'y voir former un abcès dans la jointure. Il eut lieu de l'appréhender deux fois, et même un jour la douleur fut si violente que, si le marquis de Nangis ne l'avoit soutenu, il tomboit évanoui de cheval. Cet état très fâcheux pour un général dans une grande action l'avoit porté à désirer le maréchal de Berwick. Cependant le roi avoit persisté à l'envoyer en Dauphiné, après le peu de séjour qu'il avoit fait dans l'armée du maréchal de Villars.

Enfin le siège de Béthune formé, le roi ordonna au maréchal de Villars de ne faire aucun mouvement pour s'approcher des ennemis que la tranchée ne fût ouverte, afin qu'ils eussent moins de troupes dans une bataille, affaiblis par celles qu'ils étoient obligés de laisser au siège[1], ce qui n'alloit cependant qu'à mettre une double garde de tranchée, puisque l'ennemi n'appréhendoit pas que l'on voulût jeter un secours de troupes dans la place où l'on avoit mis tout ce qu'on avoit jugé nécessaire avant l'investiture.

On avoit avis que les ennemis embarquoient un grand nombre de troupes en Angleterre, et qu'ils vouloient tenter une descente vers les côtes de Picardie; auquel cas toutes leurs forces, après le siège de Béthune, pouvoient marcher à Montreuil.

Pendant que le maréchal attendoit le temps où il espéroit que le roi pourroit lui permettre de s'approcher des ennemis, il prépara ses marches pour cela, et afin de pouvoir traverser leur nouveau dessein par les postes qu'il prendroit, si le roi ne lui permettoit pas de s'y opposer, à force ouverte, après la prise de Béthune, et supposé aussi que l'on voulût laisser perdre cette place sans combattre.

Le 30 juillet, l'armée marcha pour s'approcher de l'armée ennemie, et mit sa droite à Montenancourt et sa gauche à Bretoncourt, en sorte que rien ne la séparoit des ennemis.

Le jour d'après, le maréchal de Villars, avec 3,000 grenadiers et 60 escadrons, alla reconnoître la situation de l'armée ennemie.

1. La lettre est de Voysin, du 11 juillet; elle a été imprimée par Pelet, *Mém.*, X, 53.

La tranchée avoit été ouverte et le canon des ennemis placé en batterie. Ainsi le moment étoit venu que l'on vît si l'on pouvoit les combattre. Mais Sa Majesté avoit bien expliqué par diverses lettres et ordonné à Albergotty, qu'elle renvoyoit à l'armée, de dire au maréchal qu'elle ne vouloit pas que l'on donnât une bataille si le poste des ennemis étoit bon. On fit pousser la plupart des gardes pour le reconnoître à la portée du fusil.

On trouva que leur armée étoit très avantageusement postée, leur gauche couverte de la Scarpe jusqu'à Berle, qui étoit le centre, depuis Berle jusqu'à une partie de leur droite couverte de ravines difficiles à passer, et leur droite sur une hauteur qui dominoit partout, l'extrémité de cette droite appuyée à une ravine très élevée qui aboutit à la petite rivière de Laue.

Il s'en falloit bien, vu cette situation, que le maréchal de Villars, suivant les ordres du roi, eût la liberté d'attaquer les ennemis. Il avoit proposé de le faire quand ils s'ébranloient pour aller faire le siège de Béthune; mais Sa Majesté ne l'ayant pas permis, il n'y eut d'autre parti à prendre que de couvrir les places les plus importantes, qui étoient Hesdin et Arras.

Le roi approuva que le maréchal de Villars eût placé son armée entre la source de la Scarpe et la rivière de Canche. En effet, par cette situation, il fermoit le pays depuis la mer jusqu'à Arras. Ainsi l'ennemi ne pouvoit faire d'autres progrès que de prendre Béthune, et après cela tout au plus la ville d'Aire dans laquelle le maréchal avoit mis quinze bataillons, un régiment de dragons et plusieurs détachements de grenadiers et compagnies franches. Il mit le tout sous

les ordres de M. de Goesbriant, lieutenant général, dont la valeur lui étoit connue, et lui donna un ordre pour commander dans la place au-dessus du gouverneur.

Pendant la journée entière du 2 août, l'on avoit lieu de juger par les mouvements de l'armée des ennemis qu'elle s'ébranloit pour marcher à celle du roi. Il est certain qu'ils distribuèrent les munitions comme on a coutume de le faire lorsque l'on veut combattre[1]. Les ennemis avoient songé à occuper les mêmes postes que prit le maréchal de Villars. Ce ne fut pas sans de grandes oppositions de la plupart des officiers généraux de l'armée du roi, lesquels, et par des discours très forts et par des lettres anonymes qu'ils chargèrent l'intendant de lui rendre, protestoient du péril où il mettoit le royaume s'il se commettoit à une bataille. Cependant s'il n'eût pas pris ce poste, précisément lorsqu'il l'occupa, l'ennemi s'y plaçoit et par là pouvoit faire le siège de Hesdin. Son armée navale, avec les troupes de débarquement qu'elle portoit, prenoit Montreuil sans peine, et, par ce moyen, il se trouvoit dans le royaume. Il faut convenir que l'esprit de foiblesse étoit répandu dans les troupes, excepté dans les soldats, dont la valeur et la sagesse étoient telles qu'on pouvoit le désirer. Plusieurs officiers ne se rendant pas à leur devoir, le maréchal de Villars proposa de casser deux mestres

1. Pendant la journée du 1er août, Villars mit à profit l'hésitation de l'ennemi pour couvrir son front d'un retranchement; Marlborough et Eugène renoncèrent à l'attaquer et retournèrent au siège de Béthune. *Villars à Voysin,* 1er et 2 août 1710. Pelet, X, 68. — L'historien de Marlborough, Coxe, V, 292, 294, reconnait que les habiles manœuvres et la prudence de Villars sauvèrent l'armée française et ralentirent la marche des alliés.

de camp de cavalerie qui le méritoient bien, et de donner leurs régiments aux sieurs d'Aremberg et de Bongard, lieutenants-colonels distingués. Mais les protecteurs de la cour garantirent les deux mauvais sujets, et les deux bons n'eurent que longtemps après les grâces qu'ils méritoient.

Le maréchal de Villars apprit par des avis certains que le prince Eugène avoit résolu d'attaquer l'armée du roi lorsqu'elle fit la dernière marche, et que le sieur Finglen[1], député des États, non seulement s'y étoit opposé, mais qu'il avoit même arrêté d'autorité la marche de 20,000 hommes qui étoient vers Lens.

Un homme, qui étoit chez le comte de Tilli, général des Hollandois, entendit que le sieur Finglen et ce comte avoient résolu de s'opposer à une action générale, malgré l'intention contraire du prince Eugène et du duc de Marlborough. Cependant le maréchal de Villars ayant eu divers mémoires envoyés par M. Le Blanc, homme très vif et attentif, qui concernoient une entreprise sur Ostende, chargea le comte de Villars, son frère, de l'exécution. Mais elle fut suspendue par la jalousie de gens qui vouloient se faire un mérite du succès.

Le siège de Béthune avançoit peu, mais les ennemis ne pouvoient être en peine que sur le plus ou le moins de sa durée, puisque la cour n'avoit pas permis que l'on donnât une bataille pour traverser leur dessein.

Le maréchal de Villars représenta encore une fois au roi que, si après Béthune les ennemis songeoient à une autre entreprise, il falloit s'ébranler dans les pre-

1. Sans doute Vegelin.

miers mouvements des ennemis pour les combattre, parce que, si on leur donnoit seulement deux jours avec des armées aussi considérables que les leurs, on se place de manière que l'on assure son siège.

Cependant un de nos partis, ayant passé l'Escaut près d'Oudenarde, prit vingt mille écus aux ennemis. Les houssards prirent aussi un fort grand nombre de chevaux. Mais ces légers avantages dédommageoient médiocrement de la perte des places. Il est vrai que les difficultés pour le pain étoient toujours un obstacle bien fâcheux, et que d'ailleurs les dispositions générales des forces du roi étoient réglées depuis longtemps par le crédit que les généraux avoient à la cour. Ceux des ennemis, qui étoient le prince Eugène et Marlborough joints à Heinsius, étoient les trois rois de l'Europe qui gouvernoient toute la guerre. Le duc de Noailles voulut faire le siège de Gironne. Le maréchal d'Harcourt voulut avoir plus de troupes qu'il ne lui en falloit. La même chose étoit en Dauphiné. On n'avoit rien à craindre de ces côtés-là. Pendant que l'ennemi attaquoit toutes les frontières de Champagne et de Picardie, à quoi servoit une conquête en Catalogne? Le maréchal de Villars représenta que le royaume périroit, et bientôt, si le roi ne vouloit pas régler ses dispositions sur les plus pressants besoins; que, pour cela, il falloit qu'il se décidât avec celui de ses généraux qu'il croyoit le plus capable de conduire l'état de guerre; qu'il la réglât avec son ministre de la guerre et ce général seuls, sans que personne au monde eût connoissance des projets qu'il formeroit, précaution sans laquelle il y avoit tout à craindre. C'est ce qu'il manda par une longue dépêche le 19 août.

Le 23, il reçut des ordres du roi de ne se point commettre à une bataille si, après la prise de Béthune, les ennemis vouloient faire un autre siège. On lui avoit déjà dit la même chose avant que Béthune fût assiégée, et on l'avoit borné à conserver les postes qui couvrent Hesdin et Montreuil et qu'il avoit occupés quelques jours auparavant. Comme il vit le roi pleinement déterminé à lui défendre de se commettre au sort d'une bataille, il représenta que, si Sa Majesté vouloit continuer à l'honorer du commandement de ses armées, il étoit d'une nécessité indispensable que, par le secours des eaux, il reprît quelques forces dans un genou dont non seulement il ne pouvoit s'aider, mais avec lequel il ne pouvoit faire le moindre mouvement sans ressentir des douleurs si vives que, par celui du cheval, il s'étoit évanoui plusieurs fois. Ainsi il demanda permission d'aller aux eaux.

Le 24 août, les ennemis fourragèrent du côté de Saint-Pol. Le maréchal fit attaquer leurs fourrages par 2,000 chevaux commandés par le comte de Broglio et par le marquis de Nangis. On battit les escortes des fourrageurs et on leur prit beaucoup de chevaux; mais le comte d'Arco, feld-maréchal de Bavière, ayant passé une rivière sur laquelle toute la cavalerie de la droite des ennemis arrivoit, fut obligé de la repasser, ce qui ne fut pas sans quelque désordre. Le maréchal de Villars rallia les troupes sous un assez grand feu des ennemis. On leur prit deux capitaines de cavalerie et quatre lieutenants.

Le 30 août, les généraux des ennemis firent passer les gardes de cavalerie de l'armée de France et s'approchèrent du camp pour le reconnoître, publiant que,

Béthune pris, ils viendroient chercher à donner une bataille. L'armée du roi étoit bien placée, et le maréchal de Villars ne crut pas qu'ils prissent un parti si dangereux.

Le 31, il apprit que Béthune avoit capitulé la veille. Comme la défense de cette place avoit été assez honorable, il demanda au roi des grâces pour ceux qui y avoient le mieux servi. La grande croix de saint Louis pour M. de Vauban, gouverneur, un cordon rouge pour M. de Rot, maréchal de camp, et le grade de maréchal de camp pour M. de Miromenil[1]. Le roi eut la bonté d'accorder à ces Messieurs les différentes récompenses que le maréchal de Villars sollicitoit pour eux.

Le 2 septembre, l'armée ennemie s'ébranla et vint camper vers Lillers. Le maréchal de Villars sortit de son camp avec cinquante escadrons pour voir s'il seroit possible de tomber sur l'arrière-garde des ennemis; mais leur marche étoit si serrée et tellement suivie qu'on ne pouvoit les attaquer sans engager une affaire générale, ce qui auroit été bien contraire aux ordres réitérés de la cour.

Le maréchal reçut une lettre du roi, datée du 5, par laquelle Sa Majesté, désirant qu'il pût être en état de commander ses armées la campagne suivante avec de moindres incommodités de sa blessure, lui permettoit d'aller aux eaux de Bourbonne et destinoit le maréchal d'Harcourt à aller commander l'armée[2].

1. Voir à l'appendice la lettre que Villars écrivit à ce sujet à Voysin, le 7 septembre.

2. Dans cette même lettre, le roi prévoyait que l'ennemi ferait le siège de Saint-Venant et pensait que, cette place devant tenir

Le 7 septembre, M. de Vauban se rendit auprès du maréchal de Villars avec le marquis de Saint-Sermin, qui avoit demandé à se jeter dans Béthune. Quoique la défense en fût assez belle, le marquis de Saint-Sermin refusa de signer la capitulation, disant qu'il ne consentiroit jamais qu'on rendît une place tant que l'on auroit un fossé devant soi. Les sentiments de ce gentilhomme si pleins d'honneur auroient été extrêmement loués du temps que les gouverneurs se croyoient obligés à soutenir des assauts au corps de la place, ainsi que le portent les ordres du roi. Mais les mauvaises défenses faites depuis attirèrent de grands éloges aux deux dernières que l'on trouva très belles.

On attaqua les fourrages des ennemis le 5 septembre et on leur prit plus de 700 chevaux.

Le 14, le maréchal de Villars apprit par les lettres du comte d'Estaing que les ennemis avoient ouvert la tranchée à Aire après avoir travaillé inutilement à saigner la rivière de Lys dont les eaux formoient une grande inondation qui couvroit une partie de la place, et dont le siège pouvoit mener les ennemis fort loin.

Le 20 septembre, le marquis de Ravignan[1], maré-

au moins quinze jours, sa chute terminerait la campagne : il ne croyait pas que l'ennemi eût le temps, avant l'hiver, d'assiéger Aire ; en quoi l'événement lui donna tort. Le roi ne donnait d'ailleurs aucun ordre pour secourir ces places : l'armée devait se contenter de couvrir Arras et de défendre les lignes tracées par Villars.

1. Joseph de Mesmes, marquis de Ravignan, né en 1660, s'était distingué dans toutes les campagnes de Villars depuis 1702, à la défense de Lille sous Boufflers ; créé lieutenant général en 1708, cordon rouge en 1737, il se distingua encore au siège de Philipsbourg en 1734 et mourut en 1742, commandant l'armée de Bavière.

chal de camp, attaqua sur la Lys un convoi des ennemis composé de près de cinquante gros bateaux chargés de munitions de guerre, de bouche, d'artillerie, pièces de canon, bombes et grenades, et de plus de douze cents milliers de poudre escortés par 2,000 hommes commandés par le comte d'Atlone, maréchal de camp anglois. Ces troupes furent entièrement défaites; le commandant fut fait prisonnier de guerre, et tout fut tué, pris ou noyé dans la Lys; les bateaux furent brûlés et le marquis de Ravignan se retira à Ypres sans perte, quoique les ennemis eussent fait de grands détachements pour couper sa retraite. Ainsi le maréchal de Villars, qui ne pouvoit, en suivant les ordres réitérés de la cour, entreprendre d'affaire générale, ne manquoit aucune occasion de faire attaquer les ennemis toutes les fois qu'ils lui en donnoient quelqu'une.

Le 21 septembre, Mortagny, brigadier de cavalerie, battit un détachement de 500 chevaux des ennemis.

Le 24, le maréchal de Villars partit de l'armée pour se rendre aux bains de Bourbonne, et conféra le même jour avec le maréchal d'Harcourt, à Dourlens, où il lui avoit donné rendez-vous. Le jour d'après ils se séparèrent.

Le maréchal de Villars continua son voyage, et le maréchal d'Harcourt se rendit à l'armée du roi que le maréchal de Villars étoit obligé de quitter pour aller chercher un soulagement indispensablement nécessaire. Il s'éloigna avec d'autant moins de peine que, pour se conformer aux ordres de la cour, il étoit contraint de laisser agir les ennemis sans s'y opposer. Tout ce qu'il auroit pu faire de mieux étoit de tra-

verser leurs plus importants projets. Mais il manda au roi que, si la paix ne se concluoit pas dans l'hiver, il falloit faire la guerre; qu'il comptoit sa gloire pour rien dans l'honneur qu'il avoit de commander les principales armées du roi, mais que l'intérêt de Sa Majesté ne pouvoit jamais être de se tenir dans une défensive avec l'unique attention d'empêcher les plus grandes pertes; qu'il falloit faire craindre aux ennemis celle que leur causeroit une bataille, et, en un mot, se mettre en état de la donner en prenant soin de ramasser des troupes et de leur assurer des subsistances. Il prioit aussi M. Voysin de lui mander le plus tôt qu'il seroit possible ce que l'on espéroit des négociations, et s'il falloit s'attendre à la continuation de la guerre.

Le maréchal de Villars envoya un projet pour la campagne suivante, et faisoit voir que, dans la nécessité de chercher une action, il étoit plus convenable que ce fût dans les pays où le succès donneroit les plus grands avantages, que les lieux les plus propres à cela étoient le côté d'Allemagne, et que, si on vouloit le mettre en état d'y ouvrir une campagne prématurée, il dérangeroit bien la guerre que les ennemis portoient en Flandres. Il montroit que les propositions d'attaquer Girone ne pouvoient convenir qu'au général qui prendroit cette place, mais que la conquête n'étonneroit pas ceux qui ne vouloient de paix qu'en forçant le roi d'Espagne à quitter tout d'un coup tous ses royaumes. Le roi consentit au siège de Girone et remit au retour du maréchal de Villars à décider avec lui les projets de la campagne suivante en Flandres.

Cependant les douches et les bains apportèrent quelque soulagement à la blessure du maréchal de Villars. L'enflure considérable qu'il avoit sur le genou diminua, et le mouvement du genou commença à lui donner quelque espérance qu'il pourroit un peu plier.

Il reçut une lettre du maréchal d'Harcourt, du 13 novembre, par laquelle il apprit que la ville d'Aire avoit capitulé le 10[1] et que la campagne finissoit. Les armées se séparèrent le 15 du même mois. Toutes les troupes des ennemis demeurèrent en Flandres et en état d'ouvrir la campagne quand ils le voudroient.

Le maréchal se rendit le 20 novembre dans son château de Villars, et, après y avoir passé huit jours, il revint à la cour où il fut parfaitement bien reçu du roi. Comme le siège d'Aire avoit été très bien soutenu par le marquis de Goesbriant, le maréchal demanda au roi des grâces pour lui, et Sa Majesté l'honora, aussi bien que le marquis d'Albergotty, du cordon bleu auquel elle joignit une pension de 12,000 livres en attendant les premiers gouvernements.

Toutes les nouvelles du pays ennemi ne parloient alors que des préparatifs que faisoient les alliés pour entrer en campagne dès le 1er mars et commencer par le siège d'Arras.

Le reste de l'année se passa à examiner les projets que l'on pourroit former en entrant en campagne les premiers. Mais les magasins des ennemis étant bien

1. Elle était commandée par le marquis de Goësbriant dont Villars écrivait le 7 septembre à Voysin : « Je vous assure que, si M. de Goesbriant a autant d'ordre et d'économie que je lui connois de courage, Aire est une place à faire périr l'armée ennemie; j'y ai mis un homme excellent, qui est Vallière; il a eu tout le temps de bien travailler. »

plus avancés que les nôtres, il étoit bien difficile de les prévenir.

1711. Dès les premiers jours de l'année 1711, le maréchal de Villars fut pressé par le comte de Villars, son frère, et par le comte de Broglio, lieutenants généraux qui commandoient sur la frontière, d'y venir faire un voyage, ne fût-ce que pour hâter les préparatifs pour l'ouverture de la campagne, afin de prévenir les ennemis, ou de n'être pas prévenu par eux par une entreprise sur Arras.

Il partit de la cour dans les premiers jours de février et se rendit à Amiens, ensuite à Abbeville, à Montreuil et à Calais. Il vouloit surtout connoître les postes que les ennemis pouvoient prendre vers Aire et Saint-Omer, et en même temps ceux que l'armée du roi pouvoit occuper pour traverser leurs desseins de ce côté-là. Il se rendit ensuite à Arras, y donna tous les ordres pour les magasins de farine et d'avoine, puis revint à la cour dans les premiers jours de mars.

Le 25 de ce mois, le général Cadogan vint s'établir à Bencheu[1] avec un corps de 20,000 hommes, la plupart détachements, et peu de bataillons avec les drapeaux pour assurer tous les approvisionnements dans les places les plus avancées et pour entrer en campagne le 20 avril avec toutes les forces des alliés.

Le maréchal de Villars manda au maréchal de Montesquiou, qui, en son absence, commandoit sur la frontière, qu'il lui paroissoit facile de brûler les convois que les ennemis tiroient de Lille à Douay par la rivière de Deulle, attendu que nous tenions les bords

1. Les autres documents portent *Orchies*. Pelet, X, 379.

de cette rivière de notre côté, et que par cette raison les ennemis ne pouvoient y faire naviguer leurs bateaux sans péril.

Le 23 avril, le maréchal se rendit à Péronne où il avoit donné rendez-vous à MM. de Montesquiou, le comte de Broglio, les marquis d'Albergotty et de Puységur. Toutes les mesures étoient prises, et avec un grand secret, pour investir Douay. Cette diligence à exécuter un grand dessein sur les ennemis se trouva d'une grande utilité pour en traverser un qu'ils formoient contre nous. Presque dans le même temps que tous les ordres étoient donnés pour arriver sur Douay, les ennemis, avec la même diligence et avec le même secret, songeoient à investir Arras, et ce dessein auroit infailliblement réussi si nous n'avions pas formé celui d'attaquer Douay, parce que l'on agit plus vivement et plus diligemment pour attaquer que pour défendre. Enfin, le 23, le maréchal de Villars apprit que toutes les forces des ennemis arrivoient sur Douay, derrière la Deulle. Ainsi toutes celles du roi marchèrent le 26 sur la Sensée, et l'on se plaça de manière que les deux armées, par une diligence mutuelle, l'une pour attaquer Douay, l'autre Arras, se trouvèrent assemblées et séparées par la Scarpe.

Le même jour, le maréchal de Villars apprit que l'empereur Joseph étoit mort de la petite vérole le 17 avril, monseigneur le Dauphin le 17 du même mois. Ainsi ces deux princes, dont les espérances et les intérêts armoient l'Europe entière, faisoient répandre tant de sang et consumoient tant de trésors, virent leur destinée et leur vie terminées presque dans le même jour.

Dans ce grand événement, le maréchal de Villars crut devoir rappeler au roi toutes les propositions que l'empereur lui avoit fait faire par les comtes d'Harrach et de Kaunitz, insinuées par le comte de Kinsky, principal ministre, et imaginées premièrement par le comte de Stratman, aussi principal ministre de l'empereur. Ces propositions contenoient un partage raisonnable de la monarchie d'Espagne mentionné dans les dépêches que le maréchal de Villars écrivit de Vienne[1].

L'empereur consentoit alors que les Espagnes, les Indes, la Flandre et les places d'Afrique demeurassent sur la tête du roi, sans parler de leurs enfants. On ne pouvoit plus proposer la même chose dans le temps présent, puisque Philippe V étoit à Madrid. Mais on pouvoit établir la paix en laissant les choses dans l'état où elles étoient, et en rendant la Flandre au roi. Il y avoit d'autres propositions en Angleterre, bien différentes de celles de 1709 et 1710. Ainsi, dans une pareille situation, le roi s'attendoit que la mort de l'empereur rapprocheroit les apparences de paix.

Le 1er mai, l'armée des ennemis passa la Scarpe et ne fut séparée de celle du roi que par la Sensée; mais c'en étoit assez pour empêcher toute action.

Comme leurs postes et les nôtres bordoient la rivière, après les premières escarmouches, les deux partis préférèrent de ne pas tirer, et l'on se promenoit librement de part et d'autre le long des bords de

1. Nous avons déjà démontré que Villars s'était, en cette circonstance, fait de grandes illusions et que l'empereur ne se souciait nullement d'un partage.

la rivière. Un jour, le roi d'Angleterre étant avec le maréchal de Villars, tous les Anglois de divers postes s'approchèrent et regardoient ce prince avec grande attention. Il étoit grand, bien fait, avoit très bon air à cheval, et le maréchal ne fut pas fâché de le faire voir aux Anglois, ses sujets. Le comte d'Atlone même, et plusieurs milords s'approchèrent pour le regarder. Le jour suivant, le prince Eugène fit prier le maréchal de Villars de ne plus hasarder ces promenades; son intention n'étoit pas aussi de les rendre fréquentes, mais il croyoit nécessaire pour le roi d'Angleterre de faire connoître sa personne à ses principaux sujets. Ce prince recevoit des lettres de Marlborough qui l'assuroient de son attachement à ses intérêts, et la reine Anne avoit toujours dans le cœur pour le roi son neveu des dispositions favorables qu'elle n'avoit pas la force de laisser paroître.

On apprit alors que tout se disposoit favorablement pour les intérêts de l'archiduc, ceux de nos ennemis les portant tous à favoriser ses prétentions à l'Empire.

Le 5 mai, les ennemis fortifièrent de toutes les troupes qu'ils avoient derrière la Deulle le camp qu'ils occupoient devant le maréchal de Villars.

Le prince Eugène avoit été arrêté à Vienne par la maladie de l'empereur Joseph. Il en partit un jour avant la mort de ce prince. Mais la nouvelle qu'il en reçut par un courrier le fit revenir à Vienne pour un jour seulement, après quoi il reprit sa route pour se rendre en Flandres à l'armée confédérée.

Le 9 mai, les ennemis voulant faire passer de Tournay à Saint-Amand un convoi de près de cinquante

bateaux chargés de foin, le s[r] de Permangle[1], qui commandoit à Condé, marcha avec 800 hommes de pied et attaqua ce convoi entre Mortagne et Saint-Amand. Il étoit escorté par deux bataillons commandés par le brigadier d'infanterie Chambrier, lequel fut blessé et pris. Toute la partie de l'escorte qui étoit en deçà de la Scarpe fut défaite, le reste se retira sous le feu du poste que les ennemis avoient à Mortagne, et tous les bateaux furent brûlés. Le maréchal de Villars, en attendant que le roi permît les grandes entreprises, avoit attention à n'en manquer aucune des médiocres ou petites qu'il pouvoit tenter par lui-même ou faire exécuter par les officiers généraux qui étoient à ses ordres. Le s[r] de Lastour, colonel d'infanterie du détachement de Permangle, fut blessé considérablement dans cette dernière occasion, et toutes les troupes y servirent avec beaucoup d'ardeur.

Le 11 mai, le maréchal de Villars fut averti à 9 heures du soir que le prince Eugène avoit joint l'armée ennemie.

Le 13, les ennemis battirent la générale à la pointe du jour, et l'armée du roi eut ordre de faire la même chose.

Quelques jours après, on apprit que le prince Eugène n'avoit pas joint l'armée confédérée, mais qu'il avoit donné rendez-vous à milord Marlborough, à Tournay, où ils avoient eu quelques conférences, qu'il y étoit le 21 mai, et que son équipage étoit arrivé à Lille. Mais on fut informé qu'il avoit enfin joint l'armée ennemie le 24.

1. Gabriel de Chouly, s[r] de Permangle, né en 1663, a les plus beaux états de service. Il mourut lieutenant général en 1741.

Le 30 mai, le maréchal de Villars envoya Ratsky, colonel des houssards, attaquer les gardes des ennemis. Il en enleva une de 80 maîtres et une de 50. Tout fut pris ou tué sans autre perte que de six houssards, et il faut dire ici que ces troupes étoient d'un grand secours dans l'armée du roi[1].

Le même jour, le maréchal apprit que le comte de Villars son frère avoit attaqué et emporté le fort qui couvroit les écluses d'Harlebec, et pris ou tué tout ce qui le défendoit.

La première application du maréchal de Villars, après les précautions nécessaires pour traverser les desseins des ennemis, étoit de ne manquer aucune occasion de leur nuire et de pourvoir à la subsistance de la cavalerie. Par les bons postes qu'il avoit choisis, il tenoit seize lieues de pays en présence d'une armée ensemble sans avoir rien à craindre pour celle du roi, et par ce moyen il avoit une grande subsistance pour la cavalerie. Son armée étoit dans la plus exacte discipline. Aucun soldat ne s'écartoit, et, en trois mois de temps, il ne fut pas obligé à faire un seul exemple. C'est un bonheur que ce maréchal a presque toujours eu, et voici de quelle sorte il se le procuroit. Premièrement il parloit lui-même aux troupes et n'oublioit rien pour leur faire entendre ce qui étoit de l'intérêt général et particulier. Après ces premiers soins, sa sévérité étoit extrême à l'ouverture de la campagne,

1. A la suite de ce fait d'armes, Villars demanda la croix de Saint-Louis pour le colonel Ratzky; Voysin refusa, le colonel n'ayant pas les six ans de services en France exigés par le règlement.

il ne se relâchoit en rien des lois, et la punition étoit certaine pour ceux qui ne les suivoient pas.

Par les lettres de la cour du 2 juin, il voyoit toujours subsister le dessein d'envoyer un grand détachement en Allemagne pour traverser l'élection de l'archiduc à l'Empire. Sur cela il manda au roi que, si l'on étoit assuré de quelques électeurs ou princes qui ne demandassent qu'une armée nombreuse pour se déclarer contre l'archiduc, c'étoit bien fait de fortifier celle du maréchal d'Harcourt, mais que, si cela n'étoit pas, il promettoit, si l'on fortifioit l'armée d'Allemagne d'un détachement de vingt bataillons et trente escadrons seulement, d'entrer dans l'Empire, que, pendant que ce détachement s'acheminoit, lui demeurant à la tête de l'armée de Flandres, il ne seroit occupé qu'à bien accommoder les postes de la défensive, qu'il prendroit ses mesures afin que, les troupes qui partiroient de Flandres arrivées à la hauteur de Strasbourg, il fût en état de s'y rendre seul avec deux ou trois officiers généraux dont le départ et le voyage seroient tenus secrets aussi longtemps qu'il seroit possible; qu'il se flattoit de prendre Villingen avant même que les ennemis pussent prendre aucune mesure solide pour l'empêcher; qu'enfin il ne paroissoit pas sage de s'affoiblir en Flandres sans aucun objet vers l'Allemagne. Ces raisons ne firent point changer les résolutions de la cour. Ainsi l'armée de Flandres, fut affoiblie dans la seule vue de répandre qu'on fortifioit celle du Rhin[1].

1. Voyez à l'appendice les correspondances relatives à cet incident.

Le 12 juin, on eut divers avis que les ennemis devoient se mettre en marche la nuit. Leurs bagages seulement s'ébranlèrent ce jour-là.

Le 14, l'armée ennemie se mit en marche à la pointe du jour et mit sa droite à Lens et sa gauche à Douay. Le prince Eugène et Marlborough logés à Lens.

L'armée du roi s'ébranla dans le même temps, mit sa gauche à l'abbaye d'Etrun et sa droite derrière Arras.

Le maréchal de Villars, voyant l'armée ennemie dans les plaines de Lens lui présenter la bataille, manda au roi, dès le même jour, que son sentiment étoit de la donner, que le terrain y étoit très convenable, et qu'il préféroit une bataille dans de belles plaines fort ouvertes à des combats de postes.

Le comte de Broglio, côtoyant l'arrière-garde des ennemis, fit attaquer un poste de cinquante hommes qui se retiroient à 300 pas de cette arrière-garde, et nos houssards les enlevèrent sans qu'ils pussent être secourus.

Le 15, le maréchal de Villars dépêcha encore un courrier au roi pour presser Sa Majesté de lui accorder la liberté d'attaquer l'armée confédérée, alléguant que rien ne pouvoit être plus avantageux à la sienne que de marcher l'arme blanche à l'ennemi; qu'il n'y avoit aucun mauvais mouvement à craindre dans une plaine où nos ailes étoient également appuyées, et qu'enfin il étoit persuadé que rien ne convenoit mieux à l'armée du roi que de chercher une action où le seul courage des troupes eût plus de part que les mouvements[1].

1. La lettre est imprimée dans Pelet, X, 400 : « Je mandois

En attendant les réponses de la cour, il fit jeter douze ponts sur la Scarpe, et se prépara pour combattre au retour du courrier qu'il dépêchoit. Ce qui le portoit encore à désirer une action, c'est que les ennemis, en se mettant en plaine, firent un détachement assez considérable de leur armée pour l'Allemagne. Il vouloit donc saisir le temps où les ennemis, après s'être affoiblis, lui présenteroient la bataille; se doutant bien que bientôt on lui ôteroit de nouvelles troupes pour les envoyer vers le Rhin, et que par conséquent il seroit toujours fort inférieur aux ennemis.

Le 16, il pressa encore pour obtenir la liberté d'attaquer, et c'étoit pour la troisième fois qu'il la demandoit.

Il reçut une lettre du roi du 17 juin par laquelle Sa Majesté défendoit que l'on donnât bataille, espérant des divisions parmi les puissances ennemies qui dimi-nueroient leurs forces, et les ordres furent de s'en tenir à défendre les lignes que l'on occupoit [1].

Le 19, il apprit que le détachement du prince Eugène marchoit vers Ath, et que de sa personne il alloit en toute diligence à la Haye.

Le 20 juin, le colonel Ratsky enleva encore une garde de cavalerie aux ennemis.

Dans ce même temps, le roi d'Espagne, pour dédommager l'électeur de Bavière de la perte de ses États dans l'Empire, lui céda en toute souveraineté tous les

hier que je ne pouvois parler que comme homme de guerre, n'ayant aucune connoissance de ce que S. M. peut espérer des négociations... Comme homme de guerre, ma pensée étoit d'attaquer l'ennemi dans la plaine de Lens. » Voyez aussi à l'appendice du présent volume.

1. La lettre se trouve également dans Pelet, X, 402.

Pays-Bas espagnols pour lesquels l'électeur avoit une grande inclination[1].

Mme de Maintenon, informée des vives instances que faisoit le maréchal de Villars auprès du roi pour en obtenir la liberté d'attaquer les ennemis, lui manda que c'étoit avec peine que Sa Majesté n'y consentoit pas, mais que des apparences de négociations portoient à ne pas vouloir de bataille[2].

Le 27 juin, le maréchal reçut des ordres du roi d'envoyer en Allemagne un troisième détachement composé de 26 escadrons et de 10 bataillons, parmi lesquels étoient la gendarmerie. Le maréchal représenta au roi l'inconvénient qu'il y avoit de s'affoiblir ainsi devant une armée qui lui présentoit la bataille depuis trois semaines, et qui, nous la voyant éviter, feroit certainement des entreprises, surtout quand l'armée du roi seroit considérablement affoiblie.

Le 26, les ennemis attaquèrent le château d'Arleux, et inutilement. Le sr de Creny, qui veilloit à la sûreté de ces postes, étant entré dans celui d'Arleux avec des bateaux, les ennemis se retirèrent avec perte.

1. Villars complimenta Max-Emmanuel qui lui répondit par une lettre très gracieuse. L'électeur s'était, quelques jours auparavant, à Marly, montré empressé auprès de la maréchale de Villars; Villars, de son côté, dans le désir qu'il avait de faire une excursion offensive en Allemagne, avait accepté d'être momentanément sous les ordres de Max-Emmanuel, qui sollicitait le commandement de l'armée du Rhin : « Tous les petits démêlés sont oubliés, » écrit Villars, le 23 juin, à l'électeur de Cologne, « il n'est pas possible que ce prince ne reconnaisse dans le fond de son âme que ceux qui m'ont brouillé avec lui sont la première cause de tous nos malheurs. » (Copie. Arch. Vog.)

2. Nous avons publié la lettre dans notre étude sur Villars, t. I, p. 390.

Le 1er juillet, M. Voysin manda qu'en faisant marcher un corps vers Namur, on donneroit quelque inquiétude aux ennemis. Tous ces petits projets étoient envoyés de l'armée au ministre par un lieutenant général qui étoit bien avec lui, et nous verrons dans la suite qu'ils eurent un assez mauvais succès. Il étoit en effet bien peu sensé d'imaginer qu'un ennemi qui présentoit la bataille lorsque l'armée du roi étoit entière, trouvât bien difficile de s'opposer à des entreprises en la voyant affoiblie par trois détachements considérables. On devoit bien plutôt s'attendre qu'en pareille circonstance les ennemis entreprendroient de leur côté.

Le 6 juillet, les ennemis marchèrent avec près de 20,000 hommes[1] et emportèrent le château d'Arleux qui étoit de l'autre côté du Sensay[2]. Ils y perdirent beaucoup de gens. Le maréchal de Villars y courut avec les premières troupes qui furent le plus tôt prêtes, mais il trouva le poste déjà emporté.

Le 10, le maréchal de Villars prit la résolution d'attaquer un camp que les ennemis avoient de l'autre côté du Sensay[3], commandé par le comte de Hompesch et par le duc de Wirtemberg. On verra dans la lettre suivante de quelle manière ce projet fut conçu et exécuté.

1. Chiffre très exagéré. La garnison d'Arleux n'était que de quatre-vingts hommes.

2. Villars écrit aussi Sansay, Sensée le nom de cette rivière que les cartes du temps écrivent Senzet. Aujourd'hui la Censée.

3. Entre Douai et Gœulzin.

Lettre au roi du 12 juillet 1711.

Sire,

Votre Majesté aura été informée par mes dernières lettres à M. Voysin que j'avois trouvé le camp que les ennemis ont formé près de Douay assez mal placé pour croire que l'on pourroit l'attaquer avec avantage. Après l'avoir reconnu, j'envoyai le baron de Ratsky, colonel des houssards, pour voir lui-même si rien m'empêchoit d'arriver sur les ennemis avec un corps de cavalerie.

Il alla la nuit jusqu'à deux cents pas des étendards. M. de Coigny fut chargé pareillement de me rendre compte de la situation de ce corps d'armée. J'allai avant-hier au soir pour examiner encore mieux les facilités que l'on pourroit trouver à l'attaquer, et hier, au matin, je fis marcher M. le comte de Gassion avec 20 escadrons, dont il y en avoit quatre de la maison de Votre Majesté, pour joindre les quinze de dragons qu'avoit M. de Coigny auprès de Bouchain. On me proposoit d'envoyer de l'infanterie; mais, comme la seule diligence pouvoit faire réussir, et que la cavalerie avoit près de douze lieues à faire, partant de l'armée et allant repasser par Bouchain, j'ai cru impossible d'y faire arriver des gens de pied, quelque précaution que l'on pût prendre pour cela.

M. le prince Charles[1] et M. le marquis d'Hautefort furent détachés comme maréchaux de camp. M. d'Albergotty et M. le prince d'Isenghien[2] furent chargés d'aller avec 2,000 grenadiers pour rétablir, la nuit, les ponts du Bac-Abencheul pour préparer et assurer une retraite plus courte à M. de Gassion.

Le plus important étoit de surprendre les ennemis, puisque leur armée avertie n'avoit qu'une lieue à faire de sa gauche pour les soutenir, et que ces troupes-là n'avoient que cinq

1. Charles de Lorraine, grand écuyer de France, 1684-1751.

2. Louis de Gand-Vilain, prince d'Isenghien, servit avec une grande distinction de 1695 à 1713, fit la campagne de 1733-34 sur le Rhin et fut nommé maréchal de France en 1741; mourut en 1748, à soixante-dix ans.

cents pas à faire pour se retirer dans les glacis de Douay. Il étoit aussi très difficile de tirer des troupes de l'armée sans que l'ennemi, qui découvre tout le front de notre camp, s'en aperçût. Pour dérober ce mouvement on a fait sortir la cavalerie comme si elle alloit en pâture. Les cavaliers alloient, les uns à cheval, et les autres suivoient à pied ceux qui menoient leurs chevaux en main, marchant ainsi par tous les lieux qui étoient découverts par les gardes des ennemis.

Les pontons marchèrent la nuit et demeurèrent cachés dans les arbres pendant le jour.

Les grenadiers ont marché pareillement par troupes de cinquante, sous prétexte d'arrêter des espions; on avoit aussi donné ordre à tous les postes de la Scarpe, du Sansay et de l'Escaut de ne laisser passer aucun paysan.

On a fait l'exercice de cavalerie à l'ordinaire, et une revue générale de l'armée aux yeux des ennemis a peut-être contribué à leur ôter toute défiance.

Enfin, sire, toutes ces petites ruses ont réussi de manière que M. le comte de Gassion est tombé avant la pointe du jour sur le camp des ennemis dont la plupart n'ont pas eu le temps de prendre les armes, et tout généralement a été pris ou tué. On a fait très peu de quartier. Nos houssards disent qu'ils ont tué chacun cinq ou six hommes, et, vu l'agilité avec laquelle ces Messieurs se servent d'un sabre, on peut croire qu'ils ne s'éloignent pas de la vérité.

On compte que l'on a pris plus de 1,200 chevaux.

M. de Gassion s'est conduit avec beaucoup d'ordre et de valeur.

M. le marquis de Coigny, qui avoit reconnu le terrain de son côté, a parfaitement bien fait; M. le prince Charles s'est conduit avec sa valeur naturelle, et M. le marquis d'Hautefort pareillement.

Il y a plusieurs étendards et drapeaux de pris dont je ne sais pas encore le nombre, et que j'aurai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté[1].

1. « Je vous avoue, » écrivit Villars à Voysin, le 13, « que je suis mortifié de vous avoir promis des drapeaux et étendards et

Il y avoit pour brigadiers MM. le duc de la Trémoille[1], de Gaydon[2] et le comte de Sommery[3], M. le marquis de Choiseul[4], M. de Cheladet et M. Deffournaux de la maison de Votre Majesté. M. de Villemur étoit à la tête des grenadiers à cheval. Les colonels étoient MM. les princes de Marcillac[5], le duc de Saint-Aignan[6], M. le prince de Lambesck, M. de Manicamp, M. de Chabannes, d'Aremberg[7], de Rotembourg, d'Elvemont.

Du camp de M. de Coigny, il y avoit pour brigadiers MM. de Saint-Sernin et de Bellefont.

Comme ces sortes de bonheurs n'arrivent jamais sans quelque

de ne pouvoir les avoir. Vous jugerez par les lettres de MM. de Gassion et de Coigny si j'avois lieu de l'espérer et je ne doute point qu'ils n'aient été perdus... Le major des carabiniers anglais, qui a dîné chez moi aujourd'hui, m'a assuré qu'il ne croyoit pas qu'il s'en fût sauvé un seul. Il m'est arrivé de voir nos houssards en cacher pour les vendre; c'est pourquoi j'avois prié M. de Gassion de leur faire dire ainsi qu'aux cavaliers et dragons qu'on les payeroit cent francs : on l'a oublié. »

1. Charles-Louis Bretagne, duc de la Trémoïlle, s'était fort distingué à Malplaquet, à la tête de sa brigade de cavalerie; mourut maréchal de camp en 1719, à trente-six ans.

2. Jean de Gaisdon devint maréchal de camp, mais ne dépassa pas ce grade et mourut en 1721.

3. Jean-Baptiste-François de Johanne de la Cane, comte de Saumery, avait fait toutes les campagnes depuis 1695 dans la cavalerie; se retira à la paix comme maréchal de camp, gouverneur de Blois et capitaine de Chambord.

4. Antoine Clériadus de Choiseul-Beaupré servit sans interruption de 1683 à 1712. Lieutenant général en 1718, mourut en 1726.

5. Alexandre de la Rochefoucauld, fils du duc François VIII, alors âgé de vingt et un ans.

6. Paul-Hippolyte de Beauvilliers, frère du duc de Beauvilliers, alors âgé de vingt-sept ans, depuis ambassadeur, lieutenant général et membre de l'Académie française.

7. Pierre d'Arenberg, colonel de Royal-allemand depuis 1701, fit à sa tête toutes les campagnes, brillant partisan, ne fut brigadier qu'en 1719 et mourut en 1748 maréchal de camp.

perte, je regrette infiniment M. de Ratsky[1], qui a un coup au travers du corps, et M. de Coëtmene[2], colonel de dragons, tué. M. le comte de Broglio avoit ordre, pour attirer l'attention des ennemis sur la droite de leur armée, de faire attaquer et pousser leurs gardes vers Liévain, ce qu'il a exécuté, ses houssards ayant pris ou tué plusieurs cavaliers et amené plus de 80 chevaux.

Le succès a été entièrement complet. Je sais, Sire, que c'est avec peine que Votre Majesté a refusé la permission que son armée entière lui demandoit d'attaquer celle des ennemis. La bonne volonté de nos troupes dans cette occasion et ce petit succès les consolent un peu. Mais nous aurions fort désiré tous de pouvoir rendre au plus grand et au meilleur maître du monde un service digne de ses bontés.

Je viens de voir panser le baron de Ratsky par le Dran, chirurgien; sa blessure n'est point mortelle, et je suis ravi que Votre Majesté n'ait pas perdu un si bon serviteur, etc.

Le maréchal de Villars supplia le roi d'honorer le comte de Gassion de l'ordre du Saint-Esprit, et demanda plusieurs grâces pour les sieurs de Fontenay, lieutenant-colonel de dragons, Ratsky, colonel de houssards, et Leobaldt, ancien capitaine de dragons, aussi bien que pour le chevalier du Thil, très brave colonel d'infanterie.

Cependant M. Voysin pressoit toujours le maréchal d'envoyer vers la Sambre un détachement considérable destiné au comte d'Estaing. Forcé par les ordres du roi réitérés, il fit partir ce corps composé de seize bataillons et seize escadrons.

Il songea en même temps à profiter de la marche

1. Georges Bor, baron de Ratsky, gentilhomme hongrois, après avoir combattu avec Rakoczy, prit du service en France, fut un brillant colonel de hussards; maréchal de camp en 1734, il mourut au siège de Prague, en 1742.

2. Son frère lui succéda dans le commandement du régiment de son nom et mourut maréchal de camp à quatre-vingts ans.

de ces troupes qui passoient l'Escaut à Bouchain pour faire attaquer le poste d'Arleux.

Le 20 juillet, l'armée ennemie marcha au delà du ruisseau de Lens, et campa la droite à Brouay et la gauche à Masengarde.

Le 21, elle marcha vers la source de la Lys, ayant le village d'Auchy dans le centre, et la tête se plaça, la droite à Etrée-Blanche sur la Laquette, et la gauche à Beuvrière sur la Clémence.

Le 23, le poste d'Arleux fut attaqué et emporté avec une grande valeur. Il étoit défendu par 600 hommes qui furent tous pris ou tués. Le colonel Savary, un des partisans des ennemis, y fut pris; le marquis du Thil, très brave colonel d'infanterie, y fut blessé dangereusement et mourut de sa blessure.

Cadoyan marcha avec quarante escadrons, suivi d'un corps d'infanterie, pour secourir le fort d'Arleux, mais la prompte expédition le fit retourner sur ses pas[1].

Après avoir bien examiné ce qui convenoit le mieux, ou de garder ou de raser ce fort, on prit le dernier parti, et l'on envoya à Cambray l'artillerie et les munitions de guerre qu'on y avoit trouvées[2].

1. L'expédition fut conduite par le maréchal de Montesquiou : « Elle est assurément des plus hardies, » écrit Villars à Voysin, le 24, « pour moi, ayant trouvé les troupes sur les postes qu'elles venoient d'occuper, je voulus faire connoître à l'officier et au soldat que l'extrême valeur diminue toujours le péril, et je le priai de voir le peu de corps morts de nos troupes : je n'en trouvai pas quatre; il est bon de faire connoître par de tels exemples que rien n'est meilleur que d'attaquer hardiment et sans tâtonner. Les soldats me répondirent que, quand ils seroient menés par d'aussi braves officiers, ils feroient toujours bien. »

2. L'historien de Marlborough, Coxe, affirme que la prise d'Ar-

Ce dernier succès fut le quatrième avantage que l'on eut sur les ennemis depuis le commencement de la campagne, et il est certain que le maréchal de Villars ne perdit aucune occasion d'attaquer tout ce qui pouvoit l'être.

On ne croit pas inutile de placer ici une lettre que le maréchal écrivit à Mme de Maintenon. Elle contient diverses circonstances très propres à faire mieux connoître la situation où les affaires étoient alors, et l'esprit qui régnoit à la cour.

Lettre du maréchal de Villars à Mme de Maintenon, du 29 juillet 1711.

J'espère, Madame, que Sa Majesté sera satisfaite de la guerre que nous faisons, et en attendant qu'il convienne à ses intérêts de chercher les grands événements, nous ne perdrons aucune occasion d'attaquer les ennemis si peu qu'ils laissent quelques corps de troupes mal placés, quelquefois séparés du gros de leur armée, des convois hasardés, des gardes grandes ou petites éloignées. Tout a été attaqué, battu et emporté dès que ces conjonctures se sont présentées, et, grâces à Dieu, sans aucune perte considérable. Mais, Madame, ce qui vous fera encore un plus sensible plaisir, c'est l'ordre et la discipline qui s'observent dans cette grande armée. On y voit les cavaliers et soldats éviter de marcher dans un champ semé de blé, que l'intérêt du roi oblige de conserver entier à la tête du camp, et tout cela, Madame, sans que depuis trois mois j'aie été obligé de faire mourir un seul homme. Il est peut-être sans exemple qu'une si grande armée se soit conduite si longtemps avec tant de sagesse.

Permettez-moi, Madame, de vous parler des frayeurs que l'on vous donne depuis quatre ans, et je puis en prendre la

leux fut une ruse de guerre imaginée par le général anglais pour amener Villars à raser un poste qui gênait ses projets ; il semble que Marlborough eût pu, à moins de frais, le raser lui-même.

liberté, puisque, grâces à Dieu, vous en devez être délivrée présentement. Quel est le général d'armée, hors moi ou le ministre, qui ne vous ait pas fait envisager une subversion de l'État, une fuite presque infaillible de Versailles, et vous savez, Madame, avec quelle fermeté le roi me fit l'honneur de me parler sur ces dangers évidents et sur les partis auxquels Sa Majesté se préparoit. Je ne pus retenir mes larmes quand ce grand roi me fit entrevoir à quels périls il pouvoit être exposé, et les résolutions aussi fortes que sages qu'il vouloit prendre dans ce cas-là.

De cet état affreux, nous en sommes à voir nos armées imposer aux ennemis, les leurs dans l'inaction, nos soldats demander une bataille avec ardeur, et enfin nous ne voyons plus d'obstacles à une bonne paix que de l'avoir peut-être trop désirée.

Vous me faites l'honneur de me dire, Madame, que vous voudriez bien ne me voir plus gronder. Mais permettez-moi la liberté de vous dire que les bons et fidèles serviteurs grondent souvent, que les mauvais, et ceux qui ne songent qu'à plaire pour leurs propres intérêts, approuvent toujours. Je devrois, Madame, être, ce me semble, un peu mieux connu du roi et de vous. Quelle intrigue me voyez-vous à la cour? Je n'écris au monde qu'au roi, à vous, Madame, très rarement, et au ministre par lequel le roi veut être informé des affaires dont il me fait l'honneur de me charger. Je suis comblé des bontés du roi, et je n'ai d'autre souci au monde que de le voir aussi bien servi qu'il mérite de l'être. On passe tout l'hiver à vous dire que je suis haï. Les courtisans répandent qu'il règne une discorde affreuse dans cette armée, et que tous les officiers généraux sont brouillés avec moi. Rien de plus faux; mais ils le disent, et, de ces discours répandus sans fondement, il en reste une impression, et même dans votre esprit, malgré la justesse de votre pénétration. J'aurai l'honneur de vous dire, Madame, que je ne suis brouillé avec personne dans l'armée, et que les gens de bien et de courage, ceux qui comptent plus sur leurs actions que sur la cabale, me regardent comme leur unique ressource. Mais ce nombre diminue tous les jours. Nous voyons depuis plusieurs années l'esprit de cour régner dans les armées, et

comment cela ne seroit-il pas si les protections de cour l'emportent sur les bonnes actions, et quand je désirerai plus de crédit, peut-être, Madame, penserez-vous que c'est par ambition et pour m'attirer plus de considération.

Dans qui, j'ose le dire, le roi a-t-il trouvé plus de vérité lorsque j'ai pris la liberté de parler des hommes? et en qui Sa Majesté peut-elle trouver une connoissance plus fidèle et plus sûre des gens de guerre que dans celui qui, depuis dix ans, les a toujours eus sous son commandement, et qui les voit agir tous les jours? Vous aurez bientôt la paix, je vous en assure, Madame, et vous verrez pour lors si je suis un homme de cour et d'intrigue. Je ne désirerai du crédit que pour le roi; si la guerre dure, je ne veux être cru que pour son service. Et plût à Dieu que je l'eusse été depuis dix ans! Il y a longtemps que le roi auroit donné la paix à ses ennemis, et si j'avois été honoré de la confiance de Sa Majesté (j'ose dire que je l'avois méritée) les trois fois que je suis entré dans l'Empire, elle pouvoit y donner la loi. La première, lorsque j'entrai en Bavière; la seconde, lorsque l'on prit en dix jours Hagueneau, Drusenheim, Lautterbourg et tous les postes des ennemis avec près de 5,000 prisonniers de guerre, et que j'envoyai courriers sur courriers pour demander que l'on ne fît rien en Flandres et que l'on me laissât agir dans l'Empire. Ce fut dix-neuf jours avant la malheureuse bataille de Ramillies. La troisième fois, quand, avec quarante bataillons, on força les lignes de Stoloffen, quelques troupes d'augmentation, au lieu de celles que j'eus ordre de détacher, nous soutenoient au milieu de l'Empire.

J'envoyai, pendant que j'étois à Bourbonne, un projet pour attaquer l'Allemagne le mois de mars dernier. Il sembloit que je prévoyois la mort de l'empereur; et présentement, Madame, je soutiens que pour ne rien faire il y a trop de troupes en Allemagne.

Cette lettre, Madame, est bien longue, et surtout quand je prends la liberté de vous supplier de n'en faire aucun usage; j'ose vous en conjurer, et de la brûler après l'avoir lue. Je désire seulement qu'elle me justifie auprès de vous sur mes gronderies, qui sont présentement d'autant plus mal fondées que je suis persuadé que nous touchons à la paix. D'ailleurs je suis

très content de M. Voisin que je tiens un fort bon secrétaire d'État, d'un travail et d'un ordre au-dessus de tout ce que l'on peut désirer[1].

Le 1er août, les ennemis marchèrent avec toute leur armée, comme s'ils avoient eu intention d'attaquer celle du roi, et ils retirèrent toutes les garnisons de Tournay, de Douay et de Lille. Le maréchal de Villars tira plusieurs pièces de campagne qui étoient dans Arras, au lieu des pontons qui lui étoient inutiles.

L'armée ennemie marcha le 3 août et s'étendit par sa droite; sa gauche occupoit un plus grand terrain. Le maréchal de Villars proposa au ministre de faire rapprocher le corps que commandoit le comte d'Estaing[2], d'autant que les ennemis n'en avoient pris aucun ombrage qui les obligeât à faire le moindre détachement. Son dessein étoit que ce corps fût en état de défendre le passage de l'Escaut. Mais l'opiniâtreté avec laquelle on l'avoit forcé, malgré ses représentations, à faire ce détachement[3] ne lui permettoit pas de le rappeler sans l'approbation de la cour.

1. Mme de Maintenon répondit par une lettre que nous avons publiée, et qui, sous la forme la plus exquise, donnait à Villars une leçon de tact et de soumission.

2. Fr. d'Esteing du Saillant, né en 1654, a les plus beaux états de services; mourut en 1732 lieutenant général et cordon bleu.

3. Villars oublie que le 30 il écrivait à Voysin que son intention était de renforcer le corps du comte d'Estaing et d'aller en prendre le commandement lui-même pour tenter une diversion en Brabant. Voysin approuvait ce plan le 2 août et ajoutait : « Le roi ne vous donnera point d'ordre qui vous gêne pour éviter une action. Sa Majesté ne vous en donnera point aussi pour en rechercher avec ardeur toutes les occasions, mais elle vous laissera la liberté de profiter de celles que les ennemis pourront vous fournir de les attaquer et de les combattre lorsque vous croirez

Le 4 août, les ennemis s'approchèrent de notre droite avec quarante escadrons. Le maréchal de Villars y marcha et ils se retirèrent dès qu'ils aperçurent ce mouvement.

La nuit, le maréchal de Montesquiou manda au maréchal de Villars que les ennemis marchoient à sa gauche, et qu'il comptoit qu'elle seroit attaquée à la pointe du jour. Mais dans le même temps un corps des ennemis de 12 à 15,000 hommes, marchant derrière Douay, passa le Sensay, qui, à cause de l'éloignement du comte d'Estaing, n'étoit plus défendu, et ce corps se plaça derrière le marais de Marquion. Le maréchal de Villars marcha dans le même moment pour suivre l'ennemi et envoya ordre au comte d'Estaing de se rapprocher de l'Escaut.

Les ennemis dans cette situation, il n'étoit plus possible d'éviter une bataille, et le maréchal de Villars s'y disposa pour le jour d'après. Le marquis de Geoffreville, lieutenant général de réputation, pressa fort le maréchal de Villars de se retirer vers Arras, disant que les ennemis le viendroient attaquer en tournant le petit ruisseau de Marquion. Le maréchal lui répondit : « Je leur épargnerai la peine de cette marche, puisque,

pouvoir le faire avec quelque avantage, ou au moins avec égalité. C'est l'esprit dans lequel est Sa Majesté et ce qu'elle m'a ordonné de vous mander. » — Villars répondait le 4 : « Je ne vois pas que le détachement de M. d'Estaing ait produit d'autre marche des ennemis que quelques bataillons qui sont allés à Bruxelles... Tout ce que l'on peut faire de mieux est de le rapprocher de Maubeuge... Je ne le ferai pas venir plus près de l'Escaut que vous ne m'ayez mandé si le roi le trouve bon. » Non seulement Voysin approuva, mais il envoya directement à d'Estaing l'ordre de distribuer ses quinze bataillons dans les places de Maubeuge, Bouchain, Valenciennes et le Quesnoy.

dès demain, je le passerai moi-même, et que j'irai les chercher dans la plaine de Cambray. D'ailleurs, si je faisois un pas en arrière, au lieu de l'ardeur que je connois dans l'armée, j'y jetterais de la terreur, et c'est un mauvais parti. »

Le 6, le maréchal fit marcher l'armée sur cinq colonnes, et l'on mit la droite à l'Escaut, la gauche au village de Sains sur le ruisseau de Marquion. L'ennemi avoit sa droite à Oisy et sa gauche à l'Escaut. Il y avoit une plaine de deux lieues entre les deux armées, sans qu'aucun ruisseau ni rivière pût empêcher une action générale. Il y avoit d'autant plus d'apparence que l'ennemi avoit paru la chercher et que le maréchal de Villars étoit affoibli par plusieurs détachements considérables, celui du comte d'Estaing composé de seize bataillons et de vingt escadrons ne pouvant joindre de deux jours le gros de l'armée.

Le maréchal de Villars disposa tout pour pouvoir marcher mille pas en avant sans perdre l'avantage de son poste qui étoit uniquement d'avoir ses flancs appuyés. L'ennemi ne trouvant nul obstacle, il n'étoit plus permis de mettre en doute s'il y auroit une bataille.

Aussi a-t-on su depuis que Cadogan et Goslinga, celui des députés des États qui les représentoit à l'armée, avoient fort pressé Marlborough de la donner, et qu'ils furent très étonnés de lui trouver une sagesse qu'ils désapprouvoient. Ils avoient même marqué un camp près Cambray.

Le 7 août, la pluie fut très forte, et l'on attribua l'inaction des ennemis à cette pluie, aussi bien qu'au dessein de se faire joindre par des corps de troupes qui étoient demeurés vers Douay. Mais, la nuit, leur

armée passa l'Escaut sans que l'on en eût le moindre avis[1].

Dans le moment, le maréchal de Villars fit travailler à des ponts sur le Sensay qui ne purent être achevés que le 8 au soir. Il fit passer ensuite une tête et occuper une hauteur, puis il fit travailler à établir une communication au travers du marais avec Bouchain; on en pratiqua même deux, et il fit entrer dans cette place Ravignan, maréchal de camp, avec 800 grenadiers et deux régiments de dragons dont on retira les chevaux. On y mit de l'argent et tout ce qui étoit nécessaire pour une longue défense, supposé que les ennemis pussent en faire le siège.

Leur premier soin fut de faire plusieurs ponts sur l'Escaut, et, dès que le maréchal de Villars eut achevé le sien sur le Sensay, il fit marcher le comte de Broglio avec un corps considérable pour s'approcher de Denain et s'opposer au passage de l'Escaut. Mais le

1. Villars dissimule le dépit que lui causa le passage par Marlborough des lignes qu'il croyait infranchissables. Par ce mouvement hardi le général anglais séparait l'armée française des places de Bouchain, de Valenciennes et du camp de Denain; il n'avait aucun intérêt à attaquer Villars; c'était au contraire à Villars à marcher à lui le 6 dans la plaine ouverte où il se tenait, et à l'acculer dans le triangle formé par la Censée et l'Escaut. Battu, Marlborough courait un grand danger; Villars s'excuse mal d'avoir hésité à l'attaquer. Marlborough se déroba le 6 au soir en passant l'Escaut et vint investir Bouchain. Voir la lettre de Marlborough (Coxe, VI, 68) qui explique son mouvement, démontre la faute qu'il eût faite en attaquant Villars le 7 dans ses fortes positions, affirme qu'il ne tomba pas une seule goutte de pluie et que son armée passa l'Escaut en plein jour sans que Villars eût fait un mouvement pour empêcher le passage. Saint-Simon s'est fait l'écho des critiques très vives que souleva, même dans l'armée, l'indécision de Villars.

comte trouva une partie considérable de leur armée déjà passée; ainsi le maréchal n'eut d'autre parti à prendre que de retrancher diligemment la hauteur qui étoit sur le village de Marquette, d'où le canon croisoit celui de Bouchain.

Le 10 août, à la pointe du jour, Albergotty lui manda que les ennemis marchoient à ses retranchements. Dès l'instant, il pria le maréchal de Montesquiou d'aller défendre Albergotty avec soixante bataillons, tandis que lui-même, avec tout le reste de l'armée, il passeroit l'Escaut sur quatre ponts déjà faits. Il marcha à l'armée des ennemis qui étoit entre Bouchain et lui, et avec une si prodigieuse diligence qu'il arriva sur la ravine de Non et commençoit à s'étendre sur celle de Huy, dans le temps que, sur un signal de trois coups de canon de celui qui commandoit la circonvallation de Bouchain, Marlborough, dont les troupes avoient déjà fait la prière et dont les détachements de grenadiers approchoient des retranchements que défendoit le maréchal de Montesquiou, revint à toutes jambes se placer dans ceux qu'il avoit autour de Bouchain.

Comme les deux ravins étoient assez difficiles à passer, le maréchal de Villars vit bien que l'armée ennemie seroit rentrée dans sa circonvallation plus de deux heures avant qu'il pût l'attaquer. Il se contenta d'avoir rompu le dessein qu'avoit l'ennemi d'attaquer la hauteur retranchée. Ce mouvement de guerre fut singulier, puisqu'il pouvoit se passer deux fort grandes actions entre deux armées séparées par deux rivières assez grosses. Cependant on fit travailler vivement aux communications par les marais avec Bouchain.

Le maréchal de Villars étant allé reconnoître les ouvrages des ennemis en deçà de l'Escaut, les carabiniers qui l'escortoient furent pressés par un corps de cavalerie, ils retournèrent, et en battirent les premières troupes; mais, les ayant poussées trop loin, ils furent ramenés. La perte fut plus grande du côté des ennemis, mais Clouet, brigadier et commandeur des carabiniers, fut pris.

Les communications au travers des marais étoient longues et difficiles, et les ennemis les troubloient autant qu'il leur étoit possible par un très grand feu de canon. Deux de nos officiers en furent emportés le 17, et notre canon tua le général de Roding qui commandoit le corps suisse des ennemis.

Le 18, le maréchal de Villars alla visiter la communication, et la trouva en état d'y mettre les troupes nécessaires pour la défendre. Le comte d'Estaing, qui y commandoit, eut ordre d'y entrer, et tous les détachements arrivèrent sur le bord du marais, le marquis d'Albergotty à la tête. Mais à peine le maréchal de Villars fut-il rentré chez lui qu'il apprit que cette communication venoit d'être emportée. Elle étoit cependant couverte d'un très grand fossé plein d'eau ; l'eau couvroit le marais partout, et un parapet de fascines, derrière lequel on pouvoit mettre trois rangs de mousquetaires, couvroit la communication entière jusqu'à Bouchain. Mais cinquante hommes que les ennemis envoyèrent, obligés de nager souvent pour reconnoître la communication, en approchèrent. C'en fut assez pour que messieurs les officiers généraux qui la devoient défendre la crussent perdue. Ils retirèrent leurs troupes sans attendre les ordres du maréchal de Villars que

cette nouvelle outra de douleur. En effet, cette communication, qui donnoit le moyen de soutenir Bouchain par des secours continuels, en auroit empêché la prise aux ennemis, et l'on vit depuis, dans toutes leurs gazettes de Hollande, qu'ils étoient persuadés que 50 hommes la pouvoient défendre contre 4,000[1].

Le 19, le maréchal de Villars envoya Contade[2], major général de l'infanterie de l'armée, exposer au roi la situation de son armée et de celles des ennemis, et l'impossibilité qu'il y avoit de traverser leur entreprise sur Bouchain sans se commettre à une bataille très dangereuse, les ennemis ayant la liberté de pousser leurs attaques sous le canon de l'armée du roi sans qu'elle pût aller à eux, parce que le marais de Marquette les couvroit et rendoit toute action presque impossible.

A peine la communication du marais avoit-elle été emportée que le maréchal de Villars, pour ne rien laisser d'intenté, fit travailler à cinq ou six redans, qui, protégés par le feu de sa hauteur retranchée et

1. Villars ne pouvait se faire d'illusions sur la mauvaise impression que ferait à Versailles la nouvelle d'un investissement opéré ainsi en sa présence, et de la chute certaine de Bouchain. « Vous devez tout tenter et tout faire, » avait écrit Voysin de la part du roi le 14 juillet, « pour empêcher ce siège... Il est presque incroyable que les ennemis puissent le faire. » Aussi chargea-t-il Contades, homme habile et bien en cour, d'apporter sa justification. Contades réussit dans une certaine mesure. Les lettres de Voysin, de Mme de Maintenon témoignent de plus d'inquiétude que d'irritation ; mais le langage des courtisans fut très sévère pour Villars. Voyez Saint-Simon, IX, 110.

2. Georges-Gaspard de Contades était alors brigadier ; il fut lieutenant général en 1720 et mourut en 1735 en revenant d'Italie. Son fils fut le maréchal de Contades.

par celle de Bouchain, auroient pu les soutenir, si on avoit eu le temps de les achever.

Mais, dès les premiers moments que l'ennemi s'en aperçut, il fit avancer une partie de l'armée à laquelle le maréchal de Villars ne pouvoit marcher, parce qu'elle étoit, comme nous l'avons dit, couverte du marais de Marquette.

Jamais fin de campagne n'a fait une plus cruelle peine à un général appliqué et qui désiroit passionnément d'agir, et pour sa gloire, et pour le service de son maître. On a vu que le maréchal avoit pressé par trois courriers différents pour obtenir la liberté d'attaquer l'armée ennemie campée dans les plaines de Lens. Depuis ce temps-là, on l'avoit affoibli par trois détachements très considérables, qui furent envoyés inutilement sur le Rhin. On l'obligea encore, malgré lui, à un quatrième détachement sous les ordres du comte d'Estaing, qui affoiblit tellement sa droite que les ennemis paroissant vouloir attaquer la gauche de l'armée, qui étoit sous les ordres du maréchal de Montesquiou, comme on l'a vu ci-devant, firent marcher derrière Douay un détachement de huit à dix mille hommes, qui leur assura le passage du Senset. Leur dessein étoit d'investir Cambray, et leur camp étoit déjà marqué dans cette vue.

Le maréchal de Villars y marcha et se mit en bataille dans les plaines de Cambray, ne pouvant pas croire qu'un ennemi, qui la lui avoit présentée, manquât l'occasion de la donner à terrain égal, surtout l'armée du roi ayant été affoiblie par des détachements de plus de 30 bataillons et de 45 escadrons.

Cependant, au lieu de combattre, l'ennemi prit le

parti de passer l'Escaut toute la nuit, et le maréchal de Villars auroit encore sauvé Bouchain, si la communication qu'il avoit pratiquée au travers des marais n'avoit été abandonnée par la faute des officiers généraux.

Les ennemis commencèrent à battre Bouchain le 30 août, avec cinquante pièces de canon et trente mortiers.

Le 31, on fit les dispositions nécessaires pour attaquer un camp que l'ennemi avoit à Hordain sur le bord du marais, fort près de Bouchain. Il falloit passer l'Escaut sur des ponts que l'on ne put jeter qu'au-dessus d'Etrun, et pendant la nuit, pour cacher ce dessein aux ennemis avec une extrême précaution, puisque les moindres démonstrations le rendoient impossible : pour cela, le maréchal de Villars mena de grand jour les officiers généraux et les brigadiers d'infanterie qui devoient commander les quatre détachements, pour leur marquer à chacun l'endroit qu'ils devoient attaquer la nuit. M. de Châteaumorant[1] commandoit le plus fort, le marquis de Montgon attaquoit la droite avec les grenadiers du régiment des gardes ; les marquis de Soyecourt et de Fénelon, qui avoient chacun 500 hommes sous leurs ordres, attaquèrent les premiers, et le secret et le silence pour la marche furent si bien observés, qu'ils arrivèrent sur les faisceaux des bataillons ennemis dans le moment que les sentinelles crioient qui vive. Ces quatre bataillons furent entièrement défaits. Tout fut pris ou tué

1. J.-Fr. Joubert, marquis de Châteaumorand, d'abord marin, fut un excellent brigadier de cavalerie : mourut en 1727 lieutenant général et commandeur de Saint-Louis.

avec le maréchal de camp qui les commandoit nommé Borch[1].

D'Aubigni et Livri, brigadiers d'infanterie, attaquoient les détachements des ennemis qui gardoient les ponts d'Etrun. Tout y fut encore tué ou pris, et l'affaire finit à la pointe du jour, qui fit voir l'armée entière des ennemis marchant sur Hordain. Mais les troupes du roi repassèrent l'Escaut avant que de pouvoir être attaquées. Le marquis de Fénelon[2] eut la jambe cassée d'un coup de fusil, et le lieutenant-colonel de Picardie fut dangereusement blessé.

Les premiers détachements de nos troupes avoient eu ordre de prendre à revers la communication dont nous avons parlé ci-devant, et qui aboutissoit à Hordain. Cet ordre avoit été donné pour ne rien laisser d'intenté, mais avec peu d'espérance de succès, et c'étoit beaucoup que d'enlever un camp sous le mousquet des retranchements des ennemis, ayant à passer l'Escaut presque sous le feu de ces quatre bataillons.

On prit douze drapeaux dans cette action, et cependant le maréchal ne voulut pas envoyer d'officiers porter cette nouvelle, ne trouvant pas aucune action considérable lorsqu'on prenoit Bouchain devant lui.

Le même jour, M. de Coigny eut ordre d'attaquer un fourrage des ennemis, et il le fit avec tant de succès que le lieutenant général Ersbach, qui commandoit, fut pris, et un officier général nommé Vasnar, avec grand nombre d'officiers, de cavaliers et de chevaux. On ne

1. Qu'on a vu depuis l'un des principaux ministres du roi de Prusse (note de X.).

2. Gab.-F. de Salignac devint lieutenant général, ambassadeur en Hollande, et fut tué au siège de Mons en 1746.

négligeoit aucune occasion de nuire aux ennemis, et l'on en trouvera plusieurs, dans cette campagne, toutes heureuses, qui marquoient que le maréchal de Villars faisoit la guerre avec la plus vive attention. Il pouvoit l'espérer heureuse de tout point, si l'on avoit suivi ses projets sur les grandes vues, mais il n'avoit une liberté entière que sur les médiocres.

Cependant les ennemis avançoient toujours leurs attaques, battant Bouchain avec cinquante pièces de canon.

Le maréchal de Boufflers, capitaine des gardes du corps, mourut en ce temps-là. Le roi destinoit naturellement ses charges aux maréchaux de France qui étoient à la tête des armées, et le maréchal de Villars y avoit la première part. Il s'en donna l'exclusion sur l'incommodité que lui causoit sa blessure et qui ne lui permettoit pas de suivre le roi. Mais la véritable raison étoit un éloignement naturel pour toute assiduité de courtisan, préférant sa liberté à l'honneur que donnent les belles charges d'être toujours auprès du roi, et de le suivre partout quoiqu'on ne soit pas en quartier. Ainsi, en ne profitant pas du pouvoir d'être incessamment auprès du maître, c'étoit s'exposer à ne lui pas être agréable, mais en profiter, c'étoit n'être plus à soi-même, et c'est à quoi le maréchal de Villars ne pouvoit renoncer, lui qui d'ailleurs étoit ennemi de toute assiduité et de tout manège de cour. Mme de Maintenon et tous ses amis le pressèrent en vain de songer à ces places d'ordinaire si briguées. Elle lui manda qu'il lui étoit surprenant et nouveau qu'il s'en donnât lui-même l'exclusion[1]. La maréchale,

1. La lettre de Mme de Maintenon, que nous avons publiée, est

sa femme, le sollicita inutilement de son côté; rien ne put l'ébranler.

Le 7 septembre, le maréchal de Villars ayant été pressé par divers ingénieurs et officiers qui connoissoient parfaitement la ville de Douay de tenter un moyen de surprendre cette place, et le marquis d'Albergotty lui-même, qui l'avoit défendue, voyant de la possibilité dans le projet, un nommé du Limon, partisan, devoit, avec plusieurs petits bateaux, s'approcher d'une muraille assez basse. Le comte de Villars le soutenoit avec des détachements de grenadiers, et le maréchal de Villars s'étoit avancé avec un corps de cavalerie pour appuyer et soutenir ces premiers corps. Mais, du Limon ayant été découvert, l'entreprise manqua.

Le 11 septembre, les ennemis, à la pointe du jour, attaquèrent les ouvrages détachés de la basse ville de Bouchain. Ils furent soutenus, mais les ouvrages étant fort ruinés par le canon des ennemis, Ravignan les fit abandonner la nuit du même jour.

M. le maréchal de Villars pressa fort M. Voisin, ministre de la guerre, de venir passer deux jours à l'armée pour connoître par lui-même l'état fâcheux des subsistances et la situation de l'armée; mais ce ministre s'en défendit.

Le 12 septembre, la garnison de Bouchain battit la chamade à dix heures du matin. Le feu discontinua et

loin d'être aussi pressante : « Le parti que vous prenez, écrit-elle, est d'un homme de bonne foi qui ne veut point entreprendre *ce qu'il ne sauroit faire,* » et la réponse de Villars semble indiquer un certain dépit d'avoir été si vite pris au mot et écarté « de la plus belle et la plus désirable charge qu'il y ait à la cour. »

recommença peu d'heures après. Le même jour, la garnison se rendit, comptant n'être pas prisonnière de guerre. Mais, par la faute capitale d'avoir livré une porte sur la parole d'un officier général des ennemis sans signer la capitulation, elle fut réduite à la malheureuse destinée de plusieurs places : aventures honteuses pour la nation, puisque les demi-lunes étoient encore au pouvoir des assiégés aussi bien que la basse ville. Le maréchal de Villars avoit pressé le roi d'employer une sévérité nécessaire, et avoit même obligé à juger la lâcheté du commandant d'Exilles dans un conseil de guerre qui le condamna à tout ce qu'il y avoit de plus honteux, à une prison perpétuelle, et à être dégradé par le bourreau. Il avoit choisi MM. de Ravignan et d'Affry comme officiers généraux distingués par leur courage; ils en avoient montré beaucoup, et leur défense fut belle jusque-là, mais leur malheur et la facilité des défenses misérables de ce temps-là l'emportèrent.

Le sieur de Bernières, intendant de l'armée, étant très mal, le maréchal chargea de l'intendance le sieur Le Blanc, depuis secrétaire d'État de la guerre.

L'officier général, qui avoit promis capitulation à la garnison de Bouchain, se disculpa en déclarant à tous les officiers de la garnison qui sortoient que ce n'étoit pas sa faute.

Le maréchal de Villars écrivit à ce sujet une lettre très vive au duc de Marlborough[1], se plaignant à lui du manquement de parole donnée par ordre du géné-

1. Cette correspondance et le mémoire de M. de Ravignan sont imprimés dans Pelet, X, 667-671.

ral Fagel qui commandoit au siège. Marlborough se disculpa en désavouant l'officier qui avoit promis capitulation, et Fagel, par de mauvaises raisons, abandonna l'officier. Quoi qu'il en soit, les commandants de la place eurent tort, puisqu'ils livrèrent une porte sans avoir une capitulation signée.

Le 26 septembre, le maréchal de Villars apprit que les ennemis renvoyoient leur gros canon, et il compta la campagne finie.

Le comte de Saillant ayant proposé au maréchal de Villars de faire contribuer des pays qui n'étoient pas sous contribution, et l'ayant assuré que le colonel Dumoulin se chargeroit de l'entreprise, le maréchal de Villars lui envoya les troupes nécessaires pour cette expédition que le colonel Dumoulin exécuta avec tout le courage et toute la capacité qu'il étoit possible de désirer.

Le 1er octobre, il commença à mettre sa cavalerie à couvert dans les villages les plus voisins du camp, et l'on prit toutes les mesures possibles pour l'empêcher de dépérir, au moins pour donner le couvert à tous les chevaux maigres, qui, sans ce soulagement, périssent d'ordinaire à la fin d'octobre.

Le 28 de ce mois, l'armée ennemie commença de son côté à se retirer, et la partie qui étoit au delà de l'Escaut repassa cette rivière. Ce jour-là, son quartier général fut à Marchienne, et le maréchal dépêcha un courrier au roi pour l'en informer. Ce courrier apporta, à son retour, les derniers ordres pour envoyer toutes les troupes en quartier d'hiver avec une permission au maréchal de Villars de se rendre à la cour. Le roi l'y reçut avec beaucoup de bonté et lui dit : « Vous

nous avez bien pressés pour avoir la liberté de combattre dans les commencements de la campagne, mais les apparences de paix ne le permettoient pas, et, si l'on vous avoit cru, nous ne nous serions pas exposés à perdre Bouchain[1]. »

1712. L'hiver fut fatal à la France et bien cruel pour le roi par la perte du Dauphin, de la Dauphine et du duc de Bretagne, deuil d'autant plus triste que toutes ces morts arrivèrent en huit jours. Mme la Dauphine, princesse très aimable et fort tendrement chérie du roi, tomba malade un jour qu'elle devoit venir souper chez le maréchal de Villars. Son mal commença par une douleur de tête très violente, plusieurs marques de rougeole parurent ensuite, et elle fut emportée en cinq jours de maladie. La cour alla sur-le-champ à Marly. Le Dauphin tomba malade trois jours après, les symptômes du même mal parurent, et il ne fut malade que trois jours.

Dans la même semaine, les deux princes furent également attaqués; on les fit baptiser en même temps, et le roi s'attendoit à les perdre tous deux. Le duc de Bretagne mourut, et le peu de remède que l'on fit au prince, son frère, qui est le roi régnant aujourd'hui, le sauva du péril et le conserva. On vit donc sur le même mausolée le père, la mère et leur fils aîné, spectacle terrible et bien cruel pour le roi qui soutint ces malheurs avec une fermeté héroïque, donnant lui-

1. Il est permis de croire que Villars force un peu la note; il fut pourtant bien reçu. Saint-Simon le constate; au sortir de l'audience royale, il écrivit à ses amis et à sa famille une sorte de lettre circulaire qu'on trouvera ci-dessous à l'appendice.

même tous les ordres pour la pompe funèbre, et réglant jusqu'aux moindres difficultés du cérémonial.

Il y en eut une sur la préséance au cérémonial de l'eau bénite. Les ordres du roi furent que les ducs marcheroient immédiatement après les princes du sang, au rang de leûr duché, et que si les princes se présentoient, excepté ceux de Lorraine, ils ne passeroient qu'à leur rang de ducs.

Le maréchal de Villars avoit couché à Maisons, et, lorsqu'il en revint, il trouva le roi se promenant dans les jardins de Marly, et qui lui dit : « Vous devez aller dîner à Versailles. » Ils savoient que les ducs devoient aller dîner chez le duc d'Antin, et ensuite suivre M. le duc d'Orléans. Ils marchèrent, ayant chacun un gentilhomme qui portoit leur manteau, et les hérauts d'armes leur firent les mêmes traitements qu'à MM. les princes du sang.

Tout le reste du mois de février fut aussi triste que les funestes événements qui accabloient la cour.

Le 11 avril, le maréchal de Villars, étant à Paris, reçut une lettre de M. Voysin, qui lui mandoit que les troupes des ennemis se mettoient en mouvement, et que le maréchal de Montesquiou, qui commandoit en Flandres, avoit fait avancer celles du roi derrière la Scarpe et la Sensée. On donna les ordres pour faire venir, le 19 avril, sur la Somme, la maison du roi, et le roi manda au maréchal de Villars de se rendre incessamment à Marly pour recevoir ses ordres et prendre congé de lui.

Le maréchal se rendit à Marly le même jour, et le roi lui manda de se trouver chez lui le 12 sur les cinq heures du soir. Ce grand prince paroissoit au

milieu de ses courtisans sans verser une larme; mais il ne crut pas être obligé à la même contrainte devant le maréchal de Villars. Son cœur s'ouvroit en sa présence sur tous ses malheurs domestiques, et il lui dit : « Il y a peu d'exemples de ceux qui m'arrivent, et que l'on perde dans la même semaine son petit-fils, sa petite-belle-fille et leur fils, tous de très grande espérance et très tendrement aimés. Dieu me punit, je l'ai bien mérité; j'en souffrirai moins dans l'autre monde. Mais suspendons mes douleurs sur les malheurs domestiques, et voyons ce qui se peut faire pour prévenir ceux de l'État.

« La confiance que j'ai en vous est bien marquée, puisque je vous remets les forces et le salut du royaume. Je connois votre zèle et la valeur de mes troupes. Mais enfin la fortune peut vous être contraire. S'il arrivoit un malheur à l'armée que vous commandez, quel seroit votre sentiment sur le parti que j'aurois à prendre sur ma personne? »

A une question aussi grave et aussi importante, le maréchal de Villars demeura quelques moments dans le silence. Sur quoi le roi reprit la parole et dit : « Je ne suis pas étonné que vous ne répondiez pas bien promptement. Mais en attendant que vous me disiez votre pensée, je vous apprendrai la mienne. » — « Votre Majesté, répondit le maréchal, me soulage beaucoup. La matière mérite de la délibération, et il n'est pas étonnant que l'on demande la permission d'y rêver. » — « Hé bien, dit le roi, voici ce que je pense, vous me direz après votre sentiment. Je sais tous les raisonnements des courtisans; presque tous veulent que je me retire à Blois, et que je n'attende pas que

l'armée ennemie s'approche de Paris, ce qui lui seroit possible, si la mienne étoit battue. Pour moi, je sais que des armées si considérables ne sont jamais assez défaites pour que la plus grande partie de la mienne ne pût se retirer sur la Somme. Je connois cette rivière, elle est très difficile à passer; il y a des places, et je compterois de me rendre à Péronne ou à Saint-Quentin, d'y ramasser tout ce que j'aurois de troupes, de faire un dernier effort avec vous et de périr ensemble ou sauver l'État, car je ne consentirai jamais à laisser approcher l'ennemi de ma capitale. Voilà comme je raisonne : dites-moi présentement votre avis. »

« Certainement, répondit le maréchal, Votre Majesté m'a bien soulagé, car un bon serviteur a quelque peine à conseiller au plus grand roi du monde de venir exposer sa personne. Cependant j'avoue, sire, que, connoissant l'ardeur de Votre Majesté pour la gloire, j'aurois pris la liberté de lui dire que les partis les plus glorieux sont aussi souvent les plus sages, et que je n'en vois pas de plus noble pour un roi aussi grand homme que grand roi, que celui auquel Votre Majesté est disposée. Mais j'espère que Dieu nous fera la grâce de n'avoir pas à craindre de telles extrémités et qu'il bénira enfin la piété, la justice et toutes les vertus qui règnent dans toutes vos actions. »

Le maréchal de Villars se rendit, le 20 avril 1712, à Péronne, et il trouva, par toutes les connoissances que lui donnèrent les officiers généraux qui commandoient l'hiver sur la frontière, que les ennemis pouvoient mettre près de 180 bataillons en campagne pendant

que le maréchal de Villars en avoit 140[1]. Il apprit aussi que les troupes des ennemis commençoient à se mettre en mouvement. Comme il manquoit de chevaux, il lui étoit presque impossible de mettre son artillerie en campagne, et il fut obligé de se servir de ceux des vivres pour faire avancer trente pièces. Les ennemis en avoient près de cent trente.

Cependant il fit avancer les comtes de Coigny et de Broglio derrière la Scarpe pour s'opposer aux premières démarches des ennemis. Son dessein étoit de se placer de manière que l'ennemi ne pût passer l'Escaut devant lui; mais le manque d'artillerie de campagne lui donnoit de trop vives inquiétudes, aussi bien que ses vivres sur lesquels il ne pouvoit compter, de manière que ses mouvements n'y fussent assujettis. Il ne pouvoit même tenir la cavalerie ensemble, parce qu'il étoit obligé de la laisser près de ses subsistances.

Le 2 mai, les ennemis commencèrent à passer l'Escaut et le maréchal de Villars rassembla la plus grande partie de ses troupes sous Cambray. Il paroissoit que les ennemis avoient pour premier objet de chercher à combattre, et c'étoit le parti le plus raisonnable, surtout ayant les Anglois avec eux dont ils commençoient à craindre la séparation. Pour cela, il falloit passer l'Escaut en présence de l'armée du roi, et ils ne le pouvoient faire avec quelque apparence de succès qu'en remontant vers la source de cette rivière. Un tel dessein ne pouvoit s'exécuter qu'avec toutes

1. L'ordre de bataille du 26 mai, conservé au dépôt de la guerre, porte 133 bataillons et 252 escadrons. Pelet, XI, 460.

leurs forces réunies, et les troupes impériales ne pouvoient guère les joindre avant le 15 mai. Cependant leurs préparatifs étoient immenses, surtout en équipages de vivres, faisant suivre leurs armées par tous les chariots du pays outre les caissons ordinaires.

En attendant, le maréchal de Villars alla visiter lui-même tous les différents postes qu'il pouvoit occuper dans les diverses marches que les ennemis feroient pour s'approcher de lui. Les écrivains de l'armée envoyoient une infinité de projets à la cour qui ne laissoient pas d'embarrasser le ministre, qui rejetoit une partie de l'embarras sur le général obligé de faire voir la fausseté de ces projets.

Le comte de Saillant, commandant à Namur, lui manda que les troupes qui devoient joindre les ennemis recevoient courriers sur courriers pour presser leur marche, et qu'il y avoit des régiments de cavalerie qui avoient fait dix lieues en un jour.

Le 16 mai, le maréchal de Villars se crut obligé d'envoyer au roi par un courrier un projet que lui apporta le maréchal de Montesquiou. Ce dessein étoit de faire une ligne de la tête de l'Escaut à la Somme vers Saint-Quentin. Un pareil projet marquoit à l'ennemi qu'on lui abandonnoit toute la Champagne, content de tenir les têtes de la Somme et de l'Escaut. Le maréchal de Villars étoit bien éloigné d'un parti si dangereux pour l'État et si honteux pour la gloire de nos armes, surtout dans un temps où il y avoit une négociation très avancée avec l'Angleterre. Mais, comme le maréchal de Montesquiou étoit un de ceux qui envoyoient le plus de projets à la cour, le maréchal de Villars ne fut pas fâché que ce maréchal se dît auteur de celui-là, et qu'il

le fit passer par lui. Mais il manda au roi en même temps que, bien qu'il pensât d'une manière tout opposée, la déférence qu'il devoit à un maréchal de France, son confrère, ne pouvoit exiger moins que de faire connoître ses vues au roi.

Cependant les négociations à Utrecht étoient languissantes. Les Anglois vouloient la paix, mais tout le reste de la ligue y étoit entièrement opposé. Le duc d'Ormond, commandant les troupes d'Angleterre, étoit un homme d'un grand courage. On lui avoit donné le chevalier Hammer pour le retenir; mais le prince Eugène le piquant d'honneur, il n'étoit pas hors d'apparence qu'il ne l'engageât à une grande action.

Le maréchal de Villars, après avoir étudié avec une grande application tous les différents partis que l'on pouvoit prendre, n'en trouva pas de meilleur que de défendre l'Escaut jusqu'à sa source, et de donner bataille si l'ennemi, tournant la tête de cette rivière, marchoit dans les plaines qui sont entre le Catelet et Saint-Quentin. Sa raison étoit qu'en lui laissant le pays libre, c'étoit en même temps s'exposer à le laisser maître d'attaquer nos places les plus importantes.

Le 24, les généraux ennemis longèrent la Seille.

Le maréchal de Villars fit la même chose de son côté, et ses houssards battirent une partie de l'escorte du général Top qui faisoit la charge de maréchal des logis général de l'armée. Tous les avis que l'on avoit des ennemis étoient qu'ils se mettoient en marche le jour d'après.

Le même jour, le maréchal de Villars reçut des ordres de la cour d'envoyer trente escadrons derrière

la Somme[1]. Ce détachement devant un ennemi qui avoit plus de 300 escadrons en front de bandière ne marquoit pas, de la part de la cour, une résolution bien déterminée pour une bataille, puisqu'alors on préfère le principal intérêt, qui est d'avoir ses forces ensemble, à la précaution d'empêcher des courses.

Le 25 mai, un courrier apporta au maréchal de Villars une dépêche du roi qui lui apprenoit, en lui ordonnant le secret, que la reine d'Angleterre défendoit au duc d'Ormond, général des troupes angloises, d'agir contre l'armée du roi. Le maréchal écrivit sur-le-champ au duc d'Ormond, sous le prétexte d'échanger le marquis d'Alegre, prisonnier en Angleterre[2].

L'armée des ennemis étoit campée alors, outre les quarante bataillons retranchés sous Bouchain, depuis Douay jusqu'à Denain, et tous les ponts étoient préparés sur l'Escaut. Elle passa cette rivière le 25 et mit sa droite à Bouchain et sa gauche vers le Câteau-Cambrésis.

Sur ce mouvement, le maréchal de Villars rassembla l'armée entière sur l'Escaut, le centre vers Cambray, et fit avancer le comte de Coigny avec un corps de dragons à Honneçourt.

Les Anglois marchèrent avec l'armée ennemie sans qu'il parût jusqu'alors aucun dessein de s'en séparer. Toute leur armée tenoit cinq lieues d'étendue en front de bandière.

1. La lettre est imprimée dans Pelet, XI, 457. Villars ne devait faire ce détachement que si l'ennemi gagnait les sources de l'Escaut.

2. Nous donnons la lettre à l'appendice. La réponse d'Ormond se trouve dans Pelet, XI, 462.

Le 27 mai, le maréchal de Villars reçut une réponse du duc d'Ormond par laquelle il ne pouvoit juger si les seuls Anglois nationaux demeureroient dans l'inaction, ou si ce seroient toutes les troupes étrangères à la solde de l'Angleterre, ce qui faisoit une grande différence, puisqu'il n'y avoit que dix-huit bataillons et seize escadrons anglois, et que les troupes que l'Angleterre payoit faisoient plus de 50,000 hommes au delà.

Dans la première supposition, la guerre continuoit toujours avec des troupes déjà très supérieures du côté des ennemis. Dans la seconde, l'état des choses étoit bien différent. On apprit, peu de jours après, que l'empereur et les Hollandois s'étoient rendus maîtres des troupes qui, n'étant point angloises, étoient soudoyées par l'Angleterre.

Le 28, le maréchal de Villars eut divers avis qui lui apprenoient des mouvements des ennemis qui marquoient des vues bien différentes. Les uns étoient qu'un corps considérable étoit déjà campé dans la trouée du bois de Bohain; les autres portoient qu'ils avoient fait marcher des troupes pour investir le Quesnoy. Sur cet avis, le maréchal de Villars manda au roi que, si les ennemis marchoient vers les plaines de Saint-Quentin, il suivroit son premier dessein, qui étoit de les aller combattre dès qu'ils entreroient dans le pays; que, s'ils faisoient le siège du Quesnoy et qu'ils demeurassent dans la situation où ils étoient, il les iroit combattre de même, mais que toutes les raisons de guerre vouloient qu'ils plaçassent leur armée derrière l'Écaillon, poste très assuré pour faire le siège du Quesnoy sans crainte d'être attaqué.

Il apprit en même temps que le prince Eugène avoit gagné quelques officiers pour se rendre maître de Péronne par des moyens assez praticables, et le maréchal donna tous les ordres possibles au commandant de cette ville pour n'avoir aucune surprise à craindre.

Le 29 mai, il fut informé que les généraux Cadogan et Top avoient été la veille au delà des bois de Bohain visiter les lieux où l'on pouvoit combattre, comme le maréchal de Villars y avoit été quelques jours auparavant. Tous les ordres étoient donnés à leur armée; elle demeura sous les armes, prête à marcher, jusqu'à quatre heures après midi, et le prince Eugène l'avoit déjà ébranlée, selon les apparences, sans le consentement du duc d'Ormond que l'on vit passer à toutes jambes à la tête de la ligne, allant de son quartier à celui du prince Eugène. Les détachements qui avoient marché vers le Quesnoy rentrèrent la nuit.

Le maréchal de Villars eut des confirmations le jour même que le prince Eugène avoit tout disposé pour une action sans l'avoir concertée avec le duc d'Ormond.

On sut aussi que 8,000 grenadiers avoient déjà occupé la tête des bois. Le duc d'Ormond, revenant de chez le prince Eugène, fit desseller la cavalerie de la gauche qu'il commandoit et l'envoya au fourrage.

Il est certain que, si le duc d'Ormond n'avoit pas reçu la veille des ordres de la reine d'Angleterre de s'opposer à une bataille, elle auroit été infailliblement donnée.

Le maréchal de Villars avoit toujours le temps de faire rejoindre le corps du comte de Coigny qui étoit

sous Saint-Quentin. Il lui manda cependant que, dès qu'il apprendroit que l'ennemi sortiroit des bois, il regagnât diligemment la tête de l'Escaut pour faire la droite de l'armée.

Les ambassadeurs du roi et autres mandèrent au maréchal de Villars qu'ils savoient positivement que le prince Eugène avoit mandé à Heinsius qu'il attaqueroit l'armée du roi le 31. Le duc d'Ormond fut obligé de lui montrer l'ordre qu'il avoit reçu de la reine d'Angleterre de s'opposer à une bataille.

Ce dessein rompu, les ennemis se déterminèrent au siège du Quesnoy. Ils passèrent la Seille le 9 juin et se postèrent pour assurer leur siège, mettant l'Escaillon devant eux.

Le 10 juin, le maréchal de Villars écrivit au duc d'Ormond que, le siège du Quesnoy étant formé par l'armée de la ligue, il le prioit de lui faire savoir si l'armée qui étoit à ses ordres concourroit à ce dessein; qu'il n'en pouvoit douter, dès qu'il le voyoit entrepris, puisque le prince Eugène ne l'auroit jamais osé sans cela; que l'incertitude où il étoit sur ce point l'empêcheroit de le troubler, ne pouvant marcher contre ses amis et ses ennemis sans les connoître[1].

Le duc d'Ormond fit réponse au maréchal de Villars qu'aucune des troupes qui étoient à la solde d'Angleterre n'étoient employées au siège du Quesnoy[2]. Sur quoi, le maréchal de Villars lui manda le 11 juin que cette réponse ne suffisoit pas, parce qu'il étoit résolu d'aller attaquer le prince Eugène, entreprise qui ne

1. Nous avons retrouvé la lettre elle-même dans les papiers d'Ormond. Nous la donnons à l'appendice.

2. Cette réponse est imprimée dans Pelet, XI, 462.

seroit pas dangereuse, si les troupes qui étoient à la solde d'Angleterre demeuroient neutres. Il demandoit sur ce point une repartie décisive, et l'on a cru devoir mettre ici la lettre entière que le maréchal de Villars écrivit au duc d'Ormond, en partie sur ce que ce général lui avoit mandé que l'on publioit dans l'armée confédérée qu'il avoit dit à un trompette du duc de Wirtemberg que la reine d'Angleterre avoit défendu aux troupes qui étoient à la solde d'Angleterre de rien entreprendre.

Lettre du maréchal de Villars du 11e juin au duc d'Ormond.

Je puis vous assurer, Monsieur, que je n'ai vu ni entendu aucun trompette de M. le duc de Wirtemberg et que je n'aurois pas dit à un trompette une chose dont je ne me suis pas même ouvert au maréchal de France, qui commande après moi. Ainsi, Monsieur, ce qui vous est revenu est une pure invention de ceux qui veulent établir, ce que les gazettes de Hollande ont déjà publié, que vous avez montré au prince Eugène des ordres de la reine pour ne rien entreprendre.

Je suis très aise, Monsieur, d'apprendre par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire que vous n'avez pas donné pour le siège un seul homme des troupes qui sont à la solde de la reine, tous les avis nous confirmant que l'investiture du Quesnoy était composée de troupes également prises sur les deux armées. Mais je dois vous demander encore un éclaircissement, qui est de savoir si toutes les troupes qui sont à vos ordres ne s'opposeront pas aux entreprises que l'armée du roi tentera certainement sur celle du prince Eugène, s'il veut continuer le siège du Quesnoy. Je n'attends que la réponse, que je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien me donner positivement sur cela pour me mettre en mouvement. Vous comprendrez aisément, Monsieur, que le roi voyant l'armée du prince Eugène entreprendre un siège et sachant que celle qui

est à vos ordres ne doit agir ni directement ni indirectement contre celle que j'ai l'honneur de commander, il me sauroit très mauvais gré de demeurer dans l'inaction. Je vous supplie, Monsieur, que la réponse dont vous voudrez bien m'honorer sur cela ne me laisse aucun doute et de me regarder toujours comme l'homme du monde qui a le plus d'honneur d'être, etc.

Le 13 juin, le duc d'Ormond manda au maréchal de Villars qu'il le prioit de ne rien entreprendre, et que la reine d'Angleterre prendroit incessamment sa dernière résolution ; mais que jusque là il seroit obligé de se défendre si on l'attaquoit[1].

Le 24, le maréchal de Villars apprit que la reine avoit déclaré à son parlement qu'elle étoit déterminée à la paix avec la France. Sur quoi, le duc d'Ormond aussi bien que le maréchal de Villars s'attendoient d'un moment à l'autre à une suspension d'armes.

Cependant, le siège du Quesnoy avançoit toujours, et, le 27 juin, les ennemis commencèrent à battre la place avec une artillerie très nombreuse.

Le maréchal de Villars avoit pris toutes les mesures possibles pour couvrir la frontière par des corps de troupes considérables commandés par MM. de Saint-Frémont et de Coigny, lieutenants généraux ; ces précautions n'empêchèrent pas cependant qu'un corps de 1,200 chevaux des ennemis ne traversât la Champagne et les évêchés, et ne se retirât ensuite en passant la Moselle et la Saarre sans nul obstacle. Tout le monde courut après et ne put ni le couper ni le joindre. Rien n'étoit plus facile, mais il ne fut pas estimé tel par ceux qui avoient eu ordre de couvrir le pays.

1. La lettre datée du 12 est imprimée dans Pelet, XI, 463. Ormond disait même qu'il défendrait le prince Eugène s'il était attaqué.

Le 28 juin, le maréchal fut informé par un homme de M. de Fénelon, archevêque de Cambray, que le duc d'Ormond avoit parlé à tous les officiers généraux qui commandoient les troupes à la solde d'Angleterre pour les engager à la suspension d'armes que la reine, sa maîtresse, avoit résolue. Mais ils répondirent tous qu'ils étoient aux ordres de M. le prince Eugène, jusqu'à ce qu'ils en reçussent de contraires de leurs maîtres, et tous ces mêmes généraux en avoient donné leur parole aux États de Hollande et au prince Eugène.

Sur cela, le duc d'Ormond dépêcha un courrier à la reine d'Angleterre pour lui faire connoître la surprise où il étoit d'une pareille résolution, et l'embarras où elle le mettoit pour sa conduite avec le maréchal de Villars, conduite qui assuroit aux ennemis la place du Quesnoy, sans que le général des François pût y mettre obstacle.

Aussi cette place se rendit honteusement le 3 juillet, la garnison prisonnière de guerre, quoiqu'elle eût encore deux fossés et une demi-lune très entiers. Le maréchal de Villars y avoit mis douze bataillons, deux régiments de dragons et le chevalier de Damas[1] pour maréchal de camp, auquel il avoit cru devoir prendre confiance par une grande réputation de valeur. Il lui dit même que la conduite de M. Labadie[2] dans la défense de Stervesvert lui en faisoit craindre une très

1. Jean-Jacques de Damas, frère cadet du comte de Ruffey, a de très beaux états de services. Lieutenant général en 1720, mort en 1739 à soixante-dix ans.

2. Charles d'Espalungue, s[r] de la Badie, était un très bon officier qui avait, en 1702, fait une belle défense dans Venloo. La localité désignée par Viliars est sans doute Stevensweert, située à dix lieues environ au sud de Venloo, sur la Meuse.

foible; qu'il le prioit de prendre l'autorité et de s'opposer à une reddition honteuse, s'il pouvoit en croire le gouverneur capable. Il recommanda la même chose à M. de Jarnac, brigadier d'infanterie, et ces deux officiers généraux signèrent très honteusement la capitulation. Ils furent très mal reçus par le maréchal de Villars, mais la place n'en fut pas moins prise.

Le 5 juillet, le maréchal reçut des ordres du roi, pour faire remettre la ville et la citadelle de Dunkerque aux Anglois, qui devoient quitter l'armée des confédérés.

Cependant, toutes les lettres de l'abbé de Polignac assuroient que les Hollandois persistoient dans la résolution de continuer la guerre, malgré la retraite des Anglois. De son côté, le maréchal de Villars voyoit toujours une grande incertitude dans la soumission des troupes qui étoient à la solde d'Angleterre. Le duc d'Ormond voulut se flatter qu'elles obéiroient à la puissance qui les payoit, mais ces troupes, qui voyoient la fin de leur subsistance dans celle de la guerre, étoient fort disposées à suivre les ordres de ceux qui leur faisoient espérer quelque continuation de solde.

On apprit alors que le prince Eugène assuroit les États Généraux que son premier objet étoit de combattre le maréchal de Villars à la première occasion. Comme ce général étoit dans le même dessein, nous verrons dans peu qu'il présenta la bataille aux premières démarches que firent les ennemis.

Le 17, le duc d'Ormond se mit en marche pour s'éloigner de l'armée de la ligue; mais il ne fut suivi que par le seul régiment des dragons de Valef-Lié-

geois[1]. Ainsi, les confédérés ne se trouvèrent affoiblis que de 18 bataillons et de près de deux mille chevaux anglois naturels.

Le même jour, l'armée ennemie passa l'Escaillon et se plaça le long de la rivière de Seille.

Le maréchal de Villars, voyant l'armée du prince Eugène en deçà de l'Escaillon, et lui-même désirant une bataille, fit donner l'ordre pour la marche de l'armée. Le 18, il fit battre la générale à la pointe du jour, et ne fit autre chose que mettre l'armée au delà de l'Escaut, laissant toute la plaine libre entre l'ennemi et lui, afin que le prince Eugène eût liberté entière de combattre, s'il vouloit tenir la parole qu'il avoit donnée aux États de Hollande[2].

L'ennemi s'étendit le même jour, et au lieu de songer à une bataille, sa gauche investit la ville de Landrecy.

Le 20 juillet, le maréchal de Villars alla reconnoître la position de l'armée ennemie, et trouva que l'on ne pouvoit attaquer tout ce qui étoit entre la Sambre et l'Escaut, le long de la Seille, qu'avec un très grand désavantage. Il fallut donc aller reconnoître le pays au delà de la Sambre, et c'est ce que le maréchal fit le 21. Il passa la Sambre à l'abbaye de Fémy et alla reconnoître autour de Landrecy les lignes auxquelles les ennemis travailloient avec une grande vivacité.

Il falloit que l'armée passât la Sambre, sans pouvoir

1. Et par un bataillon et quatre escadrons de Holstein.

2. Les mouvements de Villars pendant les journées du 17 au 23 juillet ont été l'objet de critiques assez vives et de discussions avec le maréchal de Montesquiou. Nous avons essayé d'établir la vérité dans notre étude sur Villars, t. II, p. 21-33. On trouvera ci-dessous, à l'appendice, les pièces officielles en petit nombre qui concernent cet intéressant point d'histoire.

donner grande inquiétude à la partie de celle des ennemis qui étoient derrière la Seille. Le maréchal rentra dans son quartier à trois heures après midi, et, malgré les difficultés que l'on trouvoit à l'attaque du camp retranché des ennemis à Denain, il se détermina à cette entreprise et ne la communiqua à personne. Pour mieux cacher son dessein, il fit toutes les dispositions pour passer la Sambre à l'entrée de la nuit, et pour attaquer un peu avant le jour les retranchements des ennemis autour de Landrecy.

Il chargea le comte de Coigny de faire préparer tous les ponts sur la Sambre, de faire travailler une grande quantité de fascines, et lui ordonna de se rendre à son quartier à toutes jambes, pour ne pas perdre de vue les soins dont il le chargeoit, et afin de pouvoir lui déclarer son véritable projet.

Sur les cinq heures du soir, le bruit se répandit dans l'armée que l'on attaqueroit les ennemis à la pointe du jour. Les marquis d'Albergotty et de Bousolles, lieutenants généraux, se rendirent chez le maréchal, et le premier lui dit : que l'honneur qu'il avoit de commander l'infanterie l'obligeoit à lui représenter qu'il alloit tenter une entreprise trop dangereuse, que, s'il en croyoit le succès possible, le bonheur qu'il auroit d'avoir une grande part à cette action, par le commandement de l'infanterie, le porteroit à la désirer ardemment ; mais qu'il ne pouvoit croire qu'elle pût réussir. Le maréchal de Villars lui répondit seulement : « Allez vous reposer quelques heures, M. d'Albergotty ; demain, à trois heures du matin, vous saurez si les retranchements des ennemis sont aussi bons que vous le croyez. »

Sur les six heures du soir, le maréchal de Montesquiou, que le maréchal avoit envoyé chercher, se rendit chez lui avec MM. de Contade, Puységur, Beaujeu[1], Montviel[2] et Bongard, officiers du détail. Il fit avec eux la disposition pour sa marche et envoya des houssards border la Seille et en occuper tous les passages, afin que personne du côté des ennemis et que nul déserteur de son armée ne pût leur donner aucun avis.

Il envoya aussi un parti de 300 chevaux sur la hauteur de Bouchain, afin que personne n'en pût sortir.

Toutes les mesures que l'on pouvoit prendre pour persuader que l'on vouloit attaquer la circonvallation de Landrecies furent employées, et toutes les petites et grandes ruses pour tromper l'ennemi, et même l'armée du roi, furent mises en usage[3]. Les généraux eurent ordre de se trouver avant la nuit à la tête de leurs lignes, et pour unique commandement, de faire ce qui leur seroit dit par les officiers du détail ci-devant nommés.

Le marquis de Vieuxpont eut ordre de marcher avec 30 bataillons et les pontons à Neuville-sur-l'Escaut et de jeter les ponts en arrivant, à quelque heure que ce

1. Eugène de Beaujeu était maréchal général des logis de la cavalerie, ce qu'on appellerait aujourd'hui chef d'état-major, depuis 1705; il le fut jusqu'en 1713, fut blessé à Fribourg et mourut maréchal de camp, gouverneur des Invalides en 1730 à soixante-quatre ans.

2. Jean-Baptiste de Vassal, chevalier de Montviel, servait depuis 1686. Maréchal de camp en 1734, il mourut l'année suivante à soixante-deux ans.

3. Voyez entre autres, à l'appendice, la lettre écrite à Saint-Frémont et qui était destinée à être interceptée.

fût. Le comte de Broglio, avec 30 escadrons, marcha le long de la Seille en s'approchant de l'Escaut.

Le comte de Coigny, qui étoit au delà de la Sambre, eut ordre de confirmer la nuit par un grand bruit de bois que l'on couperoit pour des fascines, et le plus près des lignes qu'il seroit possible que l'on attaqueroit même avant le jour. Enfin tout réussit, de manière que le prince de Savoie, comptant sur l'attaque des lignes, porta sur Landrecies le gros de ses forces, et surtout de son infanterie.

Le 23, à l'entrée de la nuit, le maréchal de Villars sortit de son quartier, et en même temps, les officiers du détail allèrent porter les ordres aux premières et secondes lignes de cavalerie de la droite et de la gauche et à l'infanterie.

L'opinion de la marche sur Landrecies étoit si bien établie dans toute l'armée que, lorsque les officiers dirent aux lieutenants généraux qui commandoient les ailes de faire marcher les droites pour retourner en arrière, plusieurs refusèrent pour quelques moments de les suivre. Enfin tout s'ébranla, et à la petite pointe du jour, comme le maréchal de Villars étoit à deux lieues de l'Escaut, le marquis de Vieuxpont lui manda qu'il étoit découvert et le pria de lui faire savoir ce qu'il devoit faire. Puységur proposa de marquer le camp dans l'endroit où l'on étoit. « A quoi diable songez-vous? » lui répondit le maréchal de Villars, et, en même temps, il envoya des officiers à toutes jambes ordonner à Vieuxpont de jeter les ponts, et lui-même il se mit dans sa chaise de poste pour aller plus vite. Quand il arriva sur l'Escaut, il y trouva plusieurs bateaux déjà posés et nulle opposition de la part de

l'ennemi. « Puisque j'en ai le temps, dit-il, buvons deux coups. » Il prit un buffle, qui est la seule arme défensive qu'il eût presque jamais portée, disant : « Ce buffle me porte bonheur. » Ensuite, il passa l'Escaut, faisant avancer un maréchal des logis avec dix cavaliers devant lui.

A peine avoit-il passé la rivière qu'il trouva un marais très fâcheux, couvert d'un pied d'eau, ce qui lui fit craindre que le peu d'obstacle qu'il avoit trouvé de la part des ennemis à faire ces ponts ne vînt de la confiance qu'ils avoient à ce marais. Cependant, il ordonna à la colonne qui passoit sur les ponts de la droite de suivre une chaussée qui menoit à une cense à deux cents pas de là, et qui, selon les apparences, tenoit à la terre ferme. Cependant, la tête de la brigade de Navarre traversa ce marais difficile. Le maréchal étoit à la tête, et, quoique bien monté et sur un très grand cheval, il eut de la peine à passer. Le régiment de Navarre et les soldats, dans la boue et dans l'eau jusqu'à la ceinture, le suivirent avec leur ardeur ordinaire.

La colonne de la droite, suivant la chaussée, ne trouva aucune difficulté, et l'on arriva à ces lignes que les ennemis appeloient le chemin de Paris. C'étoit une double ligne au milieu de laquelle passoient les convois qui venoient de Marchienne aux ennemis, et elle aboutissoit au camp retranché de Denain.

Cette double ligne étoit défendue par plusieurs redoutes qui furent emportées sans peine, et ce qui les gardoit fut pris ou tué.

Le maréchal fit mettre en bataille son infanterie dans le terrain qui étoit entre ces deux lignes, et, ne

voyant point arriver la tête de l'armée ennemie, il craignit que le prince de Savoye ne prît le parti de tomber sur son arrière-garde. Il retourna donc à toutes jambes à ses ponts et envoya ordre à tous ses officiers généraux qui étoient à la tête des troupes qui n'avoient point encore passé l'Escaut, au lieu de suivre en colonne, de marcher en bataille et d'entrer dans les anciennes lignes que les ennemis avoient faites autour de Bouchain, afin que, si le prince Eugène vouloit marcher à la partie de l'armée qui étoit encore au delà de l'Escaut, il la trouvât placée ayant une ligne devant elle.

Le maréchal retourna à toutes jambes à son infanterie, à laquelle il avoit ordonné de se mettre en bataille pour marcher aux retranchements. Il la trouva en bon ordre. Mais à peine l'eut-il jointe qu'il vit l'armée des ennemis arrivant sur l'Escaut, sur plusieurs colonnes.

Le marquis d'Albergotty vint lui proposer de faire des fascines. « Mais croyez-vous, » lui répondit le maréchal, en lui montrant l'armée ennemie, « que ces messieurs vous en donneront le temps? » Il est certain, en effet, que les minutes et les instants étoient très précieux, et que rien n'étoit plus dangereux que la proposition d'Albergotty. Il en faisoit quelquefois de pareilles, qui pouvoient le faire soupçonner de mauvaise intention; car le courage ne lui manquoit pas. Le maréchal lui dit : « Les seules fascines seront les corps de ceux de nos gens qui tomberont dans le fossé. »

Alors, il fit marcher son infanterie sur quatre lignes, et dans le plus bel ordre du monde. Son canon tiroit

de temps en temps, mais avec le peu d'effet d'une artillerie qui tire en marchant. Celle des ennemis fit de fréquentes salves.

Quand notre première ligne fut à cinquante pas des retranchements, il en partit un fort grand feu, qui ne causa pas le moindre désordre dans les troupes du maréchal. Lorsqu'elles furent à vingt pas, le feu redoubla, et deux seuls bataillons firent un coude. Tout le reste marcha avec le même ordre, descendit dans le fossé et emporta le retranchement avec une grande valeur. Il n'y eut de colonel françois tué que le seul marquis de Tourville, jeune homme parfaitement bien fait et d'une très grande espérance[1].

Le maréchal entra dans les retranchements à la tête des troupes, et il n'avoit pas fait vingt pas que le duc d'Albermale et six ou sept lieutenants généraux de l'empereur, qui étoient le prince d'Holstein, Sequigen et quelques autres, se trouvèrent au pied de son cheval. Il les pria de l'excuser, si les affaires présentes ne lui permettoient pas toute la politesse qu'il leur devoit, mais que la première étoit de pourvoir à la sûreté de leurs personnes. Il en chargea des officiers de considération, et appela dans le moment le comte de Broglio, et lui dit seulement : « Marchez, comte, à Marchienne. » Après quoi, il suivit les ennemis, qui ne songeoient qu'à fuir. Malheureusement pour eux, leurs ponts sur l'Escaut se rompirent par le désordre des chariots et par la précipitation des fuyards, et les 24 bataillons qui défendoient les retranchements furent entièrement pris ou tués. Ceux de l'armée du

1. C'était le fils du célèbre amiral de Tourville.

prince de Savoye étoient déjà sur le bord de l'Escaut, près d'un pont qui n'étoit pas rompu.

Ce prince fit quelques tentatives pour repasser l'Escaut et fit tuer 7 à 800 hommes assez inutilement; car, les troupes du roi bordant cette rivière, il n'étoit pas possible à l'ennemi de la repasser devant elles.

Le comte de Dona et plusieurs officiers principaux se noyèrent dans l'Escaut; et enfin les ennemis ne sauvèrent rien.

Le maréchal de Villars fit étendre l'armée le long de l'Escaut; elle fut fortifiée de la nombreuse garnison qui étoit devant Valenciennes et, peu de jours après, de toutes les troupes qui étoient du côté de la mer.

Le maréchal de Villars envoya le marquis de Nangis porter cette agréable nouvelle au roi, dont l'inquiétude n'étoit pas médiocre, surtout augmentée, comme elle l'étoit, par la terreur des courtisans.

Le jour d'après, on envoya au roi plus de 60 drapeaux pris sur les ennemis. Ce fut Villars[1], aide-major du régiment des gardes, qui fut chargé de les porter.

Le 26, on se rendit maître de Saint-Amand, de Mortagne, de Hasnon et de tous les autres postes que les ennemis avoient le long de la Scarpe, jusqu'à Douay, dans lesquels on fit 1,200 à 1,500 hommes prisonniers de guerre. Les ennemis eurent trois lieutenants généraux tués dans cette occasion.

Il ne restoit plus que Marchienne, fortifiée par les alliés avec d'autant plus de soin que c'étoit le dépôt de toutes les munitions de guerre et de bouche, le magasin de réserve d'où l'on tiroit toutes les subsis-

1. Cet officier n'avait aucun rapport de parenté avec le maréchal de Villars.

tances nécessaires pour les villes voisines, et une espèce de place d'armes où abordoient tous les grands bateaux qui venoient par l'Escaut et entroient par la Scarpe.

Le maréchal de Villars chargea le maréchal de Montesquiou de l'attaque de cette ville et le pria de demeurer avec les troupes qui l'attaquoient. Pour lui, il y alloit deux fois le jour, se tenant dans son quartier, qui étoit plus près de l'armée ennemie.

La rivière de la Scarpe étoit couverte d'un nombre infini de bélandres, de tartanes et autres bâtiments de mer. Dans ce moment, les ennemis jetèrent une quantité prodigieuse de poudre dans la rivière, en sorte qu'elle en étoit toute noire et que le salpêtre fit périr tous les poissons dont elle étoit couverte.

On trouva dans les bélandres des ennemis et autres bâtiments de mer, qui étoient au nombre de près de 200, 30 pièces de canon de 24, avec leurs affûts tout neufs.

Le maréchal, qui se trouvoit 40 bataillons de plus qu'avant l'affaire de Denain, comptoit, après la prise de Marchienne, aller chercher les ennemis, qui étoient encore devant Landrecies.

Marchienne fut pris le 30 avec près de 4,000 hommes, sans compter trois escadrons et un nombre prodigieux de matelots anglois et hollandois.

Le maréchal envoya le neveu du maréchal de Montesquiou en porter la nouvelle au roi et, le jour d'après, le s^r de Squiddy[1], son capitaine des gardes, porter les drapeaux et étendards.

1. Desguiddy, ou de Sguiddy, commandait la compagnie des

On apprit le même jour que les ennemis se disposoient à lever le siège de Landrecies. Le comte de Broglio fut envoyé, avec un corps de cavalerie, vers Douay, pour empêcher que les ennemis n'y fissent entrer des troupes, le maréchal songeant à en faire le siège, si les ennemis se retiroient de Landrecies.

Il alla le 1er août reconnoître l'armée des ennemis, résolu de l'attaquer, si elle vouloit continuer son siège. Il trouva qu'elle commençoit à s'ébranler pour se rapprocher du Quesnoy, et même que ses bagages tiroient vers Bavay, qui est le chemin de Mons.

Il reçut alors des lettres du roi du 3 août et des ambassadeurs de Sa Majesté à Utrecht, qui étoient dans une grande consternation avant l'affaire de Denain, mais dont le courage se releva infiniment après un événement si heureux. Jusque-là, en effet, les Hollandois parloient de la continuation de la guerre, comptant que cette campagne abattroit la France.

Le 2 août, le maréchal de Villars, voyant la levée du siège de Landrecies, alla très diligemment joindre le comte de Broglio près de Douay. Ce lieutenant général, très capable, lui montra le poste de Belleforière, que l'on pouvoit occuper pour assurer l'investiture de cette place, et, le maréchal de Villars l'ayant trouvé soutenable, on y travailla promptement. On résolut le siège dans le moment. L'ordre de marcher fut donné aux troupes, et le jour même que les ennemis abandonnèrent Landrecies, Douay fut investi.

L'électeur de Cologne, qui étoit à Valenciennes,

gardes personnels de Villars et comme tel était chargé de la rentrée des sauvegardes. Nous avons quelques lettres de lui.

donna une fête magnifique au maréchal de Villars dans le bois de Rumay. Il y invita le duc d'Albermale et les principaux officiers prisonniers des ennemis, quoiqu'ils ne pussent prendre beaucoup de part à ce divertissement.

On ordonna en même temps à tous les officiers d'artillerie et aux ingénieurs qui étoient dans les places voisines de se rendre au camp devant Douay. Quant à l'artillerie, celle qu'on avoit prise sur les ennemis à Marchienne suffisoit pour le siège.

L'armée ennemie, ayant quitté Landrecies, faisoit toute la diligence possible pour venir secourir Douay, et le maréchal de Villars pour mettre en bon état les postes qui pouvoient assurer cette conquête.

Le plus dangereux étoit celui de Belleforière. C'étoit un terrain de près d'une demi-lieue, qui étoit au delà de la rivière de Scarpe, et que l'armée ennemie pouvoit attaquer. Il y fit faire une bonne ligne avec un avant-fossé perdu, il coupa la rivière à Pontarache et, la barrant, fit regonfler les eaux devant cette ligne, en sorte que, dès le premier jour, elles remplissoient cet avant-fossé. L'endroit le plus embarrassant, après celui-là, étoit le terrain entre le Pontarache et le château de Lalaing, parce qu'il y avoit si peu de terre entre la rivière et les marais que les troupes pouvoient à peine y tenir. Mais en élevant un bon retranchement le long de la Scarpe, ce quartier pouvoit être mis en sûreté.

Le maréchal donna ordre au marquis d'Albergotty, qui commandoit dans ce quartier, d'y faire travailler jour et nuit. Il alla lui-même visiter les bords de la Deulle et ensuite le ruisseau de Lens jusqu'au mont

Saint-Éloy; car l'ennemi, n'attaquant pas les postes de Belleforière ou de Pontarache, n'avoit d'autre parti que d'aller passer la Deulle au Pont-Aventin, et ensuite de revenir pour attaquer entre le mont Saint-Éloy et Lens. Mais, pour cela, il falloit qu'il fît un grand tour, et le maréchal de Villars avoit toujours le temps de porter son armée de ce côté-là, sans être inquiet pour ses autres quartiers.

Pour assurer cette investiture, on occupoit près de vingt lieues d'étendue, c'est-à-dire depuis Marchienne jusqu'à Saint-Éloy; mais la nature des lieux étoit très favorable en ce qu'il n'y avoit de dangereux que les deux quartiers dont nous avons parlé, et qu'en les accommodant, on pouvoit être tranquille.

Le maréchal de Villars, revenu de Saint-Éloy, et visitant les ouvrages qu'il avoit ordonnés la veille, fut très surpris que M. d'Albergotty eût employé les travailleurs dans des endroits peu importants, et qu'il eût négligé ceux qui lui avoient été le plus recommandés. Il le trouva près du château de Lalaing avec le maréchal de Montesquiou et quelques autres officiers généraux qui soutenoient que l'entreprise de Douay ne pouvoit réussir, et qui le mandoient même aux ennemis, ou pour mieux dire, aux envieux que le maréchal de Villars avoit à la cour.

Nous avons déjà dit qu'Albergotty étoit malin. La proposition de faire des fascines dans le moment critique où il falloit attaquer à Denain, et cette négligence pour des ouvrages importants, malgré les ordres précis d'y veiller, tout cela irrita le maréchal de Villars, et au point qu'il le montra vivement à ces messieurs et qu'il leur dit: « Je n'y serai plus trompé; car mon

frère, Nangis ou Contade se relèveront et ne quitteront pas l'ouvrage qu'il ne soit parfait, et, quand je donne des ordres, je veux qu'on les suive. » Il marchoit seul, et voyant derrière lui le prince de Rohan qui venoit de quitter ces messieurs, il lui parla de sa juste peine sur la négligence des officiers généraux. Le prince de Rohan, qui avoit été quelque temps en conversation avec ces messieurs, imbu des mauvais discours qu'il venoit d'entendre, lui répondit : « La peine la plus grande est l'inutilité de toutes celles que nous nous donnons, car on ne sauroit prendre Douay. »

Le maréchal de Villars, tout en colère, lui dit : « Est-ce là, Monsieur, ce que vous venez d'apprendre de ces docteurs? Ils vous ont inspiré une très fausse doctrine. » Et, en même temps, il retourna sur ses pas, poussant son cheval vers eux. Ils s'écartèrent en le voyant revenir ainsi avec un visage animé, et, de son côté, le maréchal de Villars, qui vit cette compagnie séparée et rentrée pour l'éviter dans les rues du camp, fut bien aise que cette retraite lui évitât ce qu'il y auroit peut-être eu de trop vif de sa part.

Cependant l'armée ennemie s'approcha de celle du roi, et, le 12, elle mit sa droite à Carvin-Épinoy et sa gauche vis-à-vis l'abbaye de Flines. Le quartier du prince de Savoye étoit au château de Liès. Ce général fit venir de Tournay une grande quantité de canons, et tout ce qui pouvoit lui être nécessaire pour forcer un quartier.

On ouvrit la tranchée le 14 et l'on résolut deux attaques. La première par le régiment des gardes à la ville, la seconde par le régiment de Picardie au fort

de la Scarpe. On ne trouva pas nécessaire de former du premier jour la seconde attaque à la ville.

Cependant ces mêmes personnes, qui vouloient improuver l'entreprise de Douay, étoient appuyées à la Cour, et le roi, fatigué des mauvais raisonnements, dit tout haut à son lever: « Je reçus hier une lettre du maréchal de Villars, qui, ayant pris des mesures bien certaines pour assurer le siège de Douay, méprise tous les mauvais discours. Je lui mande que je méprise encore plus ceux que l'on tient ici. »

Le prince de Savoye espéroit toujours que, par un gros feu de canon, il pourroit pénétrer par le quartier de Belleforière, qui étoit même sous le canon du fort de la Scarpe. Il fit faire une quantité prodigieuse de fascines. On en voyoit élever des montagnes à la tête du camp des ennemis, et Albergotty eut encore l'imprudence de dire au maréchal de Villars que Douay seroit secouru et que son quartier seroit forcé. La repartie fut vive, et telle qu'elle devoit l'être. Le maréchal fut sur le point de lui ôter le commandement de ce quartier. Mais, pour éviter un déshonneur aussi marqué à un ancien lieutenant général, il y mit des officiers généraux de confiance et pria le comte de Broglio, dont le quartier joignoit celui-là, d'y donner une principale attention.

Les attaques de la ville embrassoient un grand terrain par l'incertitude où l'on étoit des endroits que l'inondation pourroit mettre à couvert.

Le 25 août, on établit des batteries sur le chemin couvert du fort de la Scarpe. Les batteurs d'estrade arrêtèrent cette même nuit plusieurs ingénieurs et artilleurs qui vouloient se jeter dans la place.

Le maréchal de Villars eut le malheur de perdre en ce même temps le comte de Villars[1], son frère, lieutenant général dans son armée, homme d'une très grande valeur et d'un très rare mérite. Ce fut une mortelle affliction pour lui, et qui troubloit cruellement la satisfaction qu'il pouvoit avoir des heureux succès que les armes du roi avoient sous ses ordres.

Le 26, les brèches étoient très avancées au fort de la Scarpe, par la vivacité avec laquelle le canon étoit servi.

Le 27, l'armée ennemie, trouvant des difficultés trop grandes à attaquer celle du roi, commença à se retirer après avoir mis le feu à ces amas prodigieux de fascines qu'elle avoit faits, et alla camper à Selin. Le même jour, la garnison du fort de la Scarpe battit la chamade sur les quatre heures du soir.

Le maréchal de Villars étant à la tranchée, il sortit des officiers pour la capitulation. Ils demandèrent quatre jours pour avoir le temps de recevoir des ordres du prince de Savoye : « Messieurs, leur répondit le maréchal de Villars, vous voulez bien que, sur votre proposition, j'assemble mon conseil. » Ils trouvèrent la sienne très raisonnable. Sur cela, le maréchal dit : « Messieurs les grenadiers, approchez, c'est votre conseil que je veux prendre. » — « Comment, dirent ces officiers, un conseil de grenadiers ! » — « Messieurs, leur dit le maréchal de Villars, en pareille occasion, je n'en prends pas d'autre. » Après quoi, il dit aux grenadiers : « Mes amis, ces capitaines des ennemis demandent quatre jours pour avoir le temps

1. Il mourut le 19 août devant Douai, de la fièvre.

de recevoir des ordres de leur général; qu'en croyez-vous? » La réponse des grenadiers fut : « Laissez-nous faire et dans un quart d'heure nous leur couperons... » Sur quoi, le maréchal dit aux officiers : « Messieurs, prenez votre parti. » Leur décision fut prompte, et, dans le moment, le fort fut rendu à discrétion.

Il sortit de cette place 350 hommes avec quatre capitaines et des subalternes à proportion, commandés par un colonel. On les envoya tous à Amiens.

Le maréchal de Villars alla loger près de la queue de la tranchée de la ville. L'éloignement de l'armée ennemie ne lui donnoit plus d'autres soins que celui de presser le siège de Douay le plus vivement qu'il pourroit.

Valory, lieutenant général et chef des ingénieurs qui conduisoient le siège, avoit mandé à M. Pelletier, qui avoit l'emploi des fortifications auprès du roi, que Douay tiendroit 30 jours de tranchée ouverte. Ce n'étoit pas le compte du maréchal de Villars, et il étoit habitué à mener les ingénieurs un peu plus vite que leurs règles.

Dans ce même temps, il avoit ordonné au comte de Saillant d'envoyer Pasteur, brigadier des troupes d'Espagne et très bon partisan, pour pénétrer dans la Hollande où il n'y avoit point de troupes. Il s'acquitta fort bien de sa commission, il alla fort près de Rotterdam et brûla les petites villes de Fort-Tolle et de Steimbourg[1].

Le 30, le maréchal de Villars passa la nuit entière à la tranchée pour faire attaquer le chemin couvert et

1. Tollen et Steenbergen, à l'embouchure de l'Escaut.

en assurer le logement. L'attaque fut très vive, et commença un demi-quart d'heure avant la nuit, étant nécessaire que les troupes sortent de la tranchée et arrivent de jour sur l'endroit attaqué.

Les troupes marchèrent à l'attaque du chemin couvert avec leur valeur ordinaire. Les grenadiers disoient devant le maréchal de Villars : « Nous allons relever les Hollandois. » Le logement fut établi avant minuit. Les ennemis voulurent le troubler par une sortie qui fut repoussée sur le champ. On ne perdit que 25 à 30 hommes et il y en eut près de 50 de blessés, entre lesquels étoient deux capitaines de grenadiers.

Le maréchal de Villars ordonna aux capitaines de grenadiers de prendre des cuirasses, et cette précaution en sauva plusieurs. Il avoit pour principe de conserver les troupes, et surtout les officiers, autant qu'il étoit possible, sachant bien que la perte d'un bon officier fait souvent manquer une action.

Clisson, capitaine aux gardes, reçut une très grande blessure. C'étoit un très bon officier et qui cherchoit avec ardeur toutes les occasions.

La nuit, on chassa les ennemis d'un ouvrage qui s'appeloit la redoute de Piedmont. Le marquis de Saint-Sernin, homme de très bonne volonté, y étoit volontaire quoique brigadier de dragons.

L'armée des ennemis se mit en mouvement le 2 pour se rapprocher de Tournay, et, sur ce mouvement, le maréchal de Villars fortifia le corps du comte de Coigny, qui étoit entre Saint-Amand et Valenciennes.

Cependant, la négociation commencée à Utrecht fut suspendue par l'insulte que le s[r] de Reetheren fit au s[r] Ménager, l'un des plénipotentiaires de France

à Utrecht. Les Hollandois, déterminés à la guerre, n'oublioient rien pour apporter de continuels retardements aux affaires, et l'insulte que reçut le s[r] Ménager fut telle que le roi ordonna qu'avant toutes choses les Hollandois s'expliquassent si c'étoit par leur ordre que le s[r] de Reetheren avoit violé le droit des gens, et demanda les satisfactions raisonnables. Elles ne furent cependant accordées qu'à l'extrémité.

On fit travailler aux ponts nécessaires pour passer l'avant-fossé et pour attaquer le dernier chemin couvert, et l'on prépara tout afin que cette attaque pût se faire le 6 septembre.

Le maréchal de Villars passa la nuit à la tranchée pour accélérer l'attaque du dernier chemin couvert, mais, malgré sa vivacité, tout ne put être prêt pour ce jour-là.

Le même jour, l'armée ennemie commença à passer l'Escaut près de Tournay.

Le 7 septembre, à trois heures après midi, on attaqua les trois demi-lunes 22, 23, 24, et le second chemin couvert. On commanda 30 compagnies de grenadiers. On passa l'avant-fossé sur six ponts de fascines que les ennemis avoient brûlés deux fois, et qui, par ce moyen, avoient retardé l'attaque. Ces ponts de fascines plièrent, et, si l'on avoit attaqué la nuit, on l'auroit fait en vain. Mais les grenadiers, voyant que l'on pouvoit passer sans nager, traversèrent avec la plus grande valeur quoiqu'ils eussent de l'eau jusqu'aux épaules.

Le marquis de Vieuxpont étoit dans le centre de l'attaque, le prince d'Isenghien à la gauche, le marquis d'Albergotty à la droite avec le comte de l'Espar, et

le maréchal de Villars étoit dans le centre de l'attaque.

Tout fut emporté avec la plus grande ardeur, et la plupart des officiers et soldats ennemis qui défendoient leurs postes furent pris ou tués. L'on perdit près de 500 hommes tués ou blessés.

Sur les nouvelles que le maréchal de Villars reçut à la tranchée que l'armée ennemie passoit l'Escaut, il fit marcher à Valenciennes 60 bataillons et autant d'escadrons pour occuper de bonne heure les postes qu'il avoit déjà reconnus, dans le dessein d'entreprendre le siège du Quesnoy. Comme il voyoit la conquête de Douay assurée et très prochaine, il alla se mettre à la tête des troupes qui devoient former le siège du Quesnoy.

Le 8 septembre, Douay fut soumis à l'obéissance du roi. Le comte d'Hompesch, un des premiers généraux des Hollandois et gouverneur de la place, fut fait prisonnier de guerre avec toute la garnison. Le maréchal de Villars envoya le marquis d'Aubigné en porter la nouvelle au roi, et le marquis de Soyecourt fut chargé, le jour d'après, de porter 52 drapeaux des bataillons prisonniers de guerre. Le maréchal de Villars demanda et obtint des grâces pour les ingénieurs qui avoient servi à ce siège. On trouva dans la place plus de deux cents milliers de poudre et une très grosse artillerie.

L'armée ennemie passa la rivière d'Aîne le 9 et campa sa droite vers Mons et sa gauche vers Brugnies.

Le 11, elle marcha vers Forières. Celle du roi se plaça derrière l'Hosneau, la gauche vers Kiévrain et la droite à l'abbaye de Mortval.

Les ennemis publièrent qu'ils venoient donner une

bataille, et, à la vérité, le prince de Savoye ayant vu prendre Douay à ses yeux, c'est-à-dire son armée à portée du fusil de celle du roi, il étoit très apparent, puisqu'il s'ébranloit avant que l'investiture du Quesnoy fût formée, qu'il chercheroit à combattre en arrivant. Mais la situation de l'armée du roi étoit bonne, et l'on y ajouta quelques retranchements dans les endroits qui paroissoient l'exiger.

Quoique les ennemis eussent perdu à Marchiennes une grande partie de leur gros canon et qu'ils n'eussent pas eu le temps de retirer celui qu'ils avoient été obligés de laisser dans le Quesnoy pour marcher promptement au secours de Douay, le maréchal de Villars ne voulut pas leur laisser la tentation d'attaquer aucune des places du roi sous prétexte de la foiblesse de la garnison. Ainsi il envoya cinq bataillons et deux régiments de dragons à Maubeuge et trois bataillons avec un régiment de dragons à Charleroy.

Les ennemis, après avoir marché très diligemment jusqu'à deux lieues de nos postes, s'arrêtèrent deux jours, dont le maréchal de Villars profita pour rendre ses dispositions plus parfaites; de sorte que, ces moments précieux perdus pour les ennemis, il eut lieu de croire qu'ils ne tenteroient pas une action.

Après avoir reconnu l'attaque la plus facile du Quesnoy, on se détermina à la porte de Valenciennes, et l'on crut plus difficile l'attaque que les ennemis avoient suivie trois mois auparavant, et par laquelle néanmoins la ville avoit été prise en douze jours, la garnison prisonnière de guerre.

Cependant les subsistances pour la cavalerie étoient difficiles, mais le maréchal de Villars n'oublia rien

pour la soulager, indépendamment des secours de la Cour qu'il n'étoit pas aisé d'obtenir.

Il eut avis que les ennemis avoient dans Douay un grand magasin d'avoine, dont quelques particuliers de la ville qui étoient protégés voulurent profiter, disant que cette avoine étoit à eux. Le maréchal de Villars crut l'affaire assez importante pour l'éclaircir lui-même par un voyage de peu d'heures. Il fit venir ces gens devant lui et leur dit que le roi ne prenoit le bien de personne, qu'il étoit juste que l'avoine leur fût payée si elle leur appartenoit réellement; mais aussi que, s'ils avançoient sur cela quelque chose contre la vérité, il les feroit pendre dans le moment que la fausseté seroit reconnue. Ils se troublèrent à ce discours, et le roi profita de cent mille écus d'avoine qui se trouva appartenir aux ennemis.

La tranchée fut ouverte au Quesnoy la nuit du 17 au 18 entre les portes de Saint-Martin et de Valenciennes et l'on fit une fausse attaque à la porte de Forest.

Il faisoit un temps horrible, qui, à la vérité, contribuoit à rendre le feu des ennemis très médiocre, mais qui, d'une autre part, rendoit aussi les ouvrages très difficiles. Ils furent cependant immenses et l'on n'eut que 25 ou 30 hommes tués ou blessés.

Dans le même temps, le maréchal de Villars fit resserrer Bouchain de manière qu'il n'y pût rien entrer. Il recommanda fort au roi les services de trois capitaines de grenadiers qui se distinguèrent dans toutes les occasions. C'étoient d'Herbain, Valcroissant et Cadrolle; aussi obtint-il des grâces pour eux.

Le 21, il alla reconnoître l'armée ennemie qui avoit

fait quelques mouvements, mais il jugea que c'étoit plutôt pour se procurer une situation plus commode que dans aucune vue d'entreprise.

La nuit du 20 au 21, l'on ordonna d'élargir le boyau afin d'y pouvoir conduire notre canon jusqu'aux batteries. Les ennemis, qui avoient une artillerie prodigieuse dans le Quesnoy et toute la poudre qu'ils avoient destinée au siège de Landrecies, faisoient un feu prodigieux.

La même nuit, ils firent une sortie. Le bataillon des gardes françaises, qui étoit de tranchée, marcha à eux et les rechassa dans le chemin couvert. Ils avoient, comme on vient de le dire, une si prodigieuse artillerie tant de poudre et de bombes dans la place qu'il en partoit un feu continuel, et dans la journée du 21 il y eut plus de 150 hommes tués ou blessés dans le boyau plus par les bombes que par le canon qui rasoit les tranchées et même les parapets de nos batteries. Le maréchal de Villars aima mieux que son canon tirât deux jours plus tard et que toutes les batteries fussent servies en même temps.

Il vouloit commencer le siège de Bouchain avant que celui du Quesnoy fût fini. Mais tout s'y opposa, et les ingénieurs et artilleurs, soutenus du plus grand nombre des officiers généraux, vouloient le blocus, sur les avis que Bouchain, manquant de pain, se rendroit sans attaque tout au plus un mois plus tard. Le maréchal de Villars résista à ces raisonnements, disposa tout pour suivre son dessein et plaça les troupes pour ouvrir la tranchée à Bouchain, dans le moment que la chamade seroit battue au Quesnoy.

Cependant ceux de nos ennemis qui vouloient la con-

tinuation de la guerre n'oublioient rien pour rompre le congrès d'Utrecht. Outre l'insulte au s[r] Ménager, un des ambassadeurs de France, le comte de Straffort et l'ambassadeur de Savoye en reçurent de plus grandes encore, et l'on étoit informé que les Impériaux et les Hollandois menés par Heinsius se flattoient d'une révolution en Angleterre que les succès des armées du roi retardoient uniquement.

Les batteries du maréchal de Villars commencèrent le 25 à la pointe du jour. Il avoit 60 pièces de 24, 30 mortiers et, outre cela, plusieurs pièces de moindre calibre qui tiroient en ricochet. Les ennemis, de leur côté, avoient plus de 100 pièces de 24 et 36 sur les remparts. Mais, comme les assiégeants ont tout le terrain qu'ils désirent pour placer leur canon, dans la première journée, ils imposèrent à celui des ennemis et, dès le 26 à midi, les deux tiers des batteries de la place furent démontés. Le maréchal de Villars en avoit une de 24 pièces, servie par les canonniers de la marine commandés par le chevalier de Ricoüart, qui se distinguoit fort.

On poussa la tranchée à 10 toises du chemin couvert et l'on prépara tout pour attaquer la nuit du 29 tous les ouvrages qui couvroient la contre-garde 12 et la demi-lune 16.

Le 29 septembre on attaqua, une demi-heure avant la nuit, les deux chemins couverts. On se servit des troupes de la tranchée montante commandées par M. de Coigny, qui mena l'attaque de la droite; huit compagnies de grenadiers à la tête de chaque attaque. Milord Galouay mena celle du centre et M. de Maillebois celle de la gauche. Le signal étoit quatre bombes

et deux fourneaux qui devoient sauter à la droite et à la gauche. Le maréchal de Villars se mit entre l'attaque de la gauche et celle du centre, ayant auprès de lui Valory, lieutenant général et chef des ingénieurs, Valière, qui commandoit l'artillerie, et plusieurs officiers généraux volontaires, qui étoient MM. d'Alègre, d'Albergotty, le comte de Broglio avec plusieurs brigadiers et colonels qui, tous, s'empressoient de porter les ordres. Aussi le maréchal se loua fort au roi de l'ardeur que les heureux succès renouveloient dans tous les cœurs. Tout fut emporté et l'on perdit seulement deux capitaines de grenadiers, 12 ou 15 subalternes et environ 150 soldats tués ou blessés. Les ennemis abandonnèrent la demi-lune 16.

Le 30 septembre, on travailla à placer deux batteries sur le chemin couvert pour battre en brèche les faces du bastion 4 et l'on compta les faire tirer le 2 octobre. On eut, la nuit, près de 60 tués ou blessés.

Dès le 1er octobre, on commença à faire porter des fascines pour ouvrir la tranchée à Bouchain le plus tôt qu'il seroit possible. On travailla aussi aux dépôts d'artillerie et l'on envoya tous les chevaux d'équipage de l'armée pour accélérer les préparatifs de ce siège.

Le 3, le maréchal de Villars fit sonder le fossé du Quesnoy où l'on ne trouva que trois pieds d'eau. Comme l'on avoit perdu depuis longtemps l'habitude des sièges, l'activité du maréchal étoit nécessaire pour les mener vivement. Aussi ne sortoit-il guère de la tranchée.

Le 4, on commença les ponts de fascines dans le fossé et, tous se disposant pour donner l'assaut, les ennemis battirent la chamade. Mais le maréchal de

Villars ne voulut rien entendre de leur part qu'auparavant les bataillons des gardes ne fussent maîtres des portes. Ainsi cette garnison fut prise à discrétion et le marquis de Châtillon fut chargé d'en porter la nouvelle au roi. Le s[r] d'Ivoy, maréchal de camp des ennemis, étoit gouverneur de la place.

Comme les ennemis avoient dans le Quesnoy tout ce qu'il falloit d'artillerie et de poudre pour faire plusieurs sièges, le maréchal de Villars y trouva ce qui lui étoit nécessaire pour faire celui de Bouchain, où la tranchée fut ouverte le jour d'après que l'on fut maître du Quesnoy. Il envoya le s[r] de la Fond, colonel d'infanterie, porter au roi les drapeaux de la garnison du Quesnoy. Il se loua fort des s[rs] de Valory et de Valière. Il demanda pour le premier le gouvernement du Quesnoy qui lui fut accordé et celui de Charlemont pour le marquis de Vieuxpont que le roi lui donna à sa recommandation. M. de Châtillon, qui avoit porté la nouvelle de la prise du Quesnoy, fut fait brigadier.

La tranchée fut ouverte à Bouchain la nuit du 6 au 10 octobre et l'on fit un prodigieux ouvrage ; c'est-à-dire que le boyau s'étendoit depuis le marais jusqu'à la hauteur et toutes les parallèles à 50 pas du chemin couvert. Comme on étoit obligé d'aller chercher les fascines bien loin, le maréchal de Villars y employa tous les chevaux d'équipage des officiers généraux, à commencer par les siens.

Le maréchal de Montesquiou, ne croyant pas la partie de l'armée qui étoit sous ses ordres assez en sûreté dans les postes qu'elle occupoit derrière l'Honneau, pressa le maréchal de Villars de retirer l'armée. Parti foible et sans aucune nécessité. Son inquiétude

l'avoit même déjà porté à retirer quelques troupes. Comme le maréchal de Villars pensoit différemment et qu'il ne trouvoit rien à craindre, il renvoya ces troupes et ordonna qu'elles demeurassent dans la situation où elles étoient, c'est-à-dire bien baraquées et ayant du fourrage pour quinze jours. Ce n'étoit pas le premier parti dangereux et timide qu'on lui avoit proposé.

Le 12, on se logea sur le fossé des deux lunettes, et les ennemis firent une sortie qui fut repoussée dans le moment.

Le 14, le canon commença à tirer et il y avoit 40 pièces en batteries très bien servies.

Le 15, celui des ennemis ne tiroit plus, en sorte que le maréchal de Villars, qui étoit à la tranchée, ne vit pas durant trois heures partir une volée de canon de la ville ; les coups de fusil étoient même peu fréquents. Il fit travailler à découvert à une batterie qui voyoit le pied du bastion 4, tous les soldats étant hors de la tranchée, et cela étoit d'autant plus heureux qu'elle étoit pleine d'eau. Le beau temps recommença le même jour.

Le roi fit présent au maréchal de Villars de six pièces de gros canon pour mettre dans le château de Villars[1].

Le même jour, ce maréchal reçut des lettres de l'abbé de Polignac qui lui apprirent que les conquêtes de l'armée du roi commençoient à porter des coups mortels aux Hollandois, que l'on étoit déterminé à donner la Sicile au duc de Savoye, que les intrigues

1. Ces pièces figurent dans l'inventaire du château de Vaux dressé à la mort de Villars.

du comte de Sinzendorff pour la continuation de la guerre faisoient moins de progrès, qu'enfin les meilleures têtes de la République commençoient à prévaloir sur l'opiniâtreté du pensionnaire Heinsius par les pertes immenses de troupes, d'artillerie et de munitions de guerre que faisoient les confédérés depuis l'affaire de Denain.

Le 17, sur les sept heures du soir, on attaqua le chemin couvert et tout ce qui le défendoit fut pris ou tué; l'on y perdit près de cent soldats tués ou blessés.

Le 18, Bouchain se rendit à discrétion, le maréchal de Villars ayant déclaré aux officiers qui venoient pour capituler qu'il ne les écouteroit pas, à moins que les troupes du roi ne fussent maîtresses des portes. Le général Growestein en étoit gouverneur, le même qui avoit fait une course dans le royaume avec 1,500 chevaux.

Le maréchal de Villars envoya le comte de Choiseul porter au roi la nouvelle de la prise de Bouchain. Ce fut la cinquième place emportée sur les ennemis en deux mois et cinq jours, avec 53 bataillons prisonniers de guerre ou pris à discrétion et quinze lieutenants généraux ou maréchaux de camp, tant à l'affaire de Denain que dans ces cinq places.

Comme Marchienne et le Quesnoy étoient le dépôt de la grosse artillerie des ennemis qu'ils destinoient au siège qu'ils prétendoient faire, on leur prit plus de 100 pièces de gros canon, 50 mortiers et toutes les munitions de guerre et de bouche de toute leur campagne qu'ils avoient placées à Marchienne, par la grande commodité que leur donnoient les rivières

et les canaux. Enfin tous ces succès commencèrent à ébranler les Hollandois, et l'on a vu ce qu'en écrivoit l'abbé de Polignac.

Le maréchal de Villars envoya les drapeaux des bataillons de Bouchain par le chevalier de Casau, colonel d'infanterie, et, voyant que l'armée ennemie commençoit à se séparer le 21 octobre, il envoya la maison du roi à Douay, à Cambray et à Guise. Il se louoit fort surtout de son état-major, à la tête duquel étoit Contade, pour l'infanterie, et Beaujeu, pour la cavalerie.

Le 23, le maréchal apprit par une lettre du roi que Sa Majesté lui donnoit le gouvernement de Provence, vacant par la mort de M. de Vendôme. Elle joignoit à cette grâce de grandes marques de satisfaction des importants et heureux succès de cette campagne.

Dans le même temps, l'armée ennemie quitta son camp de Beleim et repassa la rivière d'Aîne. De son côté, le maréchal commença à éloigner la cavalerie pour la facilité des subsistances, en attendant la séparation entière de l'armée, et il donna le commandement de Bouchain au s[r] de Mony, brigadier d'infanterie.

On doit dire ici que son économie étoit telle dans la distribution générale qu'après cinq sièges où l'artillerie avoit été bien servie, il renvoya 400 milliers de poudre dans les arsenaux, tant on avoit bien ménagé tout ce qui avoit été pris aux ennemis.

Dès que l'on eut appris que l'armée ennemie se retiroit à Bruxelles, le maréchal n'hésita plus à séparer l'armée entière du roi; ce qu'il fit en deux jours, la faisant marcher par cinq routes différentes pour joindre les étapes des routes particulières de la Cour. Il éta-

blit des commandants particuliers dans tous les postes de la frontière, après quoi il se rendit auprès du roi.

En arrivant à Paris, il apprit que le roi s'étoit trouvé très mal. Le matin, son empressement le fit aller à Versailles. Le jour même, le roi avoit eu de très grandes vapeurs et n'étoit pas trop en état de paroître. Cependant, la force de son courage et la nécessité où il croyoit être de se montrer le firent souper en public. Il faisoit des efforts pour entretenir le maréchal de Villars, mais ils étoient inutiles par la violence de ses vapeurs, et le maréchal auroit voulu ne s'être pas présenté dans ce moment là, touché de la peine qu'il remarquoit que le roi ressentoit de ne pouvoir parler; ce qui portoit les courtisans à le croire plus mal. Le lendemain il se porta fort bien; il entretint le maréchal de Villars dès le matin, après lui avoir fait en public un accueil qui marquoit une grande satisfaction de ses services.

Le temps de l'hiver ne donnoit pas au maréchal de Villars de grandes occupations à la Cour; ainsi il partageoit ses séjours entre Paris, Versailles et le château de Villars.

1713. La paix se conclut avec la Hollande qui y apporta tous les obstacles possibles; mais enfin les bonnes têtes l'emportèrent sur les plus passionnées et les difficultés de soutenir la guerre en Flandres, en payant toutes les troupes qui étoient à la solde d'Angleterre, les déterminèrent à un traité de paix signé à Utrecht le 11 avril.

Par le traité de paix avec l'Angleterre, la France s'engagea à reconnoître la succession à la couronne de

la Grande-Bretagne en faveur de la princesse Sophie et de ses héritiers dans la ligne protestante; à faire raser les fortifications et à combler le port de Dunkerque, et à lui céder à perpétuité l'île de Terre-Neuve avec les autres adjacentes, avec quelques restrictions seulement pour la pêche.

Par le traité conclu avec les États Généraux, il étoit porté que le roi leur remettroit pour la maison d'Autriche tous les Pays-Bas espagnols, qu'il y ajouteroit Menin, Furnes, le fort de Knok, Dixmude, Loo, Ypres et Tournay pour être possédés à perpétuité par la maison d'Autriche, à l'exception de la Haute-Gueldre que l'on cédoit au roi de Prusse. Le roi s'engageoit, de plus, d'obtenir de l'électeur de Bavière la cession de tous ses droits sur le comté de Namur et sur le duché de Luxembourg à condition que ce prince en retiendroit la souveraineté et les revenus jusqu'à ce qu'il eût été rétabli dans ses états d'Allemagne et dans son rang d'électeur, qu'il eût été mis en possession du royaume de Sardaigne et que l'empereur l'eût dédommagé des pertes qu'il avoit souffertes contre la teneur du traité conclu près de Landau en 1704. De leur côté, les Hollandois consentoient à restituer au roi Lille, Aire, le fort Saint-François, Béthune et Saint-Venant.

Par la paix conclue avec le roi de Sicile, la vallée de Barcelonnette demeura au roi en échange des vallées de Suze et de Pragelas que l'on cédoit au roi de Sicile.

Le parlement de Grenoble représenta que, son ressort perdant un pays considérable que l'on abandonnoit au duc de Savoye, il étoit juste qu'il en fût dédom-

magé par la vallée de Barcelonnette. Ce petit pays, dont tout le commerce se fait avec la Provence, se croyoit ruiné si on l'en séparoit, envoya des députés aussi bien que le parlement de Grenoble, et le maréchal de Villars obtint que la vallée de Barcelonnette resteroit unie à la Provence et que la principauté d'Orange seroit unie au Dauphiné. Ce petit pays offrit au maréchal de demander au roi qu'il lui fût donné en fief sous le titre de principauté, ainsi qu'elle avoit été au prince de Carignan dont il s'étoit rédimé. Mais le maréchal de Villars négligea cet avantage par son peu d'activité pour ses intérêts.

Cependant il y eut dans les derniers jours d'avril des événements assez surprenants sur le maréchal de Villars auquel le roi avoit destiné le commandement des armées d'Allemagne. Une cabale de cour détermina le roi à changer de résolution. On avoit ordonné au maréchal de Villars d'envoyer son équipage de Flandres en Allemagne, et, comme cet équipage arrivoit à Verdun, M. Voysin dit au maréchal : « Le roi compte la paix faite avec l'Empire et il a quelque peine à ôter au maréchal d'Harcourt le commandement de l'armée d'Allemagne qui lui avoit été destiné. Ainsi Sa Majesté croit que vous serez content d'avoir déterminé ses ennemis à la paix et que vous ne vous souciez pas beaucoup de faire un voyage en Alsace. »

« Puisque la paix est faite, répondit le maréchal de Villars, il n'y a qu'à louer Dieu. Je vais donc me défaire de mon équipage ; » et, en même temps, il envoya ordre de vendre 150 chevaux de charrette, de valets, chevaux de bât, mulets et plusieurs même de ses chevaux de main.

Quinze jours après, le roi apprit que l'empereur et l'Empire étoient déterminés à la continuation de la guerre et que le prince Eugène rassembloit une armée qui, selon tous les avis, devoit être de 110,000 hommes.

Ces nouvelles firent penser qu'on avoit très mal à propos changé le dessein de mettre les armées sous les ordres du maréchal de Villars qui, pour lors, étoit à Paris, quoiqu'il eût un logement à Marly.

M. Voysin, qui désiroit de rentrer en conversation avec lui, lui écrivit plusieurs fois, seulement sur ce qu'il paroissoit négliger son appartement de Marly, et le maréchal se contentoit de répondre que, sa santé n'étant pas bonne, il étoit plus à son aise à Paris.

M. Voysin lui envoya enfin un courrier de cabinet, qui le trouva jouant chez Mme de Bouillon. Après que la lettre lui eut été rendue, il continua son jeu sans se presser de la lire. Mme de Bouillon lui dit que c'étoit marquer trop d'indifférence pour les lettres de la Cour. Il ouvrit donc la lettre et trouva que M. Voysin lui mandoit de la part du roi de se rendre à Marly, où il se trouva le jour d'après.

Le roi, naturellement bon, étoit peiné de la conduite que l'on avoit eue avec le maréchal de Villars dont on avoit changé la destination après avoir fait envoyer ses équipages vers l'Allemagne. M. Voysin vouloit l'amener insensiblement à ce changement, mais l'indifférence du maréchal de Villars rendit le manège de Cour inutile. A la fin, le ministre lui dit : « Nous refuserez-vous d'aller reprendre le commandement de l'armée en Allemagne? » — « Je n'ai pas refusé, lui répondit le maréchal, des emplois très difficiles et très

dangereux, que vous savez, Monsieur, que personne ne vouloit, ainsi je ne refuserai pas ceux que la dernière campagne rend moins embarrassants. »

De son côté, le roi lui parla avec bonté et avec une espèce de honte des changements auxquels on l'avoit engagé. Le jour suivant, Sa Majesté entra en matière avec lui sur les projets de la campagne et lui montra l'état des forces qu'Elle lui destinoit. « Sire, lui dit le maréchal, Votre Majesté a-t-elle encore des ennemis en Flandres? Vous avez des marchés faits pour la nourriture de votre cavalerie à 25 sols la ration, je pourrai vous épargner de grandes dépenses. » — « Mais, dit le roi, les maréchaux d'Harcourt et de Bezons m'ont dit que, s'ils avoient plus de 200 escadrons, ils ne pourroient les faire subsister. » Le maréchal lui répondit : « Je dois connoître ces frontières et tous les pays où l'on peut porter la guerre et j'ai l'honneur d'assurer Sa Majesté que plus j'aurai de troupes, plus je trouverai de pays à les nourrir. Il n'est question que de cacher nos premiers desseins et de faire en sorte que tous nos premiers mouvements persuadent que nous ne songeons qu'à une guerre défensive comme vous l'aviez résolu. » — « Faites comme vous l'entendrez, » lui dit le roi. — « La plus importante attention est le secret, répliqua le maréchal. Ainsi, Votre Majesté seule et son ministre de la guerre seront informés de mes projets. »

Le maréchal d'Harcourt avoit compté de laisser les lignes de la Lutter bien gardées et d'aller camper à Rastat avec l'armée la plus considérable, tandis que le maréchal de Bezons, avec 40 bataillons et 50 escadrons, s'avanceroit au delà de la Saare dans le Hunsruck.

Le marquis d'Alègre étoit déjà à Trèves avec la tête de cette armée. Le maréchal de Villars se rendit à Metz le 24 mai, où il donna rendez-vous au maréchal de Bezons, et lui dit qu'il pouvoit toujours s'avancer vers la Saare. Il manda au comte du Bourg de commencer de passer le Rhin à Strasbourg et de faire avancer la cavalerie vers Wilstett et Offembourg. Il prit ses mesures pour se rendre de sa personne le 26 à Strasbourg et fit répandre qu'il n'y arriveroit que dans les premiers jours de juin. Il fallut changer toutes les mesures que les deux maréchaux avoient prises, mais ce fut en cachant son dessein à tout le monde.

En partant, il avoit obtenu de Sa Majesté qu'elle feroit Contade maréchal de camp, mais, comme on le faisoit passer devant plusieurs brigadiers, ses anciens, entre autres devant le prince de Montbazon, le roi exigea du maréchal qu'il ne déclareroit cette grâce qu'en arrivant à l'armée. Il ne put s'empêcher de lui faire ce plaisir en soupant à Metz, sans contrevenir à la volonté du roi, puisque l'armée du maréchal de Bezons s'assembloit le jour même à Trèves. C'étoit une grâce bien placée, Contade servant parfaitement bien dans la charge de major général, sur laquelle roule le service entier et le détail de l'infanterie.

Le maréchal de Bezons, qui devoit avoir une armée séparée, la désirant toujours, le maréchal de Villars l'assura d'une vive attention à tout ce qui pouvoit lui être agréable. Il ajouta que, jusqu'à ce que les premiers mouvements pussent faire voir clair sur le succès des entreprises, il ne pouvoit lui-même juger si la campagne s'ouvriroit par une action générale ou s'il seroit possible de faire un siège; que, dans le premier

cas, il commanderoit naturellement une aile et que, dans le second, il seroit, ou chargé principalement du siège, ou de l'armée d'observation. Cependant, il le pria de se mettre à la tête du corps qui étoit déjà rassemblé à Trèves et de marcher vers Hombourg. Le 29, il lui manda de s'approcher des montagnes avec toutes ses troupes, vers la petite ville de Werdt.

Le maréchal reçut le même jour par le marquis de Torcy un état des forces qui s'assembloient sous les ordres du prince Eugène, et elles montoient à 110,000 hommes. Ce général envoya courrier sur courrier au-devant des troupes qui ne l'avoient pas encore joint, pour hâter leur marche, et on apprit qu'il étoit lui-même arrivé à Etlingen.

Le maréchal de Villars préféroit la diligence à l'avantage de marcher avec des troupes considérables. Mais celles du maréchal de Bezons furent arrêtées par des inondations qui empêchèrent de passer la Saare.

Il fut informé par tous les avis que l'on recevoit des forces des ennemis qu'elles passoient actuellement 60,000 hommes, tandis que, lui-même, il ne pouvoit compter que sur 45,000. Ainsi, dans les premiers mouvements et pour cacher son dessein, il fit ordonner, dès le 3 juin, que, sur toute la ligne de Lutterbourg, les barrières fussent fermées à tout ce qui voudroit aller vers l'ennemi et ouvertes à tout ce qui viendroit de leur côté, afin qu'ils ne pussent avoir aucun avis des mouvements des troupes du roi.

Nous avons dit qu'il avoit fait passer le Rhin à un corps d'armée à Strasbourg pour menacer les Montagnes-Noires et Villingen.

Le 4 juin, à la pointe du jour, il fit avancer le mar-

quis d'Asfeldt avec un corps de cavalerie considérable vers Rastat, comme si son dessein eût été d'attaquer les lignes d'Etlingen.

Il partit lui-même de Strasbourg à l'entrée de la nuit, arriva au Fortlouis et passa le Rhin. Il s'arrêta à une lieue sur le chemin de Rastat et publia que l'armée passeroit le Rhin le jour d'après, et, à l'entrée de la nuit, il partit pour Lauterbourg, ayant ordonné en même temps que toutes les troupes qui étoient séparées par quartiers dans toutes les petites villes et villages entre Saverne, Strasbourg et Haguenau se rendissent sur la ligne de la Lutter, s'étendant le plus près de Lauterbourg qu'il seroit possible.

Il avoit fait prendre la tête de tout au comte de Broglio avec 15 bataillons, 1,000 grenadiers commandés par Chatenay, bon brigadier d'infanterie, et 18 escadrons ayant Maupeoux pour maréchal de camp.

Il suivoit ce corps avec 40 bataillons et marcha encore la nuit. Le comte de Broglio occupa, à dix heures du soir, la Petite Hollande, et fut en état d'empêcher les ennemis de passer le Rhin à Philisbourg.

Toutes les troupes qui étoient parties de leurs quartiers, séparément, furent mises en brigades la nuit, en marchant, et l'infanterie fit 16 lieues en 20 heures. Le maréchal de Villars, marchant à pied à la tête de l'infanterie, dont la fatigue étoit surprenante, dit à ses soldats : « Mes amis, ce n'est que par la diligence et par de telles peines que l'on attrape les ennemis. » — « Pourvu que vous soyez content et que nous les attrapions, crièrent-ils, ne vous embarrassez pas de notre peine : nous avons bon pied et bon courage. »

Le prince de Savoye avoit pour lors beaucoup plus

de troupes que le maréchal de Villars, mais il en avoit placé la plus grande partie derrière les lignes d'Etlingen, comptant que le véritable dessein du maréchal étoit de les attaquer.

Tout le pays fut également trompé, en sorte que le campement trouva l'évêque de Spire dans sa ville et que les magistrats demandèrent aux premiers de nos gens si le prince de Savoye vouloit loger à l'évêché, comptant que c'étoit l'armée de l'empereur qui avoit passé le Rhin à Philisbourg[1].

Le maréchal de Villars, pour consoler un peu l'infanterie de sa peine, lui abandonna durant deux jours les caves du pays remplies de vin, et fit donner des vaches par ordres. Mais, ces deux jours passés, il rétablit la plus sévère discipline et elle fut exactement observée. Comme il avoit accoutumé de parler lui-même aux bataillons, il leur fit voir la nécessité qu'il y avoit dans l'occasion présente de conserver le pays ennemi, et combien il importoit de le ménager pour s'y assurer des subsistances. Après cet avertissement les exemples étoient sévères, et il est à remarquer que, les premières défenses une fois publiées, le maréchal a toujours été assez heureux dans toutes les grandes guerres qu'il a faites, et à la tête d'armées presque toujours composées de plus de 100,000 hommes, de les contenir dans le devoir avec très peu de punitions,

1. Voir dans Pelet, XI, 243, les lettres par lesquelles Villars annonce au roi et à Voysin le succès de cette expédition. « Voilà, Dieu merci, deux petits panneaux que M. le prince Eugène a la bonté de prendre, et assez heureusement pour nous. Il faut que je prenne garde, moi, à ceux qu'il pourroit me tendre, et d'autant plus que je le crois fâché. »

en sorte que, dans ses dernières campagnes en Flandres, à peine peut-on compter 20 hommes qu'il ait été obligé de faire mourir.

Pour revenir à la suite des affaires, il est certain que, si le prince de Savoye avoit mis un corps de 12,000 à 15,000 hommes à Guermesheim sur la Queiche, dont l'abord est très difficile, il auroit pu le soutenir, et que ce parti auroit rendu les desseins du maréchal de Villars d'une très difficile exécution.

Il apprit le 6 que la marche qu'il avoit faite vers Rastat, afin de persuader aux ennemis qu'il vouloit attaquer les lignes d'Etlingen, avoit produit tout l'effet qu'il désiroit, et que, la même nuit qu'il étoit arrivé à la tête du pont de Philisbourg, le prince de Savoye avoit fait marcher la plus grande partie de ses troupes pour soutenir les lignes d'Etlingen.

Le maréchal de Villars, après avoir surpris les ennemis, n'oublia rien pour ne l'être pas à son tour. Ce qu'ils pouvoient penser de plus dangereux pour lui, voyant les forces du roi répandues dans le Palatinat le long du Rhin, et ayant un pont de bateaux sur des haquets, étoit de lui dérober un passage sur ce fleuve. Pour n'avoir pas un pareil inconvénient à craindre, le maréchal envoya des officiers généraux très capables avec divers bataillons depuis Lauterbourg jusqu'au Fortlouis. Il chargea de ce dessein le s^r du Guerchois, très bon maréchal de camp, et Perrin, bon brigadier d'infanterie, sous les ordres du comte Dubourg qui connoissoit mieux que personne tout ce pays-là et dont les talents pour une défensive étoient au-dessus de tout autre.

Il est certain que l'attention la plus nécessaire au

général doit rouler sur les divers talents de ses généraux subalternes. Tel par un esprit audacieux est propre à mener une tête qui doit attaquer. Tel autre, par un génie porté naturellement aux précautions, sans d'ailleurs manquer de courage, répondra plus exactement de la défense d'un pays; et ce n'est qu'en appliquant à propos ces différentes qualités personnelles que l'on peut se préparer et presque s'assurer de grands succès.

Le maréchal donna tous les ordres pour l'investiture de Landau. Elle étoit d'autant plus facile qu'il n'y avoit aucun secours considérable à craindre. Les gros corps de l'ennemi ne pouvoient passer le Rhin qu'à Mayence et on les voyoit arriver de trop loin pour qu'il fût en leur pouvoir de se jeter dans Landau, dont la garnison étoit commandée par le prince Alexandre de Wirtemberg, lieutenant général de l'empereur et fort estimé.

Le maréchal de Villars fit marcher sous les ordres du marquis d'Alègre 80 escadrons à hauteur de Worms, pour conserver, autant qu'il seroit possible, le pays qui est aux environs de Landau et qui devoit fournir à la subsistance de l'armée qui en faisoit le siège.

Le 9 juin, il envoya des ordres au comte de Dillon[1], lieutenant général, qui partoit des environs de Metz avec un corps de troupes, d'attaquer Keyserslutter, où il y avoit deux bataillons impériaux, et il manda au s[r] de Saint-Contest, intendant des Évêchés, de se tenir à Saarelouis pour faciliter au comte de Dillon tout ce qui lui seroit nécessaire pour l'exécution de

1. Arthur Dillon, Irlandais, venu en France en 1690 avec un régiment levé par son père; servit sans interruption jusqu'en 1714; mourut en 1733, à soixante-trois ans.

son entreprise. Tous les ordres pour le canon et pour les ingénieurs avoient déjà été donnés, surtout de n'accorder d'autre capitulation à la garnison que de se rendre à discrétion. Mais, le 23 juin, il apprit par un aide de camp de M. de Dillon que la garnison de Keyserslutter, composée de 800 hommes commandés par un colonel, s'étoit rendue la veille prisonnière de guerre. Saint-Pierre, brigadier d'infanterie, fut blessé très dangereusement à ce petit siège. Le maréchal envoya cette garnison à Châlons en Champagne.

En même temps, il forma l'armée du siège de Landau, composée de 64 bataillons et 50 escadrons. Il ordonna au s^r d'Albergotty d'attaquer l'ouvrage à corne qui étoit vis-à-vis de Manheim, de manière que les ennemis pouvoient à toute heure en fortifier la garnison par des bateaux, mais les ouvrages de ce fort étoient si mauvais qu'ils auroient pu être insultés dès le premier jour.

Enfin, on porta l'attention jusqu'à faire encore retrancher un camp devant l'ouvrage que les ennemis avoient à la tête de leur pont à Philisbourg, afin d'être tranquilles sur toutes les vues qu'ils pourroient avoir de ce côté-là.

On fut informé alors par des avis très certains que les forces de l'empereur, jointes à celles de ses alliés sur le Rhin, étoient de 117,000 hommes. Armée sans doute assez considérable pour empêcher les progrès de celle du roi, si le maréchal de Villars n'avoit eu le bonheur de cacher ses desseins aux ennemis et de les surprendre par une extrême diligence. Il n'oublia rien pour accélérer tous les préparatifs du siège de Landau. La place étoit excellente, défendue par une très forte

garnison et composée des meilleures troupes de l'empereur. Ainsi les gens qui aiment les précautions avoient de bonnes raisons pour combattre la vivacité du maréchal de Villars, mais comme il avoit pour principe que cette vivacité est presque toujours nécessaire, quand elle n'est pas étourderie, il n'admettoit pas les précautions qui n'étoient pas indispensablement nécessaires.

Il ordonna aux troupes qui venoient du Comté de former un camp sous Brisach, et leur faisoit fournir des fourrages du pays ennemi de l'autre côté du Rhin.

Il envoya le comte de Broglio à hauteur de Worms pour avoir toujours des partis sur Mayence et pour obliger les bailliages du Palatinat, ceux d'Alsey, de Creutsnach et d'Oppenheim, pays très riches, fort abondants en grains, et tout le pays jusqu'à Coblentz de fournir des blés pour la subsistance de toutes les troupes du roi.

Le 16 juillet, l'électeur palatin, sous le prétexte de la conservation de ses états, envoya un de ses ministres[1] à Spire, qui s'expliquoit en même temps du désir qu'avoit son maître de pouvoir contribuer à la paix.

Le prince de Dourlack quitta le service de l'empereur pour garantir ses propres États, autant qu'il seroit possible, des malheurs de la guerre. Il manda

1. Le baron de Hundheim, premier ministre de l'électeur palatin, entra secrètement en relations avec Villars par l'intermédiaire d'un certain Beckers, que le service des subsistances mettait journellement en rapport avec l'intendant français Le Peletier de la Houssaye. Voyez dans notre étude sur Villars le récit de ces négociations.

au maréchal de Villars qu'il n'oublieroit rien pour porter ses voisins à prendre la même résolution, et le maréchal lui fit réponse que, de son côté, il ne négligeroit rien pour procurer des amis au roi et pour faire aux princes qui recherchoient sa royale protection, tous les plaisirs qui dépendroient de lui, mais que, comme leurs États fournissoient des troupes à l'empereur, ils ne devoient pas s'étonner s'ils demeuroient toujours soumis à nos contributions.

Dans le même temps, il apprit que le prince de Savoye faisoit venir de tous les endroits de l'Empire toutes les troupes qu'il pouvoit en tirer et que l'électeur de Brandebourg lui envoyoit presque tout ce qu'il en avoit.

Le s^r de Valory s'étant rendu devant Landau avec tous les ingénieurs qui devoient servir au siège, le maréchal examina avec eux les attaques les plus favorables.

Après les avoir étudiées avec soin, on se détermina au côté par lequel cette place avoit toujours été attaquée, bien que les ennemis l'eussent fortifiée de plusieurs nouveaux ouvrages. On prit toutes les mesures pour ouvrir la tranchée la nuit du 20 au 21 juin et le maréchal de Villars prit les quatre jours qui restoient jusque-là pour aller visiter tous les pays jusqu'aux portes de Mayence. Il fit venir un pont de bateaux portatifs à Seltz, étant bien aise, à tout événement, d'avoir le moyen de tenter quelque entreprise au delà du Rhin, quoiqu'il fût résolu d'avancer son siège préférablement à toute autre vue.

Pendant que tout se préparoit pour l'ouverture de la tranchée à Landau, le maréchal, comme nous l'avons

dit, avoit visité, en trois jours, tout le pays qui est en deçà du Rhin jusqu'au delà de Mayence. Il le trouva rempli d'une si prodigieuse quantité de grains qu'il ordonna aux baillifs et aux magistrats de toutes les petites villes d'en préparer 50,000 sacs pour les armées du roi.

Il arriva le 21 juin au camp de M. d'Albergotty et employa le 22 à visiter la tranchée devant l'ouvrage à cornes de Manheim. Il ordonna que l'on disposât tout pour emporter ce petit fort dès que le canon auroit rasé quelques fraises et palissades, tout cela contre la pensée de M. d'Albergotty qui vouloit croire l'entreprise plus difficile.

Les ordres furent donnés aussi à tous les bailliages de Lorraine de fournir tous les charrois et même les grains qui leur seroient demandés, le roi lui ayant prescrit d'y faire marcher les troupes si Monsieur de Lorraine faisoit quelque difficulté. Ainsi, il chargea le comte de Saillant, lieutenant général commandant dans les évêchés de Metz, Toul et Verdun, de faire exécuter les ordres de Sa Majesté.

La tranchée ouverte à Landau la nuit du 24 au 25 fut avancée jusqu'à la demi-portée du fusil des premiers ouvrages des ennemis, et avec tant de précautions et si peu de bruit, qu'ils ne s'en aperçurent pas et que cette ouverture de tranchée ne coûta personne.

Les ennemis voulurent pousser une garde de dragons que l'on avoit fait avancer afin de les empêcher de découvrir les dispositions pour l'ouverture de la tranchée. Ils firent sortir toute leur cavalerie, mais les marquis de Levi et de Belle-Isle prirent les piquets de

la cavalerie la plus voisine et rechassèrent les ennemis jusque dans la contrescarpe.

Le maréchal donna le commandement de Keyserslutter au s[r] de Vassy, lieutenant-colonel très entendu et même bon partisan, et plus propre qu'un autre à écarter les petits partis des ennemis qui pénétroient dans les montagnes.

Les deux premières nuits de tranchée devant Landau coûtèrent peu d'hommes, et, la dernière, on passa un ruisseau qui étoit devant la lunette la plus éloignée de la place.

Le 27, on se rendit maître du fort de Manheim, et, sur les difficultés que M. d'Albergotty faisoit au maréchal sur l'attaque de ce fort, il répondoit toujours que, dès que l'on en seroit maître, il seroit étonné lui-même, et peut-être honteux, de l'avoir cru si bon.

Un nommé Villiers, très bon ingénieur, piqué de ce que M. d'Albergotty en avoit demandé un autre pour conduire l'attaque, entra dans le chemin couvert que l'on trouva abandonné, et, une demi-heure après, on entra dans la place que l'on trouva abandonnée de même.

Le maréchal de Villars, y étant entré le jour d'après, parla très sèchement à M. d'Albergotty et à ceux qui commandoient sous lui qui, tous, proposoient de tourner cette attaque en blocus. Il leur dit qu'il les prioit de régler une autre fois leurs idées avec plus de soumission sur celles de leur général qui avoit jugé plus sainement qu'eux de la très mauvaise place que l'on venoit d'occuper. Il étoit néanmoins d'autant plus important de l'ôter aux ennemis qu'étant vis-à-vis de Manheim où le Rhin n'a qu'un seul canal, il étoit d'une

indispensable nécessité de ne pas laisser à l'ennemi la liberté de faire un pont, en une nuit, et dans le centre du pays que tenoit l'armée du roi.

Le maréchal de Villars manda au lieutenant général Dillon de faire occuper le château de Wolfstein, afin que les ennemis n'eussent aucun poste entre Coblentz, Mayence et l'armée du roi. Le château se rendit dans le moment avec 80 hommes prisonniers de guerre.

La nuit du 27 au 28, on acheva une batterie de 6 pièces de 24, pour battre le petit fort détaché qui étoit dans les dehors de Landau.

Le 2 juillet, les ennemis ayant fait une sortie assez considérable, le marquis de Biron[1], lieutenant général de tranchée, sortit du boyau à la tête de trois bataillons de Navarre et eut le bras emporté d'un coup de canon. Bressac, capitaine de ce régiment, fut tué, et Barberie, lieutenant-colonel, blessé. Les ennemis furent chassés dans leur contrescarpe, et le maréchal fit porter le marquis de Biron à la tête de la tranchée. On lui coupa ce qui lui restoit du bras, quatre doigts au-dessus du coude.

Le même jour on reçut avis, par des courriers du marquis d'Alègre et du comte de Broglio, que les ennemis passoient le Rhin à Mayence. Quoique le maréchal eût peine à croire cette nouvelle, il jugea néanmoins devoir se rendre au camp du marquis d'Alègre.

Le 1er juillet, il régla avec les ministres et députés des électeurs palatin, de Mayence, de Trèves et d'autres

1. Armand-Charles de Gontaut, depuis duc et pair, maréchal de France et cordon bleu. Mort à l'Oratoire en 1756.

princes ou États en deçà du Rhin jusqu'à Coblentz qu'ils livreroient, dans le courant de la campagne, 50,000 sacs de grains, moitié froment, moitié seigle.

Cependant, pour faciliter les livraisons aux munitionnaires et pour donner en même temps de l'inquiétude aux ennemis depuis Huningue jusqu'à Mayence, il plaça un corps très considérable au delà de Fortlouis, dans l'île du Marquisat. Ce corps menaçoit les lignes d'Etlingen, et le grain lui étoit fourni et descendoit de Strasbourg où il laissa aussi 30 escadrons qui fourrageoient au delà. Il ne voyoit d'ailleurs aucune apparence aux avis que le marquis d'Alègre et le comte de Broglio lui avoient donnés, savoir : que les ennemis passoient le Rhin à Mayence, ce qu'ils ne pouvoient faire sans abandonner leurs lignes d'Etlingen.

Le 3 juillet, il écrivit une assez longue lettre au maréchal de Bezons sur la lenteur du siège. Les termes de sa lettre étoient très mesurés, tels qu'il convient de les employer avec un homme de pareille dignité et avec lequel on n'oublie aucun égard. Mais, comme la conduite de la guerre rouloit entièrement sur lui, il ne pouvoit s'empêcher de marquer l'étonnement où il étoit de voir employer dix jours à prendre une redoute qui étoit à près d'un quart de lieue de la place.

Notre poste pour les lettres, passant par la Lorraine, étoit souvent arrêtée par des voleurs qui ne pouvoient être que Lorrains ou protégés par les Lorrains ; ainsi, le maréchal de Villars ordonna que les villages voisins de la route répondroient de la sûreté des courriers et paieroient chèrement la perte des lettres. Cette sévérité rétablit le commerce.

Cependant le maréchal étudioit attentivement tous

les projets qu'il étoit possible de former après la prise de Landau. Ils se réduisoient, ou à forcer des passages dans les Montagnes-Noires par Horneberg, déjà connues au maréchal de Villars, ou par Walkirck, ou à faire le siège de Fribourg. Mais, pour l'exécution de ce dernier dessein, il falloit commencer par emporter un camp retranché sur des montagnes presque inaccessibles au-dessus des forts de Fribourg, dans lequel le général Vaubonne se fortifioit avec grand soin depuis le commencement de la campagne. Pour toutes ces diverses vues, le maréchal de Villars préparoit d'avance tout l'attirail nécessaire de vivres et d'artillerie.

Le 10, le maréchal de Villars alla visiter les attaques de Landau et disposa tout pour faire attaquer les ouvrages extérieurs en deçà du chemin couvert.

La nuit du 11 au 12, le marquis de Coigny, lieutenant général de tranchée, et le marquis de Silly furent chargés de l'attaque. Le principal ouvrage, qui étoit défendu par 300 hommes des ennemis, fut emporté par les grenadiers avec leur valeur ordinaire, et ces 300 hommes firent même une médiocre résistance. Cet ouvrage des ennemis étoit revêtu, la gorge l'étoit aussi, et il y avoit une communication sous terre jusqu'au premier chemin couvert. Néanmoins, tout ce qui le défendoit fut pris ou tué. Plusieurs officiers généraux étoient volontaires auprès du maréchal de Villars; entre autres, les ducs de Luynes et de Richelieu[1] mar-

1. Le duc de Luynes n'avait que dix-huit ans; celui qui fut plus tard le maréchal duc de Richelieu et portait alors le titre de duc de Fronsac en avait dix-sept. Mis à la Bastille en 1711, il en était sorti pour assister à la bataille de Denain comme aide de camp de Villars; il servait en 1713 en la même qualité. Ni l'un ni l'autre n'étaient officiers généraux, mais volontaires.

quèrent dans toutes les occasions une grande ardeur.

Le maréchal de Villars s'établit au siège de Landau, après avoir donné les ordres nécessaires pour la subsistance de divers corps d'armée qui tenoient un grand pays et après avoir fait emporter le fort de Manheim. Il ordonna que tous les officiers généraux de ces divers corps montassent la tranchée devant Landau chacun à leur tour, voulant par ce moyen partager les peines, l'honneur et la dépense des jours de tranchée qui étoient assez considérables. Il demanda d'avance, pour le marquis de Biron, le gouvernement de Landau, et nous verrons, dans la suite, que le roi le donna à sa recommandation.

Le 17, les ennemis firent jouer deux fourneaux dont le premier emporta sept hommes et l'autre ne fit aucun mal. Cependant, comme ils en avoient un grand nombre, on crut devoir donner pour les découvrir quatre ou cinq jours à nos mineurs et pour faire une attaque avec plus de sûreté et moins de perte.

Le maréchal de Villars dit au maréchal de Bezons et à Valory, lieutenant général chargé de la conduite du siège, qu'il ne falloit ni mépriser l'ennemi ni le trop respecter, et qu'à en juger par sa défense, on ne lui voyoit ni assez de fermeté ni assez d'habileté pour ne pas croire que l'on pouvoit aller plus vite.

Comme la plupart des ouvrages extérieurs des ennemis étoient revêtus, il falloit y attacher le mineur, ce qui occupa trois ou quatre jours. Le maréchal voulut que l'on attaquât les quatre lunettes en même temps.

Le 23, les ennemis firent jouer la seizième mine qui coûta vingt hommes; l'on ne put emporter que deux lunettes la nuit du 23 au 24.

Le maréchal revint le 1er août d'un voyage qu'il avoit cru devoir faire aux portes de Mayence pour examiner tout ce qui pouvoit être tenté après la prise de Landau. A son retour, il trouva les trois lunettes emportées avec perte de quatre capitaines de grenadiers.

Un petit ouvrage, que l'on appeloit *le Pâté*, fut emporté la nuit du 3 au 4 août, et, par sa prise, on fut en état de saigner les eaux, ce qui étoit indispensablement nécessaire pour approcher du corps de la place.

Le sentiment du maréchal de Villars, dans les premiers jours du siège, avoit été d'attaquer le chemin couvert d'un peu plus loin que l'on ne le pratique d'ordinaire. Sa raison étoit que, ce chemin couvert étant entièrement contre-miné, il étoit certain que le terrain très humide ne permettoit pas aux ennemis de charger les mines que trois jours avant le temps où ils s'attendoient à être attaqués. Les ingénieurs s'opposèrent à l'exécution de ce dessein qu'ils crurent téméraire et trop périlleux. Cependant l'expérience fit voir qu'outre la perte du temps, qui est très précieux à la guerre puisque l'on emploie plus de trente jours de tranchée ouverte à prendre des ouvrages détachés, la perte des hommes fut beaucoup plus considérable pendant ce long temps qu'une attaque prématurée n'en pouvoit coûter, et l'on reconnut à la fin que le maréchal de Villars ne s'étoit pas trompé dans sa pensée.

Pendant le siège, le sr Beckers, ministre[1] de l'élec-

1. Beckers n'était pas ministre, mais agent de l'administration électorale.

teur palatin, qui se tenoit caché dans Spire, tâchoit toujours d'avancer une négociation que son maître avoit commencée, du consentement de la Cour de Vienne. Mais cette négociation dépendoit uniquement des événements de la guerre et nous verrons en effet, dans la suite, que le prince Eugène ne demanda des conférences avec le maréchal de Villars qu'après la prise des forts de Fribourg.

Le maréchal, après avoir visité les bords du Rhin jusqu'au-dessous de Mayence, alla encore une fois reconnoître les lignes des ennemis à Etlingen, voulant leur donner de l'inquiétude pour toute l'étendue de pays depuis Huningue jusqu'à Coblentz. Il retourna ensuite s'établir au siège de Landau pour en accélérer la prise. Un ouvrage qui couvroit la première contre-garde fut emporté et très mal défendu. Pour s'en emparer, il falloit passer la rivière de Queiche. On commença à y jeter des ponts sur des chevalets, la nuit du 15 au 16. Quoique notre canon eût beaucoup tiré sur les contre-gardes, on voulut cependant y attacher encore le mineur. Neuf différents ouvrages avoient déjà été emportés, mais les ennemis en ayant ajouté de nouveaux, comme nous l'avons dit, on fut obligé d'ouvrir la tranchée à une demi-lieue de la ville.

Le 18, on se prépara à attaquer les contre-gardes, et cela fut exécuté avec une grande valeur de la part des troupes. On prit plus de 50 grenadiers ennemis dans les demi-lunes 80 et 90 et dans la contre-garde 92.

Le maréchal de Villars étoit à l'attaque commandée par le comte de Sésanne, lieutenant général, et par le marquis de Gonzague, maréchal de camp.

Le jour d'après, les ennemis mirent le drapeau blanc

et demandèrent à capituler. Le maréchal de Villars alla visiter en plein jour, pendant une suspension d'une heure, les lunettes attachées aux bastions de la ville attaquée et dit aux officiers sortis de la place que l'on vouloit que la garnison fût prisonnière de guerre et qu'ils ne s'attendissent pas à un traitement plus favorable. Après quoi, l'on recommença à tirer.

Une demi-heure après, un colonel des ennemis vint apporter la capitulation. « Avant que je prenne la peine d'en lire les articles, dit le maréchal, celui de prisonniers de guerre y est-il? » L'officier répondit que le prince de Wirtemberg n'y consentiroit jamais. — « Reportez donc votre capitulation, » lui répliqua le maréchal; « bien des compliments à M. de Wirtemberg, dont je considère fort le mérite et la naissance; mais je veux priver les ennemis du roi, pendant quelque temps, d'un aussi bon général et d'aussi braves troupes que celles qui défendent Landau. » Le colonel s'en retourna et l'on commença à tirer pour la troisième fois. Les officiers principaux de l'armée pressèrent le maréchal de consentir que la garnison se retirât. Ils alléguoient pour raison que la place tiendroit encore quelque temps, que la fin de ce siège occuperoit des jours importants, quand on médite une seconde entreprise dans l'arrière-saison, et, qu'enfin, il falloit songer à conserver nos troupes.

Malgré ces raisons, il demeura ferme dans son premier dessein, et, le 20 août, le prince de Wirtemberg se soumit à être prisonnier de guerre sans autre restriction. Le maréchal désira que le maréchal de Bezons, qui avoit toujours demeuré au siège, envoyât le

s^r Deslutteau[1], son neveu, colonel d'infanterie, porter au roi la nouvelle de la prise de Landau; et, de son côté, il envoya le chevalier de Valory, fils du lieutenant général, porter au roi 42 drapeaux avec 2 étendards de la garnison; et cette même garnison, il l'envoya à Saverne et à Haguenau, en attendant que Sa Majesté se fût déterminée sur les pays où elle vouloit que toutes les troupes fussent conduites. En même temps, le maréchal se loua fort au roi des ingénieurs, mais surtout des grenadiers, officiers et soldats. Il demanda des grâces pour eux et le roi voulut bien en accorder la plus grande partie. Ce corps étoit en effet respectable et servoit avec une intrépidité qui méritoit des louanges infinies.

Le maréchal donna aussi de grands éloges à Vallière, commandant des mineurs. Il avoit commandé l'artillerie dans tous les sièges de la campagne précédente, et, quoiqu'il eût trouvé que le s^r Duperrier, ancien lieutenant général de l'artillerie, la commandoit au siège de Landau, il ne fit pas difficulté de servir sous lui.

Au reste, la garnison étoit de près de 12,000 hommes et il y avoit onze ouvrages à prendre avant que d'arriver sur le fossé. Mais, quoique les ennemis eussent fait jouer 32 mines, la perte du côté du roi n'alloit qu'à près de 1,000 hommes, et 2,000 environ blessés aux hôpitaux.

Le maréchal de Villars fit donner plus de 20,000 liv. de son argent aux officiers blessés, leur disant qu'il

1. Étienne Leménestrel de Hauguel, s^r de Lutteaux, devint lieutenant général en 1738 et mourut d'une blessure reçue à Fontenoy.

les feroit retenir sur leurs appointements, afin d'engager par là les plus délicats à recevoir sans peine. Au fond, son intention étoit de ne rien retenir. Mais ce qui est surprenant, c'est que, comme MM. de Contade, major général de l'infanterie, et de Beaujeu, maréchal des logis général de la cavalerie, en faisant la distribution aux officiers, disoient que le maréchal de Villars ne vouloit que le plaisir de leur en faire, tous se contentèrent de ce premier plaisir et un petit nombre voulut lui faire celui de l'en remercier, peut-être honteux de recevoir, sans pouvoir rendre, ce qu'on n'avoit pas dessein de leur redemander jamais.

Dans le même temps, le maréchal fit venir le comte Dubourg pour régler le mouvement des troupes et se préparer à une nouvelle entreprise pendant que l'on travailloit jour et nuit à rétablir et à munir Landau.

Ces travaux finis, le maréchal pria le ministre de la guerre de faire attention qu'avant l'ouverture de la campagne, on avoit soutenu, pour faire plaisir au maréchal de Bezons, qu'il falloit deux armées et que celle du maréchal de Bezons marcheroit vers la rivière de Glane pendant que le maréchal d'Harcourt passeroit le Rhin au Fortlouis. Par cette fausse démarche, entreprise seulement pour assurer au maréchal de Bezons le commandement d'une armée, le prince Eugène, placé derrière les lignes d'Etlingen, pouvoit faire un pont sur le Rhin, communiquant à Landau couvert de la Queiche; ainsi on ne faisoit rien et la campagne étoit perdue. Tant il est vrai que les cabales de cour ne sont jamais occupées de l'intérêt du roi, mais uniquement de celui des particuliers.

Le prince Eugène avoit cependant rassemblé 270 es-

cadrons et 150 bataillons, certainement plus nombreux que ceux du roi. Il avoit de plus employé le temps de la durée du siège de Landau à perfectionner tous les retranchements sur les montagnes et principalement celui qui pouvoit empêcher le siège de Fribourg.

De son côté, le maréchal mit en mouvement les ponts de bateaux portatifs pour inquiéter les ennemis, tant par rapport à Mayence et autres places qu'au bas-Rhin, et ceux que l'on pouvoit faire descendre sur Philisbourg et toutes les troupes qui pouvoient en même temps menacer les lignes d'Etlingen et toute l'étendue de leurs retranchements dans les Montagnes-Noires jusqu'au delà de Fribourg.

Il disposa tout pour s'ébranler le 5 septembre, quoiqu'on lui demandât bien plus de temps pour les arrangements nécessaires, comptant toujours qu'il est plus avantageux d'attaquer avec moins de préparatifs que de laisser à l'ennemi le temps et le moyen de prévenir les coups qu'on veut lui porter.

Il se rendit donc le 28 août à Landau et il trouva que, suivant ses ordres, on avoit travaillé avec une diligence surprenante au rétablissement de la place. Il avoit fallu commencer par raser les tranchées, les batteries; et tous les travaux de deux mois avoient été détruits en quatre jours.

Ce qui étoit surprenant, c'est que l'on eût fait subsister pendant trois mois 200 bataillons et plus de 300 escadrons dans l'espace de 20 lieues de pays sur 5 de large, entre les montagnes et le Rhin, sans que les paysans eussent quitté leurs habitations. Cela n'avoit sans doute été possible que par la plus sévère discipline et la plus exacte économie, parties dans la guerre

auxquelles le maréchal de Villars s'étoit toujours singulièrement appliqué. Il prenoit la liberté de faire souvenir Sa Majesté qu'Elle n'auroit pas été servie aussi heureusement par ceux qui soutenoient qu'une armée composée de plus de 100 bataillons et 200 escadrons ne pouvoit subsister sur le Rhin, et qui, sur ce fondement, se préparoient à la seule défensive en Allemagne. Il est certain, en effet, que tous les peuples, qui, jusque-là, n'avoient vu nos soldats que le flambeau à la main, étoient surpris que l'on n'eût fait aucun dégât chez eux et qu'on n'y eût pas brûlé une seule maison.

Le roi, qui voyoit d'assez grandes difficultés dans l'entreprise de Fribourg, fit dépêcher un courrier au maréchal de Villars pour le porter à faire de nouvelles réflexions sur l'exécution de son dessein[1]. Mais le

1. Les souvenirs de Villars ne sont pas absolument d'accord avec sa correspondance. Le roi avait entièrement approuvé le projet du siège de Fribourg. C'est Villars qui, dès le 23 août, commence à faire des objections. Voysin les réfute le 28. Villars insiste et demande des ordres. Voysin lui écrit le 6 septembre : « Vous n'aurez pas une décision plus expresse de la part de Sa Majesté pour vous déterminer au siège de Fribourg : Elle se remet entièrement à vous de le faire ou de ne le pas faire et de vous déterminer à ce que vous croirez qui sera du bien de son service et de plus convenable à la conjoncture présente. Si vous ne croyez pas devoir entreprendre le siège de Fribourg, Sa Majesté approuve fort aussi le parti que vous voulez prendre..... de marcher du côté de Rastadt..... C'est dans l'alternative de ce projet ou du siège que vous avez à vous déterminer : Sa Majesté approuve le parti que vous croirez devoir prendre. » C'est le 13 septembre que, se rendant aux objections renouvelées de Villars, Voysin lui écrit que le roi renonce au siège de Fribourg; mais, quand Villars reçut la lettre, il avait pris son parti et se trouvait déjà sous les murs de la place. (Pelet, XI, p. 318-357.)

maréchal de Villars, qui, dès le commencement du siège de Landau, avoit mûrement examiné les divers projets qu'il pouvoit former, ne fut pas ébranlé par la lettre du roi et suivit son dessein. Il fut pourtant obligé d'attendre jusqu'au 10 septembre, non seulement pour laisser Landau en bon état, mais encore pour y mettre les provisions nécessaires de bouche et de guerre, et pour achever de retirer des électorats de Mayence et du Palatinat les 50,000 sacs de grains qu'ils avoient promis. Enfin, il vouloit mettre Landau en état de tenir si longtemps que le prince Eugène ne pût former d'entreprise qu'en abandonnant l'Allemagne; et, qu'en cas que ce prince ne portât pas une grande partie de ses forces du côté de Vilingen, il pût lui-même faire attaquer cette mauvaise place en même temps que Fribourg et porter la plus grande partie de ses forces dans l'Empire.

Cependant le maréchal de Villars reçut le 1er septembre des pouvoirs du roi pour traiter de la paix, si les progrès des armées y obligeoient l'empereur, suivant la négociation entamée par l'électeur palatin et qui devenoit plus vive à mesure que le succès de nos armes étoit plus heureux.

Le 2 septembre, le maréchal envoya des projets au roi pour donner aux ennemis toutes les inquiétudes qui pouvoient leur persuader divers desseins, comme de passer le Rhin entre Manheim et Mayence sur des ponts portatifs, d'attaquer les lignes d'Etlingen par Rastadt et, en même temps, d'investir Fribourg.

Dans ce projet étoient expliqués tous les divers mouvements de troupes, aussi bien que les dispositions pour les vivres, l'artillerie, le partage des généraux

et les moyens de cacher jusqu'au dernier moment le véritable dessein.

On peut voir dans le Mémoire suivant l'exposition de son projet, fait par lui-même, quelques jours avant qu'on fût maître de Landau.

L'ennemi pouvant apporter des obstacles presque insurmontables au siège de Fribourg, il convient d'en cacher le dessein le plus longtemps qu'il sera possible, et, pour lui en ôter la connoissance, il ne faut omettre aucune des précautions qui peuvent persuader une route toute contraire à celle que nous voulons suivre. Pour cet effet, dès que les bateliers commandés par M. de la Houssaye seront arrivés à Celse[1], il faut faire descendre les bateaux du pont portatif qui sont dans le canal jusqu'à l'île Mati et, là, les faire remettre sur les haquets, en sorte qu'il revienne aux ennemis que ce pont est prêt à marcher vers le bas-Rhin. Il faut en même temps assembler un corps d'infanterie avec le plus de secret qu'il sera possible; pour cela, les six bataillons de la brigade du Perche, qui ont conduit la garnison de Landau à Haguenau, en partiront le 6 pour s'approcher de Strasbourg. Le même jour, tout ce que M. le comte Dubourg pourra tirer d'infanterie se rendra aussi à hauteur de Strasbourg, en deçà du Rhin.

On prendra les précautions possibles pour empêcher que, par les ponts de Kell et du Fortlouis, aucune nouvelle ne puisse arriver aux ennemis de ce premier mouvement de troupes.

M. le chevalier d'Asfeldt aura ordre de se trouver le 6 au soir à Strasbourg pour concerter avec M. le comte Dubourg et les autres officiers généraux les moyens de s'emparer des postes que les ennemis occupent près de Fribourg.

M. le chevalier d'Asfeldt, arrivant le 6 au soir, sera informé des dispositions des ennemis, près de Fribourg, du même jour, et, si elles ne sont pas différentes de ce qu'elles sont actuellement, il n'y a pas d'apparence qu'ils songent un moment à défendre les lignes sur Fribourg et, tout au plus, ils tâcheront de jeter

1. Sans doute Seltz, en face de Rastadt.

dans cette place quelque augmentation de troupes, comme tous les avis que nous avons jusqu'à présent marquent qu'ils n'ont pas d'autre dessein. Le premier corps qui marchera, commandé par M. le comte Dubourg, MM. les chevaliers d'Asfeldt, Coigny et Vieuxpont, sera composé de l'infanterie de M. d'Asfeldt, de celle de M. Dubourg et des 6 bataillons que l'on a fait marcher à Haguenau pour escorter l'infanterie de Landau et de toute la cavalerie qui est le long du Rhin depuis Lauterbourg.

Si cette première investiture se trouve aussi aisée que nous avons lieu de l'espérer, on établira les troupes au delà de Fribourg, dans la vallée de Saint-Pierre, ainsi que ces MM. les officiers généraux le trouveront le plus convenable.

Si, contre tous les avis que nous avons actuellement, les ennemis étoient en force sur Fribourg, et telle que les premiers 30 bataillons ne pussent les déposter, nous prenons nos mesures pour soutenir cette première tête par 40 autres bataillons qui, cependant, ne pourront peut-être arriver que deux jours après, par les mouvements que nous sommes obligés de faire pour donner aux ennemis la plus vive inquiétude qu'il sera possible vers le côté de Mayence.

Pour cet effet, les troupes de M. le maréchal de Bezons, à la réserve de la garnison de Landau, marcheront le 4 dans la plaine, qui est derrière le camp que l'armée du roi occupe actuellement près de Spire, ayant leur gauche vers Marientraut et postant 10 bataillons vers Manheim.

Pendant le séjour du 5, on fera dans le camp de M. d'Alègre, et ailleurs, toutes les démonstrations qui peuvent marquer que l'on veut marcher vers Mayence.

Comme l'on doit laisser 70 bataillons en tout à M. le maréchal de Bezons, qu'il doit être joint par les 2 bataillons des gardes Suisses, par 2 de Saint-Vallier et qu'il trouve sur la ligne ceux d'Enghien et d'Aunay, il sera tiré 6 bataillons de son armée qui iront camper dès le 4 à hauteur de Wissembourg pour se rendre le 6 sous Strasbourg avec les autres bataillons qui doivent composer les 30 de M. le comte Dubourg, c'est-à-dire que ces 6 bataillons marcheront du camp près de Landau le même jour que l'armée en partira pour s'approcher de Spire. Les 100 escadrons qui devront rester à M. le maréchal de Bezons seront

composés en partie de ceux qui sont aux ordres de M. de Quadt et des troupes de MM. les électeurs de Bavière et de Cologne, lesquelles il sera plus convenable de laisser de ce côté du Rhin que de les faire passer de l'autre côté, crainte de la désertion.

Tout le corps de M. d'Alègre, à cela près, s'ébranlera le 6 et marchera sur deux colonnes, une par Turkheim, laquelle campera près de Landau et continuera sa marche par Wissembourg sous le Fortlouis, l'autre par Marientraut, qui ira camper près Langembrich; et, bien que l'ébranlement d'un corps aussi considérable ne puisse être caché, il est cependant bon que l'on ne batte ni ne sonne dans la marche, puisque, donnant tous les ordres possibles à tous nos postes le long du Rhin pour empêcher qu'il ne passe aucun vedelin aux ennemis, on peut se flatter de leur cacher pendant un jour l'ébranlement de l'armée, et, comme j'apprends par un courrier de M. le marquis d'Alègre que les villages voisins de son camp s'offrent à lui voiturer des fourrages, il sera bon qu'on leur en demande une quantité plus considérable, en sorte que l'on pourroit faire marcher une partie de la cavalerie de M. le maréchal de Bezons jusque vis-à-vis de Lambsheim; elle trouveroit dans son camp du fourrage préparé pour deux jours, y demeureroit le 6, et, le 7, se rendroit au camp de Spire.

Ces diverses mesures peuvent ôter ou, du moins, différer à l'ennemi la connoissance de nos mouvements, et, ne fût-ce que pour un jour, c'est toujours un grand avantage.

Lorsque l'armée actuellement à Spire s'ébranlera, l'infanterie menée par M. d'Albergotty marchera à plus grandes journées qu'il sera possible pour aller passer le Rhin à Strasbourg; observant que, comme les 30 premiers bataillons passeront la nuit qu'ils arriveront sous Strasbourg au delà du Rhin, tout ce qui arrivera dans la suite ne campera point sous Strasbourg, mais, à quelque heure qu'il arrive, passera le Rhin et ira camper près de Kell.

La cavalerie menée par M. de Saint-Fremont passera le Rhin au Fortlouis, celle que mènera ensuite M. le marquis d'Alègre y passera le Rhin pareillement, à moins que l'on ne juge convenable que celle qui aura marché par Turkeim n'aille tout droit

à Strasbourg pour n'avoir pas trop de troupes à faire passer par le Fortlouis.

Les premiers arrivés avec M. de Saint-Fremont feront un mouvement vers Rastadt. Le jour d'après leur arrivée, je pourrai me trouver à la tête de ces troupes afin de donner aux ennemis toute l'inquiétude possible pour leurs lignes d'Etlingen.

M. le maréchal de Bezons, resté à la hauteur de Spire, fera raser par les dix bataillons qui seront près de Manheim le fort de Manheim, M. de Contade m'ayant dit qu'il pouvoit être bien démoli en deux jours. Il faudra commencer à détruire les deux faces et la demi-lune avant que de raser les branches.

Il sera donné ordre pour le pain conformément au mouvement général, lequel sera communiqué au s^r Paris, observant de ne l'envoyer à Strasbourg que précisément selon la nécessité et point d'avance pour qu'il ne passe point aux ennemis que l'on cuit à force à Strasbourg.

Ce mémoire communiqué à Mr de Puységur, on examinera plus en détail les journées et les lieux où les troupes iront camper, observant qu'il faut que l'infanterie fasse au moins six lieues par jour, c'est-à-dire qu'elle aille en quatre jours de Spire à Strasbourg, passant le Rhin le 4; ce que nous avons éprouvé à l'ouverture de la campagne ne nous fera pas trouver pareille diligence bien difficile.

L'on fera marcher toute l'artillerie de campagne de l'armée du Rhin, suivant la même route de l'infanterie; il sera aisé de trouver deux marches libres le long du Rhin, et surtout par Haguenau. L'artillerie de M. de Bezons lui demeurera, M. de la Houssaye donnera ses ordres pour faire trouver des fourrages près de Lutterbourg et ailleurs. La répartition de MM. les officiers généraux sera faite hors ceux qui demeureront avec M. le maréchal de Bezons, tant de ceux qui devront marcher avec le premier corps commandé par M. le comte Dubourg, que de ceux qui marcheront avec M. de Saint-Fremont, M. d'Albergotty et M. le marquis d'Alègre.

Toutes les apparences veulent que le prince Eugène, ayant désormais toutes ses troupes, ne voie pas commencer un nouveau dessein sans y apporter tous les obstacles possibles; on a examiné tous les mouvements qu'il peut faire.

Si une fois nos premiers postes sont pris autour de Fribourg, il est difficile que l'ennemi puisse les attaquer avec avantage, n'y arrivant que par des défilés, et, comme il est obligé de faire le tour des montagnes, notre infanterie aura bien moins de chemin à faire pour aller soutenir celle qui occupera les premiers postes que l'ennemi pour les aller attaquer.

Si l'armée entière des ennemis se postoit derrière les montagnes pour déboucher par Horneberg ou la vallée de Saint-Pierre et Walkirck, nous la voyons arriver par ces défilés et elle ne peut nous attaquer qu'avec un grand désavantage.

Il reste encore deux partis à prendre à l'ennemi, l'un de marcher avec toutes ses forces d'Etlingen et de venir chercher l'armée du roi par la plaine, l'autre de passer le Rhin pour venir aux lignes de la Lutter.

Pour obvier à ces deux desseins, il est résolu de laisser à M. le maréchal de Bezons 70 bataillons, la garnison de Landau comprise, et 100 escadrons, lesquels, dès le 7, marcheront diligemment vers la Lutter; et l'armée du roi, à la réserve de 40 escadrons et les 30 premiers qui doivent marcher à Fribourg, se postera sur la Kinche, cette rivière devant elle.

De l'armée de M. le maréchal de Bezons, il y aura 50 escadrons dans l'île de Fortlouis, lesquels, au premier mouvement des ennemis pour remonter vers la Kinche, marcheront diligemment et joindront l'armée du roi par le pont de Strasbourg; des 55 bataillons de l'armée de M. de Bezons, on en laissera 15 dans Landau, il y en aura 25 qui marcheront sous Haguenau pour être en état de joindre aussi l'armée du roi par le pont de Strasbourg, en sorte que l'ennemi, marchant avec toutes ses forces, son canon, charrettes composées et tout l'attirail nécessaire pour une grande action, ne peut jamais arriver sur la Kinche et se préparer au combat que l'armée de M. le maréchal de Villars ne puisse être soutenue par toute celle de M. le maréchal de Bezons, du moins la plus grande partie.

Si l'ennemi passe le Rhin pour marcher vers Landau ou vers les lignes de la Lutter, M. le maréchal de Villars peut de suite les soutenir avec toutes les forces qu'il estimera nécessaires pour ne rien craindre. Si l'ennemi s'attache au siège de Landau, il ne peut avoir, selon les apparences, des forces suffisantes pour

garder toute l'étendue de ses lignes; et, sans quitter le siège de Fribourg, on peut pénétrer par les vallées de la Kinche, celles de Walkirck, de Saint-Pierre, se servir même des troupes du siège pour ce dessein, attaquer Vilingen et s'étendre dans l'Empire. Voilà les premières dispositions que l'on peut imaginer pour assurer notre entreprise et sur lesquelles se régleront les vivres et les fourrages, observant, pour ne pas fouler l'Alsace, que la cavalerie de M. de Bezons tire le sien de l'autre côté du Rhin par le Fortlouis.

Comme il est encore incertain que toutes les troupes puissent s'ébranler le 6, les derniers ordres ne seront donnés que le 3, et, si, par le retardement des réparations de Landau et du ravitaillement, l'on ne s'ébranle que le 10, les derniers ordres ne seront donnés que le 7.

Cependant, on étoit toujours dans quelque inquiétude pour la subsistance. La plus solide venoit des grains imposés aux ennemis, car les magasins du roi ne fournissoient rien. Mais les extrémités où s'étoit trouvé le maréchal de Villars en 1709 le rendoient plus hardi pour tout ce qui étoit sans comparaison moins difficile.

On apprit alors que toutes les troupes des ennemis étoient en mouvement, et, le 7, l'armée du roi ayant fait battre la générale, un quart d'heure après, on l'entendit battre dans tous les divers corps des ennemis de l'autre côté du Rhin.

Il étoit question de faire passer le Rhin aux Suisses, même à ceux du régiment des gardes, et cela n'étoit pas sans difficultés. L'intention du roi étoit qu'on les y obligeât, et l'on paroissoit y être fondé sur un exemple de M. de Turenne. L'on se souvenoit d'un discours qu'il avoit tenu aux commandants de ce corps auxquels il avoit dit : « Que, naturellement, il ne

parloit durement à personne, mais qu'il leur feroit couper la tête dans le moment s'ils refusoient d'obéir. »

On trouvoit assez plaisant que M. de Turenne ne trouvât pas de dureté à menacer un homme de lui faire couper la tête.

Le maréchal de Villars, touché néanmoins de la douleur mortelle des officiers suisses, les laissa en deçà du Rhin, d'autant plus que, formant un siège sur les frontières de la Suisse, il trouva convenable au service du roi de ménager cette nation.

Le 9, on chanta le *Te Deum* dans l'église cathédrale de Spire pour la prise de Landau, et le doyen avec tout le chapitre en fit la cérémonie au hasard de déplaire à l'empereur. Ce fut cependant sans violence de la part du maréchal de Villars. Le doyen même s'y offrit, disant que la bonté que le roi avoit eu de faire rebâtir leur église les obligeoit à ce respect; qu'ils y étoient portés de plus par le bonheur actuel de leur ville qui s'enrichissoit au milieu de la guerre par la liberté de vendre assez cher ses marchandises et par l'exacte discipline des troupes françoises.

Les difficultés des subsistances retardoient encore de quelques jours le principal mouvement. Le manque de chariots que M. de Lorraine refusa le plus longtemps qu'il lui fut possible, empêcha le maréchal de Villars de s'ébranler avant le 17 septembre.

La veille, le maréchal de Villars donna un grand bal à Strasbourg, et, pendant ce divertissement, les ordres se donnoient pour la disposition de l'attaque des retranchements de Fribourg.

Le comte Dubourg avoit marché avec 40 bataillons. Dans le même temps, on paroissoit vouloir attaquer

les lignes d'Etlingen, et un corps de dragons entra dans la vallée d'Horneberg, comme si l'on avoit voulu marcher vers Vilingen.

Le 18, le maréchal, en sortant du bal, partit dans sa chaise de poste et rejoignit le reste des troupes qui avoient marché le 17.

Le 19, on fit une assez grande marche, et, le 20, le maréchal joignit le comte Dubourg à trois heures après midi. Il avoit ordonné à ce général d'attaquer dès la pointe du jour, et, en effet, il étoit d'une extrême conséquence de prévenir les ennemis qui pouvoient fortifier par les derrières un poste presque inaccessible par la nature du lieu. C'est une montagne nommée Roscoph[1] et célèbre par son escarpement. Le général Vaubonne étoit posté sur le haut, fortifié par des retranchements que les ennemis avoient perfectionnés pendant le siège de Landau. Les redoutes étoient fraisées et palissadées, et la gauche de ce retranchement tenoit au fort Saint-Pierre de Fribourg qu'on peut dire imprenable par sa situation. Il y avoit 18 bataillons impériaux en bataille sur la crête de la hauteur derrière ces retranchements et il étoit indispensablement nécessaire de ne pas donner 24 heures aux ennemis pour envoyer de nouvelles troupes, ce qui leur étoit très facile.

Le comte Dubourg vouloit des pioches, outils, fascines et plusieurs préparatifs pour l'attaque; mais ils exigeoient trop de temps, et, pour n'en point perdre, le maréchal fit marcher dans le moment toutes les troupes. Il envoya le chevalier d'Asfeldt, lieutenant

1. Rosskopf.

général, pour attaquer un retranchement des ennemis. C'étoit une demi-lune sur la droite du Roscoph, et en même temps le comte d'Estrades eut ordre de faire encore une diversion sur la gauche de ce que devoit attaquer le chevalier d'Asfeldt.

Le maréchal marcha à la tête des premiers bataillons, ayant mis à la tête de tout 500 grenadiers. La montagne étoit si escarpée et le rocher si roide que le maréchal de Villars, monté sur un très bon cheval, sentit que les quatre jambes lui manquoient et qu'il se trouvoit sur le point de rouler dans le précipice. Aussitôt, il se jeta à terre quoique avec peine, parce que, étant estropié, il lui falloit deux hommes pour l'aider à monter à cheval.

On emporta les retranchements que les ennemis défendirent mal et on leur prit deux colonels avec plusieurs drapeaux. Le maréchal envoya le comte de Boissieux[1], son neveu, les porter au roi et lui apprendre l'heureuse nouvelle de ce qui venoit de se passer. M. le duc, M. le prince de Conty, M. de Richelieu, le prince d'Épinoy et plusieurs autres étoient avec le maréchal de Villars. Toute l'infanterie des ennemis se jeta dans Fribourg, et, le jour suivant, le maréchal suivit leur cavalerie avec intention de s'avancer dans le pays autant qu'il seroit possible. On trouva le fort d'Holgraben abandonné. Mais, comme nous l'avons déjà dit, le manque de pain avoit différé la marche de cinq jours, et le maréchal se trouva réellement sans aucune subsistance. Cependant, il fit donner

1. Fils de Thérèse de Villars et de Jean de Frétat, s[r] de Boissieux.

tout ce qu'on put ramasser de pain dans l'armée à un détachement de 1,000 chevaux, la plupart dragons et houssards, pour marcher le plus avant qu'ils pourroient, et, de sa personne, il alla quatre lieues au delà de l'abbaye de Saint-Pierre, voulant qu'il se répandît chez les ennemis que l'armée du roi rentroit cette nuit dans l'Empire. Son souper fut médiocre. Mais, comme il savoit que les troupes qu'il menoit trouveroient du pain à leur retour dans le camp et qu'il connoissoit l'importance dont il étoit de répandre une grande terreur dans un pays si couvert de lignes et de retranchements que les ennemis le croyoient inaccessible, il ne s'embarrassa pas de faire un peu jeûner la compagnie pendant deux jours : M. le duc lui donna à souper et le repas fut gaillard sans crainte d'indigestion. Pour les 1,000 chevaux dont nous avons parlé, ils allèrent jusqu'au delà de Rottweil et poussèrent des partis fort loin au delà du Danube.

Le maréchal de Villars régla tous les quartiers et prit tous les postes qui pouvoient rendre le secours de Fribourg difficile au prince Eugène, qui, sans doute, l'auroit tenté, si l'on n'y eût mis des obstacles considérables.

On étendit les contributions fort avant dans l'Empire, et ce fut pour la troisième fois que le maréchal mena les troupes du roi au delà du Danube[1], ce qui ne leur

1. La colonne commandée par Imécourt ne dépassa pas Furtwangen qui est près d'une des *sources* du Danube, à 5 ou 6 lieues de Fribourg. (Pelet, XI, 354.) Les petites expéditions que fit Asfeldt en décembre à Neustadt et Todtnau ne dépassèrent pas un rayon de 7 à 8 lieues. (Pelet, XI, 404-412.)

étoit pas encore arrivé depuis les guerres de Gustave-Adolphe.

Le siège de Fribourg étoit certainement très difficile par l'excellence de la place. Trois forts qui occupoient toutes les montagnes rendoient cette entreprise presque impossible, surtout commencée dans la fin de septembre, et le fort de Saint-Pierre étoit regardé comme imprenable. Mais l'espérance du maréchal étoit fondée sur ce qui l'auroit peut-être fait perdre à un autre général : c'étoit une garnison de 19 bataillons, sans compter des détachements, et toute la noblesse du pays. Tous les officiers du corps de Vaubonne y avoient leurs femmes et la meilleure partie de leurs équipages qu'ils n'avoient pas eu le temps de sauver.

Le maréchal de Villars raisonna donc ainsi dès les commencements de son entreprise. Le siège de la ville peut être long, mais, n'étant pas secourue, on la prendra quinze jours plus tôt ou plus tard. Les ennemis ne sauroient mettre dans les forts de Saint-Pierre et de l'Étoile plus de 1,000 hommes. Par conséquent, étant résolu à ne donner aucune capitulation à la garnison qu'en rendant le tout, il compta que le fort Saint-Pierre lui seroit rendu sans être attaqué. Ce qu'il avoit prévu arriva, comme nous le verrons dans la suite.

Le 27, le maréchal régla les attaques avec le s^r de Valory et les deux principaux ingénieurs : celle de la ville près de la porte de Saint-Martin et celle qui pouvoit mener au fort Saint-Pierre par la vallée de Saint-Pierre.

Le s^r de la Battue, qui avoit commandé dans le château de Fribourg, vouloit que l'on attaquât par la

porte de la ville qui est au pied de ce château, et sa raison étoit que, par cette attaque, on pouvoit saigner la rivière que l'on fait passer dans les fossés de la ville. Ce La Battue avoit raison, mais Valory et les ingénieurs l'emportèrent auprès du maréchal de Villars. Tant il est vrai que l'on est souvent forcé de se rendre aux raisons de ceux que l'on charge directement de l'attaque; et cela, parce que, quand on leur fait violence, ils voient avec plaisir tout ce qui ne réussit pas.

La tranchée fut ouverte la nuit du dernier septembre au 1er octobre; on se servit d'un rideau le long de la rivière qui mène presque au pied du glacis de la porte Saint-Martin, qui étoit le côté de l'attaque.

Le maréchal étoit à la tête des travailleurs et rétablit dans le moment une petite alarme qui pouvoit les disperser. On ne perdit cette première nuit que dix hommes tués ou blessés avec deux capitaines et la tête du travail fut poussée à 200 toises de la palissade.

On fut informé le 1er octobre que l'entrée des troupes du roi dans l'Empire, dont les partis avoient été plus de 20 lieues au delà de la source du Danube[1], avoit obligé les États de Suabe à demander une assemblée des cercles voisins. Circonstance qui pouvoit presser la Cour de Vienne à songer sérieusement à la paix.

Les ennemis firent sur le soir du même jour une grosse sortie. Mais les bataillons de la reine, qui étoient à la tête de la tranchée, en sortirent et rechassèrent les ennemis. Le sr de Beaujeu, qui suivoit le maréchal de Villars, eut la jambe emportée d'un boulet de canon. Il étoit brigadier et faisoit la charge de maréchal des

1. Voir ci-dessus, p. 216, la note qui rectifie ces chiffres.

logis général de la cavalerie. Il n'y eut dans cette affaire que trois ou quatre capitaines tués ou blessés, et les ennemis perdirent un assez grand nombre de soldats.

Le 3, le maréchal de Villars alla reconnoître les postes qu'il pouvoit prendre pour l'armée du roi, en cas que le prince Eugène voulût marcher par la plaine pour venir l'attaquer et secourir Fribourg. Comme le côté des montagnes étoit le plus dangereux, il avoit commencé par y ordonner des ouvrages qui pouvoient rendre cette route bien difficile aux ennemis.

On plaça, la nuit du 4 au 5, 28 pièces de 24 en batterie contre la ville et le château.

Le même jour, le maréchal apprit que le baron de Hontheim[1], principal ministre de l'électeur palatin, venoit le trouver secrètement, mais avec des pouvoirs pour entrer en négociation.

Le 7, les ennemis firent une assez grande sortie sur les travailleurs. Le marquis de Nangis, qui commandoit la tranchée, fit sortir les grenadiers et l'on fit rentrer les ennemis dans le chemin couvert avec assez de pertes de leur part.

Le s[r] Desguidy, capitaine des gardes du maréchal de Villars, fut blessé.

Notre canon commença à imposer à celui des ennemis qui nous avoit tué assez de gens.

Le maréchal apprit que le prince de Savoye étoit parti de son camp près d'Etlingen pour s'approcher de l'armée du roi et qu'il passoit derrière les Montagnes-Noires. Ce mouvement obligea le maréchal de

1. Hundheim. Voir p. 191 et 225.

Villars à prendre de nouvelles mesures pour n'avoir rien à craindre de ce côté.

Le 9, les ennemis firent une sortie sur l'attaque du château où le terrain leur étoit fort avantageux, puisqu'ils descendoient sur nos gens par un escarpement de montagnes très difficile. Nous y eûmes trois capitaines de grenadiers tués, l'un desquels étoit fils de milord Melford, et près de 80 soldats tués ou blessés. Les ennemis y perdirent beaucoup. Les logements furent rétablis et même avancés de 30 toises. A l'attaque de la ville, on embrassoit la lunette par deux sapes.

Comme les ennemis pouvoient marcher à l'armée du roi par le derrière des montagnes ou par la plaine, le maréchal de Villars prit toutes les mesures possibles pour rendre leur marche infructueuse; il n'oublia rien pour empêcher qu'ils ne pussent donner jalousie d'un côté dans le dessein d'attaquer de l'autre, et les força à se déterminer en sorte qu'il eût toujours le temps de leur opposer toutes ses forces.

Pour cela, il fortifia le côté des montagnes, ne laissant de pays accessible que par la plaine. Pour y marcher, les ennemis étoient contraints de se faire suivre par un attirail prodigieux de chariots. Et, en effet, étant obligés de partir d'Etlingen et n'ayant aucune place derrière eux, ils étoient coupés par Strasbourg et le fort de Kell dès qu'ils passoient la Kinche.

Il leur étoit impossible d'espérer aucun succès, puisque le maréchal avoit eu le temps de porter le gros de ses forces dans les retranchements qu'il avoit préparés, et, dès là, le secours de Fribourg ne se

pouvoit tenter qu'avec de si grands périls que le prince Eugène n'auroit pu raisonnablement se flatter de réussir.

La nuit du 12 au 13, il y eut une affaire très sérieuse et très sanglante à l'attaque du château. Le chevalier de Pezeux ayant voulu se loger sur le chemin couvert de la redoute attaquée, les ennemis firent jouer une mine qui renversa le logement et jeta nos gens hors du travail commencé, et même de la tête de la tranchée. M. de Pezeux le regagna l'épée à la main à la tête des bataillons de Laval, le colonel les ayant menés du bas de la tranchée avec la plus grande valeur. Il y eut à cette action sept capitaines tués ou blessés et M. de Laval le fut très dangereusement. Le maréchal de Villars avoit une grande estime pour lui et le regardoit comme un homme très propre à bien servir.

Le 13 octobre, le maréchal de Villars alla reconnoître les vallées de Stauffen, Totnau et d'Obrelet, sur ce qu'on lui avoit dit que les ennemis, après s'être présentés à la vallée de Saint-Pierre, pouvoient très aisément retourner par les vallées que nous venons de nommer et l'attaquer. Pour être entièrement tranquille, le maréchal envoya le général Dillon avec un corps occuper les crêtes de ces montagnes. Ces précautions prises, l'ennemi ne pouvoit plus s'approcher de l'armée du roi que par la vallée de Saint-Pierre ou par la plaine, avenues que l'on rendoit impossibles par les mesures déjà prises.

La nuit du 13 au 14, l'attaque du chemin couvert et d'une lunette qui le couvre ayant été résolue, on commanda 40 compagnies de grenadiers soutenues de

plusieurs bataillons. Le hasard fit que les ennemis ayant résolu de leur côté une sortie de 1,200 hommes commandés par le général de Weitersheim, deux brigadiers et deux colonels, ces troupes se mettoient en bataille sur le glacis, lorsque nos grenadiers sortant de la tranchée pour l'attaque résolue, les ennemis, qui vouloient attaquer, virent qu'ils l'étoient eux-mêmes en sortant. Tout fut renversé, on en tua un grand nombre et l'on amena le général ennemi au maréchal de Villars qui étoit à la tête de l'attaque. Ce qui étoit destiné à cette sortie étoient tous gens choisis et ce qui n'étoit pas encore sorti du chemin couvert fit un très grand feu.

La lunette étoit gardée par 200 hommes choisis qui se défendoient avec une grande fermeté. Le marquis de Vivans marcha à la tête de 4 bataillons pour soutenir les grenadiers qui attaquoient la lunette.

Comme la résistance des ennemis étoit opiniâtre partout et que le maréchal de Villars ne vouloit pas manquer le logement, il fit soutenir l'attaque des 2,000 grenadiers par 30 bataillons, et, enfin, après deux heures de combat, tout fut emporté.

Les comtes de Broglio, de Nangis, de Silly et plusieurs autres officiers généraux volontaires furent toujours à la tête de tout. Le s[r] de Contade, major général, servit avec beaucoup de valeur et de capacité.

La perte fut considérable, presque tous les capitaines de grenadiers ayant été tués ou blessés. Le duc de Richelieu, aide de camp du maréchal, fut blessé à la tête, et le maréchal lui-même reçut à la hanche un coup de pierre si violent que ses habits en furent percés en plusieurs endroits. Le duc de Guiche étoit aussi volontaire.

Nos grenadiers qui, d'abord, étoient entrés dans la lunette en furent chassés. Mais les officiers généraux que nous venons de nommer, secondant M. de Vivans, y rentrèrent à la tête des régiments de Poitou et du Royal-Roussillon. Les 200 hommes qui défendoient cette lunette furent tous tués, n'ayant jamais voulu de quartier. Les ennemis perdirent beaucoup à cette action, mais elle nous coûta près de 2,000 hommes. La valeur du soldat y fut portée au plus haut point. Tous ceux qui retiroient leurs officiers blessés retournoient au combat avec une ardeur qu'on ne sauroit trop louer[1].

Cependant, il étoit si important de ne pas manquer le logement que le maréchal avoit fait marcher jusqu'à 30 bataillons pour soutenir l'attaque; et, en effet, comme la saison étoit avancée et que la neige couvroit la terre, il ne falloit pas mollir dans une occasion si décisive.

Le 15, le gouverneur de Fribourg proposa une suspension pour retirer et enterrer les morts. Elle étoit d'autant plus nécessaire que la puanteur étoit insupportable dans les boyaux.

Cependant l'attaque du château avançoit peu. Le maréchal n'en avoit jamais espéré un grand succès, ne comptant sur la prise du château que par celle de la ville. Les ennemis firent un signal du haut du fort Saint-Pierre et l'on eut lieu de croire que c'étoit pour avertir le prince de Savoye qu'ils étoient pressés.

1. « La valeur des grenadiers ne peut être trop louée : leurs capitaines tués, les sergents et grenadiers disoient : « Nous ne quitterons pas : envoyez des officiers si vous voulez, mais nous ferons toujours comme si nous en avions. » *Villars au roi,* 15 octobre 1713. (Pelet, XI, 375.)

Le prince s'avança le 12 sur les hauteurs de Holgraben avec le reste de son armée, y demeura un jour entier et se retira.

Le 12 octobre, on commença à travailler à six batteries sur le chemin couvert, afin de battre les deux faces des bastions attaqués.

Le maréchal de Villars fut pressé alors, même par les princes du sang, de laisser sortir des dames de Fribourg. Mais il les supplia de trouver bon qu'il ne diminuât en rien l'inquiétude des ennemis et surtout des plus galants de leurs généraux. Ainsi, il persista dans une dureté qui lui fut très utile.

Le maréchal apprit en même temps que, malgré la Cour de Vienne, les États des cercles de Suabe avoient formé une assemblée pour veiller à la sûreté de leurs provinces.

On pressoit les batteries, le maréchal compta qu'elles commenceroient à tirer le 19, et, le 20, toutes furent servies à souhait. On renversa la contrescarpe dans le fossé où l'on commença à jeter des fascines et des sacs à terre. On travailla aussi à saigner le fossé qui étoit plein d'eau.

Mais les ennemis avoient deux batteries dans les flancs bas couverts par les oreillons des bastions qui rasoient toujours le fossé et trop basses pour que notre canon pût bien les voir.

Cependant le maréchal avoit fait loger le baron de Hontheim, premier ministre de l'électeur palatin, et qui parloit aussi pour l'empereur, dans un petit village au delà de Brisac, où il alloit s'entretenir la nuit avec lui. Quoiqu'on vît un désir de traiter, il étoit cependant aisé de connoître que toute la négociation dépendoit du siège de Fribourg. Le baron de Hontheim

assura néanmoins le maréchal de Villars que le prince Eugène avoit les pleins pouvoirs de l'empereur et qu'il ne seroit question d'aucune conférence qu'on ne fût muni desdits pleins pouvoirs[1].

Le 27, les ponts sur le fossé étoient assez avancés, mais, comme il étoit très profond, il falloit que les matériaux qui le combloient touchassent le fond pour les rendre plus solides. Le pont qui alloit à la demi-lune étant achevé, elle fut attaquée et emportée le 19 et 150 des ennemis qui la défendoient furent tués ou pris.

Le 20, il parut, à huit heures du matin, un drapeau blanc sur la brèche des bastions, et le marquis de Villeroy amena deux des principaux magistrats de la ville de Fribourg au maréchal de Villars pour lui apprendre que le baron d'Harsch, gouverneur, les avoit abandonnés. Le premier soin du maréchal fut de courir à l'attaque pour sauver la ville. Le duc de Tallard, colonel de tranchée, avec beaucoup de peine, empêchoit le soldat d'entrer, mais, comme il ne le pouvoit que par les ponts de fascines, on en vint à bout avec quelque peine, et, en même temps, on fit entrer le régiment des gardes dans la ville.

Le maréchal de Villars fit enfermer dans le couvent et dans le jardin des Capucins plus de 5,000 prisonniers que le gouverneur abandonnoit à sa discrétion,

1. Il n'y eut qu'une entrevue entre Villars et Hundheim, le 25 octobre, dans le village de Büsingen : les rapports des deux interlocuteurs sont conservés, l'un aux archives de Paris, l'autre aux archives de Vienne; nous en avons donné l'analyse dans notre étude sur Villars. On en trouvera des extraits dans l'appendice du tome IV.

aussi bien que toutes les femmes des généraux et officiers avec tous leurs équipages qu'ils avoient laissés dans la ville. Le s^r de Contade, major général, fut envoyé pour porter à la Cour cette heureuse nouvelle.

Le maréchal fit dire au gouverneur que, si l'on tiroit un seul coup des tours et du château où il s'étoit retiré, il feroit tout passer au fil de l'épée. Cette menace contint le gouverneur et on rétablit l'ordre dans la ville où régnoit une confusion horrible. Le maréchal lui demanda un million pour le roi si elle vouloit être préservée du pillage et de l'incendie.

Le maréchal fit dire ensuite au gouverneur que, comme il lui avoit abandonné à sa discrétion plus de 5,000 hommes de la garnison blessés ou autres, il ne leur seroit fait aucun mal, mais qu'ils n'auroient d'autre subsistance que celle qui leur seroit envoyée du château. Sur cette déclaration, le gouverneur demanda permission d'envoyer des officiers principaux au prince de Savoye pour lui apprendre leur situation. L'ordre qu'il en avoit étoit de se défendre jusqu'à la dernière extrémité avec promesse de les secourir.

On trouva dans la ville 30 pièces de 24 en état de servir et le maréchal les fit mettre en batterie. Ainsi, l'on prépara pour battre le château 60 pièces de 24 et 40 mortiers qui furent mis en batterie sans essuyer un seul coup de fusil, en attendant les réponses que l'on auroit du prince Eugène, sur la permission de rendre le tout, demandée par la garnison retirée dans les châteaux.

Le gouverneur écrivit une lettre très pathétique au maréchal de Villars et lui manda que son honneur ni celui de la garnison ne lui permettoient pas de se

défaire des vivres qui lui étoient nécessaires pour suivre les ordres de son maître et de son général, et qu'il ne croyoit pas que la religion du maréchal de Villars lui permît de faire mourir des chrétiens dont il étoit le maître.

Le maréchal lui répondit que son honneur, sa religion et ce qu'il devoit à son maître et à ses François ne lui permettoient pas de laisser du pain à un ennemi qui n'en vouloit qu'afin de tuer les François; qu'ainsi le gouverneur enverroit du pain aux soldats qu'il avoit abandonnés ou qu'il répondroit à Dieu de ceux qui périroient à ses yeux.

Cette dispute dura près de deux jours[1]. A la fin du second, le maréchal de Villars fit porter aux barrières du château près de vingt soldats mourants des ennemis. La garnison du château, voyant périr ses camarades, obligea le gouverneur à donner du pain et de la viande aux prisonniers et retira dans le château ces vingt malheureux qu'on y avoit portés à la barrière. Dès ce moment, le maréchal de Villars, qui savoit fort bien que les troupes des châteaux n'avoient pas des vivres pour deux mois et qu'elles étoient forcées de les partager à plus de 5,000 hommes abandonnés dans la ville, compta bien sûrement d'en être le maître trois semaines après.

Cependant sa fermeté fut blâmée des dames de la cour de France et même de quelques officiers généraux de son armée. Le s^r du Guerchois, qui en fut informé, lui envoya plusieurs exemples qu'il avoit recueillis

1. Nous avons retrouvé et nous donnons à l'appendice une partie de cette correspondance.

dans l'histoire pour l'exhorter à tenir bon. Le maréchal n'avoit garde de négliger la seule voie qu'il avoit d'être entièrement maître de cette importante et forte place dont il y avoit des parties imprenables, et son projet eut dès le commencement l'heureux succès qu'il en avoit espéré. En effet, il avoit toujours compté que la très nombreuse garnison de la place lui en procureroit la conquête; bien résolu de ne donner de capitulation à l'ennemi que quand il lui livreroit le tout.

Le gouverneur voulut éviter cet inconvénient en abandonnant 5,000 hommes dans la ville. Le maréchal y remédia en obligeant ce qui s'étoit retiré dans les forts de nourrir ceux qu'ils avoient abandonnés à sa discrétion. Il vouloit, en attendant les réponses du prince Eugène, marcher avec une partie de l'armée à la tête du Danube et pousser des partis considérables dans l'Empire; mais, quelque diligence que pût faire le s[r] Paris, munitionnaire général, il lui fut impossible de donner du pain aux troupes pour huit jours d'avance. Ainsi ce dessein fut rompu par l'impossibilité de la subsistance.

Le maréchal alla loger dans la ville de Fribourg pour être derrière les batteries de canon et de mortiers qu'il destinoit à raser le château.

Le gouverneur fit de nouvelles difficultés pour laisser nos travailleurs sans obstacles de sa part, mais il fut arrêté par les précédentes menaces réitérées et l'on mit tout en état de tirer le 12 novembre.

Le 10, le général Vactendonc[1] fut envoyé au maréchal par le gouverneur pour lui dire que la réponse

1. Wachtendonck.

du prince Eugène ne lui donnoit pas une liberté entière, et ce général demanda permission au maréchal d'aller encore trouver le prince Eugène. Le maréchal lui répondit qu'il ne pouvoit le permettre qu'à condition que le fort Saint-Pierre lui fût remis dans le moment; proposition qui fut refusée. Mais, comme le maréchal avoit besoin de cinq ou six jours encore pour recevoir l'augmentation d'artillerie qu'il attendoit, il permit au général Vactendonc d'aller trouver le prince Eugène, à condition qu'il seroit de retour le cinquième jour. Cependant, il fit les dispositions nécessaires pour faire attaquer Kirn et Fraerbach immédiatement après la prise de Fribourg.

Le 15 au soir, le général Vactendonc, envoyé au prince Eugène par le gouverneur, revint et lui apporta la permission de rendre les forts et châteaux. Le maréchal de Villars envoya le duc de Richelieu porter au roi cette grande et heureuse nouvelle. On trouva dans les forts et châteaux une quantité prodigieuse de munitions de guerre et d'artillerie.

Quoique l'on fût à la fin de novembre, les troupes étoient dans une si grande abondance de fourrages que telle compagnie de cavalerie avoit 50 sacs de grains d'avance. Aussi le maréchal, en rendant compte au roi de cette subsistance, le supplia de vouloir bien se souvenir des difficultés que lui avoient faites les généraux auxquels les cabales de cour lui avoient proposé de destiner le commandement de ses armées. Il lui rappela que, n'espérant pas pouvoir faire subsister les forces que Sa Majesté vouloit leur destiner, ils se préparoient à une guerre défensive au lieu des deux importantes conquêtes qu'il venoit de faire.

La garnison des forts les remit le 18 novembre, et, le même jour, toutes les troupes de l'empereur sortirent des ville, châteaux et forts de Fribourg. Il y avoit deux pieds de neige sur la terre et l'on fut obligé d'ouvrir les chemins déjà bouchés par les neiges, afin que les troupes ennemies pussent arriver à Vilingen.

Sur la lettre que le prince Eugène écrivoit au maréchal de Villars par laquelle il l'assuroit qu'il avoit reçu les pleins pouvoirs de l'empereur pour traiter de la paix et que l'empereur convenoit du château de Rastat pour les conférences, le maréchal, qui avoit aussi reçu les pleins pouvoirs, fit réponse au prince Eugène qu'il partoit le 20 pour Strasbourg où il le prioit de lui mander le jour qu'il voudroit se rendre à Rastat et l'arrangement qu'il jugeroit à propos de prendre pour leur suite, leur garde et, en général, pour ce qui lui paroîtroit le plus commode pour leur dignité et la sûreté du pays.

Le maréchal vit sortir le 20 les troupes ennemies. Celles qu'on rendit de la ville jointes à celles qui sortoient des châteaux passoient 8,000 hommes, et l'empereur en avoit perdu au siège près de 6,000. La terre étoit, comme on l'a dit, si couverte de neige que ces troupes ne pouvoient passer le Holgraben qu'en deux jours.

Le maréchal disposa tout pour la séparation de l'armée, et, comme elle étoit de près de 200 bataillons et 360 escadrons, il n'étoit pas possible que les routes et les étapes ordinaires fussent suffisantes. Il fit donc prendre du pain pour cinq jours, fit suivre les divers corps par toutes les charrettes qu'il avoit, tant de l'Alsace que de la Lorraine, jointes à celles des vivres,

ordonnant aux troupes de partir à mesure que les fourrages commenceroient à manquer dans leur camp. Par ces précautions, une armée plus nombreuse qu'on n'en avoit vu depuis plusieurs siècles fut séparée sans désordre.

Le maréchal reçut le 21 une lettre du prince de Savoye pour arrêter le jour qu'ils se rendroient dans le château de Rastat. On y envoya des maréchaux des logis pour régler les logements et le maréchal de Villars prit ses mesures pour y arriver le 26.



APPENDICE

EXTRAITS DE LA CORRESPONDANCE MILITAIRE DE VILLARS PENDANT LES ANNÉES 1707-1713, DE LA CORRESPONDANCE DE MARLBOROUGH ET DE CELLE DU PRINCE EUGÈNE PENDANT LES ANNÉES 1711-1712.

1. *Chamillart à Villars.*

A Versailles, du 23 juin 1707.

Vous me trouverez sans doute de bien méchante humeur, puisqu'il me reste à désirer encore quelque chose au-delà de ce que vous avez fait et qu'il ne me suffit pas de vous voir sur les bords du Danube, après avoir passé le Rhin et le Nekre, à portée de réveiller le zèle et l'affection des sujets de M. l'électeur de Bavière et de ranimer leur courage pour vous aider à rétablir ce prince dans ses États. Cette idée trop flatteuse ne m'a point encore fait perdre de veüe les malheurs arrivés à Hocstett en 1704, causés uniquement par le manque de communication que l'on n'avoit pas pris soin d'assurer en se rendant maîtres de Fribourg, ou du moins de Fillingue et de Rodeveill, et je vous avoüe que je serois bien plus à mon aise si vous estiez à Hailbron au lieu de Schorndorff. Vous seriez à portée de faire sentir à l'électeur Palatin qu'un grand Roy comme le nostre peut trouver tôt ou tard les occasions de se venger quand on luy a manqué comme il a fait. Vous auriez porté vos contributions du moins jusqu'au Danube, vous en auriés tiré de considérables du Palatinat et de l'électeur Palatin ainsi que de l'électorat de Mayence, aussy bien que de la Franconie, en ne laissant rien à désirer pour maintenir un établissement solide de l'autre côté du Rhin, que vous auriez peine à conserver si dans la suite les ennemis assembloient une armée supérieure à la vostre. Tout ce que l'on peut faire pour vous en garentir, c'est une grande attention à tous les mouvemens qui se feront du costé d'Italie et de Flandre, sans néantmoins vous pouvoir garentir qu'ils ne nous previennent par leur dilligence.

Le Roy a fait M. d'Argelos brigadier pour le dédommager de tout ce qu'il a souffert pendant le tems de sa prison. La soumission forcée de Mrs d'Ulm ne les justiffie point dans mon esprit,

et l'on ne sçauroit trop leur faire sentir l'indignation de leur mauvais procédé et leur manque de bonne foy. Je serois bien content si led. s. d'Argelos avoit pu retrouver de quoy se faire un équipage, ce qui se pourroit prendre aysement sur le degast que font les maraudeurs sans qu'il en coutât rien au pays. Si vous pouviés être un jour assés méchant ou faire croire aux officiers que vous en estes capable et en faire mettre quelques-uns en prison de ceux qui ne se donneront pas assés d'autorité pour empescher leurs soldats de se débander, vous recevriez des benedictions de tous les pays qui sont à portée de vous et le Roy profiteroit de sommes considérables que vous tirerez par les contributions dont une partie vous échappera si vous ne rassurez les paysans de manière à les faire revenir dans leurs maisons. Je suis, etc.

(Min. Dépôt de la guerre. Vol. 2027, n° 168.)

2. *L'évêque de Strasbourg à Villars.*

Du 4e juillet 1707.

Madame la princesse de Bade me prie, M., de joindre mes prières aux siennes pour obtenir de vous les diminutions quelle espère. Elle m'envoye en même tems des lettres quelle souhaitte que j'aye l'honneur de vous adresser. Je n'ay pas cru devoir refuser de m'en charger. Si par hazard j'avois mal fait, aiez la bonté de m'en avertir et en me renvoiant ses pacquets je les luy remettrois, prenant tout sur mon compte et rien sur le votre, ni sur celuy du Roy. Elle m'avoit prié de faire présenter sa lettre pour Madame de Maintenon par Madame de Soubize. Malheureusement, elle n'est point en estat de cela. Madame de Ventadour y pourroit suppléer, mais j'ay cru que tout devoit passer par vos mains. J'en écris un mot à Madame de Ventadour, pour la supplier de les présenter si vous le jugés à propos.

Le retour de l'armée pourroit bien nous rammener M. votre fils. Je serois ravi de luy faire encore ma cour pour l'attachement que j'ay pour luy et pour vous. On ne peut être plus véritablement que je le suis, M., votre, etc.

(Orig. Dépôt de la guerre. Vol. 2027, n° 188.)

3. *Villars à Chamillart.*

Au camp de Graben, le 11 aoust 1707.

Il y a quatre jours, M., que les trouppes qui marchent en Pro-

vence ont quitté l'armée, laquelle est venüe camper icy après avoir consommé les fourages autour de Bruchsall.

Le mesme jour, j'ay envoyé M. de Vivans avec quinze cens chevaux et cinq cens hommes de pied pour mettre à contribution tous les pays qui sont entre les montagnes noires, le Danube, le lac de Constance, le Tyrol et l'Iler. Il doit s'establir à la teste du Danube et de là pousser ses partis. J'ay creu ne pouvoir prendre un meilleur temps pour cela que celuy ou le duc d'Hannovre n'est point arrivé encore avec les trouppes qu'il doit amener. D'ailleurs, les ennemys, persuadés que tout cela va en Provence, ne songeront point à envoyer des trouppes en ces pays-là. Outre cela, dans la situation ou je suis, je puis les faire soutenir et je crois, M., qu'il nous viendra de grosses contributions.

Quand vous voudrez jetter les yeux sur la carte, vous trouverés que nous avons embrassé une bien grande estendüe de pays pour les contributions. Depuis Bregentz, faisant le tour jusques à l'embouchure du Mein, il y a loin. Vous trouverés que cela ne rend pas à proportion du pays. Mais, en fait de contributions, il faut commencer par establir, et nous agissons mesme sur vos premières instructions, qui sont de ne pas demander exorbitament pour ne pas jetter les peuples dans le désespoir, crainte de n'avoir rien pour trop vouloir. Il en viendra pourtant de grosses sommes.

Les députés du Virtemberg vinrent hier; ils fourniront leur quatrième payement le 20 de ce mois.

Avec le premier conseiller vint le prélat Osiander, lequel me fit demander à m'entretenir en particulier, et commença par me dire que leur cour avoit toujours esté partagée en deux caballes, dont l'une composée du S[r] de Ratzenhausen et luy n'avoient rien oublié pour empescher le duc leur maistre de prendre le party de l'Empereur, et l'autre, à la teste de laquelle estoit un nommé Vackmeister gagné par l'Empereur, avoit prevalu.

Ledit prelat m'a monstré des lettres des envoyez du Roy à Stutgard qui marquent leur intelligence avec luy. Il m'a dit que son maistre avoit esté souvent dégoûté des engagemens dans lesquels il estoit entré, mais que les retranchemens de Stoloffen qui non seulement couvroient ses Estats, mais mesme les enfermoient, ne luy avoient pas permis d'avoir d'autre vue que de suivre ses engagemens. Que ce que l'armée du Roy venoit d'exécuter avoit fait ouvrir les yeux à plusieurs Estats et qu'il pouvoit m'asseurer que le duc son maistre avoit souvent desiré que nous pussions defaire entièrement l'armée de l'Empereur.

J'ay demandé à cet abbé s'il avoit ordre de son maistre de s'ouvrir à moy sur cette matière. Il m'a dit que non, mais que revenant d'auprès de luy il me rapportoit fidellement des conversations qu'ils avoient eues ensemble et qu'il croyoit ses dispositions favorables; qu'il me prioit seulement qu'en parlant devant les autres députés, je parusse desirer qu'il vint me revoir de temps en temps pour les affaires du pays.

Cet abbé, qui s'appelle prélat, est pourtant lutherien et a esté gouverneur des enfans de l'administrateur du duc de Virtemberg, employé auprès du Roy Auguste et du Roy de Suède, arrivé depuis peu de Lepsick, et qui avoit commencé les traittez de la paix qui vient d'estre conclüe entre ces deux Roys. Cet abbé, dis-je, est homme d'esprit.

Je luy ay repondu que j'aurois désiré qu'il eust eu ordre de M. le duc de Virtemberg de s'ouvrir à moy. Que j'avoüois mesme estre surpris qu'un grand prince comme son maistre voulust sacrifier si longtemps de suitte ses Estats aux intérêts d'autruy contre les siens mesmes, et que c'est une estrange fatalité à tous les princes et Estats qui composent les cercles armés contre le Roy, que la maison d'Autriche les ruine, sans leur avoir jamais tenu, ny en général, ny en particulier, rien de tout ce qu'elle leur a fait espérer. Que je scay bien par quelle secrette voye elle a engagé la pluspart de ces princes, et que les ministres y ont plus trouvé leur intérest que les maistres. Qu'il venoit de m'avoüer que l'Empereur n'avoit jamais voulu accorder à son maistre plusieurs graces qui luy estoient justement deues. Que l'électorat mesme pouvoit estre plus justement pretendu par luy que par M. d'Hannovre puisque Mrs les ducs de Virtemberg avoient desjà une des grandes charges de l'Empire qui est celle de grand enseigne. Que d'ailleurs tous les princes de l'Empire avoient bien deu reconnoistre par la paix de Riswick combien le Roy estoit esloigné de vouloir s'estendre dans l'Empire, puisque, uniquement pour oster toutte inquiétude à ceux qui avoisinent le Rhin, S. M. avoit rendu toutes les places qui luy donnoient des passages sur cette rivière; celles que S. M. avoit conservé sur le Rhin pouvant tout au plus empescher que les ennemis n'entrassent en Alsace. Que de telles dispositions avoient produit l'effet contraire à celluy qu'elle en devoit justement attendre; puisque la crainte de nos armées ostées aux princes et Estats voisins du Rhin avoit esté la première raison que les ennemis du Roy avoient employée pour les porter à nous faire la guerre. Que, graces à Dieu, ces barrières estoient si bien ouvertes que

S. M. avoit actuellement cinq ponts establis sur le Rhin; et les testes du fort Louis et de Lutterbourg si bien fortiffiées que rien ne pouvoit nous empescher d'entrer dans l'Empire touttes les fois que le Roy l'ordonneroit. Que je ne doutois pas que le prince son maistre ne fist une reflexion que désormais ses Estats les plus puissans et les plus riches de l'Empire alloient devenir le théâtre de la guerre, non-seulement pendant l'esté, mais l'hiver, puisqu'il falloit de toutte necessité que l'armée du Roy ou celle de l'Empereur y prenne des quartiers d'hiver. Que l'on les flattoit en vain de secours considérables. Que nous scavons bien quelles trouppes a M. le duc d'Hannovre, que s'il n'en faisoit de nouvelles, il falloit qu'il tirast celles de Flandres : auquel cas S. M. m'envoyeroit un nombre de trouppes proportionné ou plus fort, ce qu'elle pourroit d'autant plus aisément que nous avons bien certainement vingt mille hommes en Flandres plus que nos ennemis. Que l'Empereur, qui devoit fournir seize mille hommes de ses trouppes à l'armée de l'Empire, y en avoit à peine trois ou quatre, et qu'au lieu de soutenir des princes et Estats qui se sacrifient pour luy, il envoyoit leurs forces et les siennes pour tascher de faire des conquestes en Provence.

Enfin, M., la conversation a esté beaucoup plus longue qu'une lettre ne le doit estre et je n'ay rien oublié pour luy faire voir que le party le plus sage que puisse prendre M. le duc de Virtemberg et ses voisins estoit de se tirer d'une guerre qui alloit à ruiner leurs estats.

Il a continué à me dire qu'il me parloit de luy mesme, qu'il auroit l'honneur de me venir voir dans peu de jours. Je crois bien que ces gens là veullent commencer à entrer en négociation, mais qu'ils sont encore retenu par quelques esperances de progrès en Provence, et par la crainte d'estre les premiers à prendre un party envisageant les suittes. J'ay déjà eü l'honneur de vous mander, s'il ne nous arrive aucun grand malheur ailleurs, que nous pourrons ébranler nos voisins de ces costés cy.

Les nouvelles que je reçois aujourd'huy de Provence me soulagent fort, et je vois bien plus d'apparence à la ruine de l'armée de M. le duc de Savoye qu'à la prise de Toulon.

J'apprens dans ce moment, par des lettres de M. de Vivans, qu'un party de cavallerie et de houssars a voulu attaquer son arrière-garde près de Mulberg, et que ce party a esté entièrement défait. Il a renvoyé les prisonniers à Lutterbourg.

Si nostre infanterie, qui avoit fait un fort grand fourage le

jour d'après nostre arrivée dans ce camp, avoit bien voulu suivre les ordres de demeurer dans le camp le jour d'après, les officiers n'auroient pas perdu trente chevaux que les houssars leur ont pris hier. Je ne scaurois plaindre des gens sur lesquels les punitions ny les discours ne peuvent rien gagner.

(Orig. Dépôt de la guerre. Vol. 2028, n° 11.)

4. *Villars au maréchal de Boufflers.*

20 avril 1708.

Vous voulez bien, Monsieur, que je vous supplie de donner cette lettre à Madame de Maintenon ; elle connoît mon zèle très ardent et très fidèle qui me porte à m'ouvrir à elle sur ce que je pense. Je suis bien affligé du mauvais succez d'Ecosse ; je ne comprens rien au projet ny à la conduitte qui a été tenüe dans l'exécution, Dieu veüille bien éclairer le Roy, les ministres et les généraux, pour moy qui suis le moindre je desire aussy les moindres occupations et souhaitte seulement que ceux qui sont honorés de la confiance entière et des plus importans employs veulent bien s'y donner avec l'application et l'ardeur nécessaires pour y bien réussir. Vous me ferez un très sensible plaisir de me mander ce que vous croirez nécessaire que je sache pour le bien du service ; du reste, je n'ay pas la moindre curiosité, et voudrois seulement n'être chargé de rien du tout.

Tous les officiers irlandois et écossois qui étoient sur la flotte se plaignent hautement, cela est ordinaire quand les affaires vont mal, seulement ay-je eu peine à comprendre que notre flotte soit sortie de Dunkerque avec tant de péril pour aller se promener sur les costes d'Ecosse et s'en revenir sans au moins donner le bonjour à un Ecossois, et luy dire *Dieu vous gard,* nous étions venus pour vous, ne voulez-vous point de nous? Dieu soit loüé. Honorez-moi toujours de vos bonnes grâces, je suis assez bon françois ou assez sot, je ne sçay comment baptiser mes sentiments, pour être veritablement affligé. Quand je suis à la Cour, je trouve que le gros du monde ne songe qu'à se réjouir, bien faire ses caballes, être bien payé de ses pensions, mais fort peu occupé du bien de l'Etat, disant le bien et le mal des hommes par les seuls interests de leurs liaisons, jamais par un esprit de justice ; le Roy est bien mal servy.

(Min. orig. Archives de Vaux.)

5. *Le Roi à Villars.*

Marly, 28 avril 1708.

Mon cousin, j'ay donné ordre à Chamillart de vous expliquer plus particulièrement que je ne feray par cette lettre les motifs qui m'ont déterminé à donner à l'électeur de Bavière le commandement de mon armée d'Allemagne et de destiner le maréchal de Berwick pour servir sous luy; ce changement qui estoit indispensable m'oblige à vous envoyer commander mon armée en Dauphiné, et toutes mes troupes qui sont repandües dans la Savoye, la Provence et le comté de Nice seront à vos ordres comme elles ont esté jusques à present à ceux des generaux que j'ay destinez pour mettre à la teste de mon armée de Dauphiné; je me réserve à vous expliquer plus en détail mes intentions, lorsque j'auray receu une dernière response de l'électeur de Bavière à la lettre que je viens de luy escrire, par un courier qui sera de retour icy au plus tard mardy prochain. Je ne puis vous laisser ignorer jusques à ce jour là le commandement que je vous destine, mais il est nécessaire que vous seul en soyez informé et que rien ne suspende l'execution des ordres que mes troupes ont receus pour se rendre aux differends endroits marquez par les routtes qui leur ont esté adressées et la presente n'estant pour autre fin, je prie Dieu, etc.

(Orig. Arch. de Vaux.)

6. *Villars au Roi.*

30 avril 1708.

Sire,

J'apprens par la depesche, dont il a pleu à Votre Majesté de m'honorer du 28e avril, l'honneur qu'elle me fait de me destiner le commandement d'une nouvelle armée et d'une nouvelle frontière. V. M. aura bien fait toutes les reflexions sur de tels changemens, et c'est à moy à recevoir avec respect et soumission l'honneur de ses ordres et à tâcher de les exécuter le moins mal qu'il me sera possible. La grâce que je croy devoir demander à V. M. et uniquement pour le bien de son service, c'est qu'il me soit permis d'aller recevoir ses ordres moy même, cela ne peut differer mon arrivée que du peu de jours qu'elle me permettra de demeurer auprès d'Elle, mais un commandement tout nouveau

demande plusieurs éclaircissemens que l'on ne peut prendre que par être honoré des ordres de V. M. et quelques heures de conversation avec M. de Chamillart.

(Min. orig. Arch. de Vaux.)

7. *Le Roi à Villars.*

Marly, 3 may 1708.

Mon cousin, j'ay receu la lettre que vous m'avez escrite le 30e du mois passé en reponse de celle du 28, par laquelle je vous mandois la resolution que j'avois prise de donner à l'électeur de Bavière le commandement de mon armée d'Allemagne, et les raisons qui m'avoient déterminé à faire servir sous ses ordres le maréchal de Berwick ; j'espere que les ennemis ne feront rien qui puisse vous retenir en Alsace jusques à ce que l'Electeur y arrive, et que vous pourez profiter de la permission que je vous donne de venir passer quelques jours auprez de moy avant que vous vous rendiez en Dauphiné ; vous laisserez au comte du Bourg les instructions qui luy seront necessaires pour prevenir les inconveniens qui pouroient arriver si les ennemis se mettoient en estat de faire quelque mouvement dont ils pouroient tirer avantage pendant tout le reste de la campagne. Il y a dans tous les postes importans des officiers generaux et des troupes suffisamment pour aseurer la frontiere ; si vous croyez qu'il soit necessaire de jetter dans Bittche et Hombourg quelques bataillons de ceux qui sont destinez pour rester depuis Huningue jusqu'à Sarlouis, il vaudroit beaucoup mieux envoyer quelques destachemens de ces troupes que d'abandonner Bliscastel, qu'il n'est pas moins important de conserver que lesd. postes de Hombourg et de Bitche. L'électeur de Baviere sera au plus tard le 18 à Strasbourg, et le marechal de Berwick doit s'y rendre peu de jours auparavant ; je seray bien aise de vous entretenir sur les affaires de la campagne, et sur tout ce qui aura raport à la Provence, au comté de Nice, au Dauphiné et à la Savoye, et la presente n'estant pour autre fin, je prie Dieu, etc.

(Orig. Arch. de Vaux.)

8. *Villars au Roi.*

7 mai 1708.

Sire,

J'ay receu les depesches du 2 et 3 may, dont Votre Majesté a daigné m'honorer, je vois par la premiere que M. l'électeur de

Baviere avoit desjà déclaré avoir accepté le commandement de l'armée d'Allemagne que V. M. luy a fait l'honneur de luy donner et par la derniere que V. M. me permet de me rendre auprès d'Elle, ce que je feray incessamment; je remettray à M. le comte du Bourg le commandement de cette frontiere; il y a eu 3 ou 4 jours où l'on pouvoit avoir quelque inquiétude, si les ennemis avoient fait tous leurs efforts pour profiter du temps que nos troupes s'esloignoient, et que celles de comté n'estoient pas encore arrivées; pour moy, Sire, V. M. n'en auroit trouvé aucune dans mes lettres si j'avois esté informé dans le temps qu'elle m'a honoré de ses ordres pour faire partir une partie des meilleures trouppes, qu'elles devoient estre remplacées par pareil nombre venant du Dauphiné.

Nos lettres d'aujourd'huy nous apprennent qu'il en vient aussy un assés grand nombre de Flandres; avec de telles precautions V. M. peut estre tranquille pour une frontiere qui est presentement en tres bon estat, les ennemis n'ayant plus l'isle de Talhünd, et toutes les autres isles du Rhin qui laissoient des bras si mediocres à traverser que le flanc du Rhin estoit le plus dangereux à deffendre; le fort de Selingen ouvre le pays ennemy et les empesche de s'establir dans ces isles; Lutterbourg est presentement une bonne place, la ligne de Lutterbourg à Vissembourg est des meilleures, la Petite-Pierre que j'ay trouvé ruinée est tres bien rettablie, Bitche imprenable, Hombourg fort bon, et toute la Sarre à V. M. avec Treves. V. M. donnant donc des forces proportionnées pour une deffensive, c'est-à-dire un peu moins que les ennemis n'en peuvent disposer pour attaquer, Elle n'a rien à craindre de l'etoille de M. l'électeur de Baviere. J'ay l'hônneur d'estre, etc.

(Min. orig. Arch. de Vaux.)

9. *Villars à Chamillart.*

A Châlons, le 14 may 1708.

Comme j'arrive, M., quelques jours plus tard que vous ne l'avés conté, j'auray l'honneur de vous dire premierement que les escortes rallentissent la marche jusques à Verdun, outre cela j'ay eu un petit accès de fievre à Marsal et un autre à Verdun. J'espère cependant qu'ils n'auront point de suitte, et je vous supplie de vouloir bien n'en point parler parcequ'ils seroient interpretés.

Je ne puis estre plus longtemps sans vous avouer, M., que cette

legère indisposition est asseurement causée par les plus violens chagrins que j'aye jamais essuyé; en pouvés vous imaginer de plus cruels que d'oster une armée que l'on a l'honneur de commander depuis six ans et avec des succès assés heureux pour establir une confiance bien vive entre les trouppes et le général? Je puis dire mesme l'amitié des plus honnestes gens, et l'estat major que j'ay formé le meilleur qu'il y ait dans les armées du Roy, et, j'ose le dire, redoublant de zele et d'application avec moy, et l'on m'esloigne d'un pays que je connois assés pour y pouvoir servir plus utilement qu'ailleurs : cette douleur a esté augmentée par celle de n'oser plus conter sur l'honneur de vostre amitié, et qui n'en jugeroit ainsy quand on voit une negotiation qui va à m'oster une armée considerable dans le commencement d'une campagne, sans que j'en scache rien qu'au moment de l'execution, et cela arrive à un homme qui comte sur l'honneur de vostre amitié ! Je comprens que tout cède à la satisfaction de M. l'électeur de Baviere quand il doit céder à celle de Monseigneur le duc de Bourgogne : mais M. l'électeur de Bavière avoit desjà fait connoistre, il y a trois ans, lorsqu'il demandoit le commandement de la Moselle avec tant d'empressement, qu'il vouloit fort bien que je servisse sous ses ordres. Enfin, M., ma vivacité a succombé à ces deux differentes peines, peut-estre la desapprouvera-t-on cette vivacité, mais elle a esté assés utille au Roy dans plusieurs occasions pour que S. M. me la pardonne dans celle cy; je n'ay jamais esté si touché.....

(Orig. Dépôt de la guerre. Vol. 2091, n° 326.)

10. *Villars au comte de Médavy.*

31 mai 1708.

J'ay eu l'honneur de vous escrire, Monsieur, en partant de Strasbourg, et n'ay receu aucune réponse; je vous suppliois de vouloir bien me mander ce que vous pensiés des forces des ennemis, et l'estat de celles qui sont à vos ordres.

Je trouve, Monsieur, dans la lettre que vous escriviés à M. de Chamillart du 25, que vous contés aux ennemis 56 bataillons et plus de dix mille chevaux, avec un esquipage de moins de 6,000 mulets; que vous ne regardés vos battaillons que sur le pied de 350 hommes, l'un portant l'autre; je vous asseure, Monsieur, que tout cela est fort différent des idées que l'on en a donné à la cour, le Roy m'ayant fait l'honneur de me dire que les trois quarts de l'infanterie qui est à vos ordres estoit au moins

à 500 hommes par bataillon. Vous adjoustés, Monsieur, que le manque d'argent et de viande commence à causer de la désertion ; si vous aviés bien voulu, Monsieur, me faire l'honneur de me mander quelque chose de ces détails là, j'aurois pris la liberté de représenter plus vivement les périls de la frontière où vous commandés, bien que vostre lettre que M. de Chamillart m'a fait l'honneur de m'envoyer icy soit plus que suffisante pour les faire connoistre.

Quant aux dispositions, n'ayant pas la moindre connoissance de tout le pays qui est entre la mer et Genève, et des années entières suffisant à peine pour les prendre justes, j'ay eu l'honneur de dire à S. M. qu'il est indispensablement du bien de son service de les laisser telles qu'un homme aussy expérimenté que vous, qui sert depuis vingt ans ou en Dauphiné ou en Italie, les a faittes, que je n'y changerois rien et par la bonne opinion que j'ay des ordres que vous avés donnés et parce qu'il y auroit de la témérité de rien changer sans avoir bien estudié moi-même les raisons d'un changement; aussy, Monsieur, quand je serois sur les lieux, je vous asseure que je ne dérangerois pas le moindre poste.

Vous adjoutés, Monsieur, que vous n'avés pas l'autorité de tirer des trouppes de Provence où vous les croyés inutilles, ny la liberté de vous servir de celles de la Pérouse; pour ces dernières, vous me permettrés de vous dire qu'elles sont à vos ordres entièrement.

Quand je seray auprès de vous, je ne feray autre chose que vous demander vostre avis et le suivre; en attendant, j'adjoutteray seulement qu'ayant trouvé chez M. de Chamillart un ingénieur qui luy presentoit une carte generalle de Dauphiné, ce mesme homme me dit que, si les ennemis entroient en Savoye, il ne leur seroit pas difficile par la Maurienne de couper la routte la plus courte par le Montdelant et par le bourg d'Oysan, auquel cas le gros de vos trouppes, pour gagner les derrières de Grenoble et du fort de Barrau, seroit obligé de prendre le grand tour et d'aller par Embrun, ce qui donneroit un grand temps aux ennemis. Je ne balanceray pas à vous dire qu'il me paroist d'une très grande conséquence que la petite routte soit toujours libre, et qu'il vaudroit mieux placer 5 ou 6 bataillons entre Briançon et le Montdelant, pour n'avoir jamais cette inquiétude; j'adjouteray encore à veue de pays, et me rapportant à vos avis de loing comme je le feray de près, que M. le maréchal de Tessé, M. de Chamarante et presque tous les officiers généraux de ces pays là

que j'ay veu à Paris m'ont paru comter pour peu la Pérouse, en comparaison de la nécessité indispensable de se porter vers Grenoble et le fort de Barrau, si l'ennemy entre en force dans la Savoye; mais je vous repète, Monsieur, que, quand je serois sur les lieux, je ne crois pas pouvoir mieux faire que de m'en rapporter à vos veues et suivre aveuglement vos dispositions.

Je ne vous aurois point fatigué d'une si longue lettre sans celle que M. de Chamillart m'a fait l'honneur de m'escrire, n'ayant pas receu des vostres et esperant d'avoir bientost l'honneur de vous voir, je conte toujours, Monsieur, sur celuy de vos bonnes grâces; vous m'en avés donné des marques lorsque vous me paroissiés vouloir bien quitter l'Italie pour venir avec moy; je vous ay toujours rendu avec plaisir la justice qui vous est deue.

(Min. orig. Arch. de Vaux.)

11. *Villars à Torcy.*

Du 21 avril 1709.

Vous apprendrés, Monsieur, par M. de Chamillart, ce que nous sçavons des dernières nouvelles de Hollande; il seroit bien estonnant que les sacrifices que le Roy veut bien faire pour la paix ne servissent qu'à faire connoître aux ennemis l'envie et les besoins que nous en avons; la qualité de ces sacrifices, je ne la sçais ny ne la veus sçavoir. S'ils réussissent, il faudra les oublier le plustost qu'il sera possible; s'ils sont inutiles, ils ne doivent servir qu'à nous aigrir et nous faire battre comme des enragés contre ces dogues là. J'espère que Dieu nous fera la grâce de les bien battre; mais taschons cependant de ne leur pas opposer des forces trop inégalles, car ils ne nous promettent pas moins en campagne de 290 escadrons et 182 bataillons. C'est un peu trop pour ce que nous avons, quoyque ce que nous avons soit trop encore par rapport au pain. Je parle à un ministre, car aux autres je me fais tout blanc de mon épée et de mes farines; la recolte est entièrement perdue en ces pays-cy. Je le vis hier, mais même dans un voyage que j'ay fait pour occuper des postes entre Menin, Lille et Oudenarde. Dieu veuille que les esperances que l'on veut nous donner pour les grains dans le Royaume ne soient pas mal fondées. En vérité, Monsieur, cecy devient bien serieux de toutte manière, et nous sommes bien près de nos pièces. Il n'y a certainement qu'une bonne et prompte bataille dont l'heureux succès puisse nous relever. Je la donneray ma foy de bon cœur,

d'autant plus que c'est nostre unique ressource et j'espère que Dieu nous aidera.

(Min. orig. Arch. de Vaux. — Copie. Arch. Vogüé.)

12. *Villars à Torcy.*

A Arras, le 15 may 1709.

J'apprens, Monsieur, par une lettre que vous écrivez à M. de Bernière, que nos ennemis sont bien fiers sur la très fausse opinion que les armées du Roy ne sont pas en état de se mettre en campagne. J'ay cru vous devoir mander la très exacte vérité, et je ne m'en escarte point du tout en vous asseurant que les troupes seront plus complettes qu'elles ne l'ont encore été; l'on vous dira peut estre que c'est un bon effet d'une mauvaise cause et que les recreues ne sont si fortes que par la misère des provinces. Je n'entre pas dans ce détail là; mais le fait est que nos troupes sont très complettes et ont une très grande envie de faire voir aux ennemis qu'elles sçavent combattre quand les dispositions sont bonnes; sy elles ne l'ont été dans les dernières actions, j'en attribue toujours le malheur aux aydes de camp, qui entendent ou portent mal les ordres des généraux et je suis bien persuadé que les nostres en avoient donné de bons. Enfin, M., je vous asseure que les aydes de camp de Monseigneur et les miens seront bien choisis.

Quant aux grains, je ne suis pas surpris que mes ennemis soient persuadez que nous en manquons, puisque cela est sy establi à la cour et à Paris, d'où ils ont des nouvelles très régulièrement, qu'à peine ay-je pu remettre les esprits sur cela. Je vous asseure que les mois de juin et de juillet pour les armées sont très asseurés, que la première crainte de manquer estant un peu calmée, on en a trouvé suffisamment dans les provinces, et qu'en parlant hier du pain, le munitionnaire général vint me trouver pour me dire que des gens qui en avoient 50 mille sacs et ne les avoient pas déclarés dans le tems, craignant presentement les punitions ordonnées contre ceux qui les cachent, luy avoient envoyé un courrier pour le prier de les prendre à un prix très modique, en les mettant à couvert de la punition. Voilà des vérités que je vous mande, M., pour vous, mais uniquement dans la veue que vous ne croyez pas que ce soit un si grand malheur sy la paix ne se fait pas. Je vous diray très sincèrement que, toutes les fois que je regarde nos troupes, je désire ardemment

qu'elles puissent encore voir les ennemis; quand je songe à nos peuples, je comprens qu'ils souhaittent la paix; mais la gloire et le veritable intérest de la nation seroient peut estre de l'avoir plus tard pourveu qu'elle soit meilleure.

Depuis cette lettre escrite, le s[r] Farges, nostre entrepreneur des fourages, m'asseure des farines jusques au 15 septembre, ainsy, M., ma pensée seroit de rompre entièrement avec ces gens là plus tost que de souffrir des conditions trop dures.....

(Min. orig. Arch. de Vaux. — Copie. Arch. Vogüé.)

13. *Villars à Boufflers.*

A Douay, du 22 mai 1709.

Je vous diray en peu de mots, M., que les ennemis se sont ébranlés du 20 sur des ordres qu'ils ont reçeu de Milord Marlborough immédiatement après son arrivée à la Haye.

Je rassemble les troupes, mais actuellement je ne puis pas compter sur trois mille sacs de farine, parce que les grains de Madame de Sailly ne sont pas encore commencés à moudre. Il y a quatre jours que j'en ay pris d'autorité dans touttes les villes de Flandres et Artois. Je fais moudre jour et nuit pour, s'il est possible, m'en trouver six à sept mille sacs dans le 27 de ce mois, avant lequel tems je ne puis me mettre en campagne faute de subsistance, ny par conséquent occuper les postes que j'avois reconnu jusqu'à ce que j'aye de quoy y vivre : cela est bien triste.

L'on n'a pas receu une pistolle en ces pays cy : il ne vient aucuns grains de Lorraine. Je suis forcé de rendre compte de tout cela au Roy.

Je n'auray pas les troupes de Bavière, et je suis assez incertain de celles d'Espagne, du nombre desquelles mesme il faudra beaucoup réduire. Je vous suplie de ne point parler de tout cecy. Le Roy vous l'apprendra : toujours un peu de part dans l'honneur de votre amitié, vous sçavez que je la mérite par le sincère attachement avec lequel je suis, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

14. *Boufflers à Villars.*

A Versailles, du 24[e] may 1709.

Je reçois seulement dans ce moment, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'escrire de Douay le 22[e] de ce

mois. Je crois que votre courier est reparty; je suis bien fâché de ne l'avoir point veu et de ne l'avoir pu charger de cette reponse.

Je vois avec bien de la douleur et du deplaisir le triste etat où vous vous trouvez par le manque de toutes choses pour pouvoir vous assembler. Il est pourtant bien important que vous puissiés occuper avant les ennemis les postes que vous avés reconnus : c'est la décision de la campagne au cas qu'ils veuillent tenter quelque chose de grand et hazarder une action preferablement à l'entreprise d'un siège.

On ne peut, M., faire que ce que vous faites pour tâcher de remedier à nos manquements, et vous mettre en état d'assembler vos troupes; vous feriés fort mal de ne point informer le Roy de la verité de touttes choses, le bien du service et votre honneur particulier vous y engagent. Il n'est pas juste que les fautes des autres retombent sur vous.

Quand vous me croirés bon à quelque chose pour votre service, vous pouvés disposer de moy; je m'y emploieray de mon mieux.

On attend avec grande impatience le courrier de M. de Torcy pour sçavoir ce qui se sera passé entre luy et M. de Marlborough.

(Copie. Arch. Vogüé.)

15. *Villars à M. le Dauphin.*

A Doüay, du 24 may 1709.

Monseigneur, j'avois été informé par M. le comte de Saillans du premier mouvement des troupes que les ennemis avoient sur la Meuse. M. de Bernières, qui est arrivé de Saint-Guislain, m'apprend que les ennemis avoient hier 30 mille hommes campés à Afflegheim et par des lettres de M. Leblanc, d'Ipres, d'aujourd'huy à neuf heures du matin, je vois que M. le prince Eugène y est arrivé d'hier au soir, et campe aujourd'huy avec un autre corps de 30 mille hommes entre les deux Escauts.

Tous les ordres sont donnés pour assembler l'armée du Roy; je vous assure, Monseigneur, que je ne le croyois pas possible il y a trois jours.

J'ay l'honneur d'informer Sa Majesté de tous les moyens extraordinaires que j'ay esté obligé de mettre en usage pour cela; tout sort des garnisons sans argent. Il manque bien des souliers, des armes, des esquipages, mais j'espère bien, Monseigneur, que le courage ne manquera à personne et que Dieu nous

fera la grâce de meriter l'estime du Roy, la vôtre et de bien soutenir vostre gloire et celle de la nation.

(Copie. Arch. Vogüé.)

16. *Torcy à Villars.*

De Rotterdam, du 28 may 1709.

J'envoye, M., un projet de paix au Roy tel qu'il m'a été dicté et non tel que je l'aurois dressé pour la conclure. Les conditions en sont si dures et l'incertitude de l'exécution est si grande que je ne puis croire que Sa Majesté y consente. Je laisse cependant M. Roullier à la Haye pour attendre les ordres qu'Elle voudra luy donner et j'en suis party ce soir pour me rendre au plustost auprès d'Elle. J'espère, M., avoir l'honneur de vous voir et je vous suplie de vouloir bien me faire dire par le lieutenant de Roy de Valenciennes où je pouray vous parler; je conte d'y estre ou jeudy soir ou vendredy au matin : faittes moy, s'il vous plaist, la grâce de ne point dire ce que je vous mande au sujet du projet que j'envoye et soyés, je vous supplie, persuadé qu'on ne peut estre plus parfaitement que je le suis, M., etc.

(Orig. Autogr. Arch. de Vaux.)

17. *Villars au Roi.*

Du 6 juin 1709.

Sire, j'aprens, par la depesche dont Votre Majesté a daigné m'honorer du 3 de ce mois, la noble, sage et juste résolution qu'elle a prise non seulement de refuser les conditions de paix proposées par les ennemis, mais de révoquer même touttes les offres que M. le M[is] de Torcy avoit fait de sa part. Je m'etois contenté de prendre la liberté de représenter à V. M. le péril d'ecouter de si injustes propositions, et j'ay l'honneur d'assurer V. M. que tout ce que je vois icy de François sont indignés de l'orgueil de nos ennemis.

J'estois à la teste de vostre infanterie lorsque le courier me rendit la depesche de V. M. et sur les premières lignes qui faisoient connoître sa résolution, j'en marquay ma satisfaction à vos troupes qui toutes repondirent par un cry de joye et d'ardeur d'en venir aux mains avec les ennemis. J'ose esperer, Sire, qu'elle sera pareille à celle que Dieu m'a fait la grâce de leur trouver dans touttes les occasions.

Bien que dans la guerre l'audace et la fermeté dans les hommes

doivent faire les premiers désirs du général, V. M. sçait de combien de soins plus nécessaires le commandement de vos armées est presentement accompagné. Je ne doutte pas que ma lettre du 22e may n'ait affligé V. M.; celle du 25 l'avoit consolée par la resolution prise et exécutée contre l'esperance de Mrs les intendans de tirer vingt-quatre mille sacs de bled de villes desjà très épuisées. Cette ressource nous a donné le moyen de nous mettre en campagne malgré l'opinion des ennemis fondée sur celle de Paris et de la cour.

V. M. ne peut donner des ordres trop précis pour faire arriver diligemment des grains à Amiens : dès à présent ils sont donnés pour y faire moudre des avoines aussy bien qu'à Doulens pour pouvoir estre en état de faire marcher un corps qui suive celuy que les ennemis voudront peut estre envoyer vers les costes ou sur Boulogne ou sur Abbeville.

Comme M. d'Artaignan est celuy que V. M. juge et je croy avec raison le plus propre à commander un corps séparé, tant par son ancienneté que par estre homme d'esprit et avoir servy avec valeur dans les dernières actions, je l'ay envoyé reconnoître les pays qui sont entre la Lys et Saint-Omer.....

M. de Chamillart me mande que V. M. desireroit une disposition generale pour la quantité et qualité des troupes qui composeront le corps séparé : pour cela il faut voir esbranler les ennemis et que je sache sur combien et quelles troupes d'Espagne et de Bavière je puis compter. Je ne croy pas qu'il convienne au service de V. M. que toutes ces troupes là soient ensemble et je suis persuadé qu'il en faudra mettre un tiers dans le corps séparé.

Je croy devoir depescher ce courrier à V. M. ensuitte d'une conférence que j'ay eu avec Mrs de Bernières, de Bernage, les srs de Raffy et Paris, après laquelle on a fait le présent mémoire signé des deux derniers, et par lequel V. M. verra que nous n'avons de grains que pour ce mois entier; ainsy les momens sont bien précieux pour pourvoir à de tels besoins.

Il me paroît que les munitionnaires craignent le pain d'avoine; il est vray que l'on nous en apporta hier des farines, lesquelles ne paroissent pas pouvoir faire du pain dont le soldat puisse se nourrir. La raison est que, pour faire moudre les avoines naturellement humides, il faut premierement les faire sécher ou au soleil ou dans un four : les paysans qui en font du pain en usent ainsy. C'est ce que nous n'avons pas le temps de faire : cependant, malgré les bonnes raisons de ces messieurs, nous en faisons moudre quinze mille sacs à Doulens. On tâchera de la bien

bluter, et enfin la meslant avec d'autre grain gagner par là sept ou huit jours. Ce qui nous embarasse, sont les moutures : les dernières pluies ont rendu les moulins plus lents, et au lieu de gagner deux à trois cents sacs par jour sur la consommation ordinaire, nous avons perdu, c'est-à-dire plus consommé que moulu. J'espère que, les pluyes estant cessées, cela ira mieux.

Voilà de fâcheux détails à faire à V. M., mais comme ils concernent la subsistance de votre armée, je croy devoir prendre la liberté de l'en informer; notre application à surmonter tout obstacle est conforme à notre devoir.....

Je ne puis finir cette depesche sans avoir l'honneur d'assurer V. M. qu'elle trouvera dans ses troupes toutte la valeur et tout le zèle qu'elles doivent au meilleur maitre du monde et une forte ardeur de soutenir leur ancienne reputation et la gloire de la nation contre des ennemis qu'elles ont battus pendant quarante ans.

(Copie. Arch. Vogüé.)

18. *Villars à Chamillart.*

Du 6 juin 1709.

Je vous depesche ce courrier, M., après notre conseil de farines tenu entre Mrs les intendants et les munitionnaires. Vous verrés qu'il n'y a pas un moment à perdre pour régler nos subsistances; le Roy ne pouvoit prendre un autre party que celuy de la guerre. J'en ay été ravy, les conditions proposées pouvoient s'appeler moyens courts pour parvenir à la destruction de la monarchie.

J'ay apris en même tems les deux nouvelles de la guerre et de la belle charge donnée au prince de Tarente; l'on vous dira que ces deux nouvelles apprises en mesme tems à la teste de l'infanterie où le courier me trouva, dont l'une me charge de soins fort penibles, et l'autre m'ôte une esperance que le public m'avoit donnée, n'ont pas suspendu un moment ma joye de voir le Roy déterminé à la resolution la plus noble, juste et en même tems la plus sage.

Je me reveillay la nuit qui preceda l'arrivée de mon courier de la peur de n'avoir pas escrit assés fortement au Roy sur la necessité de la guerre : le sr d'Hauteval, que j'envoyay reveiller à deux heures après minuit pour m'apporter mes minutes, trouva mes inquiétudes très mal placées; je craignois d'avoir trop insisté sur les périls que nous avons à craindre faute de pain et de n'avoir pas assez porté à la guerre; enfin, je communiquay ma

crainte à M. de Bernières, qui trouva que ma lettre étoit sage et qu'il ne falloit pas promettre plus de beurre que de pain. C'est pourtant bien ma foy ce qui seroit très facille en ces pays cy.

Je reviens à mes moutons, c'est-à-dire à quelques grâces du Roy, quoyque je ne sois pas bien attristé de tous les soins présens et à venir, et que mon zèle pour le Roy me soutienne. Ne pensez-vous jamais, messieurs les ministres, que quand un homme est un peu surchargé il faudroit l'égayer dans son travail : ayés au moins la bonté de penser que pour disputer de bonheur au Prince Eugène et à mylord Marlborough il faudroit quelque petite chose qui ne coutât rien au Roy : vous ne vous êtes pas mal trouvé d'avoir demandé la Duché avant la campagne de la Mozelle d'où je renvoyay Marlborough, que me donneriez-vous tout à l'heure si j'en pouvois faire autant ? Beaucoup je croy, et s'il y avoit une chambre des assurances pour vous tranquiliser sur une campagne où nos ennemis par leurs insolentes propositions paroissent vouloir nous envahir, vous y metteriez gros. En vérité, M., je vous croiray un très mauvais politique, si pour me mettre en bonheur, vous ne m'envoyez la pairie; il n'en coûtera pas tant au Roy que pour six ou sept maréchaux de France qui ont eu en même tems toutes les dignités, charges, gouvernements, biens, et qu'il a falu prier de se reposer.

Je ne vous en diray pas davantage et seray toujours avec plus d'attachement que personne, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

19. *Le roi d'Angleterre*[1] *à Villars.*

De Saint-Germain, du 11 juin 1709.

Mon cousin, comme le Roy m'a donné la permission de faire cette campagne en Flandre, je ne veux point différer de vous en avertir; vous pouvez bien croire que cela me fait un très sensible plaisir, mais je n'en ay pas un moindre de servir cette année sous vos ordres et de pouvoir aprendre le métier sous un si grand maître. Comme vous scavés que j'y seray tout à fait incognito, je vous prie de ne point user avec moy de la moindre cérémonie, ny de vous contraindre en rien sur mon sujet, cela n'étant point ce que demande le chevalier de Saint-George, mais seulement

1. Il s'agit du prétendant, établi à Saint-Germain, et que Villars traitait en souverain. A l'armée il porta le pseudonyme de « Chevalier de Saint-Georges. »

quelque partie de votre amitié : pour la mienne, j'espère que vous n'en doutés point, non plus que de l'estime particulière que j'ay pour vous, estant avec beaucoup de sincérité,

Jacques, R.

Je compte de vous rejoindre mardy ou mercredy prochain.

(Copie. Arch. Vogüé.)

20. *Villars au Roi.*

Du 16 juin 1709.

Sire,

... Je ne puis m'empescher de dire une vérité à V. M., hé! quel tems attendrois-je pour la dire qui soit plus important que celuy où il s'agit du salut de l'État? Sire, les officiers généraux les plus zélés m'ont averty que le plus grand nombre tenoit d'assez mauvais discours, et fort propres à détruire l'audace qui est dans le soldat et que je fais tout ce que je puis pour réveiller dans l'esprit de l'officier.

Ne seroit-il pas bien glorieux à M. le comte de Toulouse, dont la valeur est connüe, de partir sans qu'il parut que V. M. en sceut rien, pour venir servir de volontaire dans une occasion qui doit décider du salut du royaume? il pourroit mener votre maison à la charge et par sa présence, sa bonne mine, son courage, redonner une nouvelle audace à de certaines gens qui en manquent.

Monsieur le Duc, dont l'intrépidité est connüe, seroit peut-estre tenté de mener une de vos ailes. Je scay, sire, que je suis fait pour servir sous ces messieurs, mais une plus longue expérience fait que l'on ne sera pas surpris que V. M. me fasse l'honneur de me confier la conduite de la guerre. D'ailleurs, quand je me crois heureux, il est bon que je tienne les cartes, mais, quand on verra ces deux princes, les mauvais discours qui me reviennent ne se tiendront plus; ces visages qui s'alongent se racourciront, et enfin je seray aidé dans cette occupation si nécessaire de ranimer des gens qui ont besoin de l'estre.

Je prends la liberté de répéter à V. M. que, par le peu d'ardeur que je vois dans la pluspart des officiers, Monsieur le Duc pour mener un aile seroit nécessaire. Ces princes peuvent venir sans équipage, hors des chevaux de main, parroître partis même sans la permission de V. M. : leur arrivée la veille d'une action feroit assurément un bon effet.

(Copie. Arch. Vogüé.)

21. *Voysin à Villars.*

De Marly, du 19 juin 1709.

J'ay rendu compte au Roy, M., de ce que vous me faittes l'honneur de me mander par votre lettre du 13 de ce mois, au sujet de votre vaisselle d'argent que vous offrés de faire porter à la monoye. S. M. juge qu'elle vous est d'un usage trop nécessaire pendant la campagne, pour pouvoir vous en deffaire et Elle croit qu'il vaut mieux réserver votre bonne volonté pour l'hiver prochain.

(Copie. Arch. Vogüé.)

22. *Villars à Voysin.*

Extrait. Du 25 juin 1709.

Il me parroit que ceux de nos officiers généraux qui estoient assez inquiets dans les commencements se rassurent : M. le maréchal d'Arco, qui nous a joint, m'a dit qu'il trouvoit un air bien différent dans l'armée de ce qu'il avoit veu la dernière campagne. Les libertés de parler ne sont plus les mêmes et les mauvais discours sont un peu calmés. Je ne dis pas qu'il n'y en ait encore, mais nous en viendrons à bout peu à peu. Je trouve les troupes dans de bonnes dispositions : l'argent arrivé aujourd'huy ne gastera rien, mais je vous avoüe, M., que les inquiétudes sur nos vivres me tuent; comment voulez-vous que je puisse faire la moindre marche, si je ne suis pas en état de donner pour deux jours de pain ? Nous consommons plus de farine que les moulins n'en peuvent moudre; en vérité, M., il faut avoir quelque courage pour paroître toujours gay, tranquille, lorsque l'on passe d'aussy mauvaises nuits.

Je vous suplie toujours, M., de vouloir bien assurer Sa Majesté que l'on n'oublie rien au monde de tout ce qui peut estre mis en usage pour le bien de son service.

Dans ce moment, je reçois divers avis que les ennemis doivent marcher cette nuit; cela m'est confirmé par tous les déserteurs et qu'ils viennent tout sur la Bassée.

(Copie. Arch. Vogüé.)

23. *Villars au Roi.*

Extrait. Du 28 juin 1709.

M. de Marlborough m'escrit encore une lettre très honneste en

m'envoyant des passeports, que je ne luy avois pas demandé, et me prie de faire passer la cy jointe à M. le marquis de Torcy. Il ne seroit pas impossible qu'il ne voulut rentrer en quelque petit commerce avec luy.

Enfin, Sire, V. M. peut estre parfaitement tranquille sur notre scituation.

J'allay encore hier avec des relais visiter tout le pays qui est entre Béthune et Saint-Venant. C'est ce qui m'embarrassoit le plus, ayant intention d'y donner la main autant qu'il seroit possible; j'y ay envoyé une augmentation de garnison. Je ne puis trop louer l'ardeur de M[rs] de Senneterre et La Fond, colonels qui y ont leurs régiments. Ces deux jeunes colonels ont une envie d'estre assiégés qui me fait bien augurer de leur deffense; le poste est très important, mais il est presque inaccessible par les inondations.

J'apprens, dans ce moment, que le capitaine qui était à Saint-Amant a obtenu capitulation; il s'est retiré dans Valenciennes avec son détachement. J'avoüe que, puisqu'il avoit tant fait que d'attendre les ennemis, je le croyois au moins prisonnier de guerre.

J'aprens, dans ce moment, que les ennemis font remonter la grosse artillerie qui estoit sur la Lys et qu'ils avoient destiné pour le siège d'Aire.

V. M. trouvera cy joint l'état des troupes qui sont actuellement dans Tournay, lequel ne laisse pas d'estre encore considérable, bien que l'on en ait tiré quelques bataillons, mais moins que Votre Majesté m'avoit permis d'en ôter.

J'ay fait détacher 700 dragons, commandés par M. de la Breteche, brigadier, guidés par le s[r] Flot, capitaine dans les dragons de Flandres, pour tascher de se jetter dans Tournay avec quelque argent dont ils manquent beaucoup. Je compte cependant qu'en le ménageant ils en auront suffisamment.

(Copie. Arch. Vogüé.)

24. *Torcy à Villars.*

A Versailles, le 29 juin 1709.

Je vous remercie très humblement, M., de la lettre de M. de Marlborough que vous m'avez envoyée avec celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 28[e] de ce mois. Si la campagne se termine aussy bien que vous la commencez, le commerce que nous avons ensemble luy et moy pourroit devenir plus vif : jusqu'alors, je croy, M., qu'il ne faut pas se laisser éblouir par les

compliments et que vous ne me conseilleriez pas de conter sur les expressions honnêtes dont sa lettre est remplie. La vôtre me fait un sensible plaisir. L'embaras des ennemis et ce que vous faittes touts les jours pour l'augmenter relève le courage à tout le monde et, si la division commence parmy les ennemys, j'espère qu'avant qu'il soit peu on leur entendra tenir un langage bien différent de celuy que j'ay entendu. Il paroît même déjà qu'on seroit assez aise en Hollande de trouver les moyens de renoüer, et quelques gens autorisez se sont expliquez sur ce sujet plus fortement que M. Pesters, dont M. de Bernières m'a envoyé la lettre; outre l'intérest de l'État, j'en prens un très particulier et très vif aux succèz que j'espère que vous aurez cette campagne et je vous supplie de croire qu'on ne peut être plus que je suis, etc.

(Orig. autogr. Arch. de Vaux.)

25. *Villars à Boufflers.*

Du 1er juillet 1709.

Je vous assure, M., que je n'ay pas bien le tems d'écrire, et hors le Roy, M. Voysin, vous et Mme de Villars je n'escris à personne. Contez, M., que les ennemis n'ont rien oublié au monde pour me déposter, j'avois raison de craindre le costé de la Lis; le prince Eugène y marcha la nuit : j'y alay en mesme tems; on fit allumer des feux sur les hauteurs du mont Bernançon. J'avois fait relever trois ou quatre redouttes dans les postes principaux, couper les chemins, barrer les ruisseaux, et enfin aporter tous les obstacles qui pourroient retarder la marche d'un ennemi, et luy faire craindre qu'une partie de l'armée ne fut en bataille sur les hauteurs du mont Bernançon, avant qu'il eut entièrement débouché par la gorge. Conclusion, M. : messieurs leurs généraux, avec le respect que je veux croire qu'ils méritent, ont donné dans le panneau, car, s'ils avoient poussé leur pointe le long de la Lis pour sauver Saint-Venant et Aire, il falloit donner une bataille en terrein presqu'égal; les forces n'étoient rien moins qu'esgalles, puisque certainement ils ont 40 mille hommes au moins plus que nous. S'ils avoient pris Aire et Saint-Venant, qui ne les auroient pas tenus douze jours, ils plaçoient une armée entre Aire et Térouanne, pendant que l'autre alloit fort à son aise à Boulogne ou Abbeville. Le siège de Tournay doit les tenir longtems; la garnison est de treize battaillons et demy, cinq compagnies franches, deux compagnies de canoniers, deux brigades

d'officiers irlandois et seize compagnies de dragons, plusieurs officiers généraux, de l'argent du Roy peu; mais, M. l'évesque de Tournay, qui est un très bon sujet, fait prendre toute l'argenterie des églises, laquelle est très considérable; du bled il y en a pour quatre mois, pour les peuples et la garnison. Cette entreprise est bien différente de l'autre.

(Copie. Arch. Vogüé.)

26. *Villars au Roi.*

Extrait. Du 1er juillet 1709.

M. de Bernières m'a assuré qu'il n'a point tiré de Tournay des grains dans la dernière imposition que l'on a faite, et il compte qu'en les ménageant bien, il y aura pour quatre mois de grains pour la garnison et les peuples.

Une place admirable, abondante de tout ce qui est nécessaire pour sa deffense, hors l'argent : M. de Surville battra monnoye. Votre Majesté a si dignement récompensé tout ce qui estoit au siège de Lille qu'il n'y a personne qui ne compte de s'élever dans de pareilles occasions. Je demande pardon à V. M. de la longueur de cette lettre, mais il vaut mieux redire que d'oublier.

J'avoue, Sire, que je seray au désespoir de demeurer inutile avec une belle armée pendant le siège de Tournay, mais les subsistances ne me permettent d'autre objet que de m'aprocher de l'ennemy; je ne le dois faire qu'avec précaution, et puis de faire accommoder derrière moy la Bassée, si Elle le trouve convenable au bien de son service; si Elle veut que je donne lièu à une action je le feray, je croy même que pour l'avoir je n'auray pas besoin d'aller chercher à secourir Tournay, et que l'ennemy marchera à moy dès qu'il pourra me croire en lieu de me joindre, parce que leurs deux généraux doivent estre honteux d'avoir manqué leur premier objet et voudroient s'en dépiquer par une action.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

27. *Villars à Torcy.*

Au camp de Denain, du 27 juillet 1709.

Je n'ay pas voulu me plaindre jusqu'à présent, M., des irrégularités de la poste; on me mande que l'on ouvre touttes mes lettres et je vous assure que je ne demande pas mieux, je ne scaurois imaginer que S. M. l'ait ordonné. Je compte trop sur

l'honneur de votre amitié, pour penser que vous vous amusiez à ces petites curiosités là, et je ne crois pas que les gens de la poste eussent l'insolence de manquer au respect qu'ils doivent à certaines gens, et surtout dans le poste où je suis ; mais il est bien vray que Mme de Villars ne reçoit pas mes lettres, et que les siennes, et la plus part de celles que je reçois de Paris, ne m'arrivent que deux jours plus tard qu'à la pluspart des gens. Enfin, M., je vous en fais mes plaintes, j'ay ouy dire que M. le Mal de Berwick vous en fit de pareilles l'année dernière.

M. Voysin m'a envoyé une copie de lettre que vous luy écrivés sur ce que mes courriers portent trop de lettres; cela va à celles de trois ou quatre particuliers, quelquefois, et même très rarement : cela a confirmé l'opinion que l'on vouloit voir tout ce qui s'escrit : personne n'est plus indifférent sur cela que moy, car, Dieu mercy, je n'escris à personne qu'au Roy et à mon ministre. J'en usois de même avec vous, M., quand vous étiés le mien. Je seray fort aise, je vous assure, M., quand je n'auray à escrire à personne, et que je pourray demeurer dans mon château. Je fais icy la plus surprenante campagne qui ayt jamais été. C'est un miracle que nos subsistances, et une merveille que la vertu et la fermeté du soldat à souffrir la faim : on s'accoutume à tout. Je croyois cependant que l'habitude de ne pas manger n'étoit pas bien facile à prendre.

(Min. orig. Arch. de Vaux.)

Torcy répondit, le 2 août, qu'il avoit fait venir Mr Pajot et lui avoit parlé « avec la même vivacité que vous m'avez écrit sur ce sujet, ne pouvant être indifférent, ni sur ce qui vous regarde, ni sur les moindres soupçons de votre part... Il faut que chacun contribue à vous épargner la peine sur des bagatelles quand vous êtes occupé et chargé de tout ce qu'il y a de plus important pour l'État. »

(Copie. Arch. Vogüé.)

28. *Boufflers à Villars.*

Extrait. Du 6 août 1709.

Le Roy, et tout ce qui a l'honneur de l'aprocher, désire véritablement la paix, et connoît la nécessité indispensable de la faire, tout le plus tost qu'il sera possible. Il ne s'agit que des conditions et des moyens, autant que je puis en estre informé. On est toujours en termes avec les alliez, pour pouvoir renoüer les

négociations d'un moment à l'autre, dès qu'ils le voudront de bonne foy, mais je ne crois pas que jusques à présent ils ayent donné à entendre, le moins du monde, qu'ils veuillent se relâcher sur rien des conditions qu'ils ont proposées à M. le M[is] de Torcy; comme je ne doutte pas que le Roy ne vous fasse scavoir sur cela plus précisément ses intentions, je ne m'étendray pas davantage sur cette matière.

Vous me marquez, M., par votre lettre du 3, que les plus fermes de votre armée sont encore moins pour une bataille que moy. Vous me permettrez de vous dire que la fermeté, ny la crainte n'ont nulle part à mes sentiments sur la résolution d'hazarder une bataille générale. Ce sont les raisons et les suittes, et c'est la solidité et la nécessité des premières, et les conséquences des dernières, qu'il faut bien examiner avant que de se déterminer à cette action générale, et vous aurez veu, par mes dernières lettres, que je ne suis pas plus éloigné que vous de croire qu'il vous sera difficile d'éviter cette action générale, et même difficile de vous dispenser de la chercher, par la malheureuse constitution des affaires; mais cette nécessité d'hazarder oette action générale ne m'en fait pas moins envisager les suittes affreuses, si, par malheur, le succès ne vous en étoit pas favorable. Si vous pouvez obliger les ennemis à vous attaquer dans vos retranchements, je doute qu'ils y réussissent; mais, si vous êtes obligé de les aller chercher en plaine, certainement, le sort de la journée sera plus douteux.

Je ne vous parle de tout cela, M., que par amitié, et parceque vous me faites l'honneur de m'en parler, car certainement vous en scavez bien plus que moy, et ce qui est encore de très certain, c'est que personne ne vous souhaite plus de bonheur et de succès avantageux et glorieux que moy, tant par raport au Roy et au bien de l'État, que par raport à vous personnellement, m'intéressant très véritablement à tout ce qui vous regarde; j'ose me flatter que vous en êtes persuadé, et je vous suplie de me croire au-delà de toutte expression, M., etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

29. *Villars à Marlborough.*

Du 10 aoust 1709.

Monsieur,

Il y a quelques jours que M. de Ravignan vint me rendre compte de ce qui s'étoit passé entre M. le baron de Lalo, un de

vos officiers généraux, et luy : le premier disant que Tournay étoit une des places qui devoient estre rendües en faveur de la paix et, cette paix étant prochaine, il falloit épargner la vie de plusieurs honnestes gens, par une suspension d'armes pour la citadelle, limitant un tems.

Un de Mrs les députez parla dans les mêmes termes à M. de Ravignan. Je vous avoüe, M., que, ne trouvant ny gloire, ny utilité pour les armes du Roy à s'engager de rendre une des meilleures places de l'Europe, j'aurois cru son voyage à la cour très inutile, si j'avois pu imaginer qu'il n'eût été question que de cette proposition. Il estoit chargé d'une lettre pour vous, M., et d'une autre pour M. le baron de Randuyck. Je suis étonné qu'il ne m'ait pas rendu compte de sa commission, qui estoit de vous proposer une suspension d'armes générale jusqu'au 20 septembre, pendant lequel tems on pourroit convenir des conditions de la paix.

Vous voulez donc bien, M., que j'aye l'honneur de vous demander quelle réponse luy a été faite, puisque apparament on ne luy a pas laissé la liberté de me la faire.

Je renvoye des chasseurs avec leurs chiens apartenans à M. le Prince de ***. Ils ont esté pris aux portes de Marchiennes; ils pouvoient estre soubçonnés de chercher autant à connoître les environs de ce poste que du gibier. Pour moy, M., je ne suis point soubçonneux, mais je compte qu'une autre fois ils ne chasseront pas si près de nous.

Je désireray toujours ardemment les occasions de vous faire connoître la passion très sincère et la vénération avec laquelle j'ay l'honneur d'estre, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

30. *Marlborough à Villars.*

Au camp d'Orchies, du 11 aoust 1709.

Monsieur,

J'ay receu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'escrire hier, et vous puis assurer que, si M. de Ravignan a esté chargé de quelque autre commission pour la Cour que celle qu'a fait M. de Surville et qui ne regardoit que la citadelle et les troupes qui en font le siège, ça été tout à fait à mon insceu; il est vray qu'à son retour il nous a proposé que la suspention d'armes auroit lieu même entre les armées jusques au 5 du mois prochain; mais M. le prince de Savoye et moy luy avons repondu

que nous n'étions en aucune manière autorisés à prester les mains à un tel traitté. Sur quoy il est rentré dans la citadelle.

Pour ce qui est de la lettre qu'il m'a apporté de M. de Torcy, c'estoit seulement un compliment qu'il a eu la bonté de me faire, et je prends la liberté de vous recommander icy ma réponse.

Il n'a tenu aussy qu'à M. de Ravignan de vous faire, Mons[r], un rapport de sa commission, et je vous prie d'estre persuadé que, par tout où il dependra de moy, je me feray un véritable plaisir de vous marquer l'estime et la passion très sincère avec lesquels je suis, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

31. *Villars à Marlborough.*

Au camp de Vazières, du 12[e] aoust 1709.

Monsieur,

J'ay été d'autant plus surpris de voir dans la lettre dont vous m'honnorez que la proposition de remettre la citadelle de Tournay ait pû venir de M. le M[is] de Surville qu'il n'estoit pas en son pouvoir d'en faire une qui ne seroit jamais aprouvée. M. de Ravignan m'a fort assuré que M. le baron de Lalo l'avoit faite; commençant par dire que, la paix estant bien avancée, il falloit eviter la perte inutile de beaucoup d'honnestes gens de part et d'autre. M. le marquis de Surville et ceux qui commandent sous ses ordres connoissent trop que la gloire des armes du Roy, et la leur particulière, veut que l'on deffende de telles places jusqu'au dernier homme, et c'est aussy la résolution dans laquelle ils me paroissent.

Quand à la paix, j'ay, Dieu mercy, toujours ignoré ce qui se traittoit; elle est dans les mains de Dieu ainsy que le sort des armes, et ma pensée est qu'il en faut toujours préférer les hazards à de certaines conditions.

Ceux qui se trouvent à la teste des armées doivent estre plus occupez de la gloire de leur nation que de ces commoditez. Voilà, M., tout ce que je puis avoir l'honneur de vous dire sur ce sujet. Je chercheray toujours, Mons[r], avec empressement les occasions de vous marquer l'estime et la passion très sincère avec laquelle je suis, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

32. *Villars à Voysin.*

Du 12 aoust 1709.

J'ay eu l'honneur de vous envoyer, M., une copie de la reponse de M. de Marlborough à laquelle j'en ay fait une honneste, mais qui marque que je suis fort surpris que l'on veuille attribuer à M. le M[is] de Surville une proposition qui est venue des ennemis.

M. de Marlborough a dit au trompette que, quand la citadelle de Tournay seroit prise, il nous viendroit voir.

M. d'Artaignan m'a fort assuré que, s'il avoit quinze ou vingt battaillons de plus, il repondoit de tenir tous nos premiers postes, et je me flatterois que nous assurerions avec cette augmentation de troupes ceux qui sont depuis Valenciennes jusqu'à la Lis.

J'ay eu l'honneur de mander au Roy, il y a fort longtems, et plusieurs fois à vous, M., qu'il falloit fortifier cette armée d'infanterie; il pouvoit en venir d'Allemagne, celle d'Espagne même, depuis le temps que l'on a résolu de la retirer, auroit pu arriver dans la fin de ce mois.

C'est icy que le sort du royaume se décide; il ne poura l'estre que par une bataille, et cela en terrain égal; il n'y a certainement rien à craindre en Allemagne. Je ne puis en dire d'avantage : la paix ne se faisant point, il n'y a qu'à se recommander à Notre Dame de Frapefort...

(Copie. Arch. Vogüé.)

33. *Villars à Voysin.*

Du 20 aoust 1709.

Je vois, M., dans la dernière lettre dont vous m'honorés, beaucoup de marques de bontés et d'assurance de l'honneur de votre amitié, dont je vous rends mille grâces. Soyés, je vous suplie, persuadé de ma très vive reconnoissance.

Vous voulez bien me demander, M., ce que vous pourriez faire pour moy auprès du Roy dans la conjoncture présente. J'auray l'honneur de vous parler avec ma franchise ordinaire; je vous proteste que je ne me soucie bien vivement de rien, que de rendre au Roy et à ma patrie des services qui puissent conserver la gloire de l'un et empescher la ruine totale de l'autre. Il est vray que la commission est dure, que depuis quatre mois je n'ay pas un moment de repos : ne pouroit il point venir dans l'esprit

de S. M. qu'un homme dans cet état violent a besoin que son travail soit esgayé? Comment Mad[e] de Maintenon, qui m'honore de ses bontés, ne l'a-t-elle pas pensé, et que la pairie pourroit me faire plaisir; qui, de tout ceux qui en sont honorés et qui ont l'honneur d'environner le Roy, comblés d'ailleurs de toutes sortes de grâces, a rendu de plus grands et de plus heureux services à S. M.? Peut Elle estre retenue par croire devoir faire la même grâce à d'autres, sera-ce à gens qui ne veulent ou n'ont pas voulu servir? Si je m'etois opiniastré à ne point partir que mes subsistances ne fussent assurées, l'armée du Roy seroit dissipée il y a plus de deux mois, et celle de ses ennemis peut estre sur la Seine.

Jettés les yeux sur les passeports du prince Eugène et de mylord Marlborough, outre les biens, les revenus immenses, quels honneurs, quels établissemens, quelles dignités n'ont pas ces deux hommes là! Le Roy me fait l'honneur de m'opposer aux deux plus heureux generaux de l'Europe par ces endroits là; pourquoy ne veut il pas que, pouvant leur disputer le bonheur des actions de guerre, j'approche un peu de leur fortune par les dignités, surtout quand il n'en couste rien au Roy? Encore une fois, M., les travaux rudes, pénibles et accablans doivent estre esgayés par quelques graces du maistre. Si vous faites usage de cette lettre, je vous suplie, M., que cela paroisse venir de vous uniquement, et vous en ferés usage si vous n'estes pas retenu par des considérations de Cour, lesquelles ont mis l'État sur le bord du précipice. Vous serés bien persuadé, M., de ma très vive reconnoissance et du parfait attachement avec lequel je suis, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

34. *Villars à Voysin.*

Du 8[e] septembre 1709.

J'ay peu de tems, M., et peu de nouvelles à vous mander. J'espère que Dieu me fera la grâce de pouvoir vous en apprendre de bonnes, si dans quelques heures nous trouvons possibilité à combattre. Il me semble que leurs Excellences M[rs] les Etats generaux et son Altesse de Marlborough ne laisseront pas de faire reflexion que si Dieu nous fait la grace de les bien battre, ce dont nous avons bonne envie, au lieu de touttes ces places qu'ils nous demandoient avec insolence, nous leurs en demanderons à notre tour et que le Mylord et M. Hensius repondront à

leurs maitres et à leur patrie de leur opiniâtreté. Dieu nous donne bonne avanture.

(Copie. Arch. Vogüé.)

35. *Villars à M. de Grimaldy.*

Du 11 septembre 1709.

J'ay receu, M., la dernière que vous m'avés fait l'honneur de m'escrire, l'armée du roy et celle des ennemis ne sont qu'à la demie portée du pistollet et nous nous disposons à donner une bataille, et par conséquent à vous secourir. Je ne vous ay point envoyé de troupes, parce que vous m'avez mandé que vous aviés très peu de subsistance et de plus que je viens d'avoir pour exemple que la citadelle de Tournay s'est rendüe faute de vivres. Enfin, M., il est encore fort incertain que les ennemis puissent faire le siège de votre place, mais, en cas qu'ils le fissent, je suis persuadé que vous ferés la meilleure deffense qu'il se poura. Mandez moy, je vous prie, si le corps de troupe qu'ils ont laissé aux environs de Mons est considérable. Vous verrez bien, M., par la situation que j'ay prise, que je rendray aux ennemis les fourrages si rares qu'ils ne pourront se tenir longtems dans la position où ils sont, à moins qu'ils ne veullent faire périr leur cavallerie.

(Copie. Arch. Vogüé.)

36. *M. Sanguin à Villars.*

A Condé, du 11 septembre 1709.

Monseigneur,

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'escrire, par laquelle vous me marquez de tascher de me jetter dans Mons avec mille hommes : quoy que S[t] Guilain ait esté pris hier, la chose sera bien difficile si je ne l'execute : j'envoye un partisan entendn avec trente hommes, qui part une heure devant moy et s'en va d'icy à Mâcon, de là au travers des bois, laissant Bernisar à droit, Arth à droit, Sirault à gauche, Baudou à droit, Glain à droit, et de là il tombe au fort de Nimie. Je partiray à deux heures précises, suivant la même routte, ayant avec moy de bons guides et un autre partisan avec quinze hommes qui marchera à cent pas devant moy. Voilà, Monseigneur, la disposition de ma marche; l'on m'a assuré que c'est le costé par où j'entreray le plus facilement. Je vous suis très hum-

blement obligé de l'honneur de votre souvenir et de la commission agréable dont vous me chargez. J'espère que vous aurez lieu d'estre content. J'ay l'honneur d'estre, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

37. *Le Gall à Villars.*

A Valenciennes, du 12 septembre 1709.

Monseigneur,

Les ennemis ayant percé le centre de l'armée et obligé par là notre droitte à se retirer, j'ay esté obligé de le faire de mon costé avec la gauche ne pouvant plus communiquer avec la droitte; nous avons pris le même chemin que l'armée suivit en partant de Keudrin; les ennemis nous ont suivy assez vivement pendant deux lieues sans pouvoir jamais nous entamer. Enfin nous avons repassé l'Oneau et fait une halte en deça de trois heures, tant pour rassembler les troupes qui avoient passé à différents ponts que pour les rompre. Nous venons d'arriver à Valenciennes avec toutte la cavallerie de la gauche et environ cinquante battaillons. Nous passerons demain l'Escaut en attendant vos ordres.

Cependant trouvez bon, Monseigneur, que je vous temoigne la part que je prends à votre blessure, puisque j'ay l'honneur d'estre avec autant d'attachement que de respect, etc.

Nous avons envoyé cinq bataillons dans Condé.

(Copie. Arch. Vogüé.)

38. *Fénelon à Villars.*

Du 14e septembre 1709.

Permettez moy, Monseigneur, de vous marquer la part que je prends avec toute la France à l'accident qui vous est arrivé dans la dernière bataille, sans lequel tout le monde estoit persuadé d'une entière victoire. Mais je vous suplie de croire, Monseigneur, que je m'y intéresse plus qu'aucun autre, puisqu'il y a très longtems que j'ay l'honneur d'estre, avec toutte sorte de respect, Monseigneur, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

39. *Voysin à Villars.*

Du 20 septembre 1709.

J'ay bien de la joye, M., de pouvoir vous dépescher ce cour-

rier pour vous porter la lettre du Roy[1] : il me paroissoit assez dès le commencement de la campagne que ce que vous souhaittiés ne pouvoit estre longtems différé et qu'il ne falloit qu'un evenement pour y servir d'occasion. Mad^e de Maintenon me marqua ce qu'elle en pensoit lorsque je luy fis la confidence de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'escrire[2]. J'ay cru cette occasion venüe dans le moment de la bataille qui est toute glorieuse pour vous aussi bien que pour les troupes du Roy. Il n'y a présentement qu'à souhaitter pour vous et pour l'État une prompte guérison de votre blessure. J'espère que vous me rendrés la justice d'estre bien persuadé du véritable intérest que j'y prends. Je ne me flatte pas d'avoir contribué à ce qui doit vous faire plaisir, mais je puis au moins vous assurer que je l'ay souhaitté, que j'ay fait connoistre que vous le souhaittiés et que personne n'en a plus de joye que moy, estant aussi véritablement, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

40. *Le duc de Bourgogne à Villars.*

Du 20 septembre 1709.

C'est avec une joye sensible, M., que j'ay apris aujourd'huy la grâce que le Roy vient de vous faire. J'aurois seulement bien souhaité que vous ne l'eussiez pas achettée si cher, et je suis persuadé comme tout le monde que, sans la blessure que vous receùtes dans la dernière battaille, elle auroit été non seulement glorieuse, mais que le succès en auroit aussi été plus heureux. Personne ne désire plus ardemment que moy que vous soyés bientost en état de servir le Roy aussy utilement que vous en estes capable et personne n'a une plus véritable estime pour vous, M., que moy. C'est de quoy je vous prie d'estre très persuadé et qu'il ne tiendra pas à moy que je ne vous en donne des marques en tout ce qu'il me sera possible. Signé : Louis.

(Copie. Arch. Vogüé.)

41. *Villars au Roi.*

Du 21 septembre 1709.

Sire,

Je suis pénétré de la grâce dont il a plu à Votre Majesté de

1. Celle qui annonçait à Villars son élévation à la pairie.
2. Voyez ci-dessus, n° 33, p. 264.

m'honorer : ma très respectueuse et parfaite reconnoissance est au-dessus de touttes expressions et renouvelle vivement la douleur d'une blessure que j'aurois bien voulu avoir recüe deux heures plus tard, et qui m'afflige à présent d'autant plus sensiblement que l'armée de V. M. est ensemble plus fière et plus hardie qu'elle n'a jamais esté et demandant le combat avec ardeur. La satisfaction que V. M. peut bien faire parroistre de mes services m'en donne une parfaite, et, comme la satisfaction est un grand remède dans tous les maux, j'espère qu'elle avancera promptement ma guérison, laquelle je désire préférablement à touttes choses pour continuer mes services à V. M. dans cette conjoncture si vive et si importante.

(Copie. Arch. Vogüé.)

42. *Madame la duchesse de Bourgogne à Villars.*

Du 4 octobre 1709.

Je suis bien honteuse de m'y prendre si tard à vous exprimer la peine que j'ay ressentie en aprenant votre blessure, mais la crainte de vous importuner au milieu de touttes vos souffrances m'en a retenue jusques à présent; mais je n'en suis pas moins inquiette pour une santé aussy précieuse à l'Etat que la vôtre; je souhaitte plus que personne, non seulement sa conservation, mais encore un prompt rétablissement, afin que vous soyez au plustost en état de servir le Roy avec autant de courage et d'habileté que vous l'avez fait jusques icy. Croyez, je vous prie, que l'on ne peut avoir plus d'estime pour vous, ny s'intéresser plus vivement que moy à tout ce qui vous regarde et particulièrement à l'honneur si bien mérité que le Roy vient de vous accorder.

(Copie. Arch. Vogüé.)

43. *Desquiddy*[1] *au président de Cholier.*

A Quesnoy, 1er november 1709.

Monsieur, j'ay recu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'escrire du 26, laquelle j'ay fait voir à nostre général, qui m'a ordonné de vous donner de ce nouvelle le plus souvent que jay pouroit, et qu'il est tres persuadé de l'atachement très sin-

1. Capitaine de la compagnie des gardes du maréchal; l'orthographe de son nom est très variable.

caire que vous avez pour luy; je peut vous ashurer, M., qu'il est autant biene que l'on peut suoitter, je nay doute point que vous savez que le Roy veu absoulement qu'il aile demeurer à Versaille : nous partons dumaine : vous pouvez counter aussy tost que je ceroyé arrivez à Paris, je nay manquerez pas de vous mander les estats ou il ce trouverez après son voyage. Il vous fait biene de compliment aussy biene que madame la Marechalle et count de Villars, madame de Vougué. A mon partiqulier, la grâce que je vous mande est de me conserver l'honneur de vostre amistyé et de me croyer plus parfaitement que personne du monde, vostre etc.

(Orig. autogr. Arch. du comte de Cibeins.)

44. *Villars au comte de Pontchartrain*[1].

Du 25 novembre 1709.

J'ay esté ravy de voir, M., que mes lettres patentes servissent à l'éloge de M. le Marechal de Boufflers qui seroient et devroient estre plus estendües si le peu de volume desd. lettres le permettoit. Je vous assure, M., que je l'augmenterois avec la plus grande joye, honorant et respectant un général auquel j'ay d'anciennes obligations et récemment de si vives que je ne les oublieray jamais.

Je dois me souvenir toujours avec la plus vive reconnoissance qu'un maréchal de France plus ancien, comblé de mérite, d'actions et de dignités, a bien voulu servir de volontaire dans une armée que j'avois l'honneur de commander, et bien que S. M. ayt pensé que la jalousie si naturelle entre gens de même état me pourroit faire quelque peine, Elle eut la bonté de me mander que M. le Maréchal de Boufflers ne viendroit à l'armée qu'au cas que quelque blessure ou maladie m'obligeassent à en quitter le

1. On se rappelle le passage où Saint-Simon (VII, 263) raconte un conflit qui aurait surgi entre Villars et Boufflers, à l'occasion des lettres-patentes de pairie. Maisons, beau-frère de Villars, qui les avait rédigées, y aurait inséré des expressions blessantes pour Boufflers, dont celui-ci aurait demandé au roi la suppression. Villars aurait tout accordé et aurait même fait soumettre par Pontchartrain le texte nouveau à Boufflers, qui aurait biffé ce qui lui déplaisait. Autre conflit avec Harcourt, qui, vérifié duc cinq ans avant Villars, trouvait fort mauvais que ses lettres de pairie fussent postérieures aux siennes. Les lettres que nous donnons sous les nos 44-46 ont trait à ces incidents.

commandement. Je supliay M. le Maréchal de Boufflers de vouloir bien le venir partager avec moy et dans le commencement de l'action de se charger de la principalle et plus noble partie de l'armée où il fit des merveilles, s'exposant plus que personne. Sans contredit, il est au-dessus des louanges que je pourrois luy donner : cependant je ne les espargne en nulle occasion, mais celles qu'il a meritées dans cette action et dont je suis ravy de voir une partie dans mes patentes ne peuvent m'empescher de désirer que l'on y voye ce qui a porté S. M. à m'en honorer et que vous trouverez très simplement expliqué dans le mémoire cy joint.

Je dois vous suplier aussi, M., de vouloir bien faire corriger un endroit où l'on appelle places les deux petites villes de Cezane. Je n'ay garde de vouloir me donner un honneur que je n'ay pas merité. Il est vray que les troupes du Roy ont plus acquis de gloire emportant ces deux petites villes soutenues par l'armée de M. le duc de Savoye où il estoit en personne que si elles avoient fait deux sieges. Mais, comme S. M. permet d'ordinaire que l'on suive les mémoires donnéz par ceux qu'Elle honore des dignités, ils en seroient indignes s'ils estoient capables d'alterer la vérité : vous la trouverez bien exacte dans celuy que j'ay l'honneur de vous envoyer. Au reste, M., je vous suplieray que cette lettre et tout ce qui s'est passé sur le changement de mes patentes demeure dans un entier secret. L'on a desjà cherché à me brouiller avec M. le Maréchal de Boufflers que j'honore et respecte et aime de tout mon cœur. Je suis ravy de le voir dans mes patentes : s'il m'étoit permis j'augmenterois encore ce qu'elles en disent, comme aussy je suis bien persuadé que, pour adjouter à ses belles actions à la droitte, il ne voudroit pas diminuer les services que je taschois de rendre à la gauche desquels luy mesme a dit plus de cent fois que la victoire auroit esté suivie si ma blessure, celle de Mr d'Albergotty et la mort de M. de Chemerault n'avoit entièrement suspendu des succès aussy heureux.

(Copie. Arch. Vogüé.)

45. *Villars au comte de Pontchartrain.*

Du 26 novembre 1709.

Je vous assure, Monsieur, que je suis au désespoir que l'on ait eu à parler si longtemps d'une chose que je croyois finie avant mon arrivée à Paris, et, quoique j'eusse désiré que l'on eût un

peu expliqué une dernière action qui rappeloit les précédentes et sembloit m'attirer la grâce dont il a plu au Roy de m'honorer, croyant tout scellé et finy, je n'aurois jamais songé à y faire aucun changement, hors les deux villes de Cézane, que je ne nommeray jamais places, ce qui auroit été un ridicule pour moy; il me semble même que, dans le mémoire de M. de Maisons, il y avoit qu'Exilles auroit été secouru s'il ne s'étoit rendu le même jour que l'armée du Roy arrivoit à sa vue.

Mais pardonnez-moy la liberté de vous dire que, si vous aviez eu la bonté de me faire sçavoir les changements que M. le Maréchal de Boufflers desiroit, tout auroit été finy en un moment. Au reste, Monsieur, j'ay l'honneur de vous supplier encore que si vous pouvez penser que M. le Maréchal de Boufflers désirât quelque chose, de le mettre. J'ayme mieux cent fois estre oublié et qu'il soit content de moy; peut-estre mon secrétaire n'a-t-il pas spécifié que M. le Maréchal de Boufflers ne s'est retiré que trois ou quatre heures après ma blessure; ayez la bonté de le mettre et surtout celle de faire que tout cela soit entre M. le Chancelier et vous. Je ne donne aucun lieu aux brouilleries que l'on veut exciter entre M. le Maréchal de Boufflers et moy; M. de Contade, qui ne m'a point quitté pendant l'action, a veu ce que je mets des choses où j'ay part, et, en vérité, quand tout va bien à l'aisle où est M. le Maréchal de Boufflers, il n'est pas contre luy qu'il soit dit que j'ay rétably celle où il n'étoit pas et défait la teste de l'infanterie ennemie qui avoit deposté la nostre.

Je dois vous demander mille pardons de la peine que je vous donne; en vérité je croyois tout terminé et mes lettres remises au parlement quand on m'a dit que l'on les avoit changées et qu'on alloit en sceller de nouvelles.

(Copie. Arch. Vogüé.)

46. *Villars au comte de Pontchartrain.*

Du 27 novembre 1709.

S. M. ayant eu la bonté de me faire dire, Monsieur, en nommant M. le Maréchal d'Harcourt pair de France, que son intention n'étoit pas que l'impossibilité où je suis par ma blessure de me faire recevoir, me fît perdre le rang que je dois tenir avant luy au parlement par la grâce dont le Roy m'a honoré il y a trois mois, permettés-moy de vous suplier de vouloir bien insérer dans mes lettres, avant qu'elles soient scellées, ce qui conviendra pour que l'intention de S. M. y soit expliquée. Je suis per-

suadé que vous voudrez bien que ce soit de manière à ne laisser aucun doute à Messieurs du parlement et me rendre la justice de me croire, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

47. *Villars à Voysin.*

Du 29 avril 1710.

Voilà des lettres, M., très affligeantes asseurement, mais dont il est necessaire que vous soyés informé et même que S. M. en ait connoissance; qu'est ce que des battaillons de 250 hommes, l'un portant l'autre, et d'ailleurs des gens foibles et mal nourris : l'on peut esperer qu'il arrivera quelques recreues, mais, M., la matière est trop importante pour hazarder de se flatter, ou il faut estre bien assuré que M. le Maréchal de Montesquiou se trompe entièrement, ou ne pas compter de marcher à l'ennemy que notre armée ne soit assez fortiffiée des troupes que vous tirerez d'Allemagne pour proportionner les forces. Enfin, M., nous serons dans peu de jours à la veille d'une bataille qui decidera de l'Etat. L'on ne peut faire de trop serieuses reflexions sur la foiblesse des troupes; vous comptez 150 bataillons en campagne, s'ils ne sont qu'à deux cent cinquante hommes ce n'est pas 70, et vous m'avez fait l'honneur de me dire que les ennemis en avoient 172. Je vous prie d'examiner vous même les moyens les plus prompts de remedier à cette prodigieuse disproportion. Je vous envoye en original les lettres de M. le Maréchal de Montesquiou et de M. de Beaujeu; touttes celles que je reçois d'ailleurs ne parlent que d'un abattement, d'une consternation generalle; cela ne m'embarasse pas et j'espère qu'ils reprendront courage, mais j'aurois moy même peu d'esperance de gagner une bataille dans les plaines d'Arras avec une armée de moitié inférieure. Examinez, s'il vous plaist, M., les nouvelles de M. de Montesquiou; ne vous laissez pas imposer par d'autres là dessus, car la vérité est que les bataillons ne sont qu'à 250 hommes, l'un portant l'autre.

Permettez moy de vous dire, à l'égard de M. le Maréchal de Berwick, qu'il ne faut plus de ménagement pour le préparer à prendre un poste que le Roy ne peut s'empecher de luy donner. Il sera bon d'en cacher la resolution jusqu'au jour de son départ; mais il n'y a qu'à luy dire très naturellement et plustost aujourd'huy que demain, que M. le Maréchal de Villars marche parce que son devoir et son honneur ne luy permettent pas d'examiner

s'il peut soutenir le galop du cheval et si la première fois qu'il y sera forcé il ne sera pas obligé de demeurer un mois dans le lit; mais, sans s'arrêter à cette raison, la suivante est plus forte. Le Roy ne peut sauver le Royaume que par une bataille; luy dire enfin qu'elle est résolue cette bataille, par des raisons qui ne peuvent estre balancées; que le Roy fait reflexion que les aisles des ennemis sont menez par milord Marlborough et le prince Eugène; que le Roy veut donc opposer à ces deux generaux ce qu'il y a de meilleur, et que trouvant que son aisle gauche sera commandée par M. de Magnac, vous priez M. de Berwick d'examiner luy meme s'il le croit bastant pour l'emule qui luy sera opposé.

Je ne vois personne qui ne dise qu'il faut mettre en Flandres tout ce que l'on peut avoir de meilleur en troupes et en officiers généraux; M. le duc de Noailles, avant hier chez M. Des Marets, disoit qu'il eut fallu y envoyer les 50 bataillons qui arrivoient d'Espagne, parceque c'est une infanterie qui n'a jamais eu de mauvais succès. Je luy demanday seullement s'il avoit donné ce conseil là il y a quatre mois. Dès que M. de Bervick verra qu'il peut avoir part à la bataille qui se doit donner, il vous pressera plus que moy de mettre dans cette armée tout ce que vous aurez de meilleur.

Ne nous flattons pas encore une fois, M. La bataille est indispensablement nécessaire, mais elle décidera du Royaume et ne comptons pas si nous avions un mauvais succès sur la modération, sagesse ou compassion des Hollandois. Peut estre en manqueront-ils absolument, mais, quand ils en auroient, ils ne seront pas les maitres d'arrester deux généraux qui trouveroient de quoy pousser la guerre sans le secours et malgré les Hollandois...

(Copie. Arch. Vogüé.)

48. *Villars à M. l'abbé de Polignac.*

De Cambray, du 24 [mai 1710].

Je n'ay pas repondu, M., à la première lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'ecrire, parce que votre courier ne m'a pas vu à son retour. Je receus hier par le courier du cabinet celle du 20, par laquelle j'apprens ainsy que par la précédente que vous n'attendez de paix que des succès de l'armée de S. M. Sur ce fondement je ne scais pas trop bien ce que vous faittes en Hollande; pour moy, M., sans entrer dans tous ces détails là, je vous diray

que je vas chercher les ennemis avec une bonne et grosse armée et que certainement il y aura dans peu de jours une grande action. J'espère que Dieu nous benira et punira les opiniastres qui veulent perpetuer la guerre. Enfin tout est dans les mains de Dieu; mais ce qui m'étonne, c'est que la paix et une paix très avantageuse pour tout ce que nous avons d'ennemis dépendant des Hollandois, ils veullent tout mettre au hazard. Pour moy, je scay bien que, si Dieu nous donne un bon succès, il ne doit plus estre question des articles proposés, et s'il est mauvais les Hollandois ne pourront peut estre pas la faire. Nous jouons fort gros jeu; ceux qui y mettent le moins sont messieurs les généraux ennemis et moy; nous n'y perdrons pas nos états. Pour moy, je me trouveray trop heureux d'avoir affaire à deux hommes illustres étant à la teste d'une aussy belle armée et aussy délibérée à se bien battre.

(Copie. Arch. Vogüé.)

49. *Villars à Voysin.*

Extrait. De Cambray, du 25 may 1710.

Je dois écrire aux généraux ennemis : S. M. trouveroit elle à propos que, ne disant rien qui sente la fanfaronnade et choisissant des termes polis, je leur fisse scavoir que, l'armée du Roy marchant à eux, je ne doute pas qu'ils ne profitent de la première occasion de décider cette longue et ennuyeuse guerre par une bonne bataille et que, veu la supériorité de troupe que l'on leur donne, je suis persuadé qu'ils voudront bien faire la moitié du chemin. Je ne me flatte pas que, piquez de ma lettre, ils prennent le party de venir au devant de moy dans les plaines, ce que je voudrois pourtant, car notre affaire est d'attaquer en marchant ce qui marchera. Enfin, M., je ne crois pas que cette proposition les dérange, mais un défy donne toujours de l'audace au party qui le fait.

(Copie. Arch. Vogüé.)

50. *Villars à Voysin.*

Du 1er juin [1710].

Je reçois, M., les deux lettres que vous m'ecrivez du 29 may : vous devez estre persuadé que j'ay compris parfaitement l'importance de secourir Douay; mais je vous avoueray en même temps

que je ne l'ay esperé qu'au cas que les ennemis vinssent au devant de moy, ce que je croyois assez, veu les discours orgueilleux de leurs généraux et surtout du prince Eugène, qui avoit parié mille guinées que nous ne passerions pas l'Escarpe. C'est bien tout ce que nous pouvions esperer de meilleur que de trouver l'ennemy dans des plaines ou notre cavalerie eût pu agir et notre infanterie marcher la bayonnette au bout du fusil, enfin ou l'action entière soit un coup de main. C'est dans ce cas là que j'esperois beaucoup de la valeur du soldat et du cavalier qui en ont plus certainement que ceux des ennemis, et ou mesme la capacité de la generalité est moins importante. Car, enfin, il n'est question que de marcher devant soy et d'attaquer. Quant aux aisles, M. le Maréchal de Bervick et moy en scavons assez pour les bien appuyer. Mais quant il faut marcher à une armée postée, des redans à la portée du fusil l'un de l'autre, leur infanterie placée dans lesd. redans qui n'a qu'à tirer souvent, ce qu'elle scait mieux que nos gens; toutte leur artillerie bien servie et la moitié plus nombreuse que la notre, de laquelle nous ne pouvons tirer presque aucune utilité en marchant; l'habileté de chaque officier général qui mène sa division à ces redans qui scache bien placer ses troupes, se former après les avoir passé, soutenir toutte une ligne qui vient de charger dans cette intervalle, sur tout cela, M., je ne puis penser autrement que ces messieurs qui ont tous jugé qu'un bon succès ne pouvoit guerres estre esperé dans une telle disposition entierement favorable à l'ennemy, qui avoit rassemblé generallement touttes ses troupes et les avoit placées et distribuées avec tout l'avantage qu'il pouvoit leur donner : sa cavalerie toujours meslée avec l'infanterie sans avoir de véritables charges à craindre, puisque nous n'avons veu que quatre ou cinq escadrons entre chaque redan, son infanterie à l'abry du coup de main et 150 pièces de canon dans leurs embrasures.

En verité, M., plus j'y songe et plus je croy que le party de ne pas attaquer a esté le meilleur et auquel cependant j'aurois peut estre résisté si les opinions avoient été un peu partagées.

Enfin, M., l'on n'a pas cru le devoir faire et nous allons prendre presentement les partis les plus convenables pour couvrir Arras, Cambray et Bouchain. Cela nous est aisé; même je croy Valenciennes et Condé. Je n'en repondray pas si positivement, mais cependant je l'espère.

Quant à Bethune, il n'y a qu'une bataille et je vous suplie, M., qu'il paroisse dans vos lettres que le Roy veut qu'on la donne

pour empêcher quelque entreprise que l'ennemy puisse former; car enfin nous agissons d'un grand concert Mess[rs] les maréchaux et moy et je vous assure que bien que l'on ait voulu me croire l'esprit difficile, on me l'a toujours trouvé très aisé et scachant assez vivre avec tous ceux qui ont eu à faire à moy. Cela est important pour le service du Roy et je puis vous dire, M., que je croy que cela continuera; mais pour cela, quand je paroistray plus déterminé à une action, il faut que tout le monde puisse croire que je suis également l'interest et le desir de S. M.

Je n'ay pas balancé à soutenir fortement l'opinion de marcher aux ennemis et il eut été honteux de demeurer derrière la Scarpe.

Je vous prie que la viande ne nous manque point et, si vous prevoyez que Charpentier puisse n'estre pas régulier, ordonnez de la part du Roy aux intendants d'en faire prendre dans leurs départemens. Nos troupes sont assés sages, mais il faut leur oster toutte raison de cesser de l'estre.

Vous m'avez fait l'amitié de me demander des nouvelles de ma santé; je n'ay jamais été malade un moment, mais je vous diray naturellement que j'ay violemment souffert ces deux derniers jours. On ne reconnoit pas une armée ennemie en chaise; j'ay été à cheval; il faut passer quelques fosséz et quoique mes chevaux soyent sages, ceux qui étoient auprès de moy, s'ils ne m'ont pas entendu crier, m'ont veu quelquefois, dans les mouvements vifs de mon cheval, palir d'une douleur qui va au cœur. J'ay ma bouteille d'eau cordialle dans ma poche, et l'action me soutiendra. Mais hier j'avois le genouil excessivement enflé; cela est un peu diminué. Enfin le Roy peut compter que la seulle impossibilité pourroit m'arrester et j'espère bien qu'elle n'arrivera pas.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

51. *L'abbé de Polignac à Villars.*

De Gertrudenberg, du 1[er] juin 1710.

M., les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'ecrire le 24 et 27 du mois passé m'ont esté rendues ensemble par un exprès que le banquier d'Anvers m'a dépeché. J'ay eu la plus grande joye du monde en les recevant, car vous devez compter que dans la triste situation des préliminaires sur lesquels nous sommes forcéz à traiter et dont ces gens cy abusent pour nous tenir le pied sur la gorge, il n'y a que vous qui puissiez conduire à bonne fin la penible négotiation dont nous sommes chargéz.

Je suis persuadé que M. de Torcy vous a dit avant votre départ où nous en étions et qu'il vous a mandé depuis ce qui avoit suivy. C'est pourquoy je ne vous en fais aucun détail, mais en gros voicy ce que c'est : les alliez veullent que le Roy s'unisse à eux pour faire la guerre au Roy d'Espagne, et pour le chasser de toutte la monarchie si ce prince n'accepte pas dans un terme fort court un très petit partage qui pourra luy estre offert dans les isles de la Mediterranée; bien entendu qu'après cela fait et parfait et tous les autres preliminaires executéz, la France n'aura pas la paix, mais seullement la permission de la traiter, et cependant une trêve sans garentie, c'est-à-dire qui pourra estre rompüe si S. M. n'accorde pas touttes les demandes ultérieures qu'on luy voudra faire et dont on ne veut pas luy donner l'explication : quelque chose qu'on leur puisse dire contre l'injustice criante de cette pretention à laquelle nous ne souscrirons jamais, puisque au lieu de paix nous n'aurions qu'une nouvelle guerre encore plus malheureuse que la première, ils repondent froidement que la supériorité de leurs forces et la misère où nous sommes réduits ne permettent pas de disputer, qu'il leur faut leur seureté pour l'Espagne, et qu'à nous la nôtre est dans leur bonne volonté; en un mot ils nous veullent à discretion et ils n'en demordront pas jusqu'à ce qu'ils ayent perdu l'esperance de pouvoir nous y contraindre. L'armée que vous commandez et votre resolution ne laissent pas de leur donner beaucoup à penser. Ils ne s'attendoient point du tout à une si longue resistance que celle qu'ils trouvent à Douay. Ils contoient d'avoir cette place et Arras mesme avant que vous eussiez pu assembler les forces du Roy sur la Somme. Ils ont été trois jours dans une inquiétude continuelle, dès que vous vous êtes mis en mouvement ; mais jusqu'à present ils n'ont point changé pour cela de ton; il faut esperer que la suite leur imposera plus encore que les commencements. Je me repose bien sur vous de toutte la conduite de l'affaire et quand vous ne les battrez pas je seray bien persuadé que la chose n'aura pas été possible. Si Dieu vous donnoit moyen de remporter sur eux quelque avantage, assurément nous en profiterions pour faire quelque chose de plus raisonnable, de plus solide et de moins ignominieux : peut estre qu'ils perdront l'esperance qu'ils ont ou du moins dont ils amusent leurs peuples de conquérir l'Espagne par la destruction de la France. Nous ne perdons pas de veüe l'idée que la cour de Madrid pouvoit encore avoir de faire la paix particulière, mais la crainte que les alliez ont toujours si cela étoit que tost ou tard la France ne se remist à gouverner l'Es-

pagne me fait croire qu'ils ne consentiront qu'à la dernière extrémité à y laisser Philippe Cinq, quelque avantage que ce Prince leur fist presentement mesme à notre préjudice. Conservez vous et croyez que je suis, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

52. *Villars à M. l'abbé de Polignac.*

Extrait. Du 28 juin 1710.

Tout le monde me mande de la cour et de Paris que l'on me compte hors d'état de service. Les ennemis qui me voyent tous les jours à cheval n'en seront pas persuadez ; quand je vous dis que les onnemis me voyent à cheval, c'est que nous ne sommes separez que par un très petit ruisseau au travers duquel touttes nos troupes sont dans des conversations continuelles et j'y vais causer quelques fois comme les autres et dois me louer de touttes les honestetez que j'ay de ces Messieurs auxquels je disois hier qu'il me sembloit qu'à present il falloit une bonne paix ou une bonne bataille ; que nous leur avions presenté de belles plaines ; que j'avouois qu'ils avoient un siège à continuer ; qu'ils avoueroient aussy que leurs dispositions faittes depuis plus d'un mois ne me permettoient pas d'attaquer, mais que présentement le pays étoit assez ouvert.

Il est vray qu'il faut me grimper sur mon cheval, et que je n'ay aucune sorte de mouvement dans la cuisse et le genouil, mais quand je suis à cheval je m'y tiens fort bien cinq à six heures et il n'en faut pas tant pour voir plaider un grand procès et aider aux avocats.

La conversation finit par beaucoup d'honnestetez. Quand je leur ay parlé des apparences d'une bataille, ce n'est pas pour faire le gascon, mais seullement pour qu'ils soient persuadez que nous nous y attendons.

(Copie. Arch. Vogüé.)

53. *Villars à Voysin.*

Extrait. Du 4 juillet 1710.

Pour venir aux officiers de Douay, j'auray l'honneur de vous parler seulement des principaux, conformément à ce que M. d'Albergotty m'en a dit.

Premierement, sur M. de Dreux, des biens infinis, du sens, de la capacité et beauçoup de valeur. S. M. se souviendra que j'avois

pris la liberté de luy dire avant ce dernier service qu'il en avoit rendu de très utiles à la dernière bataille, son ancienneté le mettant d'ailleurs en état d'esperer d'estre lieutenant general.

M. de Brendlé étoit le plus ancien brigadier quand le Roy l'a fait mareschal de camp; il a servy très dignement à la dernière bataille et fort bien dans ce siège. S'il n'est pas ancien marechal de camp, ses autres anciennetés de services peuvent luy estre comptées.

A l'égard de Mrs les brigadiers, je croy bien que S. M. voudra honorer M. le duc de Mortemart d'un brevet de maréchal de camp; il se distingue assurément partout. Son courage à la dernière bataille, à plusieurs actions dans le siège, son application au service à entretenir toujours une bonne troupe, tout cela mérite ce qu'un homme de sa naissance et avec une des plus grosses charges de la maison du Roy peut esperer de sa bonté.

M. le marquis de Farvaques n'est pas ancien brigadier, mais il est certain qu'il a servy avec distinction en Italie, qu'il a fait des merveilles à la dernière bataille. M. d'Albergotty m'en a dit tous les biens du monde, non seulement sur le courage, mais sur la capacité, et, certainement, quand S. M. a des occasions d'avancer de pareils sujets, il est du bien de son service de les distinguer.

Les deux autres brigadiers d'infanterie dont on dit beaucoup de bien aussy sont Mrs de Lannion et de Chastennay. M. d'Albergotty s'en loüe fort, mais je croy, parlant raisonnablement, que le premier peut encore attendre, et, pour le second lieutenant colonel, je le connois pour un très brave et très bon fantassin; mais, comme j'ay déjà eu l'honneur de vous le dire, une pension au moins de 1,200 livres luy sera bien deüe et bien employée.

Quant à ceux des colonels qui étoient dans lad. place, je parleray seulement de M. de Villenouette; il mérite bien d'estre fait brigadier.

M. de Lille est très ancien colonel d'infanterie et M. d'Albergotty s'en loue fort.

Vous avez le lieutenant de Roy nommé Bressy; c'est un homme d'un âge avancé; un brevet de brigadier et le replacer dans la première occasion est dans l'ordre.

Le Sr de La Salle, major de Piémont, qui a fait la charge de major général, se flattera, et avec raison, d'estre fait brigadier, surtout quand il trouve que le Sr de Bussy, major de Foix, a eu le même honneur dans Lille. C'est un bon sujet que ce Bussy,

mais La Salle étoit plus connu dans les troupes et très distingué.

Je n'entreray pas dans le détail des autres graces que M. d'Albergotty scait mieux que personne avoir esté méritées : je vous parle seulement des principaux sujets que je connois d'ailleurs.

(Copie. Arch. Vogüé.)

54. *Torcy à Villars.*

Du 4 juillet 1710.

Vous aurez veu, M., par la derniere lettre que j'ay eu l'honneur de vous écrire, que le voyage de Petkum à Gertruydemberg étoit fort opposé à l'interprétation favorable que M. Pester luy avoit donnée. M. le maréchal d'Huxelles a sceu depuis par un homme qu'il employe à la Haye que le pensionnaire s'étoit expliqué nettement, que les deputez d'Hollande ne retourneroient pas auprès de M[rs] les plénipotentiaires si la conférence devoit estre encore sur le pied de la dernière. Ils veulent donc pour négotier que le Roy promette de leur livrèr réellement de fait l'Espagne et les Indes dans l'espace de deux mois, et, cette promesse étant bien solide et l'effet en étant bien assuré, ils consentiront à négotier sur les autres articles de la paix; enfin les ennemis déclarent presentement qu'ils ne veulent pas une paix particulière avec la France, mais qu'ils la veulent generalle, que le Roy d'Espagne y souscrive soit par persuation, soit par force, et que la guerre cesse en même temps de tous costez.

Je ne doute pas, M., que les généraux ennemis n'ayent parlé dans ce sens à M. d'Albergotty; ainsi je ne suis pas surpris qu'il ne vous ait pas préparé à une paix prochaine. Je crois qu'on ne doit l'attendre présentement que de vous et de l'heureux succès des mesures que vous prenés pour rendre leurs desseins inutiles. Quelque confiance que je prenne en vos sages précautions, il est permis à ceux qui s'intéressent autant que moy à tout ce qui vous regarde d'estre inquiet dans un temps où il s'agit de decisions aussy importantes. Je suis en même temps persuadé que, si la campagne pouvoit se passer sans événement facheux, on verroit changer les dispositions présentes en Hollande et en Angleterre, et que ceux qui soutiennent aujourd'huy le party de la guerre avec autant d'ardeur ne seroient plus les maitres d'empecher que les négociations de la paix ne devinssent plus sérieuses.

Il s'en est peu fallu, M., que la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2 de ce mois ne m'ait pas été rendue.

Le courrier de M. Voysin, à qui elle avoit esté remise, la laissa tomber dans la plaine au dela du pont de Seve, où elle fut trouvée avec un autre paquet adressé à la Menagerie de Versailles par un homme qui passoit et qui prit la peine de me la raporter. Le courrier, à qui j'ay fait demander depuis si vous ne l'aviez chargé d'aucun paquet pour moy, a eu l'effronterie et la mauvaise foy de le nier.

Je suis persuadé, M., que vous me faittes la justice de croire que je m'intéresse très vivement à la grace que vous avez receue du Roy, et que personne n'est plus véritablement que je suis, Mons[r], etc.

(Orig. Arch. de Vaux. — Copie. Arch. Vogüé.)

55. *Villars à Torcy.*

Du 20 juillet 1710.

J'ay receu hier, M., la lettre que vous me faittes l'honneur de m'écrire, du 17, à laquelle est joint l'extrait de celle de nos plénipotentiaires dont la lecture m'a indigné. Si je croyois qu'elle put autant irriter toutte l'armée que moy, je la ferois imprimer; mais je vous avoue avec douleur que j'en vois dans plusieurs plus d'abattement que de colère. Je comprens les raisons que l'on a de ne pas faire un manifeste si tost. Quant au retour des plénipotentiaires, vous n'avez peu le differer, et même l'on est étonné en Hollande qu'ils ayent demeuré si longtemps après des demandes si injustes, si impossibles et si dépourveues de toutte raison. S'il reste quelqu'un en Hollande qui veuille la paix et ne regarde pas comme un bonheur pour la république de nous ruiner, il doit s'élever contre l'extravagance des propositions faittes à nos plénipotentiaires; j'ay peine à croire cependant qu'ils soient retenus sur le point de leur départ, et cela ne pourroit estre esperé qu'au cas qu'ils fussent bien persuadés que le Roy peut faire revenir son petit fils; mais y a-t-il quelque apparence à cette pensée quand le Roy s'offre de payer de ses finances les troupes qui luy feront la guerre. A tout cela je ne verrois que de les attaquer à la première occasion, c'est mon sentiment et, en vérité, mon desir; mais, outre que je suis presque seul de ce sentiment, c'est que bien des raisons s'y opposent. Rien n'est si beau que notre ordre de bataille sur le papier; l'armée du Roy tient mesme un grand espace de pays, mais les seconds rangs ne sont pas autrement garnis. Enfin ce qui manque sur le complet de cette armée est surprenant; quand à l'infanterie, la moitié

sans contredit et la cavalerie au moins le tiers, et même l'on me dit qu'il en manque plus : avec tout cela mon sentiment seroit de combattre, mais ma fidélité m'oblige à représenter la vérité au Roy.

Pour mon genou, il est sans comparaison plus mal qu'il n'étoit il y a quatre mois, et, en un mot, je ne puis plus me flatter de me tenir longtemps à cheval le jour d'une bataille. Les dernières épreuves m'ont oté sur cela toutte espérance, et ce seroit tromper le Roy que de luy promettre plus; quelque machine de fer que j'aye pour emboiter mon genou ferme, je ne puis soutenir le galop : quel moyen donc d'agir dans une bataille? Je verray à cinq cents pas de moy ou un désordre dans l'ennemy dont il faut profiter ou en réparer un dans nos troupes, occasions où la presence et le visage du general est si nécessaire, sans pouvoir m'y porter. Si un escadron plie près de moy, je demeure sans contredit au milieu des ennemis. Comptez que je suis outré de douleur quand je fais touttes ces réflexions. La raison vouloit que j'allasse aux eaux au printemps, mais j'ay plus .... pour estre estropié, je vous assure que, par rapport aux interests du Roy, c'est le moindre de mes soucis; mais mon état est de n'estre ny estropié sans ressource ny guéry. Je vous suplie de ne point parler de tout cela.

(Min. orig. Arch. de Vaux.)

56. *L'abbé de Polignac à Villars.*

A Gournay, du 29 juillet 1710.

Je voulois, M., me donner l'honneur de vous écrire sur la route avant que d'arriver si près de Paris; mais nous avons fait une telle diligence qu'il ne m'a pas été possible d'en trouver le temps plustost qu'aujourd'huy. Nous voilà donc enfin sortis de Gertruydemberg sans y avoir pu faire autre chose en quatre mois et demy que connoître à fond la mauvaise volonté des ennemis et leur résolution fixe de continuer la guerre. Je vous envoyeray la lettre que nous écrivismes par ordre à M. le Pensionnaire et la réponse qu'il y fit. Je vous souhaite toujours mille prosperitez dans vos entreprises; c'est là que dépend le salut de l'État, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

57. *Villars au marquis d'Antin.*

Du 22 aoust 1710.

M. le marquis de Gondrin sera très sevèrement chastié, M., de ne vous avoir pas mandé une seulle fois touttes les supplications que je luy ay faittes de me conserver dans l'honneur de vostre souvenir; du reste j'ay repondu très exactement et suis d'ailleurs le plus silentieux homme que vous connoissiez. Je n'ecris qu'au Roy et à M. Voysin et à Mad[e] de Villars. L'on m'a souvent dit que cela n'étoit pas bien et qu'il falloit toujours à la cour et à la ville des interpretes favorables pour expliquer nos mouvements. C'est une précaution que je n'ay jamais eüe; elle seroit cependant plus nécessaire presentement que jamais, puisque les uns veullent que l'on donne bataille, les autres ne le veullent pas. Tout ce que peut le general en de pareilles occasions est d'expliquer bien nettement et longtemps d'avance au maistre les divers partis que l'on peut prendre et ensuite suivre ses ordres et en attendant prendre les bons partis au hasard d'une action après avoir bien étudié le terrein; car aussy ne faut il pas se laisser entraîner à l'opinion presque generalle qui veut à quelque prix que ce soit éviter les batailles. J'ay donné occasion aux ennemis de la donner deux fois, mais nous étions perdus sans cela; au moins les jettons-nous dans une nécessité de s'écarter de ce grand chemin qu'il vouloit suivre, et nous chercher tout ce qui pourroit les déranger.

(Copie. Arch. Vogüé.)

58. *Torcy à Villars.*

Du 26 aoust 1710.

Il est vray, M., comme vous me le marquez par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'ecrire le 23 de ce mois, qu'on a dit en Hollande que M. de Callières avoit écrit à Molo pour renoüer la negociation de la paix; on a publié la même chose au sujet du president Rouillé et des lettres de luy à Petkum; mais il n'y a rien de véritable dans les bruits qu'on a repandus sur l'un et sur l'autre. Les propositions de paix seroient fort inutiles depuis que l'on scait certainement qu'elle est impossible par les demandes que les ennemis ont faits et par le dernier état où la négociation est demeurée.

Elles seroient d'ailleurs pernicieuses pour le service du Roy,

car il est impossible d'amener les ennemis à la raison tant qu'ils croiront que la France est réduite à la dernière extremité et qu'ils n'ont qu'à persister dans leur opiniatreté pour obtenir touttes les conditions injustes et déraisonnables qu'ils voudront demander.

S'ils voyent au contraire que leur injustice déclarée ait effacé toutte idée de paix et qu'on ne songe plus icy qu'à soutenir une guerre dont ils ont voulu la continuation, ils jugeront que le Royaume a des ressources qu'ils ignoroient et que la conqueste n'en est pas aussi facile à faire qu'ils se l'étoient imaginez; ils seront embarasséz à leur tour. Car il s'en faut beaucoup qu'ils ayent les mêmes ressources que la France et, si leur crédit souffre la moindre altération, il tombera bientost sans pouvoir se relever. On commence même à sentir sa décadence en Hollande et en Angleterre, et c'est avec vérité, M., que l'on vous mande que le murmure est grand en Hollande contre ceux qui ont voulu la continuation de la guerre et qui peut estre ont perdu pour toujours l'occasion de faire une paix aussy avantageuse à l'Etat et à ses alliez.

Le murmure n'est pas moindre en Angleterre et les dispositions y sont encore plus grandes à des divisions dont il seroit bien necessaire de profiter. Comme je scay, M., ce que vous pensez sur ce sujet, j'auray seulement l'honneur de vous dire que je n'ay pas aussy changé de sentiments depuis l'hiver dernier. Suivant les dernières lettres de Pologne on ne doutoit plus du retour prochain du roy de Suède avec une escorte très considérable de Turcs et de Tartares. La ligue du nord en paroissoit fort inquiète et les Hollandois n'estoient guères moins agitez du refus que ce Prince continuoit de faire de la neutralité qu'ils ont dictée pour les provinces septentrionnalles.

Le Roy n'a point encore de nouvelles certaines que le roy de Suède soit party de Bender; les gazettes d'Hollande assurent son départ.

Il me semble que tout se prépare icy pour l'année prochaine comme vous pouvez le désirer. Je suis persuadé que c'est le seul party qu'il y ait à prendre et qu'on donneroit de mauvais conseils au Roy en indiquant d'autres voyes pour faire la paix.

(Copie. Arch. Vogüé.)

59. *Villars à Voysin.*

Du 29 aoust 1710.

J'ay veu, M., avec une extreme peine la mauvaise nouvelle

d'Espagne, dont je crains bien les suitte, mais, ce qui vous surprendra, c'est que cette bataille, donnée et perdue le 20 de ce mois, a été si bien sceüe des ennemis le 27 au soir qu'ils en ont fait la rejouissance.

Hier, un capitaine de cavalerie, qui vient de [1], et un marechal des logis, qui desertent de leur armée et arrivent dans ce moment, nous apprend que cette rejouissance a été faitte sur la nouvelle d'une bataille gagnée qu'ils disent leur donner toutte l'Espagne. Vous pouvez donc compter, M., qu'il est party quelqu'un de Paris dans le même instant que M. le duc d'Albe a receu la nouvelle, qui l'a apportée en toutte diligence aux ennemis; elle a été connue dans l'armée du Roy par les couriers de M. l'Électeur de Bavière, et la tenant secrette tous les officiers de la gauche, où est logé M. le comte d'Arco, me l'apprirent dans le même temps que je recevois votre courier. Je vous avoue, M., que ces intelligences des ennemis dans le centre du Royaume sont bien cruelles, mais, ce qui l'est encore d'avantage, sont les malheurs mêmes. Celuy cy me touche fort; Bethune jusqu'à present se deffend parfaitement bien. Vous jugerez mieux la beauté de la deffense par les gazettes même des ennemis que par les lettres de M. de Vauban; je vous envoye celle de Bruxelles.

Sur la bonté qu'a S. M. de vouloir bien donner quelque attention à la nécessité de me tirer de l'etat où je suis, j'auray l'honneur de vous dire, M., premierement que je ne quitteray asseurement point l'armée ny dans l'apparence d'une action ny estant preste à faire quelque mouvement, ny mesme si je ne vois les subsistances assurées. L'interest du Roy et celuy de ma gloire, que je prefereray tousjours non seulement à ma santé, mais à ma vie, ne me permettent pas de donner le moindre lieu de dire : il a quitté l'armée la veille d'une bataille, ou ne sachant plus de quel coté tourner pour la faire vivre. Ainsy donc, M., quand S. M. envoyera ici un général pour prendre ma place, elle peut compter que je luy tiendray compagnie à quelque prix que ce soit; dans ces cas là, et tel qu'il puisse estre, je suis persuadé qu'il n'en sera pas faché. Mais, M., quand le Roy l'envoyeroit toujours, car je supose que ce seroit M. le Maréchal d'Harcourt, il ne seroit que bien, je me reposerois plus sur luy d'une aisle que sur un autre; et, en vérité, quand je songe à la manœuvre de M. le comte d'Arco, il y a quatre jours, elle me fait trembler pour le commandement qu'il a dans cette armée. C'est un fort

1. En blanc.

brave homme et qui, dans un poste où il ne faudra que se tenir sous un grand feu ou marcher fièrement aux ennemis et droit devant soy, fera fort bien, mais, pour les moindres mouvements, je ne voudrois pas les luy confier, et, s'il eût été seul, il perdoit les quarente escadrons que nous avons, car le Prince Eugène étoit deja arrivé et toutte l'armée ennemie generallement, cavalerie, infanterie et canon, arriveit; ainsy donc, M., touttes les fois que j'imagine que neus pouvons voir une bataille, quoique M. de S[t]-Fremont, homme sage, soit à cette gauche, je crains les fautes que l'on peut faire.

J'ay déjà eu l'honneur de vous mander qu'il faut des changements la campagne prochaine; le Roy peut envoyer toujours celuy qui pourroit prendre ma place lorsque j'irois aux eaues.

Sur les eaux celles d'Aix-la-Chapelle.

Je suis très honoré de la reflexion que S. M. veut bien faire que l'envie de luy ôter un général pourroit porter les ennemis à violer ou laisser violer leurs passeports. Je n'ay point eu la vanité de m'arrester à cette pensée; elle m'a pourtant passé par la teste. La bonté de ces eaux et encore plus la proximité me portoit à y aller, mais la premiere reflexion faitte sur cela suffit pour m'en oster toutte pensée, et, quoiqu'il soit aisé à S. M. de reparer une perte aussy mediocre que la mienne, je n'auray jamais à me reprocher de la priver de mes services [1], ce qui dependroit des ennemis si je me mettois en leur [2].

Vous avez pu voir, M., dans mes premieres dépesches sur la necessité que je voyois de me tirer de l'etat où je suis que j'etois bien résolu de ne pas prendre le temps d'une apparence d'action, et que je n'aurois jamais à me reprocher de la laisser à un autre. Mais si, après Bethune, les ennemis se déterminent à un siège, l'intention de S. M. n'etant pas que l'on donne une bataille, il est, je croy, du bien de son service que je tâche de me tirer d'un etat aussy cruel pour tout homme qui est à la teste d'une armée. Sur ce fondement là, je compteray de pouvoir partir dans le quinze ou même le 20 septembre pour aller à Bourbonne et plus à Aix-la-Chapelle. Je demeureray icy avec le general que le Roy voudra choisir jusqu'à ce que l'on voye non seulement clair dans le dessein des ennemis, mais même qu'ils soient assis et etablis dans une entreprise où l'inaction soit assurée, ce qui ne peut manquer d'estre decidé avant le vingt septembre. Je vous diray encore

1. Blanc.
2. Blanc.

qu'il faut examiner sans aucun égard particulier pour moy les conséquences pour l'avenir. J'ay dejà eu l'honneur de vous prier, M., de me compter pour rien comme en vérité je me compte pour rien moy-même par raport au Roy; si la paix étoit assurée cet hyver, il n'y auroit qu'à me laisser; si la guerre continüè, convient-il au Roy que le general de son armée ne puisse monter à cheval ?

Je ne vous cele point mon desespoir de ne pouvoir pousser à touttes jambes pour voir tout de mes yeux; si je l'avois pu, croyez-vous que je n'eusse pas été à la teste de tout il y a quatre jours? Je ne me mettray pas à la teste des premières troupes qui chargeront, mais, quand je le pourray, aucune ne chargera jamais sous mes ordres que je n'aye veu moy même ce qu'il y a à gagner ou à perdre. Autre chose est d'aller soy même ou d'envoyer, et l'on me doit la justice. Je ne suis pas en peine que le Roy n'ait la bonté de me la rendre d'estre persuadé que je suis plus occupé de son service que de ma santé quand je songe à me guérir.

J'apprens dans ce moment, par la lettre de M. de Bernage, que vous trouverez cy jointe, que Bethune capitule.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

60. *Marlborough à Villars.*

Au camp de Viler Brulin. Du 31 aoust 1710.

Je me donne l'honneur de vous ecrire celle cy pour vous prier de vouloir bien m'accorder un passeport pour le Sr Craggs, gentilhomme anglois, qui revient d'Italie et voudroit bien passer par icy avant que de s'en retourner en Angleterre. Je souhaiterois envoyer le passeport à sa rencontre jusqu'à Francfort. Je suis persuadé que vous ne refuserez pas ce plaisir à une personne qui ne tient par aucun endroit à l'armée, que je tacheray de reconnoistre dans les occasions que vous voudrez bien me faire naître.

(Copie. Arch. Vogüé.)

61. *Villars à Voysin.*

Du 1er septembre 1710.

J'apprens, M., par la lettre que vous me faittes l'honneur de m'ecrire, que le régiment du marquis de Bellefont a esté donné à M. de Montauban; il est homme de condition et, je crois, brave

homme, mais il est moins ancien capitaine que le chevalier de Bellefont, qui a esté aussy capitaine de carabiniers, très bon officier, mon parent, mais lequel je vous avois cependant nommé après le Sr Bongard, distingué par les actions et par avoir entretenu un régiment du Roy toujours très beau. Quand S. M. voudra retablir l'ardeur qui depuis longtemps s'amortit dans ses troupes, elle vous ordonnera de n'avoir aucun égard aux recommandations de cour, de l'empecher elle même de s'y laisser aller.

Pour moy, M., je suis faché de voir tomber le mérite et plusieurs mauvais officiers avancez et conservez.

Mais je vous assure que l'homme du monde qui se soucie le moins d'avoir du crédit c'est moy, et qui est le plus parfaitement, etc.

J'ajoute, M., que je vous suplie de ne pas croire que j'aye la moindre peine de ne pas voir avancer ceux que je vous ay nommez; mais, quand je vois les meilleures troupes du royaume fuir devant le general obligé de mettre l'epée à la main pour les retenir et très inutilement, je sçay bien pourquoy. Tout cela pour vous seul, M., autrement je ne vous parleray pas librement.

(Copie. Arch. Vogüé.)

62. *Villars à Voysin.*

Du 7 septembre 1710.

M. de Vauban est arrivé icy, M., et part pour se rendre auprès de S. M.

J'ay encore examiné avec luy les récompenses qui sont deues pour la défense de Bethune, laquelle on peut dire belle; par ses discours aussy bien que par ceux de M. Daunay et la lettre que m'écrivit mond. Sr de Vauban en sortant de Bethune, je trouve toujours que les récompenses que j'ay eu l'honneur de vous mander étoient justement méritées. La croix de l'ordre de St Louis en expectance pour M. de Vauban, car je crois qu'il n'y en a pas de vacante. Le cordon rouge à M. de Roth et la pension en attendant celle qui y est attachée.

Un brevet de marechal de camp pour M. de Miromenil, lequel est venu servir, sous son cadet, de brigadier; c'est le moins qu'un pareil siège luy vaille un brevet de marechal de camp.

Ce que j'ay eu l'honneur de vous dire de Mrs de Roth et de St Sernin est véritable. Je connois les bonnes qualitez de ce dernier et ses deffauts. Il a eu un demeslé assez fort avec les ingenieurs; il n'a pas voulu signer la capitulation; tous ces senti-

ments là ne sont pas blamables. Je n'ay pas voulu le louer de n'avoir pas voulu signer la capitulation, mais, dans le fond, quoique la deffense soit belle, je ne l'en ay pas blasmé aussy. Car enfin il y avoit encore le fossé des demy lunes à passer, et dans les temps où il etoit à la mode de soutenir les assauts au corps de la place, ainsy que les patentes des gouverneurs en portent l'obligation, M. de St Sernin auroit été loué publiquement, remercié et récompensé de n'avoir pas voulu signer la capitulation, et M. de St Sernin est un bon sujet asseurement, grandissime courage, pensant hautement. J'aime assez sa reponse en dernier lieu aux deputez des États et au général Schoulembourg, qui luy disoit que les troupes du Roy n'etoient pas payées et manquoient souvent de pain, il leur repondit : « Si ce que vous dites etoit vray, vous devriez trembler de faire la guerre contre des armées qui ne s'embarassent pas de manquer de pain et de solde. » Je ne demande pas de grace pour luy, mais gens de ce caractère là ne laissent pas d'en meriter. Je crois donc, M., que ces trois premières graces dont je vous ay parlé sont justes, et vous sçavez, *qui cito dat, bis dat.* Après cela, je ne presse point et ne veux point me faire un merite de les avoir attirées.

(Copie. Arch. Vogüé.)

63. *Villars à Voysin.*

Du 23 septembre 1710.

..... Je dois, M., avant mon départ, vous recommander l'état major. Pour les maréchaux des logis généraux de l'armée, les s^rs^ de Bongard et baron d'Hinges qui ont fait le détail de la ditte charge ont fort bien servy, mais gens d'une grande peine et qui s'exposent volontiers sont Mrs de Contade, major général, et de Beaujeu, mareschal de logis de la cavalerie. Certainement ces gens là méritent d'estre avancez plus que les autres et, si à de pareils employs l'espérance d'aller plus vite n'est pas attachée, je m'étonne que l'on puisse trouver gens qui veulent les exercer; quand le Roy voudra faire de bons maréchaux de camp, il les trouvera dans ces messieurs là. M. de Contade doit estre avancé; il est encore assez jeune, bien de l'esprit et du courage, beaucoup d'ordre dans tout ce qu'il fait. Je prendray la liberté de le dire à S. M.; quand elle avance de pareils sujets, elle fait pour le bien de son service.

Je dois me louer aussi de M. Destouche qui n'a pas eu de

grandes fonctions cette campagne, mais je luy trouve l'esprit fort net pour son détail. M. de Beaujeu vous suplie, M., de vouloir bien, comme les années précédentes, luy faire donner ses fourages en Alsace. C'est un gentilhomme de très bonne maison, mais sans bien, et ce seul secours le fait subsister, les apointements, comme vous le scavez fort bien, M., n'arrivant pas régulierement l'hiver.

J'auray l'honneur de vous parler sur Mrs les officiers généraux; il y a des sujets excellents dans touttes sortes d'états, parmi les colonels, les brigadiers, les maréchaux de camp et lieutenants généraux, mais tous ne sont pas égaux. Il s'en faut beaucoup et il y en a tels qui nous feroient perdre une bataille parfaitement bien et par conséquent mettroient le royaume en fort grand danger. M. le Mal d'Harcourt pourra vous en parler à son retour; il a aussy bon esprit qu'homme de France, mais je vois que tous les gens d'un esprit net jugent quasi de même sur les hommes. M. de Bernières, qui est depuis 12 ans en ces pays cy, les connoist fort bien; je luy trouve l'esprit net et M. [1] connoit fort bien M. de Contades de même; M. le comte de Broglie scait très bien à qui nous avons affaire. Choisissez deux ou trois hommes à qui vous puissiez vous fier. Il seroit bon que S. M. eut la bonté de les consulter ou par vous, ce qui seroit mieux, ou par elle mesme si elle aime mieux estre directement informée. Je les connois fort bien, mais moi qui vous parle, M., je trouve que je ne les ay pas connus dans les premiers commerces que j'ay eus avec eux; d'ailleurs les hommes changent et tel qui a été fort bon devient médiocre et quelque fois misérable. Les ennemis ont en cela un grand avantage sur nous : premièrement leurs armées se trouvent remplies de princes que le hazard a fait trouver du plus grand courage. Il y en a trois entr'autres qui ont les premières charges, quoiqu'assez jeunes, qui ont essuyé plus de coups de fusil que nos capitaines de grenadiers. Leurs deux généraux en chef ont grande part à l'évaluation et au choix des officiers généraux; aucun employ de guerre ne se vend parmy eux et par conséquent il n'y a pas tant d'enfans colonels. Le prince Eugène a un état de tout ce que nous avons de colonels d'infanterie, cavalerie ou dragons et de leur age. Je scay, M., que le Roy ne peut remédier tout d'un coup à l'abus de la vente des charges ny mesme empescher qu'elles ne soyent en quelque manieres venalles, mais certainement je réglerois le prix des

1. En blanc dans le manuscrit.

régiments d'infanterie comme l'on a fait de ceux de cavalerie qui ne sont pas royaux; et pour les régiments de cavalerie qui sont à 22,500 livres, ce seroit des officiers par choix et par distinction qui en auroient l'agrément, et pour les jeunes gens de condition ils achéteroient les royaux à la teste desquels je mettrois toujours un lieutenant colonel sur lequel rouleroit le soin et la conduite du régiment.

Vous scavez mieux que moy, M., la conséquence de tout ce que j'ay l'honneur de vous dire à la quantité d'abus qui se sont glissez : il faut bien du zèle et du courage pour entreprendre d'y remédier.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

64. *Villars à Voysin.*

Du 15 octobre 1710.

Je receus hier, M., une lettre de M. de Guerchois, intendant de Comté, avec des copies d'une qui a esté interceptée à Montbelliard écritte à M. le prince Eugène, d'une proposition de m'enlever icy, dont les précautions que vous avez bien voulu prendre me garantiront. Je crois que je feray venir encore vingt dragons de la compagnie de Briaille, qui sont à deux lieues d'icy, d'autant plus que j'ay avis d'ailleurs qu'un party de quarante hommes rôdent dans les frontières de Lorraine voisines de ses quartiers.

Mrs les chirurgiens veullent me flatter que l'enflure que j'ay sur le genou commence à diminuer. Quoiqu'il en soit, j'espère bien que je seray fort en état de monter à cheval la campagne prochaine. Dieu veuille que mes services ne soient pas necessaires au Roy. Mais j'espère en tout cas estre en estat de luy en rendre.

(Copie. Arch. Vogüé.)

65. *Villars à Maréchal.*

Du 13 novembre 1710.

Il est très vray, mon cher M., que j'aurois désiré que vous m'eussiez conseillé de me contenter des bains que l'on prend ordinairement à Bourbonne; mais je ne puis que vous louer très fort de suivre la vérité sans complaisance : c'est une vertu trop respectable pour ne pas l'approuver lors mesme qu'elle combat nos sentiments. Je partage le différent par la moitié : l'usage est

de prendre douze bains et douze douches et se reposer quatre jours et puis les recommencer. J'ay donc fait les 24, et puis j'en prens encore douze à votre honneur; il est bien vray que des douze derniers je n'ay retiré aucun avantage sensible. Je vous ay dit ce que les premiers m'avoient fait; tout le monde dit icy qu'il faut esperer que dans six semaines ou deux mois je recevray un changement considérable, que c'est même le temps ordinaire; quoy qu'il en soit, je prens les derniers; mais comme vous scavez que je fus attaqué d'un très violent rhumatisme l'hiver dernier et qu'il m'en revenoit quelque souvenir, je partage mes dernières douches entre mes épaules et mon genou, c'est-à-dire que j'ay pris quelques bains entiers et presentement je me fais doucher les épaules le matin et le genou le soir, et tout cela non sans un grand abattement de ma pauvre personne, laquelle Dieu aidant finira toutes ces cascades d'eau bouillante dans le 20 et puis sous vostre bon plaisir je gagneray mon château. Voicy mon état actuel. Je n'ay pas le genou racourcy et ainsy je ne seray pas obligé d'avoir un talon de soulier plus haut que l'autre, mais je ne puis plier que très médiocrement, c'est-à-dire à peu près la 6e partie du mouvement entier. Je suis très foible et n'appuye qu'avec peine. Les os du genou font un petit bruit assez incommode touttes les fois que je le plie. Le docteur Baget dit que c'est tant mieux; Dieu le veuille. Voilà, mon cher M., mon estat; mais tel qu'il est, si le Roy avoit besoin de moy tout à l'heure, je me mettrois dans ma chaise de poste et volerois où ses ordres m'appelleroient. Je feray de mesme en tout temps et s'il plaît à Dieu, sans comparaison plus agille que cette dernière campagne. Je ne compte pas de vous voir que dans les premiers jours de décembre et je seray ravy de vous asseurer moy mesme, M., que je suis, avec toutte la reconnoissance que je dois, plus à vous que personne du monde.

(Copie. Arch. Vogüé.)

66. *Torcy à Villars.*

A Marly, 1er juin 1711.

J'ay receu, M., la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 22e du mois dernier; vous avez certainement pensé tout ce qu'il y avoit de mieux à faire à l'occasion de la mort de l'Empereur. La Ligue souffriroit une atteinte considérable s'il estoit possible d'en détacher M. le duc de Savoye, mais il n'est pas aisé de luy faire prendre ce party pendant qu'il espère encore

de trouver de nouveaux avantages à tenir ses engagements avec les ennemis du Roy. Il semble cependant qu'il devroit être présentement désabusé des idées qu'il s'estoit formé sur l'Espagne, et ses alliez ne parlent que de la conserver à l'archiduc en luy donnant en même tems la couronne impériale.

Il n'y a guères d'apparence que ce Prince, voyant toute sa fortune entre leurs mains, écoute les propositions qu'on luy pourroit faire. J'espérois beaucoup de l'entrée du roy de Suède en Allemagne, si la marche des Turcs étoit aussy diligente que leurs forces sont puissantes, mais je ne vois pas que l'armée nombreuse qu'ils ont présentement en campagne fasse des journées telles qu'il seroit à désirer. Peut estre que, si elle avoit paru quelques mois plustost, l'accommodement d'Hongrie ne se seroit pas fait.

L'affaire d'Angleterre dont le Roy vous a parlé prend un fort bon train, et je commence à croire que ce sera par cette voye que l'on pourra voir le dénoüement de touttes choses. M. de Marlborough a de terribles ennemis à combattre dans son pays, et s'il ne fait rien, ou s'il est malheureux cette année, il peut compter d'estre absolument perdu; mais le sort d'un particulier est de peu d'importance par raport aux affaires générales.

Je vous suplie, M., de me conserver toujours un peu de part dans l'honneur de votre amitié, et de me faire la justice de croire qu'on ne peut estre plus parfaitement que je suis, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

67. *Villars à Voysin.*

Du 2 juin 1711.

..... J'ay fait réflexion, M., à ce que vous me faites l'honneur de me mander, que vous croyez que le Roy se déterminera à faire un détachement pour l'Allemagne de douze ou quinze escadrons et autant de battaillons; que l'on y mettra quelques corps de réputation pour que cela fasse plus de bruit et qu'il faut même répandre qu'il sera suivy d'un plus considérable; tout cela donc pour faire du bruit. Si vous avez des intelligences dans l'Empire et que l'on vous assure qu'en fortifiant l'armée du Rhin, l'Électeur de Mayence, le duc de Wirtemberg ou d'autres se déclareront à la bonne heure, mais pour moi je trouve l'Empire plus uni et plus déterminé à l'élection de l'Archiduc qu'on ne pouvoit même l'imaginer. Le seul bruit d'une armée fortifiée ne fera

donc pas grand effet et, si vous envoyez votre détachement sans la condition de s'arrester vers Namur, à moins que les ennemis ne détachent aussy, vous verrez les ennemis entreprendre en ces pays cy et vous déterminer une fois à une offensive. Je ne vous demande que vingt bataillons et 30 escadrons de cette armée, mais laissez moy choisir les troupes et les généraux, que je fasse le projet, qu'il n'y ait que le Roy, vous et moy qui le sachions, j'espérerois d'entrer dans l'Empire et de prendre Filingue et puis pousser en avant, suivant ce que les mouvements des ennemis nous permettroient; pendant que ces troupes marcheront, je demeureray icy à pester contre le détachement et j'acommoderay de plus en plus notre barrière, laquelle est desjà bonne, et puis je partiray seul en poste, et je me flaterois que notre coup seroit fait avant que le Prince Eugène soit averty de mon départ. M. le maréchal d'Harcourt pourroit attendre à Bourbonne et venir en Flandre si le Roy le trouvoit à propos.

Ne vous embarassez point de M. l'Électeur de Bavière : premierement je dois vous dire que M. l'Électeur de Cologne, ayant receu un courrier de sa part, m'en dépescha un pour me prier qu'il pût me parler. Je passay donc à Valenciennes en revenant du Quesnoy et ce Prince me dit que son frère connoissant l'ancienne amitié qui étoit entre nous (ce sont ses termes) et n'étant pas si bien avec moy le prioit d'agir auprès de moy pour ne me pas opposer auprès du Roy à un détachement de cette armée, et parla ensuitte longtems du dessein et de l'interest de son frère de rentrer dans ses Estats et puis dit : « Il a beau avoir des troupes et une armée, il n'y rentrera jamais si vous ne l'y ramenez. »

Voilà, M., la conversation; il est vray que c'est ce fripon de Monasterol qui m'a seul brouillé avec son maître. Je ne pardonneray jamais à ce fripon là d'avoir rompu le projet reglé d'assiéger Passau le 25 may 1703; par lequel projet infaillible dans son exécution nous arrivions aux portes de Vienne quinze jours après, maîtres de toutes les rivières, ponts et batteaux depuis la source du Danube jusqu'à Vienne.

Je vous diray que si vous voulez faire une offensive en quelqu'endroit, mais surtout dans celuy là, je croy y estre plus propre qu'un autre.

Je croy devoir vous depescher un courier sur cela, parce que peut estre feriez vous d'autres dispositions de troupes et de généraux qui ne seroient pas celles que je voudrois mener.

Je comprens qu'il faut laisser les corps de distinction en

Flandre; si vous ne voulez point faire de véritable offensive en Allemagne, taschons d'en faire icy, ou du moins d'empescher que les ennemis n'y ayent de l'avantage sur nous.

Voilà, M., comme peut parler un homme qui ne scait rien des négociations; si elles vous donnoient quelqu'esperance, il n'y a qu'à estre tranquille, compter sur les grandes actions et attendre ce que peut produire la mort de l'Empereur; mais je voy avec peine qu'elle ne paroit pas diviser l'Empire.

Enfin, si vous ne voulez faire que du bruit en Allemagne, ce n'est pas la peine de nous affaiblir icy.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

68. *Villars à Desmarets.*

Du 28 juin 1711.

N'avoir jamais l'honneur de vous écrire, M., que pour vous dire tout va périr si vous n'y mettez ordre, le soldat meurt de faim, la cavallerie est à bout, tout désertera. En vérité, M., quand on voit tout le contraire et par vos bons soins, il faut s'en réjouir et vous en faire ses compliments. J'auray donc l'honneur de vous dire que l'armée est bien payée depuis qu'elle est en campagne; je ne vous parle pas du vieux; les soldats m'en parlent souvent, mais comme le courant va bien, on leur donne des espérances pour le reste; le pain ne nous donne pas la moindre inquiétude; la viande jusques à présent a bien esté. Charpentier nous fait craindre quelque discontinuation; je voudrois assez qu'elle n'arrivât pas, pour que rien ne pût déconcerter la sagesse et la discipline la plus exacte que jamais armée aussy nombreuse que celle cy ait observée. Car enfin, M., il y a 43 jours que l'armée, composée de 160 battaillons et 250 escadrons, est campée sans que j'aye eu occasion jusques à présent de faire punir un seul homme; on n'a pas encore coupé un épi de grain en deça des rivières qui nous séparent de l'ennemy; cela est peut estre sans exemple.

L'infanterie est assez forte, sans comparaison plus que je ne l'ay veue depuis trois ans, mais cependant moins que nous ne l'avions cru nous même. Je laisse à M. de Maulevrier à vous en rendre compte, mais je l'ay prié de tenir secret la connoissance que nous en avons. Car hors les battaillons qui se connoissent eux mesmes d'une brigade à l'autre, il n'y a pas un régiment qui ne croye son voysin plus nombreux qu'il ne l'est effectivement;

toujours est-il bien certain que jamais l'infanterie ne se seroit rétablie sans les milices.

Il y a toujours un deffaut, et bien important dans cette armée, mais il n'est pas en mon pouvoir de le réparer. Je ne scache que la paix qui puisse destruire un esprit de cour bien dangereux.

Mais sur la manière dont l'armée est payée, je scay positivement que le Prince Eugène et milord Marlborough le connoissent avec autant d'étonnement que de douleur, car ils ont toujours presché à leurs alliez que nous péririons de misère, et cela ne paroît pas du tout à craindre. Je ne puis me dispenser de vous parler de la justice qu'il y auroit que les fonds réglez par moy pussent s'etendre à quelques secours pour les officiers généraux, dont plusieurs sont assurément très embarassez. Voilà une lettre qui vous empeschera d'ouvrir mes premières avec quelque inquiétude ou chagrin. Car quand vous faites l'impossible, vous devez estre bien faché que tout le monde ne soit pas content.

(Copie. Arch. Vogüé.)

69. *Villars à Torcy.*

Du 11 juin 1711.

M. l'Électeur de Cologne, M., a une passion d'aller à Barcelonne à laquelle il ne peut résister, et il est bien persuadé que l'Archiduc ne pourroit résister aussy à tous les moyens qu'il a de le séduire; il me propose de feindre d'aller se renfermer à la Trape et de partir déguisé; il compte que la comtesse d'Oeting, grande maîtresse de l'archiduchesse, ayant été sa grande maîtresse à luy même, ne pourroit se deffendre de leurs anciens engagemens. Je ne sais ce que Mad[e] la comtesse de Fugger diroit à tout cela, mais enfin, M., je ne puis m'empescher de vous exagerer le zèle et l'ardeur de ce bon Prince pour le Roy. Je luy ai mandé que, connoissant la véritable amitié de S. M. pour Son A. E., j'étois persuadé qu'Elle ne consentiroit jamais aux fatigues et périls d'un tel voyage. Ne parlez pas de tout ce projet là, s'il vous plaist, à M. Karch[1], lequel peut estre n'approuveroit guère plus le pèlerinage de Barcelone que la retraite de la Trape. Pour moy, qui suis le bon amy de M. l'Électeur, il me fait l'honneur de me confier touttes ses veües et passions; il est bien certain qu'il en a une très forte pour les interests du

1. Baron Karg, ministre de l'Électeur.

Roy et n'aprouve des veües de M. l'Électeur de Bavière que celles qui sont conformes à nos interestz.

Il est vray que j'avois cru le comte de Staremberg et le Prince de Liechtenstein plus propres qu'aucun Allemand que je connoisse à porter l'Archiduc à écouter des propositions de l'ancien partage. Ces deux hommes sont Autrichiens, fort las, sur ma parolle, des Espagnols, Anglois et Hollandois, comprenant que le véritablé interest de leur maître est l'Empire, les pays héréditaires et l'Italie. Je ne les crois pas même fort amis avec le Prince Eugène et l'ancien gouvernement. Si vous pouviez encore joindre quelque chose de la Bavière, en établissant l'Électeur dans les Pays-Bas, je croirois que l'Archiduc et sa cour pourroient estre ébranlés. Si vous ne gagnez rien de ce costé là, il n'y a plus que le Roy de Suède, ligue offensive et deffensive avec ce prince et nos bons amis les Turcs, dont l'Empire estoit détruit sans la guerre de 88; ou réduire les ennemis que nous avons par une grande action ou par durer. Le premier de ces deux moyens est périlleux, et le second bien difficile.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

70. *Villars à Voysin.*

Du 15 juin 1711.

Je n'ay rien à ajouter, M., à la lettre que j'ay eu l'honneur d'écrire à S. M. Si, sur celle que j'ai eu l'honneur de vous écrire hier par mon courier, S. M. me laisse la liberté d'attaquer les ennemis, ils le seront, et, s'il plaist à Dieu, à leur honte et dommage. Je scay bien que rien ne peut estre plus avantageux aux armées du Roy, composées comme je les connois, que de chercher des actions où le seul courage des troupes ait plus de part que les mouvements.

Je ne scay pas ce que l'on peut attendre des négotiations ou d'autres circonstances, car enfin les battailles sont toujours douteuses et la fortune y a beaucoup de part, surtout dans ces grandes étendües d'armées.

Je fais faire de petits retranchements pour oster à l'ennemy toutte pensée que je puisse songer à l'attaquer. Soyez persuadé que ce n'est point pour faire le fanfaron que je vous assure que je souhaite fort l'ordre d'attaquer.

(Copie. Arch. Vogüé.)

71. *L'Électeur de Cologne à Villars.*

A Valenciennes, du 21 juin 1711.

J'ay remercié Dieu par un Te Deum chanté solemnellement et donné, M., touttes les marques publiques de joye pour la cession des Pays-Bas espagnols en toutte souveraineté que S. M. C. a faitte à M. l'Électeur, mon très cher frère; mais comme je n'ai rien de caché pour vous et que je me confie entièrement à votre discrétion, je vous avoue que dans cette occasion le cœur a bien démenti la bouche et que j'ay eu des pensées bien différentes de celles que j'ay fait voir à tout le monde. Car connoissant l'inclination et, si j'oze dire, la tendresse que M. mon très cher frère a pour ces mêmes Pays Bas espagnols, je prevoye qu'au grand désavantage de notre commun interest, il va abandonner la Bavière qu'il n'a jamais beaucoup aimée, et négliger tout ce qui nous seroit utile dans la conjoncture présente pour obtenir la justice qui nous est deue, et obliger les autres Électeurs à nous rapeller, pour assister à la prochaine élection d'un nouvel Empereur. Ce que je dis icy, M., n'est pas sans fondement, et c'est ce que j'ay facilement pénétré par la lettre que M. mon très cher frère m'a écrite au sujet de cette cession, car il me marque qu'il s'en va à Marly pour remercier S. M. T. C., qu'ensuite il se rendra à Namur pour prendre possession de sa nouvelle souveraineté et en régler le gouvernement, et que de là il ira à Luxembourg, pour estre plus à portée de se rendre à l'armée du haut Rhin, quand il verra qu'on y aura assemblé assez de forces pour agir offensivement, ne voulant plus faire la guerre en aventurier, ce sont ses propres termes. Tout cela m'a roulé toute la nuit dans l'esprit, et m'a causé tant d'inquiétude que je n'en ay pas fermé l'œil un seul moment, considérant que l'élection de l'Empereur estant fixée au 20e du mois prochain, ce terme sera expiré avant qu'il ait fait ce qu'il médite, et que par là nous nous verrons frustréz de touttes nos espérances. En rêvant sur cette situation, il m'est venu une pensée qui, je croy, pourroit remédier à tout et redresser non seulement nos affaires particulières, mais encore celles de la cause commune. C'est pourquoy j'ay trouvé à propos, M., de vous la communiquer à tout hazard, afin que vous jugiez si on peut la mettre en pratique ou non, vous priant seulement par tout ce qu'il y a de plus saint et sacré de me garder le secret, et de ne parler à personne que

cette idée vienne de moy. On connoît, comme j'ay déjà dit, l'attachement que par plus d'une raison M. l'Électeur, mon très cher frère, a pour les Pays Bas et avec combien d'ardeur il agiroit s'il se trouvoit à la teste de l'armée qui est présentement sous vos ordres et que vous allassiez prendre le commandement de celle qui est sur le haut Rhin, où votre nom est si fort redouté. Il est constant que, par votre valeur et votre humeur active et entreprenante, vous y feriez de grands progrez et pourriez pénétrer bien avant, ce qui dissiperoit l'assemblée que les Électeurs doivent faire à Francfort pour l'élection d'un nouvel Empereur, et les obligeroit infailliblement à ceder à nos raisons et à casser le prétendu ban qui a esté publié contre nous avec tant d'injustice et d'animosité. Une pareille diversion, jointe à celle que pourroit faire le roy de Suède, contraindroit la pluspart des Électeurs et Princes de l'Empire à rapeller leurs troupes pour la seurетté de leurs frontières, pendant que ce que l'on publie du Roy d'Angleterre et de la flotte sur laquelle il doit s'embarquer obligeroit apparemment les Anglois qui sont dans l'armée des alliez de repasser la mer, sinon tous, du moins en partie, et par là M. l'Électeur, mon très cher frère, auroit le plus beau jeu du monde, et pourroit exécuter sans apréhension le projet de M. le comte de Bergeyck, en formant un corps d'armée vers Nieuport et un autre du costé de Namur; au moyen de quoy on se rendroit maître facilement de Bruxelles, de Louvain, de Gand, de Bruges et de touttes les autres places des environs; et on couperoit Lille, Tournay, Menin, Douay et les autres conquestes des alliez, qui, faute de secours, de vivres et de munitions, tomberoient d'elles mesmes ou du moins se pourroient reconquérir aisément aussi bien qu'Anvers, dont les habitans et ceux de Bruxelles, de Gand, de Bruges et de presque généralement toutes les villes des Pays-Bas espagnols sont si affectionnez à M. mon très cher frère, qu'ils se soumettroient d'abord, et à l'envie les uns des autres, à sa domination, laquelle ils aiment autant qu'ils haïssent celle des Hollandois. De cette manière vous vous combleriez tous deux d'une gloire immortelle, et les deux Roys y trouveroient également leur compte. Car il est apparent que les alliez, par le rappel que les Électeurs et les autres Princes de l'Empire feroient en ce cas là de leurs troupes, par le retour des Anglois dans leur pays et par d'autres accidens, qui affaibliroient encore leur armée, seroient contraints, ne pouvant résister à nos forces, de nous laisser les maîtres de la campagne et de jetter touttes

leurs troupes dans les places où plus il y auroit de monde, plus facilement seroient elles affamées.

Outre cela, M., vous vous délivreriez en passant en Allemagne, où personne ne s'opposeroit à vos desseins, des importuns raisonnemens des généraux courtisans qui ne vous permettent pas, à votre grand regret, de faire tout ce que vous entreprendriez sans cela. Les alliez tirent tant de vanité de ces contradictions perpetuelles, dont ils sont très bien informez, qu'ils ont eu la hardiesse de mettre dans la dernière Gazette publique de Hollande qu'ils sont maintenant en plaine sans que rien empesche qu'on ne vienne à eux, mais que malgré tout cela les François, qui se plaignoient si fort qu'ils se postoient toujours dans des pays coupez et où la cavalerie ne pouvoit agir, n'avoient osé faire aucun mouvement jusqu'icy pour les attaquer, quoyqu'ils les attendissent de pied ferme. Vous ferez là dessus les réflexions que vous trouverez convenables et je suis seur que dans votre ame vous aprouverez mon projet. J'envoye un gentilhomme à M. l'Électeur, mon très cher frère, et je luy ordonne de luy insinuer avec adresse la même chose, souhaittant du meilleur de mon cœur que ce projet s'exécute au plustost, n'y ayant pas un moment à perdre, puisque, comme j'ay desjà dit, l'élection de l'Empereur est fixée au 20e de juillet. Je m'en raporte pourtant à vos lumières et il ne me reste qu'à vous accuser la réception de vos deux lettres d'hier et de celle d'aujourd'huy, par lesquelles il me semble entrevoir que vous avez les mains liées et que vous attendez des ordres, dont le retardement pourroit bien vous faire manquer l'occasion de battre les ennemis. Mais à l'imitation de cette amante désespérée qui disoit autrefois : « Vous estes roy, vous pleurez, et cependant je pars, » vous voulez bien que je vous dise aujourd'huy : « Vous commandez l'armée, vous voyez jour à confondre l'orgüeil de ces audacieux et vous n'en profitez pas. » Excusez cette boutade et dites-moy s'il est vray, comme le bruit court, que vous avez receu la nouvelle que les ennemis ont esté battus en Allemagne, ajoutant à ce plaisir celuy d'estre bien persuadé que personne jamais n'aura plus d'estime pour votre mérite, M., que

JOSEPH CLEMENT.

Ceux qui vous empechent d'attaquer les ennemis sont traîtres au Roy et ils répondront devant Dieu de cette occasion qu'on perd ; cela crie vengeance au ciel, et par désespoir je m'en va me faire hermite.

(Copie. Arch. Vogüé.)

72. *Villars à Desmarets.*

Du 23 juin 1711.

Je suis très aise, M., que vous ayez esté content de ma lettre; pour moy je le suis fort de voir les prêts et le pain aller fort bien; la viande même a repris son cours ordinaire et l'armée se maintiendra. J'aurois fort voulu que nous eussions un peu servy pour notre argent puisqu'il n'est pas juste de nourrir tant de gens pour ne rien faire : peut estre même en aurai-je impatienté S. M., car j'ay pris la liberté de la presser par quatre courriers consécutifs de me permettre de combattre; les occasions d'attaquer avec avantage ne se trouvent pas tous les jours. Si celle cy m'avoit réussi comme j'avois lieu de l'espérer, j'aurois tâché de vous soulager, comme j'ay eu le bonheur de soulager M. de Chamillart plus d'une fois en ma vie des dépenses de la campagne, et d'accourcir après cela les négociations de paix; tout général qui croiroit donner une battaille sans rien mettre au hazard ne seroit pas sage; les moindres contretemps dérangent les plus sages mesures; ainsy quiconque livre battaille se livre assurément à la fortune et le Roy aparemment a de bonnes raisons de ne rien mettre au hazard; mais dans cette dernière occasion j'avois dix raisons plus fortes l'une que l'autre de chercher une action, et l'on s'expose quelques fois à de grands regrets lorque l'on ne les saisit pas. Enfin il n'y faut plus songer; vous estes sans doute bien informé, M., de ma conduite sur cela.

Vous me demandez un état de ce qu'il faudroit pour payer les officiers généraux en faveur desquels j'ay l'honneur de vous escrire, cela est bien aisé.

Il y a 40 lieutenans généraux, 28 maréchaux de camp et 108 brigadiers d'infanterie, cavalerie ou dragons, sans compter l'état major. Je ne me nomme pas, car je prens mes gages de campagne et ne ferreray point la mule sur cela, puisque ma table est de 36 couverts et une seconde de 12 ou 15. Si la guerre continüe je rabattray de plus de moitié; j'auray l'honneur de vous dire en passant, M., que vous me croyez payé de 1707 de maréchal de France; il m'en est dêu près de six mil francs. Ce n'est point du tout votre faute, car l'assignation est donnée sur les domaines, mais M. Desforts, que cela regarde, ne l'a point encore fait payer. Vous voyez par là, Monsr, que je ne suis pas bien importun; vous n'en manquez pas, et je ne veux point en augmenter le nombre.

(Copie. Arch. Vogüé.)

73. *Torcy à Villars.*

A Fontainebleau, du 24 juillet 1711.

Nous avons icy, Monsieur, depuis quatre jours, un Anglois[1] envoyé par la P[se] Anne avec une commission signée d'elle, et autorisé seulement à recevoir les réponses qui seront faittes aux demandes par écrit dont il est chargé. Ces demandes sont fortes, mais moindres que celles des Préliminaires dont il n'est plus question, et l'Angleterre fait espérer que son entremise ne sera pas inutile dans la suite d'une négociation. L'Espagne et les Indes sont conservées au royaume d'Espagne.

Voylà, Monsieur, en général ce dont il est question; la décision doit ce me semble dépendre de l'état des armées et des moyens de continuer la guerre. Car il ne faut pas accepter des conditions dures, si le Roy est en état de faire plus de mal à ses ennemys qu'il ne peut en recevoir de leur part. Mais si leur situation est ou peut devenir meilleure que celle de S. M., il est je croy de la prudence de ne pas faire la même faute qu'ils ont faitte, et par cette raison il faut proffitter d'une conjoncture où l'on peut faire la paix, sinon avantageuse, au moins plus honorable que celle que l'on auroit receüe l'année dernière.

Il n'y a personne plus en état de décider sur des matières aussy importantes que ceux qui commandent les armées. Ainsy, Monsieur, je croy que vous serez consulté sur ce sujet. Mais, si je me trompe, permettez moy de vous demander pour moy même ce que vous pensez et de proffitter de cette occasion de vous assurer qu'on ne peut être plus parfaitement que je suis, etc.

(Orig. autogr. Arch. de Vaux. — Copie. Arch. Vogüé.)

74. *Villars à Torcy.*

Du 29 juillet 1711.

Je vous rends mille très humbles grâces, M., de la lettre que vous me faites l'honneur de m'escrire et de la confiance dont elle est remplie, mais vous jugerez mieux que personne qu'il n'est pas possible de donner son sentiment sur une matière incon-

1. Prior, venu secrètement avec l'abbé Gautier.

nüe, c'est-à-dire si l'on doit accepter ou refuser, je ne scay pas quelles conditions.

Je vois bien que le Roy d'Espagne a lieu d'estre content, mais j'ignore ce que l'on nous demande du Roy notre maître ; en attendant que vous me fassiez l'honneur de me dire ce qui peut être mandé là-dessus, j'auray celuy de vous parler de la situation des armées et surtout de la principale qui m'est confiée.

Vous aurez sceu sans doutte que l'ennemy en quittant son premier camp a eu l'audace d'en prendre un très deffectueux devant moy. Après en avoir parfaitement reconnu les défauts et fait touttes les réflexions convenables sur les divers avantages que je trouvois à l'attaquer, j'ay envoyé trois courriers consécutivement pour en avoir la liberté. L'état des affaires et les espérances sans doutte d'une paix prochaine et convenable n'ont pas voulu que S. M. consentit à une action générale dans laquelle la fortune peut toujours beaucoup, et tout général qui en livrant une bataille ne croira pas se livrer au sort sera un sot.

Au défaut de ces grands événements, nous avons fait une guerre très vive et très heureuse ; et depuis l'ouverture de la campagne les ennemis n'ont hazardé camps, forts, convois, grandes et petites gardes que tout n'ait été emporté et battu, et sans perte de notre part.

Enfin par leur situation actuelle ils paroissent aussi éloignés de faire aucun siège que disposés à ne pas perdre la première occasion d'une affaire générale. Ils y marchoient en dernier lieu, et sur les premiers avis du fort d'Arleux attaqué, outre les grands détachemens de grenadiers et de dragons dont la tête arriva à Douay, toute leur armée avoit battu la générale et détendu, lorsque la prise du fort leur fut annoncée.

Voilà donc, M., l'état actuel où se trouvent l'armée du Roy et celle des ennemis ; la nôtre bien payée, le pain, la solde et la viande allant à merveille, et la discipline, l'ordre et la sagesse si bien observés parmy nous que l'on voit les champs remplis de grains (que le bien du service oblige de conserver dans de certains endroits) entiers et sans que cavalier ny soldat ose toucher à un épi, et tout cela sans que depuis l'ouverture de la campagne j'aye eu occasion pour établir cet ordre surprennant dans une armée de six vingt mille hommes d'en faire mourir un seul.

Nous savons que les officiers des ennemis ne sont plus payés, que leurs assignations commencent à perdre trente par cent, que leurs agens et solliciteurs de régiments font banqueroute.

Cette disposition des deux armées si différente de l'état affreux

où nous étions il y a deux ans, nous porteroit à vouloir changer toute la négociation; d'ailleurs, les généraux du nord nous donnent de nouvelles espérances, et si vous ne faittes point de paix à présent, il faut une Ligue offensive et défensive avec la Suède et la Porte, la première déclarée, et l'autre secrette, si l'on veut, mais certaine pourtant.

Voilà, M., tout ce que peut vous dire le général de Flandres; peut-estre que ceux des autres armées vous parleront différemment.

L'état du Royaume, d'ailleurs connu plus parfaitement par Mrs les Ministres, et surtout par M. Desmaretz qui en a plus fait depuis trois ans que personne n'auroit jamais osé l'espérer, doit vous porter à de sérieuses réflexions.

Pour ce que vous me dites, M., de l'Espagne et des Indes, je tremble sur les demandes que l'on nous fera par raport à nos frontières. Je consens à la barrière magnifique, mais donnerez-vous toujours Strasbourg et Dunkerque? rognez plustôt sur l'Espagne et conservez-nous les plus entières qu'il se pourra.

Après cela, sur la paix générale je vois bien des raisons de la désirer et de craindre les périls de la guerre. Vous ne pouvez la continuer dans la résolution d'éviter les actions, sans vous dévouer à des pertes certaines; vous ne pouvez hazarder les grandes actions sans mettre le royaume entier en péril.

Il me revient des nouvelles de Dauphiné qui me font une extrême peine : lorsque je me suis trouvé dans la même situation que M. le maréchal de Berwick, M. le duc de Savoye avoit une armée bien plus considérable, ayant pour lors onze mille chevaux, et moy neuf escadrons. Je pris le party de tenir en même temps Barraux et Chambéry, et j'aurois combattu plustôt que d'abandonner le Rhosne ou Grenoble. Je ne scay quel party prendra M. de Berwick.

J'ay fort pressé l'hiver pour que l'on rasât Gironne et que nos troupes fussent renvoyées en Provence et Dauphiné.

Je soutiens que pour une deffensive il y a en Allemagne vingt battaillons plus qu'il ne faut. Mais, M., croiriez-vous utille ou nécessaire qu'un général auquel nos ennemis donnent peut-estre plus de mérite que les courtisans fût consulté sur les affaires généralles de la guerre.

Je désire la paix, bien que par le bon ordre des finances notre état soit bien différent de celui de 1709; mais je crains notre conduite dans la guerre.

Vous me faites l'honneur de me parler avec confiance, je vous

répons de même, et vous supplie de ne me pas commettre, vous y êtes un peu obligé puisque je suis certainement plus parfaitement à vous, etc.

(Minute orig. Arch. de Vaux.)

75. *Torcy à Villars.*

De Fontainebleau, du 3 août 1711.

Vous pardonnerez, M., le retardement que j'ay apporté à répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 28e du mois dernier, lorsque vous scaurez qu'il a fallu employer ces jours passez à travailler à l'affaire importante dont vous estes informé, l'homme qui a été envoyé icy n'ayant pas des pouvoirs assez amples. Le Roy luy donne un camarade de voyage[1] qui doit passer la mer avec luy, et scavoir plus en détail ce qui a été apporté icy trop généralement : ainsy voilà, Monsieur, une négociation en mouvement dont je ne puis m'empescher d'esperer une bonne issüe lorsque je pense aux raisons pressantes qui obligent ceux qui l'ont commencée à desirer la paix. Leurs demandes à la vérité sont hautes, mais ce sont les premières, et l'on ne dit pas d'abord à quoy l'on veut bien se réduire dans la suitte. L'honneur et les principaux interests du Roy d'Espagne y sont conservez; vous pensez avec beaucoup de raison que ce Prince en gardant l'Espagne et les Indes est assez bien traitté pour laisser la liberté de rogner sur luy. Mais il y a telles demandes qui semblent porter un préjudice direct à l'Espagne et qui n'en causeroient pas moins à la France par raport au commerce. C'est sur ces articles qu'il faut chercher des tempéramments et je ne puis m'empescher de vous en demander le secret, quoyque je croye cette précaution superflüe.

Rien ne contribuera davantage au succèz des négociations que le bon estat où vous avez mis les affaires en Flandres et la scituation des ennemis bien différente de celle des années précédentes. On a veu que ce n'étoit point par la pitié qu'on pouvoit fléchir des ennemis fiers et déraisonnables : la voye différente qu'on a prise produit aussy des changemens dont je ne seray pas surpris que nous voyions l'effet dans le cours de l'hiver prochain.

Je vous remercie très humblement, M., de l'extrait d'une lettre

1. Nicolas Mesnager, député de Rouen au Conseil du commerce, habile négociateur du traité d'Utrecht.

de Bruxelles que vous avez bien voulu m'envoyer. La jalousie croist tous les jours entre les Anglois et les Hollandois et je suis persuadé que ce feu s'augmentera entre les deux nations sans que la France s'en mesle. Il ne faut pas au moins qu'il paroisse que le roi veüille y donner de l'aliment et qu'on ait lieu de reprocher à S. M. qu'elle veuille seulement mettre la division entre ses ennemis pendant qu'elle témoigne désirer la paix.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

76. *Villars à Torcy.*

Du 15 août 1711.

La vivacité de nos mouvemens, M., depuis plusieurs jours m'a empesché de répondre à la dernière lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'escrire, n'ayant pas eu en vérité un moment à moy. Je vous rends mille grâces de la continuation de l'honneur de votre confiance. Vous avez veu que je souhaittois la conclusion de ce grand ouvrage, et je vous en ay dit mes raisons : j'ay préveu la maudite fin de campagne que nous faisons lorsqu'il dépendoit absolument de nous de la passer tranquillement. J'ay voulu combattre dans le temps que j'en trouvois l'occasion favorable, j'y seray peut-estre forcé avec de moindres espérances. Pourquoy m'afoiblir sans proportion à ce que les ennemis ont envoyé en Allemagne. Enfin il n'est plus temps de parler de ce qui est fait, mais il n'arrive rien que je n'aye préveu et mandé; l'ennemi étoit déterminé à passer la campagne tranquillement, nous n'avions qu'à faire la même chose, et présentement je vois des pertes infaillibles et la nécessité de se jetter dans les plus grandes avantures de la guerre.

J'ay desjà présenté une battaille dans des plaines fort ouvertes à un ennemy que personne ne croyoit devoir la refuser : il avoit son projet apparemment formé; on a voulu trouver à redire que je n'aye pas été l'attaquer dans un très bon poste, abandonnant celuy que j'avois trouvé propre à l'attendre. On a voulu dire qu'il falloit attaquer son arrière-garde : toute armée qui se retire la nuit ne craint rien pour son arrière-garde, outre que je connoissois parfaitement par où l'ennemy se retiroit si favorable par la nature du lieu qu'il a un retranchement tout fait que l'on appelle le Camp-de-César, où il peut mettre cinq à six mille hommes de pied qui ne courent aucun risque, et assurément toute la retraite dont les derniers escadrons avoient passé l'Escaut avant minuit, et

ce que l'on a veu en deçà estoit un party de trois à quatre cents chevaux renvoyés sur notre marche. Le comte de Broglie qui les suivoit avec trois mille chevaux n'a trouvé qu'une garde qui s'étoit égarée la nuit. Depuis cela, tout ce que nous avons pu faire a été de regagner un passage sur le Sanzay, et de placer un camp retranché au delà. L'ennemy marcha avec la plus grande partie de ses forces pour l'attaquer; je marchay dans l'instant avec notre cavalerie et quarante bataillons, et passay l'Escaut et deux grandes ravines; dès que l'ennemy vit ma teste, il donna un signal de trois coups de canon qui arrêta tout court milord Malborough et comme je marchois toujours, deux aydes de camp de M. le Mal de Montesquiou m'aprirent que les ennemis se retiroient. Comme ils ont dix ponts sur l'Escaut, que touttes les troupes qui avoient marché pour attaquer notre camp retranché auroient joint l'ennemy bien plus tost que je ne pouvois commencer à l'attaquer, et que les soixante-quinze bataillons que j'avois laissés pour deffendre notre camp et qui avoient un chemin six fois plus long à faire ne pouvoient m'arriver, je ne jugeay pas à propos d'engager un combat inégal avec quarante bataillons que j'avois menés, outre que mon dessein estoit de garantir notre camp.

C'est cette communication courte par dix ponts sur l'Escaut, et la mienne par un seul sur les marais du Sanzay qui donnent le moyen à l'ennemy d'attaquer Bouchain; j'ay cependant une communication par les marais avec cette place, mais longue et assez difficile.

On dira : mais l'ennemy peut-il faire un siège devant l'armée du Roy sans qu'elle trouve moyen d'attaquer un quartier? En voilà la raison. Quelque diligence que je fasse, je trouve ses troupes réunies, cependant, malgré l'impossibilité de faire plus, à moins que de mettre l'État dans un péril évident.

Je me suis laissé aller volontiers à vous parler au long de notre scituation et de la conduite que j'ay cru devoir tenir, parce que je comte sur l'honneur de votre amitié, laquelle je mérite par vous estre plus parfaitement dévoué, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

77. *Villars à M. le Dauphin.*

Extrait. Du 19 août 1711.

..... Nous avons eu avant hier un malheur qui ne paroissoit guère à craindre; les ennemis se sont emparez de notre communication sans effort et sans résistance, je n'en jetteray la faute

sur personne, mais je dois dire seulement une vérité bien connûe, c'est que dès le jour précédent j'avois donné tous les ordres possibles pour qu'un pareil malheur ne nous arrivât pas. Quant à ce que vous me faites l'honneur de me dire, Monseigneur, que vous estes bien persuadé que je ne commettray pas l'armée du Roy au sort d'une battaille que je n'aye au moins quinze sur la partie, il est bien certain, Monseigneur, que j'ay toujours pensé ainsy et que, si jamais nous avions une action, il falloit que le général fit tout ce qui dépendra de luy pour que ce soit dans un terrain où la valeur des troupes puisse décider plus tost que les manœuvres de guerre, dans lesquelles certainement les officiers des ennemis l'emportent sur les nôtres. J'ay pressé pour avoir la permission d'attaquer lorsque ces avantages estoient pour nous, et nous en sommes à voir l'ennemy faire un siège devant l'armée du Roy. J'en souffre au delà de toute expression, mais la nature du lieu les favorise au point que, le canon de l'armée du Roy et celuy de Bouchain se croisant, l'on ne peut interrompre les ouvrages sans se commettre à une action très dangereuse. Notre communication estoit une ressource, le malheur ou la négligence nous la font perdre. L'on a mis dans Bouchain plus de troupes qu'il n'en falloit, et si la poudre est bien ménagée elle peut durer assés longtems; il n'y avoit pas un sacq de farine, il y en a suffisamment; la saison est avancée, j'espère que nous mettrons les autres places en seureté, et même qu'il ne sera pas impossible de reprendre Bouchain. A tout événement, cette petite conqueste ne peut rompre la paix, et le mauvais succès d'une battaille la rendroit peut-être bien difficile; quoyqu'il en soit, Monseigneur, je suivray le principe que vous me faites l'honneur de me marquer, et croirois du moins me donner quelque avantage si nous la donnons.

(Copie. Arch. Vogüé.)

78. *Villars à Voysin.*

Du 24 août 1711.

Tout ce que M. de Contade me dit des bontés de S. M. étoit en vérité, M., très nécessaire pour me faire soutenir la douleur de voir l'ennemy faire un siège sous notre canon, et il faut un attachement aussy véritable que celuy que j'ay pour le Roy et pour l'État pour m'empescher d'attaquer les ennemis avec désavantage. Je me dis à moy-même que ce n'est pas la première fois que les témérités ont réussi, et que tout général qui seroit plus

mené par sa propre gloire que par le véritable intérest de son maître auroit mieux aimé engager une action que de laisser agir les ennemis tranquillement. Vous estes informé, M., que la raison ne nous permettoit pas une pareille conduitte, et je n'ay plus rien à vous dire sur ce sujet.

(Copie. Arch. Vogüé.)

79. *Voysin à Villars.*

Extrait. A Versailles, du 24 septembre 1711.

Vous me faites l'honneur de me mander qu'il est arrivé à Condé plusieurs officiers de la garnison de Bouchain qui ne se croyent pas prisonniers de guerre; s'ils ont donné leur parole chacun en particulier ou M. de Ravignan pour eux tous depuis qu'ils sont sortis de la place, ils n'ont pas deu revenir et il faudra nécessairement les renvoyer; la prétention de n'estre point prisonniers ne peut point les autoriser à manquer de parole, et vous voyez mesme par la réponse des ennemis que, n'y ayant point eu de capitulation signée, nous ne sommes point en droit d'insister davantage sur la déclaration que les officiers de la garnison ont voulu faire des paroles qu'ils prétendent leur avoir esté portées par le colonel Pagniès; mais si ces officiers ont été conduits dans le pays ennemy, comme prisonniers gardez par les troupes et sans avoir donné parole, il ne peut pas estre douteux qu'ils ne soyent devenus libres, puisqu'ils ont trouvé moyen de se sauver, c'est un fait à esclaircir. Je suis, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

80. *Le duc de Marlborough à .....*[1].

Au camp devant Bouchain, ce 14 septembre 1711.

Monsieur,

Je me suis donné l'honneur de vous adresser en dernier lieu à Dusseldorf, j'espère que celle-cy vous trouvera bien arrivé à Francfort; c'est pour me réjouir avec vous de l'heureux succès de notre siège; la garnison, au nombre de plus de trois mille hommes, vient de sortir aujourd'huy pour être conduite prisonnière en Hollande. Monsieur de Villars en a voulu être le témoin

1. Le destinataire de cette lettre était sans doute un des envoyés près la diète germanique.

oculaire avec toute son armée; je ne sais pourquoy il a voulu rester tout ce temps en son camp, si ce n'étoit pour encourager les assiégés à opiniâtrer leur défense; depuis quelques jours il a fait brûler par précaution tous les fourrages dans notre voisinage, pour tâcher de nous empêcher de passer outre, de sorte que je ne puis encore juger ce que nous pourrons faire de plus pendant le reste de cette campagne; mais nous serons obligé de rester icy encore une quinzaine de jours, pour combler nos approches, et mettre la ville en état de défense, notre feu continuel ayant beaucoup miné les fortifications. Je suis d'autant plus ravi de notre réussite que je me flatte qu'elle aura un bon effet pour la grande affaire où vous êtes. Je suis très sincèrement, M[r], vostre très humble et très obéissant serviteur,

LE PR. ET DUC DE MARLBOROUGH.

(Orig. Arch. Vogüé.)

81. *Villars au C[te] de Puységur,*
Au C[te] de Villars,
A M[me] l'abbesse de Chelles (Agnès de Villars).

[Paris,] 31 octobre 1711.

Vous serez plus persuadé qu'un autre, M., que le Roy a bien voulu me recevoir avec bonté, puisque vous êtes mieux informé que je n'ay rien fait dans tout le cours de cette campagne qui ne soit très convenable au bien de son service et à celuy de l'État; mais Sa Majesté a excédé tout ce que j'aurois pu espérer de ses plus grandes bontés par les démonstrations publiques de la satisfaction qu'elle a bien voulu montrer de ma conduite, et après bien des discours publics elle me fit l'honneur de me dire à demy-bas (mais cependant de manière que ceux qui étoient le plus près de moy pouvoient l'entendre) qu'il y avoit eu bien des clabaudements partout, qu'elle étoit bien persuadée que leurs discours ne m'auroient fait aucune impression, ni donné aucune inquiétude; mais qu'elle m'ordonnoit de les mépriser autant qu'elle les méprisoit elle-même, et de conter qu'elle étoit plus contente de moy qu'elle ne pouvoit le dire. Je vous avoue que les discours de la cour, de la ville et de l'armée, même tous ceux que l'on prétend m'avoir tenus, quand ils disent m'avoir parlé, feroient bien croire qu'ils ont dit tout ce qu'ils auroient voulu. Je sçais bien que tous les discours du monde ne m'auroient pas ébranlé d'une résolution aussi nécessaire que celle de ne pas

quitter un bon poste pour aller combattre dans un mauvais, et surtout après avoir mis Cambray à couvert, devant donner une bataille à trente-trois lieues de Paris. Enfin, M., il me paroit que le Roy a vu bien clair dans tout ce qui s'est passé. Les affaires de la paix vont leur train; j'ay cru, par la part que vous prenez à ce qui me regarde, que je devois vous informer de mon arrivée en ces pays-cy; soyez bien persuadé, M., que je suis très sincèrement, etc.

Hier le Roy me fit l'honneur de me tirer encore une fois dans son cabinet, me parlant toujours avec plus de confiance et de bonté que je ne puis vous dire.

(Min. orig. Arch. de Vaux.)

82. *Villars à Voysin.*

[Cambray,] 24 avril 1712.

Le pauvre parlement de Tournay, Monsieur, résident présentement à Cambray, est trop à plaindre pour qu'on veüille lui chercher querelle; c'est ce qui m'a empêché d'avoir l'honneur de vous mander depuis trois ans qu'il est assés surprenant qu'un homme qui a l'honneur d'être à la tête des armées du Roy en ces pays-cy soit plusieurs jours de suite à Cambray sans que le parlement luy rende aucune sorte de devoir; toutes les fois que j'ay passé à Metz, il y a plusieurs années (car je n'y ay pas été depuis que j'en suis le gouverneur), le parlement a député deux présidens et six conseillers. A Grenoble la même chose : à mon passage j'ay eu les mêmes honneurs que M. le duc du Mayne.

J'aprens que ces messieurs du parlement de Tournay ont fait des députations à M. le Chevr de Luxembourg; je vous suplie de me faire l'honneur de me mander ce que le Roy voudra ordonner là-dessus; pour moy je ne suis pas trop avide de ces honneurs-là; mais il me paroît que lorsque l'on fait quelque séjour à Cambray, ces messieurs ne peuvent pas se dispenser de faire comme les autres parlemens du Royaume.

(Min. orig. Arch. de Vaux.)

83. *Villars au duc d'Ormond*[1].

A Cambray, ce 25 may 1712.

Monsieur,

J'ay ordre du Roy et du consentement de la Reine d'Angle-

1. Cette lettre est la première d'une correspondance suivie qui s'éta-

terre d'avoir l'honneur de vous écrire dans le moment que je reçois un courrier. Vous êtes déjà informé, Monsieur, ou du moins vous l'avez dû être dès hier, des intentions de la Reine. Pour moy, Monsieur, quelque gloire qu'il y ait à acquérir contre un général dont la valeur est bien connue parmi nous, je vous supplie très humblement d'être bien persuadé que je ne pouvois recevoir de plus agréable nouvelle que celle qui m'apprend que nous ne sommes plus ennemis. J'ay ordre du Roy de tenir extrêmement secret ce que j'ay l'honneur de vous mander, et le prétexte pour l'envoy du trompette est pour avoir l'acte de liberté de M. le marquis d'Alègre; ainsi, M., il pourra paroître que je n'ay eu l'honneur de vous écrire qu'à cette occasion. C'en est toujours une très agréable pour moy de vous assurer, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

84. *Villars au duc d'Ormond.*

Au camp de Noyelle, ce 10 juin 1712.

Monsieur,

J'apprends par divers avis que l'investiture du Quesnoy est formée, et l'on m'assure même que partie des troupes de votre armée est employée à cette investiture. Ayant eu l'honneur d'informer Sa Majesté de ces derniers mouvements, Elle m'ordonne de savoir de vous, Monsieur, si l'armée que vous commandez a quelque part à cette entreprise, ou par agir, ou par favoriser; il est bien certain que M. le Prince Eugène n'oseroit en tenter aucune avec les seules forces qui sont à ses ordres, et comme je suis persuadé que vous observerez religieusement ce que vous m'avez fait l'honneur de me marquer, je vous supplie très humblement, Monsieur, de me mettre en état de rendre compte à Sa Majesté de vos dispositions et d'avoir la bonté de m'expliquer à quoy je puis m'en tenir dans un cas où j'ay differentes mesures à prendre pour faire agir l'armée de Sa Majesté soit que M. le prince Eugène persiste dans le dessein qu'il nous paroît avoir, ou qu'il prenne d'autres partis.

J'appris hier au soir, Monsieur, par un courrier que je reçus de la cour, qu'il en est parti un avant-hier matin pour l'Angle-

blit entre Villars et Ormond et que nous possédons tout entière : nous ne donnons ici que les principales pièces; d'autres sont imprimées dans Pelet, t. XI, p. 476 et suiv. Voyez aussi notre *Villars*, t. II, p. 14 et suiv.

terre, portant à la Reine la réponse d'Espagne, dont on compte qu'elle sera satisfaite. J'espère, Monsieur, que les affaires se termineront incessamment de manière que je pourray avoir l'honneur de vous demander moi-même un peu de part dans celuy de vos bonnes grâces et de votre estime.

(Copie. Arch. Vogüé.)

85. *Le duc d'Ormond à Villars.*

Au camp de Cateau-Cambrésis, ce 21 juin 1712.

Monsieur,

Je viens de recevoir un exprès de Londres, et par les avis qu'on me donne, il doit vous en arriver un à peu près en même temps de votre cour; ainsi je vous prie, Monsieur, de me faire scavoir les ordres que vous avez par rapport à la situation des affaires présentes, puisqu'ils doivent déterminer notre conduite à l'avenir : je ne ferai point difficulté de vous dire que les miens sont exprès de déclarer une cessation d'armes, pendant qu'on tâchera persuader aux alliés de faire la même chose, ou de vous avertir que nous nous croyons délivrés de tous engagements d'inaction précédents, et en pleine liberté d'agir offensivement, selon la résolution de votre Roy, que j'attends avec impatience. Vous voulez bien, Monsieur, que je me flatte que votre cour aura choisi dans cette alternative le parti qui convient le mieux au repos de l'Europe, à l'intention de nos souverains, et aux vœux de nos nations, qui seul nous peut donner une bonne et prompte paix, qui me suscitera vraisemblablement des occasions plus favorables de vous témoigner la parfaite estime et considération avec lesquelles, etc.

(Copie. Arch. Vogüé.)

86. *Villars au duc d'Ormond.*

Au camp de Noyelle, ce 23 juin 1712.

Monsieur,

J'aurois eu l'honneur de vous remercier dès hier de la bonne nouvelle que vous avez eu la bonté de me donner, si je n'avois espéré de recevoir dans la journée des ordres de Sa Majesté; mais je ne puis tarder plus longtemps à vous témoigner la joie que j'aurois de voir nos nations dans une union parfaite. La vôtre, Monsieur, votre Souveraine et ceux qui ont eu part au grand dénouement qui va faire cesser les malheurs de l'Europe sont

comblés de gloire. Je souhaite passionnément que nous puissions établir bientôt un commerce dont la solidité fera le bonheur de nos royaumes : c'en sera un bien sensible pour moy de jeter les premiers fondements de cette amitié avec une personne dont j'honore autant les grandes qualités, et je n'oublierai rien pour mériter l'honneur de vos bonnes grâces.

(Copie. Arch. Vogüé.)

87. *Voysin à Villars.*

Extrait. De Marly, le 1er juillet 1712.

..... Il y a nécessité d'attendre le courrier d'Angleterre avant que Sa Majesté puisse prendre la résolution de risquer les grands événements. La conjoncture ne permet pas de chercher à engager une affaire généralle, mais si vous trouviés possibilité à faire attaquer par quelques détachemens de votre armée la ligne que les ennemis ont faite entre l'Escaut et la Scarpe, le Roy ne vous empêcheroit point d'exécuter pareils projets. C'est à vous à juger de la possibilité : il est vray que, si les ennemis estoient avertis, ils feroient seurement trouver à l'endroit que vous attaqueriés un plus grand nombre de troupes que celuy que vous enverrez pour les attaquer; mais on ne prend pas soin de les avertir de ce que l'on veut faire et quand il se trouve une distance de deux ou trois lieues pour faire arriver des troupes l'action est presque toujours finie, et ceux qui ont attaqué ont eu le temps de se retirer s'ils le jugent à propos, avant que l'ennemy se soit préparé à marcher. Vous avés M. de Tingry à qui vous pouriés donner ordre de faire paroître des troupes de la garnison de Valenciennes de son côté, si cela vous étoit utile pour y attirer les ennemis. Ce que j'ay l'honneur de vous dire ne sont que des idées et le projet tel qu'il doit être formé pour être mis à exécution doit venir de vous : s'il n'y a rien de praticable, nous n'avons d'autre chose à faire que de demeurer en repos : mais cette inaction ne laisse pas d'être triste et même de faire un mauvais effet pour encourager ceux qui ne veulent que la guerre... Vous présupposez toujours dans toutes vos lettres qu'il n'y a point de milieu entre ne rien faire et une bataille qui aille à tout risquer; la scituation où vous êtes aussy proche des ennemis pendant qu'ils sont attachés à un siège peut quelque fois donner occasion à risquer des choses moins décisives dont le succès néanmoins feroit un grand effet et qui n'iroient pas à tout perdre, supposé qu'elles ne réusissent pas. Si vous pouviés entrer dans

cet esprit et imaginer les expédiens pour en faire la tentative, je suis persuadé que le Roy approuveroit fort toutes les propositions que vous lui en feriez. Vous êtes toujours maître en ce cas de choisir les officiers généraux que vous voulez charger de l'exécution de vos desseins et, supposant que vous n'y soyez pas vous-même, cela ne diminue rien de l'honneur qui en est dû au général.

(Min. Dépôt de la guerre, vol. 2379, n° 14.)

88. *Le prince Eugène au comte de Sinzendorff.*

Extrait. Haspres, 2 juillet 1712.

En réponse aux questions de V. E., je ne vois pas que l'on puisse aujourd'hui arrêter un plan de campagne positif et complet pour l'avenir : en tout cas il devrait être divisé en deux parties :

1° Quelles opérations faire dans la campagne présente ?

2° Comment conduire la guerre dans l'avenir, si elle doit se continuer ?

Sur le premier point. Relativement à l'empire et à l'Italie : poursuivre la campagne dans les conditions actuelles.

Relativement à l'Espagne : faire les derniers efforts pour se remettre en activité.

Le principal est d'établir la communication avec l'Espagne à l'aide d'une flotte suffisante et de la maintenir à tout prix.

Relativement à ce pays-ci, je ne saurois rien dire de positif, car l'avenir de la campagne est subordonné à une foule d'incidents. La question principale est de savoir si l'Angleterre se séparera, ou si peut-être elle passera à l'ennemi, et si les alliés qui sont à sa solde voudront demeurer avec nous et continuer la guerre en commun... Si, comme cela paroît certain, les troupes nationales anglaises nous quittent, et si les autres alliés consentent à rester et à agir, mon avis est, aussitôt que cela sera possible, d'assiéger Landrecies, avec la pensée de livrer bataille, si l'ennemi donne une occasion favorable, et que je ne trouve pas d'inconvénients à engager une action générale ; car, d'une part, malgré le départ des Anglais, l'ennemi n'aura pas sur nous une supériorité marquée; et d'autre part, la bonne volonté de l'armée et l'union qui y règne sont tels qu'on devrait en profiter de toute manière.

Une fois Landrecies pris, car la chute du Quesnoy n'est plus douteuse, la guerre continuant, rien ne nous empêchera plus de

pénétrer au cœur même du royaume : on verra alors ce qu'il y aura à faire. J'attache autant d'importance à ces deux places qu'à Arras et à Cambrai. C'est tout ce que j'ai à dire pour le présent.

Quant au second point, la conduite à tenir dans l'avenir, Eugène réserve son opinion, il se borne à recommander des résolutions vigoureuses et les sacrifices d'argent nécessaires au bon entretien des troupes. Il insiste dans deux nouvelles lettres du 5 et du 7 juillet; l'une d'elles porte ce post-scriptum autographe en français :

Ce siège étant fini il faut une fois résoudre ce qu'on veut faire; je crois qu'on pourroit entreprendre le siège de Valenciennes ou de Landrecies : j'attendrai donc les lettres de V. E. avec impatience : car rester dans l'inaction est, à mon avis, pire que de faire ce que les Anglais veullent, et je crois que, si l'on me laisse faire, je viendrois à bout de l'un et de l'autre, ou peut-estre d'avoir une action heureuse si les ennemis s'approchent.

A la dépêche est annexé le projet suivant, également en français :

Projet pour réduire les ennemis, non obstant que les Anglois se retireroient et d'une manière que les États généraux seroient même moins chargés de dépenses qu'à cette heure.

Il faudroit aprez la prise de Quesnoi se rendre maistre de Maubeuge et Landrechis, vers ce tems-là les grains seront mûrs; si on pourvoit l'infanterie aussi bien que la cavallerie chaque compagnie d'un bon moulin à bras, on sera en état de subsister partout, comme nous en avons déjà fait l'épreuve à Rousselaer, quand on étoit au siège de Lille, où le pain manquoit généralement, on s'est néanmoins si bien pourvu qu'au lieu d'une livre et demie, que le soldat tire du magazin, les officiers ont fait distribuer deux livres de pain par jour, de cette manière on sera en état d'aller si avant en France que les ennemis seront obligés de plier, et si on a le bonheur, comme il n'en faut pas douter, de les bien battre, on peut, pendant quelque tems, détruire la plus grande partie de la France, marchant jusques à Paris, et hiverner en suite sans aucun risque derriere la Sambre entre Maubeuge et Landrechis, couvrant la gauche par la ligne des François faite de Mons le long de la Trouille jusqu'à la Sambre, et pour couvrir la droite il faudroit faire un retranchement derrière la Selle, depuis Denain jusqu'au Château de Cambrésis, et de là à Landrechis; on pourroit cantonner dans ce district cet hiver

les impériaux et toutes les trouppes étrangères, qui sont à la solde d'Angleterre, comme aussi les autres à la solde d'Hollande, faire cesser les contributions et assigner pour subsistance et payement à chaque nation ces cantons dans le païs ennemi; le soldat en seroit mieux et les États généraux remis à beaucoup moins de frais, et on pourroit en même tems prendre telle précaution, que les deux fortes places Valenciennes et Condé tomberoient d'elles-mêmes par manque de subsistance; cecy paroît si peu impossible que l'on a vu que le roy de Suède a fait vivre son armée par cette méthode pendant toute la guerre et si on voudroit dire que l'armée de ce roy n'a pas été si nombreuse, on peut être assuré qu'une armée plus forte est, plus elle peut faire contribuer le païs ennemi en toute sorte de subsistence, sur tout si on va attaquer l'ennemi partout où il peut s'assembler; par là on couperoit le chemin à la grande supériorité dont les ennemis menaçent au printems prochain et plustôt.

(Min. orig. Arch. I. R. de Vienne.)

89. *Villars à Voysin.*

Extrait. Au camp de Noyelle, le 3 juillet 1712.

..... Vous aurez vu dans mes précédentes dépêches que j'avois été reconnoître le camp que les ennemis ont entre les vieilles lignes de Denain et les nouvelles qu'ils ont faittes de la Scarpe à l'Escaut pour voir si l'on pourroit attaquer ledit camp, ce que je ne trouvay pas praticable, mais comme je puis très aysément me méprendre, sur ce que vous me proposez encore cette entreprise, j'ay prié M. le Mal de Montesquiou de vouloir bien se trouver chez moy avec Mrs d'Albergotty, Geoffreville, Puységur; M. l'Intendant, M. le duc de Guiche, Mrs de Balivière, la Valière et autres officiers généraux de jour s'y sont trouvés fortuitement et cette matière a été agitée : tous unanimement l'ont trouvée impossible sans un danger manifeste de perdre toutes les troupes qui y seroient employées et cela par une infinité de raisons que je ne vous rapporteray pas, parce qu'il n'y a point eu de doute.

Ne croyez pas, Monsieur, que j'aye paru d'abord du sentiment de ne pas entreprendre cette affaire; au contraire je l'ay représentée comme utile et point impossible.

Vous me proposez, si je ne trouvois pas la matière assez importante, d'en charger quelque autre; toutes les fois qu'il marcheroit

un corps assez considérable pour attaquer un camp retranché, appuyé de la droitte entière de l'armée ennemie, je ne serois pas trop bon moi-même pour cela et ce ne sera jamais un moyen de me faire approuver un dessein que celuy de ne m'en pas charger... Si les ennemis après le siège du Quesnoy marchent à Landrecy, mon sentiment est de marcher vers la Seille. Ce n'est point celuy de ces M^rs^, par la raison qu'ils disent cette démarche inutile, puisque, les ennemis ayant cette rivière devant eux, et faisant le siège de Landrecy derrière eux, la place ne seroit pas secourue pour s'être approché de l'armée ennemie, et leur sentiment est de se mettre la droitte à l'Oyse, et la gauche vers les bois de Bohain pour protéger Guise et être en état de remarcher sur Cambray si les ennemis y retournoient plutôt que d'aller à Guise. Ils proposent même de faire tirer une ligne dudit Bohain à l'Oyse et de faire en attendant bâtir quantité de fours à Saint-Quentin.

Pour moy, je trouve (quand même elle devroit être inutile) la démarche plus noble d'aller droit à la Seille; c'est toujours présenter la bataille à l'ennemy; et, si c'est inutilement, on est assez à tems de se rapprocher de l'Oyse pour soutenir Guise. C'est mon sentiment. M. d'Albergotty y est revenu, mais ces autres M^rs^ trouvent plus convenable de marcher d'abord vers l'Oyse et pour cela on a cru nécessaire à telle fin que de raison, de se préparer toujours des vivres à Saint-Quentin...

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2379, n° 26.)

90. *Le duc d'Ormond à Villars.*

Au camp de Cateau-Cambrésis, ce 16 juillet 1712.

Monsieur,

Votre trompette vient de me remettre la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 15, et j'ay celuy de m'acquitter à présent de la promesse que je vous fis hier. Le prince Eugène est marché ce matin, et toutes les troupes étrangères nous ont quittés, à la réserve d'un bataillon et de quatre escadrons de Holstein et de deux escadrons de Walef. J'étois, Monsieur, jusques icy dans l'incertitude touchant le parti que les chefs des troupes étrangères prendroient, ayant lieu de croire que quelques uns d'eux avoient des ordres de se conformer plus exactement à leurs conventions et ils ont semblé partir fort à contre-cœur, et, pour montrer notre sincérité, j'ay fait la proposition de prendre à la solde de la Reine quelques bataillons et quelques escadrons de

ceux qui sont à la solde commune de Sa Majesté et de l'État, qui aura peut-être un bon effet, par la même raison que quelques uns de ceux qui sont à la solde entière de la Reine se sont laissé persuader de suivre le Prince Eugène, sous prétexte qu'ils avoient des ordres de leurs maîtres de ne point séparer leurs corps. Mais les choses étant passées comme j'ai l'honneur de vous le dire, j'ay cru devoir vous en avertir au plus tôt, et comme selon ce que je vous marquai hier, la suspension d'armes a déjà son effet de mon côté, par la séparation que j'ay faite des troupes de la Reine, avec toute son artillerie, de celles du prince Eugène, et par la déclaration que je luy ay faite de ne luy donner aucune aide ni assistance, et que le payement des troupes étrangères est arrêté, et que par conséquent il est tombé sur la Hollande et l'Empereur un fardeau qu'ils ne seront pas longtemps en état de supporter; je compte, Monsieur, sur votre bonne foy, et je feray demain un mouvement pour me mettre dans une autre situation; et j'espère que j'auray des nouvelles de Dunkerque qui m'autoriseront à déclarer la suspension d'armes le jour que vous me nommez; en ce cas là je ne manqueray pas de me conformer à ce que vous me proposez là-dessus, ce que je feray avec d'autant plus de plaisir que j'espère que cela me donnera bientôt l'occasion de vous assurer, etc.....

(Copie. Arch. Vogüé.)

91. *Villars au duc d'Ormond.*

Au camp de Noyelle, ce 16 juillet 1712.

Monsieur,

Je ne doute pas que vous n'ayez été surpris et affligé de vous voir abandonné de tant de troupes que la Reine payoit bien depuis douze ans, et quoyque nous soyons soulagés certainement de nos plus estimables ennemis, il nous en reste encore un assez grand nombre sur les bras.

Vous avez vu, Monsieur, par les lettres que vous a portées M. Lloyd, que Dunkerque sera à vous dès que vos troupes y arriveront, mais, Monsieur, vous voulez bien que je vous demande quel est le party que vous voulez prendre, et même je séjourneray encore un jour dans ce camp pour en être informé. Pour moy, Monsieur, comme je vous compte déjà pour notre allié, je ne suis point du tout pressé de vous voir éloigné; vous êtes le maître de vous approcher de nous et de vous mettre sur les terres

du Roy partout où vous jugerez à propos. Si les généraux qui vous ont précédé avoient été un peu plus occupés des intérêts de la Reine et de la nation, les Hollandois ne seroient pas les maîtres de toutes les places, et vous en auriez en votre disposition. Je vous supplie d'être persuadé que j'agiray en tout de concert avec vous, et que, tant pour les intérêts de nos maîtres que par rapport à tout ce qui pourra vous marquer ma parfaite considération, je n'omettray rien pour vous convaincre que j'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. Je croy, Monsieur, qu'il seroit assez nécessaire que vous et Monsieur le comte de Strafford pussiez nous voir en quelque endroit, car voicy des moments bien critiques, et les plus grands intérêts de nos maîtres peuvent être décidés; je me trouveray, si vous voulez, à moitié chemin du Cateau Cambrésis. Comme je n'ay pas un moment de temps pour écrire à M. le comte de Strafford, vous voudrez bien, Monsieur, que je luy fasse icy mes compliments.

(Copie. Arch. Vogüé.)

92. *Le duc d'Ormond à Villars.*

Au camp de Cateau-Cambrésis, ce 17e juillet 1712.

Monsieur,

J'ay reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 16, et je conviens avec vous que nous sommes dans une situation bien critique; selon ce que je vous ay marqué dans ma dernière, je m'en vais monter à cheval pour faire marcher le petit corps de troupes qui me reste à Avesne-le-Sec, d'où j'ay dessein de poursuivre ma route un peu plus loin, tellement que je puisse me porter quelque part entre Lille et Ypres, pour y attendre les ordres de la Reine, si je dois approcher de Dunkerke ou de Gand, cette dernière place étant toujours occupée par les troupes de Sa Majesté.

Je me ferois grand plaisir, Monsieur, de pouvoir accepter dès à présent la proposition que vous voulez bien faire à mylord Strafford et à moy, mais il me semble que cela ne feroit que trop de bruit et ne donneroit que trop d'excuses à ceux qui n'en ont point encore pour se justifier de la conduite qu'ils ont tenue, dont je suis sûr que la Reine ne sera pas plus satisfaite que vous. Mylord Strafford me prie de vous faire, Monsieur, bien des compliments de sa part et de vous dire que si vous avez quelque chose à luy mander par lettre, il y fera toute l'attention possible,

puisqu'il a dessein de rester auprès de moy encore quelques jours ; il souhaiteroit autant que moy que la conjoncture fût assez favorable pour nous pouvoir voir, mais en attendant l'on se peut expliquer par des trompettes, et vous pouvez compter, Monsieur, que de mon côté je ne négligeray rien qui pourra contribuer aux intérêts de nos souverains, et vous marquer, etc.

P. S. Vous permettrez, Monsieur, que je vous demande un passeport selon le mémoire cy-joint pour M. Barner, qui commande les troupes de Holstein qui marchent avec moy.

J'ay fait avertir les généraux des troupes étrangères que je déclarerois une suspension d'armes dès aujourd'huy, et que s'ils veulent en profiter ils n'auront qu'à venir me rejoindre.

(Copie. Arch. Vogüé.)

93. *Voysin au comte de Broglie.*

Extrait. Fontainebleau, le 17 juillet 1712.

..... On prétend que le prince Eugène doit se déterminer ces jours cy à faire un nouveau siège de Landrecy ou de Maubeuge. Je vous supplie de me mander si vous jugez qu'en faisant ce siège de Landrecy ils puissent toujours conserver cette communication à Douay par Marchienne, pour en tirer leur convoy et munition de guerre, ce qui est fort éloigné de Landrecy, et il est néanmoins bien difficile qu'ils les puissent faire venir d'ailleurs, n'ayant rien de plus près que Mons s'ils ne tirent pas de Douay. S'il étoit possible dans ce grand éloignement d'attaquer leurs lignes de Denain pour couper la communication, ce moyen paroîtroit le plus assuré et le moins hazardeux pour les obliger à lever le siège, et vous feriez bien d'en écrire vous-même à M. le M[al] de Villars et de luy en envoyer un projet, lui marquant le nombre de troupes dont vous auriez besoin, de quelle manière et en quel temps il devroit les faire marcher pour vous les envoyer et en ôter la connoissance aux ennemis. Comme il doit passer l'Escaut avec l'armée du Roy lorsque les ennemis s'approcheront de Landrecy, il me semble que dans ce mouvement général de l'armée du Roy la contremarche que feroient quelques brigades par les derrières pouroit aisément être cachée. Le Roy ne veut point laisser prendre Landrecy comme on a fait du Quesnoy, et Sa Majesté hasardera plutôt une bataille pour secourir la place que de ne rien faire du tout. C'est pour cela que je vous prie d'examiner s'il seroit possible d'empêcher le siège en interrompant cette communication du camp de Douay.

(Min. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 7.)

94. *Le Roi à Villars.*

Fontainebleau, 17 juillet 1712.

Mon cousin, j'ay receu la lettre que vous avez écrite le 15 de ce mois, à laquelle étoit jointe la copie de celle que vous avez receue du mesme jour du duc d'Ormond; il y a quelque différence dans la manière dont il s'explique sur la suspension d'armes qu'il dit ne devoir commencer qu'après que le gouverneur de Dunquerque aura exécuté mes ordres pour l'évacuation de la place, au lieu que dans la précédente il vous avoit marqué que cette suspension seroit déclarée aussy tost qu'il auroit avis que le commandant de Dunquerque avoit receu mes ordres et étoit prêt à les exécuter; mais cette différence dans l'expression ne fait aucun changement, puisque les troupes angloises seront receues dans Dunquerque au moment qu'elles se présenteront pour y entrer, et je ne doute pas que vous n'ayés en conséquence proposé au duc d'Ormond de faire, demain 18, publier la suspension d'armes.

Pour ce qui regarde le siège de Landrecy, en cas que les ennemis se déterminent à l'entreprendre, je vois avec plaisir que vous avez pris d'avance toutes les connoissances nécessaires pour exécuter les ordres que je vous ay donnés et marcher aux ennemis par les endroits où vous trouverez plus de facilité à les attaquer. Ma première pensée avoit été, dans l'éloignement où se trouve Landrecy de toutes les autres places d'où les ennemis peuvent tirer leurs munitions et convoys, d'interrompre leur communication en faisant attaquer leur ligne de Marchienne, ce qui les mettroit dans l'impossibilité de continuer le siège; mais, comme il m'a paru que vous ne jugiez pas cette entreprise sur les lignes de Marchienne praticable, je m'en remets à votre sentiment sur la connoissance plus parfaite que vous avez, étant sur les lieux, et je ne puis que vous confirmer les précédens ordres que je vous ay donnés pour empêcher le siège de cette place et combattre les ennemis par les endroits que vous jugerez plus accessibles, pendant qu'ils viendront pour s'établir devant la place.

Si l'on étoit dans les termes d'une suspension d'armes avec la Hollande, j'estime qu'il suffiroit de dire qu'en quittant par les ennemis le camp où ils sont présentement, ils seroient obligés de retirer leur armée sur les terres dépendantes des places qu'ils occupent; à quoy je vois qu'il n'y auroit pas de difficulté, veu

que la disette de fourages doit les mettre dès à présent dans la nécessité de quitter les environs du Quesnoy.

(Min. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 5.)

95. *Le marquis de Silly à Voysin.*

Au camp de Noielle, ce 18 juillet 1712.

Monseigneur,

J'ay eü hier l'honneur de vous rendre conte de la situation des ennemis et de la marche que M. le Mal de Villars avoit résolu de faire aujourd'huy. Hier au soir, sur quelque nouvelle qu'il receut, cet ordre fut changé.

Ce matin il aprist que Landrecy estoit investy, à quoy l'on a adjousté que les ennemis estoient revenus sur la Seille. M. le Mal de Villars a fait assembler la pluspart des officiers généraux et leur a proposé son premier dessein, qui estoit, ainsy que j'ay eu l'honneur de vous le mander, de mettre sa gauche à Hapres sur la Seille, et sa droitte vers le Catteau.

Après que l'on a eu examiné le mémoire envoyé par M. du Barail, cette proposition n'a pas esté aprouvée, tant à cause de ce que ledit mémoire contient que par le résultat cy joint, que tous les officiers généraux ont offert de signer.

Ensuitte l'on a proposé de se mettre en marche tout au plustost, de passer l'Escaut entre Crèvecœur et le Catelet, de marcher vers les sources de la Seille et de là à la Sambre sur Chatillon, ou tout au moins sur l'abbaye de Femy, afin de reconnoistre par soy mesme les meilleurs partis que l'on pourra prendre pour secourir Landrecy.

Cette proposition, qui avoit été faitte dès avant hier et qui avoit été rejettée par M. le Mal de Villars, a esté appuyée fortement par M. Dalbergotty, qui a toujours esté de cet advis, et par M. de Geoffreville. M. le Mal de Montesquiou l'a approuvée, ainsy que Mrs d'Estaing, Puységur, de la Vallière, Chaseron et plusieurs autres. Mrs les duc de Guiche, prince de Rohan et marquis d'Hautefort, qui sont arrivés après, ont esté de mesme sentiment, et M. le Mal de Villars s'est rendu à l'advis de tous ces Mesrs.

Comme j'espère que ceci ne sera sçu que de vous, Monseigneur, j'auray l'honneur de vous dire franchement qu'il seroit à désirer que l'on eut songé de meilleure heure à faire reconnoistre exactement les environs de Landrecy.

L'incertitude des situations fait que l'on perd un temps considérable à délibérer, qui auroit esté utilement employé à l'exécution.

L'armée doibt marcher demain. Mrs Dalbergothy, de Puységur, de Geoffreville et moy debvons aller en avant, afin de voir la marche la plus convenable et la plus avantageuse pour gagner la Sambre.

Vous connoissez mieux que personne, Monseigneur, la conséquence dont seroit la perte de Landrecy; coste conqueste ouvre la France aux ennemis et necessitte de porter l'armée vers Guise; par cette situation, ils seront en estat d'avoir de l'avance pour se porter sur Cambray.

Je ne vous parle point de toute l'artillerie que vous avez dans ces deux places, car, indépendement de cette raison, ce seroit des pertes bien considérables.

Je doibs vous dire à cette occasion, Monseigneur, qu'après la perte de Landrecy, il ne se faut pas reposer sur la possibilité de secourir Cambray, car l'on y trouveroit de grandes difficultés.

Cette dernière raison jointe à touttes les autres doibvent engager à surmonter avec courage les difficultés que l'on pourra trouver à secourir Landrecy; il est bon que vous sachiez, Monseigr, que l'esprit qui règne dans cette armée icy n'est pas propre à faire surmonter les obstacles, et si le Roy et vous renvoyez encore tout au plustost de nouveaux ordres très positifs et sans restriction, il pourra bien arriver qu'après s'estre présenté l'on reviendra sans rien entreprendre.

Je ne veux pas dire que l'on doibve hasarder imprudemment l'armée du Roy, mais il me semble qu'il n'y a pas un grand inconvénient à hasarder de perdre cinq ou six mille hommes qui peuvent estre aisément remplacés, et qu'en tout cas cela n'est pas proportionné aux facheuses conséquences qu'entraineroit la perte de Landrecy.

Je scay bien, Monseigneur, que je hasarde beaucoup de vous escrire aussi librement que je fais, mais le véritable zèle que j'ay pour la gloire du Roy et le bien de l'Estat me fait passer par dessus toutes sortes de considérations. Je vous demande cependant en grâce, Monseigneur, que cette lettre ne soit veüe que de vous et d'ordonner qu'elle soit brûlée après que vous l'aurez leüe.

J'oubliois de vous faire remarquer, Monseigr, que la marche de M. de Cogny, qui a quitté l'Oise, laisse le pais découvert et qu'il seroit à propos d'envoyer sept ou huit cents chevaux de ce costé là pour éviter les courses.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 15.)

96. *Villars à Voysin.*

Le Cateau, 21 juillet 1712.

J'ai employé toute la journée, Monsieur, à examiner, et moi-même et par d'autres, tous les endroits par où l'on peut attaquer les ennemis. C'étoit MM. d'Albergotty, Geoffreville et de Coigny qui étoient auprès de moy lorsque j'eus l'honneur d'écrire hier au Roy. J'ai prié ces messieurs d'aller reconnoître eux-mêmes tout ce qui pouvoit nous rendre une attaque possible en passant la Sambre. M. de Coigny la croyoit plus difficile; il est persuadé, aussi bien que M. de Geoffreville, que l'on peut y donner une bataille avec un avantage assez égal. J'ai été voir d'un autre côté comment nous pourrions attaquer le camp de Denain, à quoy l'on n'a pu songer que dans le temps que nous éloignions l'armée ennemie de l'Escaut, car, lorsqu'elle y avoit sa droite, on ne pouvoit le tenter avec aucune apparence de succès. Je compte donc faire demain toutes les démarches qui pourront persuader l'ennemi que je veux passer la Sambre, et je tascherai d'exécuter le projet de Denain, qui seroit d'une grande utilité. S'il ne réussit pas, nous irons par la Sambre. Je suis assez bon serviteur du Roy pour garder la bataille entière pour le dernier. Elles sont, comme vous scavez, dans la main de Dieu, et de celle-cy dépend le salut ou la perte de l'Estat, et je serois un mauvais François et un mauvais serviteur du Roy si je ne faisois les réflexions convenables.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 50.)

97. *Le Roi à Villars.*

Analyse. Fontainebleau, 21 juillet 1712.

Villars doit employer tous les moyens praticables pour secourir Landrecies et agir sans délai, afin de ne pas donner à l'ennemi le temps de profiter de son inaction.

(Imprimée dans Pelet, XI, 71.)

98. *Le comte de Broglie à Voysin.*

A Clermont, ce 21 juillet 1712.

Monseigneur,

Depuis que je suis parti de Mouchy-le-Preux, j'ay toujours

esté à cheval avec la réserve, M. le maréchal de Villars m'ayant toujours tenu du côté de Solemme sur la Seille pour observer si les ennemis ne passoient pas de ces côtés et je n'en suis revenu qu'hyer au soir à neuf heures, quand tout le camp a esté assis. J'arrive dans le moment d'avec M. le maréchal de Villars et M. le maréchal de Montesquiou et plusieurs autres officiers généraux; nous avons esté par delà Solemme, sur le bord de l'Escallion, où nous avons veu le camp des ennemis; ils avoient fait marcher hier presque toute leur armée du côté de Landrecy et avoient apuié leur droite à Bermerein, mais ce matin ils ont remarché par leur droite et se sont estendus jusqu'à Kerenin, c'est ce que nous avons sçu; je suis persuadé que l'on aura bien de la painne présentement à secourir Landrecy; il n'y avoit à mon sens de moien pour le faire qu'en se portant brusquement et à marche forcée entre la Sembre et la Seille, leur donnant jalousie en mesme temps par leur droitte. Ces sortes d'attaques ne peuvent réussir qu'en les fesant très brusquement, l'entre Sembre et la Seille estant un pays très difficile à pénétrer et très aisé à garder; mais on peut tenter ces sortes d'attaques et quand on trouve la chose trop difficile on se retire et on n'y perd qu'autant que l'on veut. M le M[al] de Villars m'a paru avoir envie de faire attaquer le camp de Denain et conte qu'en marchant du côté de Castillon avec son armée il pourra faire jetter des ponts sur l'Escault à Lourche et attaquer le camp de Denain; il destinne M. de Vieuxpont pour cette expédition et luy donne 30 bataillons et 30 escadrons. J'ay eü l'honneur de luy dire que je croiois qu'il seroit difficille de faire des ponts à Lourche, estant presque impossible que M. d'Albermald n'en soit averti assés à temps pour luy empêcher de faire les ponts et que je croiois qu'il vaudroit mieux passer à Cambray et de là au bac à Bancheu, ses mouvemens se fesant par les derrières et pouvant estre dérobés aux ennemis; moiennant cela vous estes sûr du passage de la rivière et vous arrivés sur les lignes en bataille dans la disposition que l'on juge nécessaire. Il m'a parü n'estre pas de ce sentiment, et comme il est le maistre je n'ay rien à dire : il m'a dit qu'il avoit jetté les yeux sur moy pour aller faire cette expédition avec M. de Vieuxpont; de quoy je l'ay remercié et eu l'honneur de luy représenter que M. de Vieuxpont estoit mon ancien, non qu'il serve depuis plus longtemps que moy, mais il a esté fait brigadier avant et nous avons esté fait maréchaux de camp et lieutenans généraux ensemble, ainsy que je n'y serois que comme maréchal de camp : qu'il seroit fascheux pour moy, si l'affaire ne réussissoit

pas, d'en avoir le blâme, comme cela ne manqueroit pas, ne menquant pas d'envieux, et que M. de Vieuxpont en eut le mérite en cas de réussitte. J'ay esté assés heureux, depuis que je suis officier général, d'avoir dix affaires particulières qui ont roulé sur moy, où j'ay réussi, et M. de Vieuxpont quoyque très capable d'en avoir, n'a pas eü encore le bonheur d'en avoir une. Il est très difficille dans le commendement et, avec de bons maréchaux de camp sous luy, il ne pourra s'en prendre à personne qu'à luy si l'affaire ne réussit pas. Pour moy je la trouve très douteuse de la façon dont on veut l'entreprendre. Cependant après ces représentations, monseigneur, je me suis offert à M. le maréchal d'y aller pour peu qu'il creüt que cela peüt estre utille pour le bien du service et que je m'y livrerois de tout mon cœur. Je ne scay encore à quoy il se déterminera.

(Orig. autogr. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 61.)

99. *Le comte de Broglie à Voysin.*

Aux Châteaux de Clermont, ce 22 juillet 1712.

Monseigneur, je n'ay receu qu'hyer au soir la lettre que vous m'avés fait l'honneur de m'escrire de Fontainebleau du 17 de ce mois. Les mouvemens que nous venons de faire en auront esté la cause.

Les ennemis conservent toujours leurs communications de Marchienne à Denain par le camp de M. d'Albermald et par la manière dont leur droitte est apuiée : avant hyer ils avoient fait marcher toute leur droitte du côté de Lendrecy, mais, quand ils ont veu nostre camp assis, ils l'ont renvoié dans leur mesme camp, leur droite par delà Querenin : il n'y a que M. le Prince Eugenne qui est resté avec le cartier général à Bermerin. Je suis sûr de ce que j'ay l'honneur de vous mander, monseigneur, parce qu'il vient d'arriver dans le moment un maréchal des logis très entendü du régiment du Roy cavalerie, qui, sous la copie d'un passeport, passant comme valet, estoit allé à Arras chercher le chirurgien major de ce régiment, et a esté pris en deçà de Cambray ; il n'est parti qu'hier au soir à sept heures du cartier du prince Eugenne et il rend bon conte de tout. Il dit que dans tout ce mouvement le camp du milord Albermald n'a pas remüé. Si M. le Maréchal en passant l'Escault avoit fait faire une contremarche à quelques troupes, comme vous me faites l'honneur de me marquer que ce seroit vostre sentiment, je ne doute nulle-

ment que nous peussions forcer ce camp. M. de Tingry auroit peu en mesme temps attaquer de son côté pour faire diversion et la droitte des ennemis qui estoient en marche pour aller du côté de Landrecy ne seroit jamais revenue à temps pour donner du secours à milord Albermald. Autant qu'on peut répondre d'une chose avant qu'elle soit exécutée, j'aurois répondu de cette entreprise, et il n'y avoit rien à risquer de mauvais : il n'en est pas de mesme, à mon sens, de l'entreprise que veut faire M. le mareschal en fesant faire des ponts à Lourche, et, non seulement je suis persuadé que l'on ne pourra pas faire des ponts sur l'Escault, mais il pourroit aussy arriver que, nostre armée se jettant sur la droitte pour faire diversion et s'éloignant du corps de troupe qu'aura M. de Vieuxpont pour cette expédition, la droitte de l'armée des ennemis qui est rentrée dans son vieux camp pouroit bien tomber dessus et leur faire un vilain tour. J'ay dit toutes ces raisons à Mrs les maréchaux quand ils estoient ensemble, et, quoi qu'il arrive rarement qu'ils soient de mesme avis, ils en sont dans cette occasion. Cependant, M. le M. de Montesquiou ne veut pas estre de cette expédition ; pour moy, je vous asseure que je ne l'envie point, de la manière dont elle est projettée et, autant j'aurois respondü du succès si on s'y estoit pris comme vous me faites l'honneur de me le marquer par vostre lettre du 17 de ce mois, aussy peu je respondrois de la réussitte en s'y prenant comme il paroit que l'on le veut faire ; les suittes mesmes peuvent en devenir facheuses dans la retraite, si les ennemis sont bien avertis, au lieu que de l'autre côté il n'y avoit rien à risquer. J'ay l'honneur d'estre, etc.

Dans le temps que je finis ma lettre, je reçois un ordre, Monseigneur, de M. le maréchal par lequel il m'ordonne de faire faire 50 fascines par escadron, à toute la réserve de la faire tenir toute preste à marcher et d'aller aux Cataux le trouver en diligence. Voilà tout ce que j'en sçay.

(Orig. autogr. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 72.)

100. *Villars à Voysin.*

Le 22 juillet 1712.

J'avois l'honneur de vous mander hier, Monsieur, que je devois faire attaquer le camp retranché de Denain : c'étoit à M. le marquis de Vieuxpont et au comte de Broglie que je donnois cette commission ; le premier avoit déjà reconnu la marche et fait ses

dispositions. M. de Tingry devoit aussi agir de son côté; mais, sur une de ses lettres écrites ce matin, ces deux messieurs ont jugé l'entreprise impossible. J'en suis très fâché; mais, quand ceux-là refusent, je n'iray pas offrir cette commission à d'autres. Cette affaire ne pouvant s'exécuter, j'ai marché à la Sambre; l'armée la passera dès que tous les ponts seront préparés. Les ennemis ont marché dès qu'ils nous ont veu ébranler; ils ne nous ont pas cherchés dans les plaines de Cambray. Il est possible qu'ils en usent de même ici, et, en vérité, les situations leur sont bien favorables; il faudroit les avoir veu pour le croire. D'ailleurs, vingt-quatre heures mettent un retranchement en état, et ils n'osèrent attaquer le nôtre, qui avoit été fait en vingt-quatre heures..... Je ne vous dépêcheray pas de courrier demain s'il ne se passe rien qui le mérite. M. de Broglie m'a dit, Monsieur, qu'il vous avoit rendu conte d'une action de trente maîtres qui est digne de louange et de quelque gratification de la part de S. M. Si Elle souhaite leur faire distribuer une vingtaine de pistolles, j'y joindray de ma part une harangue qu'ils méritent assurément. Je suis très parfaitement, etc.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 66.)

101. *Voysin à Villars.*

Analyse.

Fontainebleau, 23 juillet 1712. Le roi est mécontent de la lenteur et des incertitudes de Villars : craint que son opération sur Denain ne cause la perte de Landrecies.

(Imprimée dans Pelet, XI, 74.)

102. *Le comte de Broglie à Voysin.*

Aux Cataux Cambrésy, ce 23 juillet 1712.

Monseigneur, j'eus l'honneur de vous mander hyer à la fin de ma lettre que j'avois l'honneur de vous escrire que M. le M. de Villars m'avoit envoié ordre de faire faire cinquante fascines par escadron à touto la réserve que je commande, et de la faire tenir preste à marcher et de l'aler trouver à son cartier pour y recevoir ses ordres; mais, en arrivant chés luy, il me dit qu'il avoit changé de sentiment, que M. de Tingry, dont il venoit de recevoir un courier, trouvoit beaucoup de difficulté à faire une attaque de son côté et que, depuis qu'il y avoit fait réflexion, il regardoit aussi la chose comme très difficille et qu'ainsy il ne

falloit plus y songer. J'ay apris aujourd'huy par un sçancier qui tient la ferme du Frenoy, de M. le chevalier de Beringuen, qui est homme entendü que j'avois envoié dans le camp de Denain, que M. le prince Eugenne avoit encor envoié quelques troupes de renfort à milord Albermald et qu'il perfectionoit les retranchemens, ayant eu quelque vent que l'on vouloit l'attaquer. Nous avons manqué le coup quand on a passé l'Escaut, comme vous l'aviés fort bien pensé, Monseigneur; un ennemi ne pouvant point estre averti de ce qui se passe dans le derière quand une armée aussy considérable que celle cy est en mouvement; je crois que l'on auroit peu, aussy, pendant que les ennemis ont fait le siège du Quenoy et que nous estions de l'autre côté de l'Escaut, forcer ses lignes; j'ai eu mesme l'honneur, dans ce temps-là, de vous escrire à ce sujet; mais, pour le dernier projet, de la manière dont on s'y étoit pris, il ne pouvoit s'exécuter, du moins à mon sens, et il en pouvoit ariver de grands inconvéniens. L'armée du Roy est campé d'hier au soir entre la Sceille et la Sembre. Je suis resté avec le corps de réserve et la brigade de Lionois pour couvrir le Catau de l'autre côté de la Sceille; comme je suis toujours sur la gauche de toute l'armée et que le cartier général est à la droitte, je ne puis presque voir M. le mareschal voulant m'écarter. On vient de me dire que l'on fait des ponts sur la Sembre et que nous devons demain la passer. J'ay de la painne à croire que l'on puisse attaquer les ennemis de ce côté, estant un pays coupé de fossés et très difficille à pénétrer.

M. le mareschal, ne trouvant pas possible d'attaquer les ennemis de ces côtés, et effectivement la chose est présentement très difficille, s'estant retranché à force depuis nos mouvemens comme nous l'apprenons par tous les espions qui en reviennent, seroit-il impossible, Monseigneur, en passant la Sembre à Maubeuge, de revenir sous Valancienne par Bavay et, en cas que les ennemis nous deffendissent le passage de la Ronelle, se mettant dans le camp que nous avions fait après Malplaket, du Quenoy à Valanciennes, on pouroit passer l'Escault au dessous de Valanciennes et revenir passer l'Escault à Valanciennes pour marcher aux ennemis entre l'Ecaillion et la Rhonelle qui est une plainne tout unie jusqu'au Quenoy. Cela vous donneroit toute la garnison de Valanciennes de plus et une partie de celle de Maubeuge; ou bien peut-estre pouroit-on attaquer les lignes de Denain, les ennemis estant obligés, quand vous estes à Valanciennes, de se tenir toujours en force du côté de Landrecy, pouvant égallement les attaquer en deçà et au delà de l'Escault, il n'y a point à

craindre que les ennemis envoient rien en France dans cette conjoncture; il seroit à souhaiter qu'ils le voulussent faire, puisqu'ils s'afoibliroient, et, au pis aller, si vous ne vouliés rien faire, vous pouriés, en passant à Mortagne, vous en retourner sur la Deulle et, de là, repasser l'Escarpe entre Douay et Aras. Pour moy, qui cognoit fort le pays du côté du Quenoy, de Bavay, de Valanciennes, je suis persuadé que les ennemis seroient fort embarassés si vous les attaquiés entre la Rhonelle et l'Ecaillion; en quatre ou cinq jours, n'ayant point d'équipage, nous pouvions nous porter sous Valanciennes et nous trouvions du pain partout et nous nous fortifions d'une trentainne ou environ de bataillons. Je n'ai l'honneur de vous faire cette proposition que dans une dernière extrémité, me paroissant que l'on trouve impossible d'attaquer les ennemis de ces côtés. Je n'en ai point parlé à M. le maréchal, vous luy en ferés la proposition, Monseigneur, si vous le trouvés à propos; pour moy, je ne crois pas la chose impossible. J'ay l'honneur d'estre, etc.

(Orig. autogr. Dépôt de la guerre, vol. 2380, n° 82.)

103. *Villars à M. de Saint-Fremont.*

Au camp de Mazenghien, le 23 juillet 1712.

Je n'ay pas eu un moment, Monsieur, pour répondre plutôt à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17. Nous nous sommes portés hier sur la Sembre et nous passons cette rivière dès que nos ponts seront préparés. Les ennemis ont marché pareillement dès qu'ils nous ont veu ébranlés et toutes leurs forces sont actuellement sur Landrecy; ils se retranchent et, d'ailleurs, la nature du terrain leur est favorable. Cependant, nous sommes bien disposés à les attaquer moyenant que nous le puissions faire sans un trop grand désavantage.

J'avois cru, Monsieur, que vous viendriez me rejoindre dès que vous verriez les ennemis déterminés au siège de Landrecy. Je ne scay quels ordres la cour vous aura donnés sur cela, mais tout ce que je puis vous dire c'est que je serois fort aize que vous fussiés dans Maubeuge s'il estoit assiégé et encore bien plus que vous fussiés avec nous dans une conjoncture comme celle cy ou nous sommes à la veille d'avoir l'action du monde de la plus grande décision.

Adieu, Monsieur, je vous embrasse et je suis toujours de tout mon cœur votre, etc.

(Dépôt de la guerre. Orig., vol. 2380, n° 92.)

104. *Extrait du Journal des opérations du prince Eugène.*

Den 20ten Juli 1712. Da uns nit nur allein durch unsere jüngst gemeltermassen ausgeschickhte und in specie von eine Hussaren Parthei, welche in der Nacht mit dem Feind zwischen seinen Colonen marchirte, confirmiret wurde, dass er mit seiner ganzen Armee in würklichen Marche seie, sondern sich auch nach angebrochenen Tag geeüssert hatte, dasser gegen unsern linkhen Flügel in vollen Anzug ware, liesse man von unseren rechten Flügel ein mouvement machen umb die Trouppen von selbigen bis halben Weg also anruckhen, dass sie a portée waren, infahl der Feind, wie ers durchgehents spargirt hatte, gegen uns was tentiren wolte, mit weitherer ordre, nachdeme zwischen unsern linkhen Flügel und der Sambre ein Stuckh Land gegen ainer stund lang sich blos und læhr gefundten, dass man zu Sicherstellung der Communication mit dem Prinz von Anhalt nacher Landrechies eine Linie bis an ersagte Sambre ziehen solte.

Nachmittag nahme man gewahr, dass der Feind sich hinter der Selle solcher gestalten sich zu laagern anfienge, dass er mit seinen linkhen Flügel længst dises Wassers næher, mit seinem rechten aber von uns etwas mehreres entfernet ware, sein Haubtquartier nahm er zu Chateau Cambresis und liesse dises zu bedeckhen etliche Battaillons disseits gedachter Selle postiren. Wür bliben den ganzen Tag über in obgedachter Positur mit Befelh, dass man auch die Nacht iber also bleiben solte, und des Kais. Herrn Generalleutn. Hochfürstliche Durchlaucht liessen bei solcher Bescheffenheit ihr Haubtquartier verendern, und nacher Bermerain transferiren. Der Duc d'Ormond solle dem Bericht nach mit seinen Troupen heut bei Orchies gestanden sein, und morgen seinen Marche weithers fortsetzen.

Den 21 blieb der Feind in seiner gesterigen Positur stehen, also das nichts anders veranderliches vorgangen, als dass man denselben gegen der Sambre recognosciren sahe. Hierauf liesse man die gestern von unsern rechten Hand angeruckten Troupen bis auf 12 Battaillons in ihr altes Lager hinwiderumb einruckhen, welche man untern comando eines generalleutn. und generalwachtmeisters in der neüen gestern von unsern linken Flügel bis an die Sambre zu ziehen angefangene Linea stehen gelassen; unsere Hussaren Parthei haben ein feindlich Hussaren Cornet gefænglich eingebracht.

Auf Morgen wurde eine Fourage von unserem rechten Flügel angeordnet.

Dem 22ten Nachmittag ungefæhr umb 2 Uhr sahe man die feindliche Armée die Zœlter abbrechen und bald darauf marchiren; man schickte sogleich verschidene Partheien aus, ihren March zu recognosciren; sie konten aber heünt noch nichts positives abnehmen, wohin diser aigentlich gehevarirten auch die in zimblicher Mœnge angekhomene Ueberlaufer und andere Nachrichten dergestalten, dass man eben von ihnen nichts verlassliches wisse kōnte, wiewohl die mehriste sagten dass der Feind annoch intentionniret seie Landrechies zu entsetzen, worauf man Ordre gab, dass sich sonderlich die Infanterie im Bereithschaft halten solte.

Unsere gesterige Fourage liefe ohne sonderlichen Schaden ab. Dan nachdeme man iber die Schelde mit dem Albermarlischen Corps zugleich bis an die Thore vom Valenciennes und Condé unter einer Bedeckhung von einigen 1000 zu Fues und zu Pferd mit etlichen Stuckhen fouragirte und der Feind dem ganzen Tag sehr stark aus beden Orthen canonirte, haben wür doch ein mehreres nit als einen Hasslingeschen Leutenant mit 2 oder 3 Mann durch die Stukh verlohren.

Dem 23ten hatte man entlichen gesehen was der Feind gestern vür ein Mouvement gemacht hatte, da er sich uber die Selle vollig heriber gezogen und in 3 Colonnen wovon zwai in Infanterie und die dritte in Cavallerie bestehet, solcher Gestalt campiret hatte dass er seinen linken Flügel bei Chateau Cambresis dasselbe einrukhen lassend und von starken Ravinen und obgedachte Selle bedeckhet, gesezet, seinem rechten Flügel aber bis schier an die Sambre extendiret habe; wie die Nachrichten weithers geben, hatte er einige 1000 Mann comandiret oberhalb Chatillon über besagte Sambre Bruckhen zu schlagen und retete noch immer von Entsetzung Landrechies zu welchen Endte er verschidene seiner Quarnison an sich ziehen wolte, wie man den sagt dass die von Cambray und Valenciennes schon 3 Tag hintereinander in Gewœhr gewesen seien, man aber bei so vüll verschidenen Bewegungen gleichwohlen nit wissen, wohin sein, des Feindes, absehen aigentlich gerichtet sein müste.

(Orig. Arch. I. R. de Vienne.)

Traduction.

Du 20 juillet 1712. Un détachement de nos éclaireurs, ayant

l'apparence de hussards, s'étant mêlé pendant la nuit aux colonnes ennemies, nous a confirmé que l'armée ennemie était en pleine marche et, selon les discours recueillis, devait avec le jour attaquer notre aile gauche. En conséquence, notre aile droite fit un mouvement pour se rapprocher à mi-chemin et se trouver à portée, en cas que l'ennemi, selon les bruits répandus, tentât quelque chose sur notre aile gauche : de plus, un espace vide et découvert d'une lieue de long s'étendant entre l'extrémité de l'aile gauche et la Sambre, ordre fut donné de tracer une ligne jusqu'à la Sambre, afin d'assurer la sécurité des communications avec le prince d'Anhalt.

Dans l'après-midi, on fut informé que l'ennemi s'arrêtait derrière la Selle et commençait à camper, sa gauche le long de la rivière assez près de nous, sa droite plus éloignée, son quartier général à Cateau-Cambrésis, couvert par quelques bataillons postés de ce côté de la rivière. Nous gardâmes nos positions toute la journée, avec l'ordre de les conserver aussi pendant la nuit. S. A. S. le général en chef transféra son quartier général à Bermérain. On apprit que le duc d'Ormond s'était arrêté ce jour-là à Orchies et devait le lendemain reprendre sa marche.

Le 21, l'ennemi resta dans ses positions : on ne remarqua rien d'important, si ce n'est qu'il poussa des reconnaissances vers la Sambre. En conséquence, les troupes de notre droite, qui s'étaient rapprochées hier, furent ramenées dans leur ancien camp, à l'exception de 12 bataillons qui furent envoyés, sous le commandement d'un lieutenant général et d'un général wachtmeister, occuper la ligne commencée hier entre l'aile gauche et la Sambre. Les partis de hussards ont ramené prisonnier un cornette de hussards ennemis.

Dans la matinée, l'aile droite a reçu l'ordre de faire un fourrage.

Le 22, dans l'après-midi, vers deux heures, on vit l'armée ennemie abattre ses tentes et se mettre en marche : des reconnaissances, envoyées pour la surveiller, ne purent rien apprendre de positif : les renseignements donnés par des déserteurs venus en assez grand nombre et ceux obtenus par d'autres sources variaient au point qu'on ne put rien constater, si ce n'est que la majorité attribuait toujours à l'ennemi l'intention de débloquer Landrecies. Ordre fut donné à l'infanterie de se tenir prête à marcher.

Le fourrage d'hier s'est accompli sans pertes sensibles. Il a eu lieu, de l'autre côté de l'Escaut, avec la participation du corps d'Albermarle, jusqu'aux portes de Valenciennes et de Condé sous

la protection de quelques milliers d'hommes à pied et à cheval, avec l'artillerie correspondante ; bien que l'artillerie de ces deux places ait très vigoureusement canonné les fourrageurs pendant toute la journée, nous n'avons perdu qu'un lieutenant de Hassling et deux ou trois hommes.

Le 23, on s'est enfin rendu compte du mouvement fait par l'ennemi : il a passé la Selle et, s'avançant sur trois colonnes, dont deux d'infanterie et une de cavalerie, il a campé sa gauche à Cateau-Cambrésis, couverte par de profonds ravins et par la Selle, sa droite étendue jusqu'à la Sambre ; d'après les dernières nouvelles, il aurait commandé quelques mille hommes pour jeter un pont sur la Sambre en face de Châtillon et parlerait toujours de débloquer Landrecies. Dans ce but, il aurait appelé à lui plusieurs garnisons : on dit que celles de Cambrai et de Valenciennes sont depuis trois jours sous les armes ; néanmoins, ces mouvements si variés ne permettent pas encore de distinguer la véritable intention de l'ennemi.

105. *Le prince Eugène à l'Empereur.*

Bermerain, 24 juillet 1712. — La dépêche écrite dans la matinée n'est que la reproduction sous forme épistolaire du journal donné ci-dessus. On en trouvera le texte presque complet dans Arneth (*Prinz Eugen*, II, 498). Avant que la dépêche ne fût expédiée eut lieu le combat de Denain ; Eugène s'empressa d'ajouter le *post-scriptum* suivant :

Bermerain, 11 heures du soir.

Gleichwie E. K. M. aus meinem gegenwartigen Schreiben allergnædigst erfahren haben was für verschidene Mouvement der Feind mit seiner Armee dise Tag uber gemacht habe, solle ich deme weithers allergehorchsambst beiruckhen, dass er sich gestern auf einmahl in der Nacht gewendet, zwischen Bouchain und Dainin über die Schelde Bruckhen geschlagen, dieselbe heut fruhe passiret und daraufhin ohngefæhr umb Mittag mit den grœssten Theill seiner Armée das Albermarlische Corpo attaquiret und übern Haufen geworfen habe ; zum allen Glück hatte ich mich selbst dahinorts verfüget und die bei demselben geweste sambtliche Cavallerie sambt dem mehristen Theill von der Bagage salviret ; die Zeit lasset mir nicht zue dass ich Ewer K. M. mit mehrerer Ausführlichkeit schreiben khœnte, so vill aber solle in Allerunterthænigkeith sagen, dass nachdem die Bruggen über die Schelde gebrochen wahre, man vill Leith und

darunter, so vill man weiss, einige Generales und andere Officier verlohren habe. Der Milord Albermarle ist gefangen...

(Orig. Arch. I. R. de Vienne.)

Traduction.

V. M. I. est informée par le rapport ci-dessus des mouvements que l'ennemi a faits jusqu'à aujourd'hui; je suis obligé d'ajouter respectueusement qu'hier, à la nuit, il s'est brusquement retourné, est venu jeter des ponts sur l'Escaut, entre Bouchain et Denain, a passé cette rivière ce matin de bonne heure, a attaqué vers midi le corps d'Albermarle avec presque toutes ses forces et l'a complètement culbuté. Par bonheur, je m'étais rendu sur les lieux et j'ai pu sauver la cavalerie ainsi que la plus grande partie des bagages. Le temps me manque pour écrire de plus longs détails, mais je dois dire, avec respect, que les ponts de l'Escaut s'étant rompus, on a perdu beaucoup de monde et, autant que j'ai pu le savoir, plusieurs généraux et officiers. Milord Albermarle est prisonnier...

106. *Villars au duc d'Ormond.*

Au camp de Denain, le 25 juillet 1712.

Monsieur,

Les ennemis s'apercevront que l'éloignement de ces braves Anglois ne leur est pas heureux, puisque le moment d'après qu'ils ont renoncé à la tranquillité que votre grande Reine vouloit procurer à toute l'Europe, avec de si grands avantages pour nos ennemis, auxquels le Roy consentoit pour ne pas éloigner un si grand ouvrage, le moment d'après (dis-je) le malheur que vous trouverez contenu dans la relation cy-jointe leur est arrivé. Je ne veux pas perdre un moment, Monsieur, à vous en donner part, en vous suppliant de me faire toujours l'honneur de me regarder comme l'homme du monde qui..., etc.

Vous voulez bien, Monsieur, que je vous supplie d'envoyer cette relation à Messieurs nos plénipotentiaires à Utrecht et que je vous demande mille compliments pour M. le comte de Strafford.

Relation de la bataille de Denain.

Les ennemis publioient depuis le commencement de la campagne qu'ils cherchoient une bataille, le prince Eugène ayant même mandé aux États Généraux, depuis le départ des Anglois,

qu'étant présentement libre, il pouvoit assurer que son premier objet étoit une bataille. M. le M^{al} de Villars, ne la désirant pas moins, n'oublia rien pour luy en donner occasion; mais la voulant dans les pays ouverts, où la valeur de la nation peut avoir la première part, il publia qu'il marcheroit dans les plaines qui sont entre l'Escaut et la Sambre, et dont l'étendue est de près de six lieues. Il fit même battre la générale dès le 17 et ne marcha que le jour d'après; pouvant gagner la Selle en un jour, il ne fit que passer l'Escaut la première marche pour donner tout le temps à l'ennemi de venir au-devant de luy, d'autant plus que, n'ayant investi Landrecy que le 17, il étoit entièrement libre.

Le prince Eugène tint un long conseil de guerre, dont le résultat fut apparemment de songer plutôt à un siège qu'à une bataille.

Sur cela, M. le M^{al} de Villars la désirant dans le pays ouvert, et au défaut de cela cherchant une occasion qui fût aussi nuisible à l'ennemi qu'une bataille, il fit toutes les démonstrations qui pouvoient luy persuader qu'il l'alloit attaquer devant Landrecy; les ennemis s'y attendoient et avoient reçu plusieurs lettres que le Roy l'ordonnoit ainsi.

M. le M^{al} de Villars fit travailler toute la journée du 23 à faire des ponts sur la Sambre et ouvrir les trouées de Femy, et, sur les 7 heures du soir, il fit avancer M. de Coigny avec 30 escadrons de dragons jusqu'à une demy lieue des retranchements des ennemis avec ordre de faire toutes les démonstrations qui pourroient persuader une attaque des lignes pour cette même nuit.

A cinq heures du soir, il fit partir M. de Vieuxpont avec 30 bataillons, les pontons et une brigade d'artillerie; il envoya dès midy tous les houssards pour battre les plaines qui sont entre Cambray, Bouchain et l'armée des ennemis, afin de leur ôter, autant qu'il seroit possible, les moyens de découvrir cette marche. Le comte de Broglie eut ordre avec la réserve de couvrir la marche de l'infanterie et d'envoyer des partys à tous les passages de la Selle pour empêcher qu'aucune âme ne passât à l'ennemi.

Le Mis d'Albergotty fut commandé avec 20 bataillons et 40 escadrons pour soutenir les premiers, et toute l'armée se mit en marche à l'entrée de la nuit; il n'est pas bien aisé qu'une armée aussi nombreuse ne trouve des obstacles à une marche de nuit; ils furent surmontés par la vigilance de M. de Puységur; nos pontons mal attelés ne purent arriver qu'en 13 heures sur l'Escaut; l'on jeta les ponts sur le champ et toutes les premières troupes passèrent.

Les ennemis firent voir quelque cavalerie, que l'on rechassa dans leurs doubles lignes, desquelles on s'empara sur le champ, et, en y entrant, le comte de Broglie battit un convoy des ennemis escorté par 500 chevaux et 500 hommes de pied.

Le camp retranché des ennemis à Denain étoit notre objet; ce camp étoit défendu par 18 bataillons, commandés par Mylord Albermarle, avec 4 lieutenants généraux et plusieurs maréchaux de camp et brigadiers sous luy; beaucoup de canon.

Les dispositions furent promptement ordonnées et exécutées, et M. le Mal de Villars et M. le Mal de Montesquiou marchèrent à la tête de la droite de l'infanterie, M. d'Albergotty à la gauche et Mrs de Vieuxpont, de Dreux, de Brendlé, lieutenants généraux, M. le prince d'Isenghien, M. de Monchy, maréchaux de camp, M. le duc de Mortemart, M. le Mis de Nangis se mirent à la tête de toutes ces troupes; le comte de Villars servit de volontaire auprès de M. le Maréchal, son frère.

L'attaque se fit par 36 bataillons sur 8 colonnes. Jamais troupes n'ont marché avec tant de fierté; après avoir essuyé un assez long feu de canon et trois décharges de l'infanterie des ennemis, sans qu'aucun soldat s'ébranlât, ils grimpèrent sur des retranchements de plus de 20 pieds de haut, forcèrent les ennemis et ont passé presque tout au fil de l'épée.

M. de Contades, major général de l'infanterie, a parfaitement bien fait toutes les dispositions qui étoient de son emploi. Le prince Eugène y étoit arrivé deux heures auparavant, fit la disposition de la défense et fut au-devant de son infanterie pour en presser la marche, dont les premiers bataillons entroient dans le camp retranché lorsqu'il a été forcé. Mylord Albermarle a été pris, M. de Seguin[1], lieutenant général, pris avec 4 maréchaux de camp, qui sont MM. de Holstein, de Sauble, de Nassau et le baron d'Albert; 4 colonels, 5 lieutenants-colonels, 5 majors, 38 capitaines, 46 lieutenants, 53 enseignes, 19 officiers d'artillerie ou aides de camp pris, M. le comte Dhona, lieutenant général et gouverneur de Mons, tué; tout le reste, excepté 200 hommes au plus, a été tué, pris ou noyé dans l'Escaut.

1. La véritable orthographe est Seckingen : beaucoup d'autres noms propres ont été également maltraités par le secrétaire de Villars. Nous trouvons dans les Papiers de la Guerre et dans Pinart les brigadiers Asling et Harling, Tricault, de Belrieux; mais nous ne trouvons pas d'Althermart.

M. le M[al] de Villars se loue infiniment des troupes en général et de tout ce qui a été cy-devant nommé.

MM. de Gassion, Aslin, de Trecot, de Bellerieux, May, d'Althermart et de Colandre, brigadiers; MM. de Jonzac, de Milderbourg, de Tessé, de Châteauneuf et Baqueville, colonels, ont fait tous des merveilles, et ce seroit faire tort à celuy dont on ne diroit pas beaucoup de bien; nous y avons perdu le marquis de Tourville, le comte de Meuse fort blessé.

M. le M[al] de Villars envoya immédiatement après l'action le comte de Broglie avec de l'infanterie pour investir Marchiennes, où est généralement tout le dépôt de vivres et d'artillerie des ennemis; M. d'Albergotty a été détaché pareillement pour investir S[t] Amand.

Nous n'avons pas perdu tant d'officiers et de soldats qu'une action aussi dangereuse en devoit coûter; la valeur des troupes en a diminué le péril par l'ardeur et la promptitude avec laquelle ils ont emporté ce camp retranché, dans lequel on a trouvé 8 pièces de canon de fonte et beaucoup de munitions de guerre; on a pris aux ennemis 24 ou 25 drapeaux, et l'on en trouve actuellement dans l'Escaut.

(Copie. Arch. Vogüé. Provenant des papiers d'Ormond.)

107. *Le Prince Eugène au grand pensionnaire Heinsius.*

Bermerain, ce 25 juillet 1712.

J'ai cru d'être obligé dans cette conjoncture de me donner l'honneur de vous écrire pour pouvoir informer l'état de la situation des affaires. Je ne doute pas que Messieurs les députés n'auront mandé en détail ce qui s'est passé et ce que nous avons projecté ce matin.

Monsieur de Vegelin va à Mons pour voir ce qui est possible; ce que je vous puis dire, Monsieur, est que le fâcheux accident qui est arrivé à ces bataillons, selon mon sentiment, ne doit point changer les résolutions prises. Les raisons politiques et militaires demandent d'agir, et on peut prendre des telles mesures qu'on le peut faire avec quelques espérances bien fondées de réussir, pourveu qu'on puisse assurer la proviande et ce qui manque encore de munitions. Le comte de Sinzendorff vous informera plus au long de mes pensées.

(Copie. Arch. I. R. de Vienne.)

108. *Villars au duc d'Ormond.*

Au camp de Denain, ce 2 août 1712.

Monsieur,

Je vois par les deux lettres que vous me faites l'honneur de m'écrire ce que vous désirez pour Mylord Albermarle et pour le sieur de Grangues, capitaine dans Walef. Pour le premier, cela n'est en aucune façon du monde en mon pouvoir, et vous comprendrez aisément, Monsieur, que c'est le Roy qui décide de ces sortes de choses là. Quant au capitaine, il est bien assurément de très bonne prise; il auroit beaucoup mieux fait de suivre son régiment que nos ennemis, mais il suffit, Monsieur, que vous désiriez sa liberté pour que je la luy accorde, et j'ordonneray qu'il soit renvoyé auprès de vous.

Ce que nous trouvons dans Marchiennes est surprenant, et MM. les États y font une perte difficile à réparer; ils peuvent bien être assez fâchés de n'avoir pas accepté la suspension que la Reine vouloit bien leur procurer.

(Copie. Arch. Vogüé.)

109. *Villars au duc d'Ormond.*

Au camp de Préseau, ce 12 septembre 1712.

Monsieur,

Vous aurez déjà été informé de la prise de Douay, la garnison prisonnière de guerre; le Quesnoy a été investi le même jour, et, bien que l'armée ennemie eût passé les rivières d'Hayne et de la Trouille avant que l'armée du Roy eût pris aucune précaution pour assurer une circonvallation, j'ay peine à croire que M. le prince Eugène vueille se commettre à une bataille pour tenter le secours; en tous cas, je prends les mesures convenables pour rendre vains tous ses efforts.

J'ay eu l'honneur de vous mander, Monsieur, après l'affaire de Denain, ce qui m'étoit revenu des discours des principaux généraux ennemis, que tous unanimement comptoient sur une révolution très prochaine en Angleterre, M. le comte d'Albermarle s'expliquant même assez naturellement sur cela; je suis persuadé que personnellement il est très éloigné de la désirer, et les témoignages que vous, Monsieur, et M. le comte de Strafford m'avez fait l'honneur de me rendre en sa faveur me persuadent qu'il est bon Anglois et, par conséquent, fort attaché aux inté-

rests de la Reine et de son ministère; ces mêmes témoignages que j'ay rendus à notre cour ont causé tous les bons traitements qu'il a reçus et la liberté entière de faire ce qu'il trouvera le plus convenable, de choisir sa résidence et, en un mot, tout ce qu'un prisonnier de guerre peut souhaiter.

Le comte d'Hompesch, fait prisonnier de guerre dans Douay et, comme vous le savez, Monsieur, un des plus accrédités généraux des ennemis, a dit que l'on comptoit actuellement en Hollande sur cette même révolution en Angleterre; il n'y a point de bon François qui ne doive la craindre, et je me croy plus obligé que personne à ne pas perdre un moment pour vous faire part de ces discours.

(Copie. Arch. Vogüé.)

110. *Le duc d'Ormond à Villars.*

A Gand, ce 15 septembre 1712.

Monsieur,

Vous avez raison de croire que nous étions informés de la prise de Douay et de l'investiture du Quesnoy avant que vous m'ayez fait l'honneur de me le mander. Quoique nous soyons icy, comme dans un coin, éloignés de la scène où se passent les actions militaires, les vôtres, Monsieur, sont trop éclatantes pour ne pas parvenir jusqu'à nous, et nous n'en perdons tout au plus que quelques circonstances, toujours en reste-t-il assez pour contenter le général le plus avide de gloire et pour satisfaire la plus belle ambition; vous continuez, Monsieur, à entrer généreusement dans les intérêts de la Reine ma maîtresse, et je sens l'obligation que je vous ay, en mon particulier, des avis que vous voulez bien donner à notre gouvernement par mon canal des discours que tiennent les généraux prisonniers auprès de vous. Quoy qu'il n'y ait que trop de gens malicieux, une Reine si aimée de ses peuples ne paroît pas devoir rien craindre, mais votre zèle obligeant est toujours remarquable et demande toute notre reconnoissance. A l'égard de Mylord Albermarle, comme c'est un pair d'Angleterre que j'ay connu depuis longtemps, j'ay pris la liberté de m'intéresser pour luy, et, s'il luy est échappé quelque chose d'extraordinaire, il me semble qu'il faudroit l'attribuer à la situation fâcheuse où vos succès l'ont mis et aux égards qu'il a pour le service où il est engagé; au reste, Monsieur, agréez, s. v. p., mes très humbles remerciements pour la part que vous voulez bien me donner aux honnêtetés que ce sei-

gneur a reçues de vous et du congé ample et complet que vous luy avez fait obtenir de votre cour.

(Copie. Arch. Vogüé.)

111. *Gally*[1] *au président de Cholier.*

Haspres, 19 octobre 1712.

Le général Grovestein, gouverneur de Bouchain, a arboré le drapeau blanc à onze heures du matin, après dix jours de tranchée. Mr le Mal de Villars n'a voulu le recevoir qu'à discrétion ni luy permettre aucune grâce qu'après avoir livré les portes. Mr le Mal a bien voulu ne point faire dépouiller les soldats et donne quelque équipage aux officiers et le fait conduire, luy et toutte sa garnison, à Rheims; ce même général, qui a tant fait peur à la Champagne, y sera conduit prisonnier avec toute sa garnison. Il commence à faire un tems horrible. L'on dit que le Prince Eugène repasse la Trouille.

(Orig. autogr. Archives du comte de Cibeins.)

112. *Villars au duc d'Ormond.*

Au camp d'Apres, le 20 octobre 1712.

Monsieur,

J'auray l'honneur de vous apprendre que Bouchain s'est rendu hier matin à discrétion, après dix jours de tranchée ouverte, bien que les ennemis y eussent fait divers ouvrages nouveaux; ils en avoient mis 22 à le prendre; nous y avons fort peu perdu.

J'ay eu l'honneur de vous informer de la prise du Quesnoy par un de vos tambours et par la poste; je n'ay été honoré d'aucune réponse; quant à la poste, il est très possible que la lettre ait été retenue dans les bureaux des ennemis; je croiray cependant que, le commerce de lettres étant libre, ils devroient surtout respecter celles qui vous sont adressées.

J'apprends par un courrier qui m'arrive d'Utrecht que M. le Comte de Strafford en étoit party le matin du 16 pour la cour d'Angleterre, d'où il devoit revenir bientôt pour mettre fin à ce grand ouvrage de la paix, dont l'Europe entière doit savoir gré à votre grande Reine; pour nous autres, nous ne devons jamais oublier que la justice de nos sentiments et de nos prétentions l'a portée à nous soulager de nos plus braves ennemis; et, quoy

1. Un des secrétaires de Villars.

qu'après votre séparation les forces de la ligue fussent encore supérieures aux nôtres, vous avez vu, Monsieur, que la fortune l'a abandonnée avec ces braves Anglois.

Permettez moi, Monsieur, de mettre icy bien des compliments pour M. le comte de Strafford; je regrette toujours que cette campagne finisse sans que j'aie eu l'honneur de vous voir; j'ose me flatter que vous voudrez bien voir une cour où vous êtes fort honoré; je désirerois passionnément pouvoir vous en faire les honneurs. Je n'ay reçu aucune réponse à une lettre que j'avois eu l'honneur d'écrire à M. le comte d'Oxford. Oserois-je vous demander, Monsieur, si elle aura été reçue. Honorez moi, Monsieur, de vos ordres pour Paris, où j'espère être dans peu.

(Copie. Arch. Vogüé.)

113. *Le duc d'Ormond à Villars.*

A Gand, ce 24 octobre 1712.

Monsieur,

Je me donne l'honneur de vous féliciter sur la prise de Bouchain, dont vous avez bien voulu me faire part; vous y allez si vertement que bien en prend aux places de votre voisinage que la saison vous arrête en si beau chemin. Cependant, j'ay lieu de croire qu'on mettra une plus forte barrière à votre valeur, et qu'un bon traité donnera le temps de jouir plus tranquillement de vos victoires. Je vous ferois mal ma cour de vous entretenir ainsi de paix, si je n'estois persuadé, Monsieur, que vous préférez l'utilité du public à vos intérêts particuliers; et, d'ailleurs, il est bon que vous ayez un peu de repos après tant de fatigues. Je vois bien par votre lettre que vous avez dessein d'en aller prendre à Paris, où je vous souhaite un bon voyage et toutes sortes de satisfactions; la mienne ne sera point entière, puisque je perds l'espérance dont je m'étois flatté qu'il se seroit présenté quelque occasion pendant que vous étiez dans ce pays pour que je pusse avoir l'honneur de vous voir; mais je vous assure, Monsieur, qu'en quelque endroit que je sois je conserverai un zélé souvenir de la personne du monde que j'estime et que j'honore le plus. Vos offres sont très obligeantes, Monsieur, et je les reçois avec toute la reconnoissance possible. J'envoye cette lettre par un de mes trompettes, afin qu'il puisse me rapporter plus promptement les ordres dont je vous prie de m'honorer avant votre départ, dans tout ce à quoy je pourray vous être utile icy ou en Angle-

terre; vous ne refuseriez pas de me les envoyer si vous saviez le plaisir que j'aurois à les exécuter.

P.-S. L'exprès qui étoit chargé de votre lettre pour Mylord comte d'Oxford a pensé périr dans son trajet; mais il en a été quitte pour la peur, et, après avoir rôdé assez longtemps sur la mer, j'apprends qu'il est heureusement arrivé en Angleterre; ainsi votre lettre doit avoir été rendue, mais l'indisposition de ce seigneur peut l'avoir empêché d'y répondre, car il y a déjà quelque temps que je n'ay point eu de ses lettres, mais j'apprends ce matin qu'il est beaucoup mieux.

(Copie. Arch. Vogüé.)

114. *Villars au cardinal de la Trémoille.*

24 décembre 1712.

On ne peut estre plus sensible à toutes les bontés dont m'honore V. Éce, et je vois avec une parfaitte joye par la lettre qu'elle me fait l'honneur de m'escrire celle que l'on a ressentie à Rome de voir les Hollandois un peu humilliés; grâces à Dieu, après quelques années un peu pénibles, les ordres de Sa Majesté ont esté heureusement exécutés en Flandre cette campagne; je l'estime presque : cinq lieutenants généraux des ennemis ont esté pris ou tués, dix mareschaux de camp ou brigadiers, plus de trente colonels, 44 bataillons entièrement deffaits, c'est-à-dire tués, pris ou noyés dans l'Escaut, plus de deux mille prisonniers dans les hospitaux de l'armée qui estoient à Marchiennes, 150 balandres chargées de munitions de guerre et de bouche, et près de 400 pièces de canon ou mortiers de bronze dans les diverses places, dont les garnisons ont esté prisonnières de guerre ou à discrétion. Nous avons lieu d'espérer que ces avantagès, deus aux sages dispositions et à la juste précision des ordres de Sa Majesté, seront dans peu de jours suivis de cette paix si nécessaire au bonheur de l'Europe. Comme V. Éce est au milieu des plus sages politiques de la terre, elle aura la satisfaction de voir cesser des troubles dont les plus sages prévoyances ne les avoient pas garantis et sous l'authorité mesme du Souverain Pontife, lequel, par sa sainteté et son amour paternel pour les fidèles, avoit si ardemment travaillé pour esloigner une guerre dont les horreurs ont approché du barbarisme.

Je vois par les letres dont m'honore Madame la Princesse des Ursins qu'elle a esté bien sensible à ce retour de la fortune, qui

laissera dans une heureuse et parfaitte tranquillité une monarchie à la conduitte de laquelle elle a la première part.

Je dois rendre mille très humbles grâces à V. Éce de l'honneur qu'elle me fait de s'intéresser à celuy que j'ay eu d'estre chargé de l'exécution des ordres du Roy; je la supplie de m'honorer toujours de sa bienveillance et d'estre persuadé de l'attachement et du respect avec lequel je luy suis dévoüé.

(Min. Arch. de Vaux.)

115. *La princesse de Conti à Villars.*

De Paris, ce 12 juillet 1713.

Mon fils est parti aujourd'huy, Monsieur, pour aller en Allemagne dans l'armée que vous commendés; la seule chose qui puisse m'adoucir les inquiétudes que me donne une première campagne est l'espérance que j'ay que vous voudriez bien en avoir quelque soin et de voir qu'il aprandra sous vous un métier dans lequel vous réussissés mieux que personne. Je luy ay fort recommendés d'avoir une entière déférance pour vos conseils; je luy ay dit sur votre sujet tout ce que j'en ay entendus dire à feu Mr le prince de Conti, qui avoit pour vous toute l'estime et l'amitié que vous mérités. Je conte, Monsieur, que vous voudrez bien en avoir pour mon fils et luy marquer dans cette occasion les sentimans d'atachement que vous aviés pour Mr le prince de Conti; je vous en serai très obligée et je vous prie d'être persuadé que j'ay pour vous toute l'estime et la considération qui vous est due.

Marie-Térèse de Bourbon.

(Orig. autogr. Arch. de Vaux.)

116. *Villars à Voysin.*

Extrait. Au camp de Spire, 4 juillet 1713.

Je n'eus pas le temps, Monsieur, en partant de la tranchée de Landau, d'avoir l'honneur de vous écrire une longue dépêche; M. le Mal de Besons vous aura rendu comte de tout ce qui a raport à cette sortie des ennemis où les troupes n'ont marqué que trop de valeur. M. de Biron[1], M. de Guerchois, M. de Mon-

1. M. de Biron fut blessé d'un coup de fauconneau dans le bras; l'amputation fut nécessaire.

tal, brigadiers, le comte de Beuvron, fils de M. le M[al] d'Harcourt, colonel d'Auxerois, je dois faire plus de mention de celuy là puisque, n'ayant que du courage à montrer, il a parfaitement remply ce devoir là. J'aurois désiré que tout se fût rejeté plus promtement dans le boyau, et il arrive souvent que les assiégés, ayant préparé un grand feu sur leurs remparts et leurs chemins couverts, se montrent principalement pour le faire essuyer.....

..... Le ministre de l'électeur de Mayence dînoit hier chés moy; il est homme d'esprit, et que j'ay veu plusieurs fois envoyé de son maître à l'empereur pendant que j'estois à Vienne. Il nous disoit (M. le duc de Guiche, qui étoit près de moy, l'entendit) qu'une des choses qui avoit le plus animé les États de l'Empire à s'unir à l'Empereur dans la présente guerre avoit été premièrement que l'on vouloit forcer l'Empire à reconnoître pour Roy un prince qui avoit fait la guerre à l'Empire, ayant commencé à l'attaquer par usurper une ville impérialle, ensuite que le Roy avoit exigé, si l'Empereur vouloit conserver Mantoüe, que l'Électeur de Bavière pût mettre garnison dans Ulm et Augsbourg. Oserois-je vous demander si cela est fondé, ou si c'est une de ces inventions de la cour de Vienne pour animer les États de l'Empire contre nous? Tous ceux qui m'ont parlé jusqu'à présent, j'entens les deux ministres de l'Électeur Palatin et de l'Électeur de Mayence et un des députés de Worms, homme d'esprit, ne m'ont point dit que les conditions de paix qui regardoient le Roy et l'Empire eussent paru dures à l'Empire, mais seulement tout ce que l'on avoit voulu exiger pour l'Électeur, outre la restitution de la Bavière.

J'ay eu l'honneur de vous mander, il y a quelque temps, que, si vous n'étiés pas embarrassé pour le pain des troupes, je ne le serois pas pour les fourages; j'ay assés, même plus de cavalerie qu'il ne m'en faut, mais, comme l'abondance ne nuit point, si vous voulés pousser quelques bataillons inutiles ailleurs en Comté, ce sera toujours une tête pour former le siège de Fribourg si nous ne trouvons rien de meilleur à faire. Il est aparant que, si l'ennemy se borne à tenir seulement les lignes d'Etlingue, le Rhin et les montagnes les plus voisines d'Etlingue, il a plus de troupes qu'il ne luy en faut pour cela.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2455, n° 17.)

117. *Villars au Roy.*

Au camp de Langendentzlingen, 21 septembre 1713.

Sire,

Nous avons emporté hier, à l'entrée de la nuit, les lignes des ennemis. M. le comte Du Bourg, MM. le chevalier Dasfeldt et de l'Estrade, lieutenans généraux, MM. de Silly, duc de Mortemart, et Le Guerchois, maréchaux de camp, détachés avec la première infanterie, avoient parfaitement bien fait leur disposition ayant partagé leurs 40 bataillons en trois corps pour attaquer par trois endroits. M. le Duc, M. le Prince de Conty ont marché à la tête des bataillons de la droitte et y ont montré une ardeur digne de leur sang. Je dois louer singulièrement M. le marquis de Silly, maréchal de camp, qui, connoissant mieux le pays, a parfaitement bien servy. Les trouppes y ont fait paroître leur valeur ordinaire. L'endroit où nous avons monté, nommé le Roscoph, montagne renommée par la hauteur, auroit été inaccessible à toutes autres trouppes que celles de V. M. Outre son escarpement, il y a doubles retranchemens et des redoutes pallissadées; nous avons très peu perdu par le peu de résistance des ennemis.

M. Dasfeld me mande qu'il a pris un colonel et quelques drapeaux. Je ne scay pas le détail de ce qui s'est passé à l'attaque de la gauche. Je marche dans ce moment pour entrer dans le pays autant que le pain pourra me le permettre et y porter la terreur de vos armes. Je suplie V. M. d'avoir pour agréable notre ardeur pour sa gloire et le bien de son service. J'ay l'honneur, etc.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2457, n° 97.)

118. *Le marquis de Contades à Voysin.*

Au camp de Langendetling, ce 21 septembre 1713.

Monseigneur,

M. le comte du Bourg, avec les trouppes à ses ordres dont j'ay eu l'honneur de vous envoyer un estat cy devant, arriva hier icy sur les dix heures du matin.

M. le mareschal de Villars y arriva à trois heures après midy dans le tems que M. le comte du Bourg faisoit ses dispositions pour marcher et attaquer les retranchemens des ennemis; M. le

maréchal de Villars, qui jugeoit que la diligence estoit nécessaire, pressa fort et fit marcher dans le moment.

M. le comte du Bourg marcha par la droitte avec la brigade du Perche, tous les dragons, M. de Coigny, à la teste, MM. de Silly et Pezeux, mareschaux de camp; il marcha à la montagne nommée Saint-Pierre: monsieur d'Asfeld avec M. de Guerchois et les brigades de Leuville, Dauphin et Bretagne marchèrent par la vallée à gauche de celle par où marchoit M. le comte du Bourg. M. le comte d'Estrades avec M. le duc de Mortemart et les brigades de Poitou et Saillans marchèrent par la vallée, à gauche de celle par où marchoit M. d'Asfeld.

Touttes ces troupes marchèrent par des terrains fort difficiles; à l'attaque de M. le comte du Bourg, M. de Silly se mit à la teste des grenadiers des brigades du Perche et avec lesdits grenadiers soutenus des bataillons força les ennemis dans leurs retranchemens et une redoute qu'ils tenoient; il ne me parut pas que les ennemis eussent là plus de cinq ou six cens hommes qui firent leurs descharges et s'enfuirent, et qui certainement auroient tenus plus longtems s'ils avoient voulus par la difficulté d'approcher d'eux, tenant la crête de la montagne qui est fort difficille.

Je ne puis assés avoir l'honneur de vous marquer l'ardeur et le courage des grenadiers.

MM. les Princes estoient à cette attaque pied à terre avec l'infanterie; M. d'Asfeld, de son costé, en forçant les retranchemens, a pris un colonel et deux drapeaux : comme il avoit un peu plus de chemin à faire que Mons[r] le comte du Bourg, il ne put attaquer qu'environ une demie heure après, qui estoit l'entrée de la nuit.

A l'attaque où j'estois, qui est celle de M. le comte du Bourg, je n'ay vu que cinq ou six grenadiers tués ou blessés.

M. Deplanty, aide major général qui faisoit le détail de l'infanterie aux ordres de M. le comte du Bourg, a fait toute la disposition qui estoit si bien que M. le maréchal de Villars n'y a rien changé.

Dans ce que j'ay veu des retranchemens des ennemis, il m'a paru qu'ils estoient très imparfaits.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2457, n° 98.)

119. *Le comte Du Bourg à Voysin.*

Au camp de Zeringen, quartier général devant Fribourg, ce 23e septembre 1713.

Monseigneur,

M. le Marechal de Villars est chargé d'amples details, peut estre n'aura-t-il pas eu le loisir de vous instruire à fond de ce qui s'est passé en sa presence le 20e de ce mois. Lorsque les trouppes du Roy, que j'avois l'honneur de commander, au nombre de quarante bataillons et sept regiments de dragons, ont forcé les lignes des ennemis et penetré au dedans de leurs retranchemens avec une valeur infinie, c'est ce qui fait, Monseigneur, que j'en joins icy un memoire.

Et je dois vous dire, pour rendre justice à M. le Marquis de Silly, marechal de camp, que c'est sur les connoissances parfaites qu'il a de ce pays que j'ay reglé tous mes mouvemens et fait mes dispositions pour entrer dans les gorges. Quant à l'execution de ce qui s'est passé à la colonne de la droitte où j'estois, c'est à sa sage conduite et valeur qu'elle est deüe, estant entré des premiers à la teste des grenadiers dans les retranchemens, en presence de M. le Duc et de M. le Prince de Conty, qui estoient à la teste du premier bataillon de Perche, n'ayant devant eux que les six compagnies de grenadiers de cette brigade. M. le Marechal de Villars a esté aussy present à tout ce qui s'est passé. Je dois, Monseigneur, vous en nommer les capitaines estant dignes d'estre connus de vous par la valeur extrême avec laquelle ils ont exécuté cet ouvrage qu'on peut dire estre des plus difficiles.

Le capitaine des grenadiers de Perche sont :

Les Srs de Castel et de Chabrol.

Les deux de Brie, sont les sieurs des Aube et de la Garde.

Les capitaines de Sparre, sont les sieurs Le Clerq et Onerot.

M. de St André, Me de Camp reformé à la suitte du regiment Dauphin cavalerie, que M. le Maréchal de Villars m'a donné pour faire la charge de marechal des logis de la cavallerie du corps que j'ay l'honneur de commander, quoiqu'il soit estropié d'une jambe et en bottes, entra des premiers dans les retranchemens des ennemis avec les grenadiers, de mesme que le Sr Du Planty, aide major general de l'infanterie, qui a esté détaché de l'armée pour faire le detail dans le corps qui estoit à mes ordres.

M. le chevalier de Beringhen, capitaine de cavalerie dans Touraine, a esté à cette action avec M. le Duc et s'y est comporté courageusement.

Le fils de M. le Maréchal de Bervick s'est trouvé à cette action à la teste de son regiment, où l'on m'a rendu comte qu'il a fait des merveilles. Comme il n'estoit pas de la collone que je menois et que nous etions separés par des bois et des habatis affreux, je n'ai peu voir ce qui c'est passé à coté.

J'ay l'honneur, etc.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2457, n° 112.)

120. *Villars à Voysin.*

Au camp devant Fribourg, ce 2e octobre 1713.

Le moment d'après le départ de votre courier, Monsieur, les ennemis ont fait hier une très grosse sortie sur la gauche de notre tranchée. M. de Saint-Fremond, lieutenant général de jour, et M. de Silly, maréchal de camp, se trouvèrent à l'endroit que les ennemis attaquoient, et M. de Vallory; les grenadiers de la Royne soutinrent le feu des ennemis avec beaucoup de fermeté, et le chevalier Dambre marcha à eux avec le premier bataillon de la Royne. Les ennemis n'ont pas renversé une seule peletée de terre et s'en retournèrent aussy vitte qu'ils estoyent venus, de manière que MM. de Coetenfau et de Saint-Chamont, qui commandoient les 300 chevaux de garde, ne purent les joindre. J'aurois été parfaitement content de l'action si le pauvre Beaujeu, qui me suivoit, n'avoit eu la jambe emportée d'un coup de canon. J'en suis très sensiblement affligé : c'est un des meilleurs officiers que le Roy ayt : très hardy et très capable. Mrs de St-Fremond et de Silly ont essuyé bien du feu, le Sr de Ragane, capitaine des grenadiers de la Royne, dangereusement blessé et 4 ou 5 autres officiers. Les ennemis ont assurément bien plus perdu que nous, puisqu'outre le feu qu'ils ont essuyé en arrivant, leur retraite a été accompagnée de beaucoup de coups de fuzils. Il y a eu deux mousquetaires tués; un capitaine de grenadiers du régiment de Limosin a été tué cette nuit. Je ne scay pas encore ce que l'on a perdu. A la gauche on a fait 120 toises de travail; on travaillera cette nuit à mettre 16 pièces de canon en batterie à la ville, et l'on en mène 12 pour battre le château, les chemins ayant esté préparés depuis trois jours. Je suis, etc.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2458, n° 10.)

121. *Villars à Voysin.*

Au camp devant Fribourg, ce 15 octobre 1713.

Voilà, Monsieur, une très grande et heureuse action pour le succèz et si nécessaire que, si nous l'avions entreprise plus tard, les ennemis renversoient la tête de nos sappes infailliblement par la grande sortie qu'ils avoient commencée. En vérité, la valeur des troupes est au-dessus de toute expression; vous y avez deux gendres volontaires qui se distinguent en toutes occasions. J'ay été gratifié d'un fort grand coup de pierre, mais, comme ce n'est pas à la tête, il n'y a pas grand mal.

Depuis deux jours, notre artillerie a tiré si vivement que j'ay été obligé d'en modérer le feu.

D'Hermand m'envoye un plan dans lequel vous verrez où nous en sommes.

J'ay voulu renvoyer au gouverneur de Fribourg ce que nous avons de ses prisonniers qui ont les plus grandes blessures. Je n'étois pas fâché qu'ils contassent à sa garnison la fermeté avec laquelle ils ont été attaqués. Je prétextois ce renvoy de l'estime que ses soldats méritoient par leur deffense. Il m'a remercié de mon honnêteté et n'a pas voulu recevoir ses blessés. Vous trouverez un état cy-joint de la garnison.

Vous trouverés cy-joint, Monsieur, l'état des officiers tués ou blessés jusqu'à présent : on n'a porté à l'hôpital que 400 hommes et, comme d'ordinaire, l'on conte le tiers tué, outre les blessés, je conte que cette affaire nous a coûté 6 à 700 hommes.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2458, n° 143.)

122. *Le marquis de Contades à Voysin.*

Au camp de Zeringuen, ce 15 octobre 1713.

Monseigneur,

Le chemin couvert de la ville et la lunette furent attaqués hier au soir, un quart d'heure avant la nuit par trente quatre compagnies de grenadiers et trois cens dragons, disposés ainsy que vous le verrez par l'état que j'ay l'honneur de vous envoyer; nous nous sommes logés sur les trois angles de front de nostre attaque, les logemens estendus de droite et de gauche jusques aux places d'armes rentrantes; nous travaillons pendant la journée et encore

mieux pendant la nuit à joindre ces trois logemens; nous les avons communiqués à nos sappes; cette action a esté très vigoureuse de la part des grenadiers et des dragons, les ennemis se sont aussy bien deffendus, le feu a esté prodigieux pendant une heure et demie; nous avons esté plus d'une heure avant de pouvoir nous rendre maistre de la lunette; il a même fallu que les bataillons de Poitou et un de Roussillon y aient marché, et, sans le secours de Messieurs de Broglie, comte et marquis, Mrs de Coigny, de Nangis et de Châtillon qui se mirent à la teste des troupes, elle auroit encore tenüe plus longtemps. M. le marquis de Vivans, qui estoit lieutenant général de tranchée, s'y est toujours tenu et partout s'est donné tous les mouvemens possibles et a donné de si bons ordres que je vous puis assurer qu'il n'y a eu aucune confusion dans tout le tems de l'attaque, et que l'on y a manqué de rien. M. d'Orbessan, de son costé, en a fait de mesme. M. le marquis de Silly, de bonne volonté, s'est toujours tenu à l'attaque du centre qui y a esté d'un grand secours. Je ne puis assés vous louer le courage des grenadiers et dragons. Il en coûte un peu cher : je ne suis pas encore bien informé de toutte la perte, je ne puis vous envoyer aujourd'hui qu'un estat très imparfait des morts et blessés, seulement des officiers de grenadiers et de quelques officiers commandés aux travailleurs. A l'égard des grenadiers et soldats, je scay seullement qu'il en est entré environ quatre cens à l'hôpital.

Je ne puis vous dire assez de bien des officiers majors qui estoient à chaque attaque; c'est à eux à qui est deû l'exécution de la disposition et le grand ordre qui a été observé pendant toutte l'attaque. Je vous serois sensiblement obligé si vous vouliés bien m'escrire une lettre que je leur puisse montrer, parce que certainement ce sont des gens d'un grand mérite, et qui non seulement servent le Roy très utillement, mais encore sont très utiles pour donner de l'émulation aux autres.

M. le comte de Croissy a esté blessé légèrement au bras auprès de M. le maréchal de Villars.

M. le duc de Fronsac a esté blessé légèrement à la teste.

M. le maréchal de Villars a eu une pierre sur les reins qui luy a fait grand mal. J'ai esté un peu blessé au visage, mais si légèrement que je ne me suis point mis sur la liste. Je puis mesme vous assurer que cette blessure ne m'empeschera pas d'agir et d'aporter tous mes soins pour qu'en ce qui regarde mon employ on ne manque de rien.

J'auray l'honneur de vous envoyer par le premier ordinaire

l'état de tous les officiers blessés tant à l'attaque du chemin couvert qu'à la sortie du chasteau et depuis le commencement du siège, je suis, avec tout l'attachement possible, etc.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2458, n° 152.)

123. *Villars au Roi.*

Au camp devant Fribourg, ce 1er novembre 1713.

Sire,

Je dois aux bons services qu'a rendus M. de Contade pendant un siège assés difficile la récompense la plus glorieuse qui est l'honneur d'aprendre à V. M. la prise de Fribourg.

Je ne m'attendois pas que le gouverneur abandonnât la ville tellement à la discrétion de nos trouppes, qu'il a fallu de grandes précautions pour les empêcher d'y entrer. J'y ay envoyé M. l'Intendant avec ordre de leur demander un million pour se racheter du pillage. Le comte de Siking, président de la Régence, est venu à la tête de tous les ordres se jetter à mes pieds pour implorer la clémence de V. M. Elle verra par la copie ci-jointe de la lettre que le gouverneur m'écrit qu'il m'abandonne deux mille blessés ou malades avec toutes les femmes des officiers et leurs équipages. Je lui ay envoyé M. de Contade pour luy dire que je feray mettre tous ses blessés et toutes les femmes à ses palissades, ne me croyant pas obligé d'être plus tendre pour nos ennemis que leurs propres généraux.

Je ne puis assez me louer de l'intrépidité des trouppes de V. M. Nous avons emporté la dernière lune cette nuit, deffendue par 150 hommes. Tout a été tué ou pris, et grâces à Dieu sans perte que d'un lieutenant de grenadiers tué en entrant dans le réduit.

M. Le Guerchois a aussy emporté le chemin couvert de la redoute du château après l'effet d'une mine. Je ne puis avoir l'honneur de parler à V. M. sur ce que l'on peut faire au château que je n'aye reconnu moy même quelqu'autre attaque; l'on croy que les meilleurs sont du côté de la ville. Il est bien certain qu'il sera dans peu de jours écrasé de bombes et d'artillerie : les ennemis ont, dès le commencement du siège, détruit tous les bastimens du fort Saint-Pierre et du fort de l'Étoille.

M. de Vallory et les ingénieurs ont servy avec une grande aplication et grand courage. L'artillerie a favorisé cette dernière nuit par un feu très vif de bombes, canons et pierriers cette attaque, et ce feu nous a sauvé beaucoup de gens.

Pendant que nos bombes et notre canon détruiront le château, je vais marcher avec partie de l'armée de V. M. le plus avant que le pain me le permettra pour établir solidement les contributions. Je la suplie d'avoir pour agréable notre ardeur pour sa gloire et le bien de son service. J'ay l'honneur, etc.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2460, n° 7.)

124. *Le baron de Harrsch à Villars.*

Fribourg, le 1er novembre 1713.

Monsieur,

Après avoir attendu les extrémités, selon mon ordre, je suis sur le point de me retirer dans le château de Fribourg et prends la liberté d'envoyer à Vostre Grandeur ce tambour, afin de vous recommander très humblement cette ville, tous les prisonniers de guerre que je suis contraint d'y laisser, tant officiers que soldats communs, la plupart malades et blessés, avec le reste pour les servir, et, parmy eux, le sieur de Vénerie, colonel de nos ingénieurs.

Que si Vostre Grandeur voudra bien m'accorder une capitulation honorable après avoir combattu dans le château, comme dans la ville, on ne tirera pas un seul coup contre celle-cy après les conventions réglées de part et d'autre. C'est une grâce que la valeur de l'ennemy ose espérer de la magnanimité de Sa Majesté Très Chrétienne. Je suis, avec un très profond respect, etc.

(Copie. Dépôt de la guerre.)

125. *Messieurs de la ville de Fribourg à Villars.*

1er novembre 1713.

Monseigneur,

Comme la guarnison se retire actuellement au château, tous les différens corps qui se trouvant dans la ville de Fribourg vous vienent de vous déclarer et de vous supplier très humblement de suspendre toutes sortes d'hostilités et de nous permettre la grâce, que nous ayons l'honneur de vous oser, Monseigneur, envoyer des députés pour vous porter nos très humbles prières. En attendant, nous espérons de vostre générosité que vous nous ferés la grâce de nous envoyer quelques seauvegardes pour des couvens, églises et quelques maisons pupliques et autres, où nous avons retirés nos peauvres femmes et inocentes enfants, et ne

douttons plus, Monseigneur, que vous aurés toujours encore quelque considération et bonté pour une ville dont avés esté cy-devant le gouverneur et que vous venés de réduire par la force, en conformité de ce que vous nous avés fait espérer par une lettre que vous nous avés fait l'honneur de nous escrire; c'est la grâce que nous vous en demandons par la miséricorde du Seigneur en vous asseurant que nous sommes avec toute sorte de respect, etc.

(Original. Arch. Vogüé.)

126. *Villars à Voysin.*

Au camp devant Fribourg, ce 3 novembre 1713.

Le baron d'Aarsch, Mr, après avoir rassemblé hier tous les officiers de la garnison qui ont tous signés une représentation pour le prince Eugène sur le cruel état où ils sont, luy a envoyé un major pour demander permission de remettre les forts et châteaux pour obtenir capitulation.

Les raisons de guerre et le bien du service me portent à les traitter avec une dureté qui ne m'est point du tout naturelle, et je leur ay fait déclarer que, si du château ils n'envoyoient du pain à leurs prisonniers blessés et malades, ils pourroient bien mourir de faim et qu'en un mot, ils ne seroient nourris que du château. Je crois qu'ils ont peu de farine.

Je presse nos artilleurs et ingénieurs de faire incessamment nos batteries de canons et de mortiers et d'y placer les pièces.

Vous saurés peut-estre que ma vivacité est nécessaire. Je me loue de tout le monde, mais je suis souvent obligé de presser.

Je dois me louer de l'activité de Paris pour nos vivres. Cependant il m'a demandé quatre jours pour pouvoir me préparer les dix jours de pain que je veux.

M. de Vallory ne trouve pas bien des moyens d'entrer dans les châteaux : pour l'attaque du fort St-Pierre, que nous avons commencé, elle est certainement mauvaise et très mauvaise. Il y a près de trois semaines que je luy ay dit (comme vous me faites l'honneur de me mander) qu'il n'y a que celle du front des ouvrages pour laquelle on puisse réussir, pour se porter ensuitte vers la droitte à notre égard du fort Saint-Pierre. M. de Vallory a voulu suivre des mémoires qui n'étoient pas bien justes.

Pour l'attaque de la ville, je ne croy pas que nous nous soyons trompés, après l'avoir bien reconnüe. Mais, en vérité, Monsieur, s'il avoit plut quatre jours (ce qui étoit très possible dans cette

saison), nos ponts des fossés, aussy bien que toutes nos digues, auroient été emportés.

Quand à l'assaut, j'en aurois le succès certain par la confiance que j'ay dans la valeur de nos troupes ; après cela, je vous diray qu'il faut grimper sur un bastion et un cavalier, dont l'ennemi avoit embarassé le front de plusieurs branches d'arbre, que l'on trouve le haut du cavalier retranché et le pied.

Pour cette vieille enceinte, comme elle ne continuoit pas à la gauche de notre attaque, elle ne nous auroit pas embarassée, mais nos deux ponts, l'un et l'autre, étoient battus chacun de 4 pièces de 24, bien enterrées dans les orillons, et dont les embrasures assés entières battoient le fossé ; il n'est pas agréable de les traverser malgré de telles difficultés ; je vous assure, M., qu'avec de tels obstacles, un assaut est bien dangereux pour les assaillants.

Sans toutes les précautions de M. le comte d'Artaignan, lieutenant général de tranchée, la ville étoit perdue : il mit M. le duc de Tallard sur les ponts avec deux compagnies de grenadiers, lequel y a si bien servy que, sans ses soins, cette malheureuse ville étoit détruite.

Le major que le général d'Aarsch envoye au Prince Eugène a dit que toute la garnison étoit résolüe de remettre les châteaux, le commandant l'a retenüe en leur montrant l'ordre du Prince Eugène, qui est formellement de se deffendre jusqu'à l'extrémité et de n'entendre à aucune capitulation ; que, non seulement il leur prometoit de les secourir, mais qu'il leur disoit même qu'il en avoit l'ordre positif de l'empereur.

Je vois, M., par plusieurs lettres que vous me faites l'honneur de m'écrire que S. M. désire toujours que l'on se place sur le Rhin. J'ose me flatter qu'Elle aura trouvé que l'on fait l'impossible. Je suis persuadé que nos matériaux pour nos entreprises existent, mais ayés la bonté de faire réflexion aux difficultés des transports. Croyés vous, M., que nous ayons les bombes nécessaires pour mettre en poudre le château? Je le croy, moi, car j'en ay près de 3,000 icy. Mais ces Mrs, qui doivent les employer, sont persuadés qu'il en faudroit bien davantage. Il faut donc en tirer de Landeau : l'on me dit (et je crois avec raison) que les charriots d'Alsace sont épuisés. Combien en faudra-t-il mettre encore en mouvement pour se placer le long du Rhin? Pour moy, je commence par ne rien croire impossible, ny rien trouver de difficile et j'entreprends assés, ce me semble, malgré toutes les représentations de demeurer court.

Je suplie S. M. d'écrire que l'on continuera comme l'on a commencé par faire tout ce qu'il est humainement possible. Mais, en vérité, l'esprit et le corps de votre serviteur travaille, ma foy, au-dessus de ses forces, et je n'en suis pas moins, M., votre trés humble, etc.

Je reviens dans ce moment, M., d'examiner encore avec MM. de Vallory et Saint-Perrier nos emplacemens pour le canon et les mortiers ; ils sont bons. Mais, après avoir bien ruiné le château et ouvert des brèches dans les flans qui voient la porte de Suäbe et celle de Saint-Cristofle, M. de Vallory y croit presque impossible d'y grimper; on tuera une partie de ce qui sera dedans : il faut entrer, et puis la saison s'avance. Enfin, son sentiment est entièrement de ruiner les fortifications de la ville et on commencera, à tout événement, à y faire des fourneaux. Nos mineurs demandent quinze jours pour renverser généralement toutes les fortifications. Pour moy, je veux espérer que la garnison capitulera avant ce tems là.

Comme vous m'avés fait l'honneur de me mander, Monsieur, qu'il seroit assés à propos de renvoyer la maison du Roy, je croy le devoir faire dès que je seray de retour de la marche que je vais faire. Leur plus court est par Sainte-Marie-aux-Mines et si je n'ay pas des ordres contraires, je leur feray prendre cette route.

(Orig. Dépôt de la guerre, vol. 2460, n° 16.)

127. *Le baron de Harrsch à Villars.*

Au château de Fribourg, ce 4 novembre 1713.

On suplie très humblement Monseigneur le maréchal duc de Villars de bien vouloir permettre que les pauvres et malheureux prisonniers blessés et malades en ville puissent avoir du pain pour leur argent, car on ne peut leur donner ny ne leur donnera une once icy. Dieu sera le juge de cette affaire et M. le maréchal C. Staremberg en a bien usé autrement avec ceux que M. le duc de La Feuillade lui a abandonné à Asti.

Nous avons eu le même cas après la délivrance de Turin : si bien que l'on ne demande qu'un pour deux.

(Copie. Dépôt de la guerre, vol. 2460, n° 32.)

128. *Villars au baron de Harrsch.*

Au camp devant Fribourg, ce 5 novembre 1713.

M. le général baron d'Arrsch et les braves officiers qui composent sa garnison doivent être persuadés que c'est avec une véritable douleur que je suis forcé à une dureté qui ne m'est point du tout naturelle; ils en comprendront aisément la raison. Elle est telle; ou ils ont des vivres en abondance ou ils n'en ont pas : s'ils ont assés de pain, il ne leur est pas difficile d'en donner à leurs blessés et prisonniers qui ne sont qu'à cent pas d'eux; s'ils n'en ont pas, ils me doivent scavoir gré d'acourcir leur triste et dangereux séjour dans ces châteaux par la nécessité de partager le peu de subsistance qui leur reste à leurs propres trouppes, et je me reproche d'autant moins cette aparence de duretté que je leur ay offert une capitulation honorable à laquelle ils ne reviendront plus s'ils ne l'acceptent dans peu de jours.

Dieu, qui est notre juge, fait sentir les premiers fléaux à ceux qui perpétuent la guerre, et votre opiniatreté vous attirera les seconds; pour moy, je n'auray pas dans cette occasion une fausse bonté qui seroit même fatalle à ceux qui l'exigent de moy.

J'adjouteray que les cas de prisonniers qu'allègue M. le baron d'Arrsch ne ressemblent point à celuy-cy, et près de 50,000 prisonniers que j'ay fait depuis que j'ay l'honneur d'estre à la tête des armées du Roy rendront témoignage de mon humanité.

Je vous diray même que vos prisonniers faits à l'attaque du chemin couvert et de la demie lune sont dans Brisach, pansés, traités et bien nourris.

(Copie. Dépôt de la guerre, vol. 2460, n° 33.)

129. *Le baron de Harrsch à Villars.*

Château de Fribourg, 6 novembre 1713.

Monseigneur,

Ce seroit peu respectueux à moy si je ne répondois pas avec toute la soumission possible sur ce que j'ai eu l'honneur de recevoir hier, et il n'y a certainement, Monseigneur, dans mon fait nulle opiniastreté, puisqu'un ordre absolu me lie et que je dois accomplir mon devoir, ce qui est inséparable de tout homme de bien qui porte dignement les armes.

Ayant abandonné cette ville, je n'ay rien fait que ce qu'ont fait tant de commandants de cœur de tous les siècles, lesquels, ne pouvant plus autrement à l'extrémité, ont pris leur retraitte dans leur château ou dans leur cittadelle, s'ils en avoient, car les peu des derniers exemples de ceux qui ont capitulé en Flandre pour des très vastes villes, ne sont, pour ainsy dire, qu'une exception à la règle générale que j'ay tenu.

Et si vous me permettez, Monseigneur, de l'avouer sincèrement, vous même m'avez fait prendre ce party, me faisant dire par le tambour d'Erlach le 21 du passé, que vous vouliez que je rendisse la ville et le château, ce qui étoit directement contre mon ordre et une chose que je ne pouvois jamais penser en homme d'honneur. J'ay été donc contraint d'abandonner ce que je ne pouvois plus maintenir : femmes, équipages, malades, blessés et tout le reste de nos biens que ce château étroit ne pouvoit pas contenir. Tout cela est au vainqueur, ils sont gardés puisqu'ils sont prisonniers : ils ont été en bonne partie pillé, dépouillé et maltraitté, selon le bon plaisir des premiers entrés ; avec quelle raison d'humanité les peut-on après tout cela exposer et renvoyer comme çà ?

Mais surtout, Monseigneur, comment leur dois-je donner le pain et servir comme je dois le Maistre ? Si j'en ay, je dois le ménager, affin que ma deffense dure d'autant plus longtemps ; si je n'en ay pas, j'en suis dispensé par la nécessité. Ma garnison et moy, ayant abandonné tout ce que nous avions, les officiers, surpris par ma retraitte, la plupart sont venus avec une chemise seulement sur le corps, si est ce que nous ne laissons pas de faire ce qui est possible dans notre pauvreté, nous envoyons à ces misérables tout ce que nous pouvons du nôtre sans toucher le bien du Prince, car il ne faut pas que cela aille jusqu'à raccourcir un siège ou une bloquade. Tout roule sur les considérations de S. A. Mgr. le Prince, notre général en chef, et peut-être sera il obligé de faire aller l'affaire jusqu'au Monarque même que nous servons. J'ay donné les informations justes et j'attends les ordres qui doivent arriver aujourd'huy ou demain. Mais si, par avanture, ils restoient les mêmes, je vous suplie, Monseigneur, de ne le point imputer à moy, puisqu'il faut obéyr aveuglément, en fait de guerre, et que la véritable valeur ne se rebutte de rien, n'étant pas permis, à nous autres, de penser en poltrons pour sortir bientôt d'icy.

La vôtre, Monseigneur, d'hier dit que les prisonniers de la demy lune sont bien traitté à Brissac, j'apprends qu'il y en a cinquante deux chez les P. Recollets, en ville, sans savoir comment ils sont

entrés, mais je m'informeray s'il m'est permis plus au juste aujourd'huy.

Me recommandant cependant avec tous mes malheureux là-bas très humblement à l'honneur de vos bonnes grâces, je suis, etc.

(Orig. Arch. Vogüé.)

130. *Villars au baron de Harrsch.*

6 novembre 1713.

Monsieur,

Je vous suplie de croire qu'il s'en faut bien que je croye avoir aucun reproche à vous faire sur la manière dont vous m'avés abandonné la ville de Fribourg; je vous diray même que, quand vous auriés voulu y faire quelque capitulation, la demande étoit inutile par l'état ou étoit votre place. Je ne vous fais donc, Monsieur, aucun reproche sur cela, mais trouvés bon que je vous dise aussy que je n'en mérite aucun de votre part sur l'aparence de dureté que vous me voyés, laquelle est conforme aux raisons de guerre, et vous êtes trop habile et connoissés trop d'exemples anciens et modernes de conduite pareille à la mienne pour en être surpris, surtout lors qu'il est question d'obliger un ennemy à consentir à une capitulation honorable. Je sçay, Monsieur, que vous êtes homme de beaucoup de mérite, vous en avés donné des marques récentes dans votre deffense. Mais il est certain que M. le Prince Eugène a obligé le gouverneur de Douay à rendre les forts de l'Escarpe (où l'on n'avoit pas même commencé d'attaque) dans le même tems que la ville, au dernier fossé de laquelle le passage étoit à peine commencé; la même chose est arrivée à Aire. J'avois donc grande raison de prétendre les mesmes conditions sur des châteaux que nous pouvons réduire en poudre si les nouvelles que vous attendés ne vous donnent la liberté de les rendre; vous voulés vous soulager de trop de soldats, de vos femmes : est-il juste que je vous donne cette comodité de tenir plus longtemps? C'est avec une véritable douleur que je vois d'aussy braves gens réduits à de telles extrémités; je vous plains, mais ne m'acusés pas d'une rigueur indispensablement nécessaire en pareille occasion, laquelle m'est d'autant plus pénible qu'elle m'empesche de vous donner toutes les marques d'estime qui vous sont dues et de la considération avec laquelle je suis, etc.

(Minute. Arch. Vogüé.)

TABLE

DU TROISIÈME VOLUME.

SOMMAIRES.

1708.

1709.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

